



Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso

Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience.

Rapport de recherche participative

Mars 2021

Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso

Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience.

Rapport de recherche participative

Mars 2021

Ce document est le rapport d'une recherche-action-participative menée entre novembre 2019 et octobre 2020 dans les 13 régions du Burkina Faso par Interpeace. Celui-ci a recueilli les points de vue hétérogènes de la population Burkinabè sur les facteurs de conflits violents et les facteurs de résilience. Les résultats des analyses se sont également servis de la revue documentaire et d'une étude quantitative commanditée par Interpeace.

Cette publication a été produite avec le soutien financier du Royaume des Pays-Bas.

Son contenu relève de la seule responsabilité d'Interpeace et ne reflète pas nécessairement les opinions du Royaume des Pays-Bas.

Photographie de couverture : Copyright Interpeace Burkina Faso 2020.

Les polices typographiques utilisées dans ce rapport sont Suisse International, Suisse Works et Suisse Neue, par Swiss Typefaces qui sponsorise généreusement Interpeace.

www.swisstypefaces.com

Quai Perdonnet 19
1800 Vevey
Switzerland

La reproduction de courts extraits de ce rapport est autorisée sans autorisation écrite formelle, à condition que la source originale soit correctement référencée, incluant le titre du rapport, l'auteur et l'année de publication. L'autorisation d'utiliser des parties de ce rapport, en entier ou en partie, peut être accordée par écrit. En aucun cas le contenu ne peut être altéré ou modifié, incluant les légendes et citations. Ceci est une publication d'Interpeace.

Pour des autorisations ou informations complémentaires, merci de contacter Interpeace.

Pour un renouveau du Pacte social au Burkina Faso

**Jeter les bases d'une paix durable au
Burkina Faso : Analyse participative des
facteurs de conflit et de résilience.**

Rapport de recherche participative

Mars 2021

Interpeace
Bureau de Ouagadougou

Zone du bois
Quartier Zogona- secteur 13
Section EO parcelle 15, Rue 13.25

www.interpeace.org



Royaume des Pays-Bas

Les efforts d'Interpeace pour la construction de la paix dans le monde sont rendus possibles par nos partenariats stratégiques du Pays-Bas, la Suède et de la Suisse.



Royaume des Pays-Bas



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Équipe de recherche et publication

Interpeace Afrique de l'Ouest

Représentante régionale senior POLIDORO Alessia
des programmes Afrique de
l'Ouest

Interpeace Burkina Faso

Chargé de programme senior NIANG Ousmane
Burkina Faso

Chargé politique et plaidoyer TRAORE Cheick Fayçal

Equipe de recherche BANGRE Eric Bertrand Pasba (Chercheur principal)
NANA Adrienne (Chercheure principale)
SOMA Yann Marius (Chercheur Assistant)
DIALLO Oumarou (Chercheur Assistant)
BAMBARA Carine Nadia (Chercheure audiovisuelle)
OUEDRAOGO Mahamadi (Chercheur audiovisuel)

Equipe d'appui SOMBIE Sandra (Chargée des opérations)
ALADE Idayath Olu Kémi (Assistante administrative)



Photographie N°01 : L'équipe de recherche lors d'un entretien

Un film a été produit par Interpeace Burkina Faso dans le cadre du présent processus de recherche action participative. Les propos des intervenants ont été recueillis dans le cadre de focus groups ou d'entretiens individuels réalisés dans les régions parcourues par l'équipe de recherche. Ce film est complémentaire au présent rapport.

Table des matières

Pour parcourir ce document, cliquez sur n'importe quel titre de la table des matières.
Pour revenir ici, cliquez sur un numéro de page

9	Sigles et abréviations
13	Résumé exécutif
18	Principaux facteurs du conflit et obstacles à la paix
19	Recommandations et opportunités pour la paix
23	Introduction
29	Méthodologie
29	L'approche de recherche action participative
30	Les phases du projet
32	L'analyse des données
32	L'audiovisuel comme outil essentiel dans la compréhension des dynamiques
33	L'enquête quantitative
33	Les détails de l'échantillon
35	Limites / biais d'analyse du sondage quantitatif
39	Chapitre 1 : Le sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités existantes comme entrave à la cohésion sociale
39	1.1 Le déficit perçu de régulation de la compétition foncière comme source d'enracinement d'un profond sentiment d'injustice et d'une culture de la violence
68	1.2 Processus inachevé de la décentralisation comme facteur d'aggravation des inégalités
73	Chapitre 2 : Une gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense
74	2.1 Une divergence autour des commanditaires des attaques
76	2.2. L'émergence des groupes d'autodéfense, véritable vecteur d'insécurité locale
92	2.3. Lutte contre le terrorisme et les insécurités
97	Chapitre 3 : Les stéréotypes ethniques, risques de frustration, de fragmentation sociale et de régionalisme
97	3.1. Des stéréotypes de plus en plus objet de discorde
98	3.2. Des préjugés à outrance de la communauté « peulh »
101	3.3. Un risque manifeste de repli sur le plan identitaire
102	3.4. Les prémices d'un sentiment régionaliste
104	3.5. Pauvreté et exclusion sociale
106	3.6. Quand les inégalités sociales deviennent trop fortes, elles effritent le sentiment d'appartenir à une même société

108	3.7. Malaise social, islamisme et repli identitaire sur une base religieuse
110	3.8. Une instrumentalisation de la religion comme moyen de diffusion des idéaux de l'extrémisme violent et du terrorisme
115	Chapitre 4 : L'affaiblissement des capacités/légitimité des cadres de transmission des normes et valeurs sociales comme entrave à la cohésion sociale
115	4.1. Le déclin de l'autorité parentale et la crise de l'école moderne comme sources de violence
118	4.2. La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme entrave à la cohésion sociale
125	Chapitre 5 : Facteurs de résilience, principales recommandations et pistes d'action
125	5.1. Facteurs de résilience
131	5.2. Principales recommandations
133	5.3. Pistes d'actions : Agenda pour la paix
145	ANNEXE A : Données statistiques de la répartition des participants aux consultations
147	ANNEXE B : Récapitulatif des causes de conflit issues des consultations régionales
147	Région du Centre-Est
149	Région du Centre-Nord
151	Région de l'Est
154	Région de la Boucle du Mouhoun
156	Région du Sud-Ouest
158	Région des Cascades
161	Région du Nord
162	Région du Plateau Central
163	Région du Centre-Sud
164	Région du Sahel
165	Région du Centre-Ouest
167	Région des Hauts bassins
168	Région du Centre
170	Annexe C: Questionnaire d'étude
175	Bibliographie

Sigles et abréviations

ADF/RDA :	Alliance pour la démocratie et la fédération/Rassemblement démocratique africain
CDP :	Congrès pour la démocratie et le progrès
EIGS	État Islamique au Grand Sahara
FDS :	Forces de défense et de sécurité
GSIM :	Groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans
MATDC :	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la cohésion sociale
MENAPLN :	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
MINEFID :	Ministère de l'économie, des finances et du développement
MJPEJ :	Ministère de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes
ONAFAR :	Observatoire nationale des faits religieux
OSC :	Organisation de la société civile
PDI :	Personne déplacée interne
PTF :	Partenaire technique et financier
RAP :	Recherche action participative
VDP :	Volontaire pour la défense de la patrie

Résumé exécutif

Résumé exécutif

Ce rapport analyse les principaux déterminants conflictuels au Burkina Faso, pays marqué par une escalade de la violence ainsi qu'un délitement de sa situation sécuritaire ces cinq dernières années. En effet, l'analyse de conflit qui a été menée dans le cadre du projet « **Jeter les bases d'une paix durable au Burkina Faso : Analyse participative des facteurs de conflit et de résilience** » financé par le Royaume des Pays-Bas a permis à la population Burkinabè d'identifier par elle-même les principaux facteurs du conflit, les sources de résilience et de faire des recommandations pour bâtir une paix durable. Cinq cent trente-huit **personnes** dans les treize **régions du pays** ont participé à l'analyse des facteurs de conflits et de résilience. Les données issues de ce diagnostic participatif ont été complétées par une **enquête quantitative** menée auprès de **deux mille trois cent quatre-vingt-seize personnes dans six régions du pays, dont les plus affectés par l'insécurité (disponible en ligne <https://bfrn.elva.org/fr>)**.

L'analyse des différentes données met en exergue une dynamique de conflits liée à des causes structurelles et conjoncturelles :

L'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités existantes

Cette situation est due à la défaillance de l'Etat dans la distribution des richesses nationales (les ressources naturelles, le foncier, les infrastructures de développement, etc.) et dans la régulation de la compétition autour de ces questions. Ces frustrations rendent les jeunes plus vulnérables face aux logiques d'engagement des réseaux de violence. Ceux-ci s'engagent dans des actes de violence non pas parce qu'ils vivent une situation de misère, mais parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas à leur juste place et que leur situation socioéconomique est précaire.

Le déficit de bonne gouvernance à l'origine d'une rupture de confiance entre gouvernants et gouvernés

Les populations estiment que les réformes politiques et économiques ne leur permettent pas de profiter des ressources de leur pays. À cela, s'ajoutent la corruption dans les services publics, le déficit de communication, l'impunité et la défaillance du système judiciaire. Du point de vue des participants, ces éléments ont peu à peu contribué à briser la confiance des Burkinabè dans les institutions publiques. En plus de ces raisons, le refus de l'alternance politique a été cité comme une des causes de l'insécurité dans le pays.

1 Sahel, Est, Nord, Centre-Nord, Boucle du Mouhoun, Hauts-Bassins

Une gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense

On constate une émergence de nouveaux acteurs sécuritaires (groupes d'autodéfense et volontaires de la patrie) qui, bien que jouissant d'une acceptation populaire, sont de plus en plus décriés du fait de leurs actes parfois arbitraires et illégaux. Par ailleurs, les Forces de défense et de sécurité (FDS) souffrent également d'un discrédit auprès de certaines populations, empêchant ainsi toute forme de collaboration. Ces réalités sur le plan sécuritaire ne cessent d'alimenter aujourd'hui des conflits latents.

Les stéréotypes ethniques, risques de frustration, de fragmentation sociale et de régionalisme

La suspicion et la stigmatisation basée sur l'ethnie fragilisent davantage le tissu social. L'identité nationale n'étant plus très forte, elle a cédé le pas aux identités religieuses et culturelles qui montent en puissance. Dans la Boucle du Mouhoun et dans la région du Nord par exemple, 28% des personnes touchées par l'enquête quantitative se définissent en premier lieu par leur religion.

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme entrave à la cohésion sociale

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle a réduit la capacité des chefs traditionnels à juguler les tensions au sein de leurs communautés ; car ils sont de moins en moins considérés comme ils l'étaient dans le passé. Aussi, existe-il un déficit dans la transmission des valeurs traditionnelles par la famille. Ce qui conduit à la méconnaissance et à la transgression des principes traditionnels du vivre-ensemble. Cette situation contribue ainsi indirectement à l'accroissement de l'incivisme, du banditisme et du nombre de conflits dans le pays.

Une instrumentalisation de la religion comme moyen de diffusion des idéaux de l'extrémisme violent

La non-maîtrise des textes religieux par leurs adeptes et la méconnaissance de la religion de l'autre ont respectivement comme conséquences la vulnérabilité des populations aux discours haineux et le non-respect de la diversité religieuse ; ce qui contribue à l'exacerbation des conflits dans le pays. Aussi, les prêches n'étant pas suffisamment contrôlés par l'Etat, des messages haineux et radicaux peuvent être diffusés par le canal de la religion.

En dépit de l'existence de ces diverses causes de conflits dans le pays, l'on assiste encore à un minimum de cohésion sociale. Celle-ci tient à l'existence de facteurs endogènes au sein de la société Burkinabè. De l'avis des populations, il est nécessaire de renforcer ces mécanismes endogènes de résilience.

Facteurs de résilience

En dépit de la situation de crise observée, des facteurs endogènes de résilience ont été cités par les populations. Ce sont : la parenté à plaisanterie, l'hospitalité qui caractérise les communautés, l'existence du système matriarcal renforçant les liens familiaux au sein de certaines communautés, les alliances entre différentes communautés et groupes ethniques, l'éducation au savoir-être, les cadres de dialogue interreligieux, le respect de l'autorité de l'Etat encore présent chez certains Burkinabè, l'existence de cadres de dialogue communautaire, l'implication des services techniques de l'Etat et des ONG dans les questions de cohésion sociale.

Ces facteurs de résilience devraient être en mesure d'atténuer les tensions et les conflits dans le pays et de préserver le vivre-ensemble des Burkinabè.

L'analyse participative des conflits faite par les Burkinabè a débouché sur **des recommandations** à l'endroit de la société de leur pays (Gouvernement, autorités traditionnelles, familles et autorités religieuses) qui, de leur point de vue, permettront au Burkina Faso de retrouver son qualificatif de pays des hommes intègres et de havre de paix.

L'ensemble de ces recommandations constitue une feuille de route, un agenda pour rétablir la paix et le vivre ensemble au pays.

Résumé en images

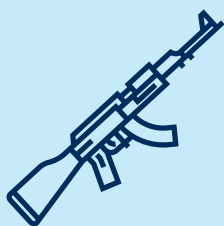
Principaux facteurs du conflit et obstacles à la paix



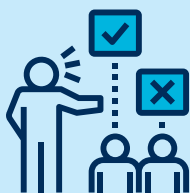
L'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités existantes



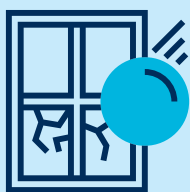
Le déficit de bonne gouvernance à l'origine d'une rupture de confiance entre gouvernants et gouvernés



Une gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense



Les stéréotypes ethniques, risques de frustration, de fragmentation sociale et de régionalisme



La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme entrave à la cohésion sociale



Une instrumentalisation de la religion comme moyen de diffusion des idéaux de l'extrémisme violent

Recommandations et opportunités pour la paix

1



Recommandation 1 :

Rétablir la confiance entre acteurs étatiques et acteurs communautaires

2



Recommandation 2 :

Mettre en place des mécanismes locaux de prévention et de gestion concertée des conflits autour du foncier et des ressources naturelles

3



Recommandation 3 :

Impliquer activement les jeunes dans les politiques publiques et les processus décisionnels

4



Recommandation 4 :

Appuyer la réforme du système judiciaire en vue de rapprocher la justice des justiciables

5



Recommandation 5 :

Relancer le processus de réforme institutionnelle des systèmes de sécurité

6



Recommandation 6 :

Mieux responsabiliser les collectivités territoriales et les leaders coutumiers

7



Recommandation 7 :

Promouvoir les valeurs culturelles pour mieux préserver la diversité ethnique et bâtir une paix durable

8



Recommandation 8 :

Une meilleure implication des parents, des éducateurs et de la société dans l'éducation des enfants

9



Recommandation 9 :

Etablir un cadre de dialogue inclusif entre l'Etat et la communauté Peulh et entre les autres communautés afin d'éviter des radicalisations à base identitaire qui pourraient constituer une réelle menace à la cohésion sociale

10



Recommandation 10 :

Renforcer le dialogue et la communication entre les religions

Introduction

Introduction

Jadis épargné par la violence terroriste qui a prévalu dans la sous-région (Mali, Niger)², le Burkina Faso a connu à son tour sa première attaque terroriste le 4 avril 2015, avec le kidnapping d'un ressortissant roumain. Le 23 août 2015, à Oursi (province de l'Oudalan dans la région du Sahel), une brigade de gendarmerie fut attaquée, avec une perte en vie humaine du côté des Forces de défense et de sécurité (FDS). Le 9 octobre 2015, à Samorogouan (province de Kénédougou, région des Hauts-Bassins), à l'Ouest du Burkina Faso, trois autres gendarmes ont été tués lors de l'attaque de leur caserne par des terroristes. En janvier 2016, Ouagadougou connaît son premier attentat, celui du restaurant « Cappuccino » et du « Splendid Hôtel » qui feront un bilan de 30 morts, de plus de 14 nationalités différentes.³ Et depuis lors, le pays subit de façon récurrente des agressions.

Burkina Faso: Conflict and displacement (January - October 2019)

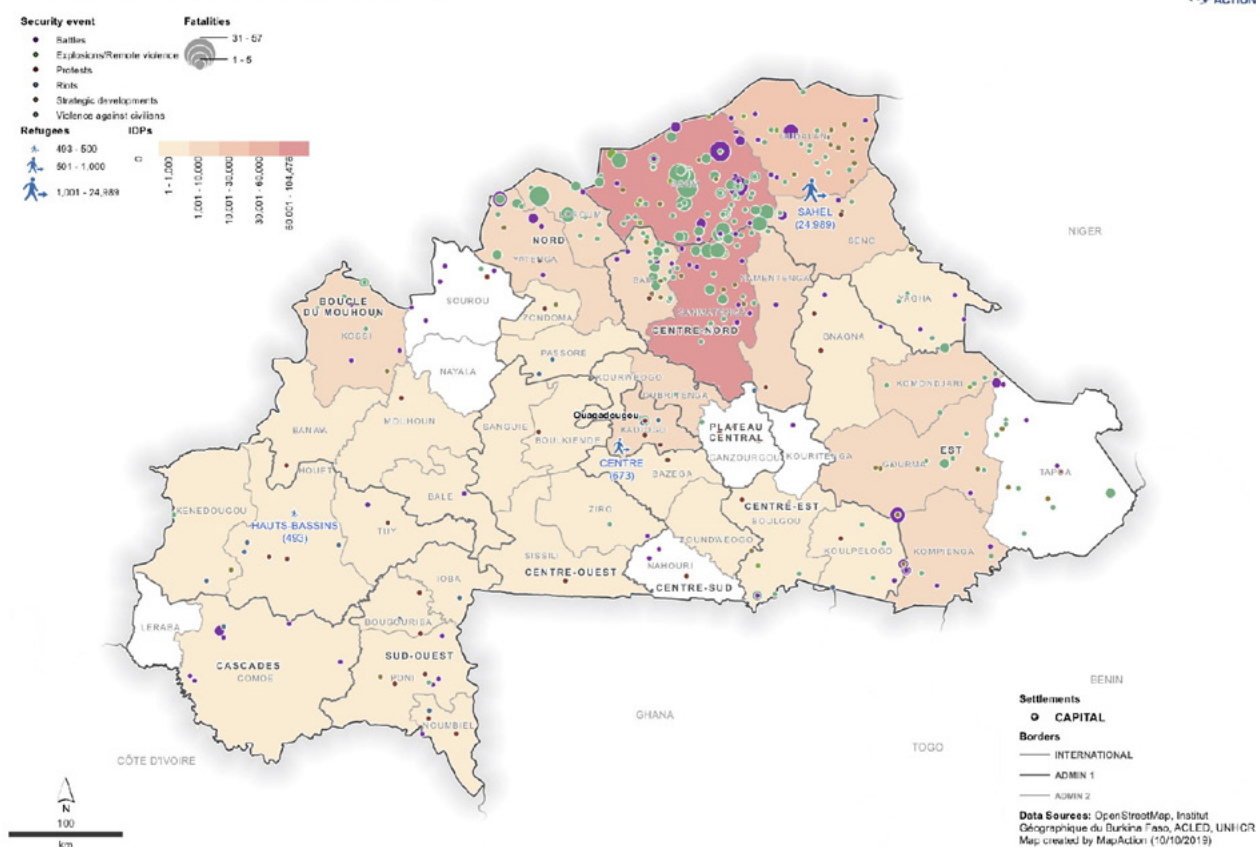


Illustration N°01

Source: Open Street Map, Institut géographique du Burkina Faso, ACLED, UNHCR, Map created by MAP Action (10/10/19)

- <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-or-without-compaore-times-uncertainty>
- Ces attaques ont été revendiquées par AQMI (Al-Qaïda au Maghreb Islamique). https://fr.wikipedia.org/wiki/Insurrection_djihadiste_a_Burkina_Faso

Auparavant circonscrite dans la zone du Nord du pays, cette violence s'est diffusée sur l'ensemble du territoire avec une augmentation spectaculaire du nombre d'actes violents commis par des groupes armés. Ces attaques qui, au départ de la crise, étaient essentiellement dirigées contre les symboles de l'Etat Burkinabè (services administratifs, Forces de défense et de sécurité, écoles et lycées ...) ciblent désormais de manière délibérée les populations civiles, qui subissent les conséquences de cette situation d'insécurité généralisée.

L'ère politique post Blaise Compaoré est marquée par « *la montée de l'insécurité, notamment en raison de l'essor du grand banditisme, tandis que les mutineries militaires se sont multipliées. La fragilisation de l'État, au sortir de la transition politique, a en outre entraîné la prolifération des groupes d'autodéfense, plébiscités par une bonne partie de la population mais rejetés par les légalistes. La tentative de coup d'État intervenue sous la transition, avortée grâce à la résistance populaire, est aussi l'expression de l'exacerbation des tensions au sein de l'armée. Malgré « le retour à une vie constitutionnelle normale », des membres de l'ex-régiment de sécurité présidentielle (RSP) ont de nouveau tenté de fomenter des troubles dans le pays en décembre 2015, janvier et octobre 2016* ». (Kibora et al. Sept 2017 : 5).

Bien avant, à la fin des années 90, des signes d'instabilité et de troubles se multiplièrent dans le pays. Le régime semi-autoritaire construit par Blaise Compaoré, qui a longtemps fonctionné commence à connaître un essoufflement. « *Ce système perfectionné comporte néanmoins plusieurs failles et ne survivra probablement pas à l'épreuve du temps. Il s'articule autour d'un seul homme qui a exercé une emprise totale sur le jeu politique pendant plus de deux décennies, laissant peu d'espace pour une transition souple. Les possibilités pour son remplacement démocratique sont en effet peu nombreuses* »⁴.

A ces soubresauts s'ajoutent des crises endogènes soutenues par des logiques latentes et/ou ouvertes de conflictualité qui, plus ou moins s'enracinent davantage, constituant ainsi des terreaux fertiles à la fragmentation de la société pluraliste, riche de sa diversité. En effet, l'instrumentalisation de l'armée depuis les indépendances, la mauvaise gestion du pouvoir, les séries de coups d'Etat et de renversement des régimes, les mécontentements des populations, sont autant d'éléments qui ont jalonné l'histoire socio-politique tumultueuse du Burkina Faso.

Depuis les attaques terroristes de 2015, le déclenchement et la propagation d'affrontements ethniques, communautaires et ou intercommunautaires menacent le vivre ensemble dans tout le pays notamment dans le Sahel, l'Est, le Centre Nord et le Nord. La progression de l'insécurité a engendré la détérioration de la cohésion sociale et la paix entre les groupes ethniques. Aujourd'hui, le Burkina Faso fait face à une crise sans précédent et se trouve confronté à un immense défi sécuritaire :

- Environ 580 attaques terroristes perpétrées depuis 2015 avec un bilan d'environ 1650 morts et 659 blessés.⁵

4 <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-or-without-compaore-times-uncertainty>

5 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/attaques-djihadistes-au-burkina-1650-civils-et-militaires-tues-en-cinq-ans-20200624> consultée le 06/12/2020 à 13H05

- Instauration du couvre-feu dans certaines régions du pays dans le cadre de l'Etat d'urgence (Cascades, Hauts Bassins, Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Est, Nord et Sahel)⁶ ;
- Existence de fractures intercommunautaires se manifestant par des actes de violences (*Yirgou*) ;
- 2.500 établissements scolaires fermés privant 350.000 élèves d'accès à l'éducation⁷ ;
- Apparition et émergence de groupes d'autodéfense locaux (*dozo*, *Koglweogo*)⁸ ;
- Migration/déplacement en contexte de crise (Déplacés internes) : environ 1 074 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays⁹ ;
- Attaques des lieux de culte religieux (attaques de la procession de fidèles catholiques à Zimtenga, enlèvement de prêtres, meurtres de pasteurs et leurs fidèles).

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente réflexion, qui a pour vocation d'analyser, à travers une approche de recherche action participative, les sources de conflits et les facteurs de paix au Burkina Faso. Cette étude qui s'appuie sur une compréhension des menaces extérieures ainsi que des facteurs d'instabilité interne tente de mieux cerner la crise sécuritaire qui s'accompagne aujourd'hui d'une montée de la fragmentation du tissu social et des pratiques de violence fragilisant la paix et la cohésion sociale. En effet, il s'est agi de mettre en œuvre un mécanisme par lequel la population du Burkina Faso a exprimé ouvertement, dans ses propres termes, sa compréhension des menaces actuelles à la paix et à la sécurité et de trouver des pistes de solutions, en vue de concevoir des programmes et des politiques adaptées au contexte local pour soutenir la paix à long terme.

Ce rapport est structuré autour des grandes problématiques qui ont été abordées et validées à chaque étape du processus de la recherche action participative.

6 <http://apanews.net/fr/news/burkina-letat-durgence-prolonge-dans-7-regions> consultée le 06/12/2020 à 16h40

7 <https://www.voaafrique.com/a/plus-de-2-500-%C3%A9coles-ferm%C3%A9es-et-350-000-%C3%A9l%C3%A8ves-burkinab%C3%A8s-priv%C3%A9s-de-cours-selon-hrw/5436242.html> consultée le 06/12/2020 à 16h55

8 Sten Hagberg, et al. *Sécurité par le bas Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso*, Papers in Africa Studies - 2019

9 Burkina Faso : Aperçu de la situation humanitaire (Au 31 décembre 2020), OCHA, Posted, 29 Janv 2021, consultée le 16/03/2021 à 16h37

Méthodologie

Méthodologie

L'approche de recherche action participative

L'approche mise en œuvre par Interpeace repose sur les principes de la recherche action participative (RAP). Celle-ci se base sur la conviction qu'en soutenant l'ensemble des parties prenantes par leur participation significative à la compréhension des conflits, l'on contribuera à la conception du processus de consolidation d'une paix inclusive. En effet, la recherche action participative offre un cadre de recherche collectif dans lequel les populations du Burkina Faso participent, chacune à son niveau, à la recherche des obstacles à une paix durable et des solutions à apporter. Cette méthodologie place au cœur du processus les Burkinabè dans le champ de la réflexion et du diagnostic des causalités de la crise, et dans la recherche de pistes de solutions ainsi que de leur mise en œuvre.

Ce processus contribue, au-delà du travail de recherche, à encourager une culture de dialogue et à améliorer les relations parmi des groupes parfois antagonistes, par le biais de rencontres répétées et structurées et d'une analyse conjointe des défis et des solutions à apporter. À terme, sa mise en œuvre permet aux acteurs confrontés à une situation de dégager eux-mêmes une analyse partagée et soutenue par tous, pouvant servir de base à la recherche participative de solutions consensuelles aux problèmes.

L'insécurité est devenue une préoccupation nationale et les défis et enjeux qu'elle relève sont d'une telle importance que son caractère multisectoriel et complexe met en garde contre la non prise en compte de certains points de vue. Il s'est alors agi d'avoir une écoute attentive lors de la collecte des données. L'inclusion du processus de consultation a permis également la légitimation du processus même et l'assurance de son succès. Les consultations menées à l'aide d'outils de recherche qualitative comme les groupes de discussion et les entretiens avec des informateurs clés ont permis de recueillir des données sur les facteurs de conflit et de résilience.

L'idée fondamentale a été de convier les Burkinabè dans leur diversité à contribuer au processus de consultations. En effet, une cartographie des acteurs a été faite selon des critères basés sur les caractéristiques assez significatives représentant les différentes composantes de la population du Burkina Faso. Les recoupements sont fonction du statut sociodémographique, du statut socioculturel et ethnique et du statut socioprofessionnel afin d'obtenir la prise en compte maximale des composantes distinctives tout en marquant l'approche inclusive et participative prônée par Interpeace. Entre autres les statuts peuvent être différenciés en fonction de leur mode d'attribution : les statuts assignés et les statuts acquis. Les statuts assignés sont dépendants des caractéristiques biologiques comme l'âge et le sexe ; et les statuts acquis qui sont étroitement liés à l'action des individus, leur mérite et /ou effort de conquête d'une position sociale tel que le leader politique, le chef coutumier, le leader religieux, l'enseignant, l'agent de santé, le syndicaliste.

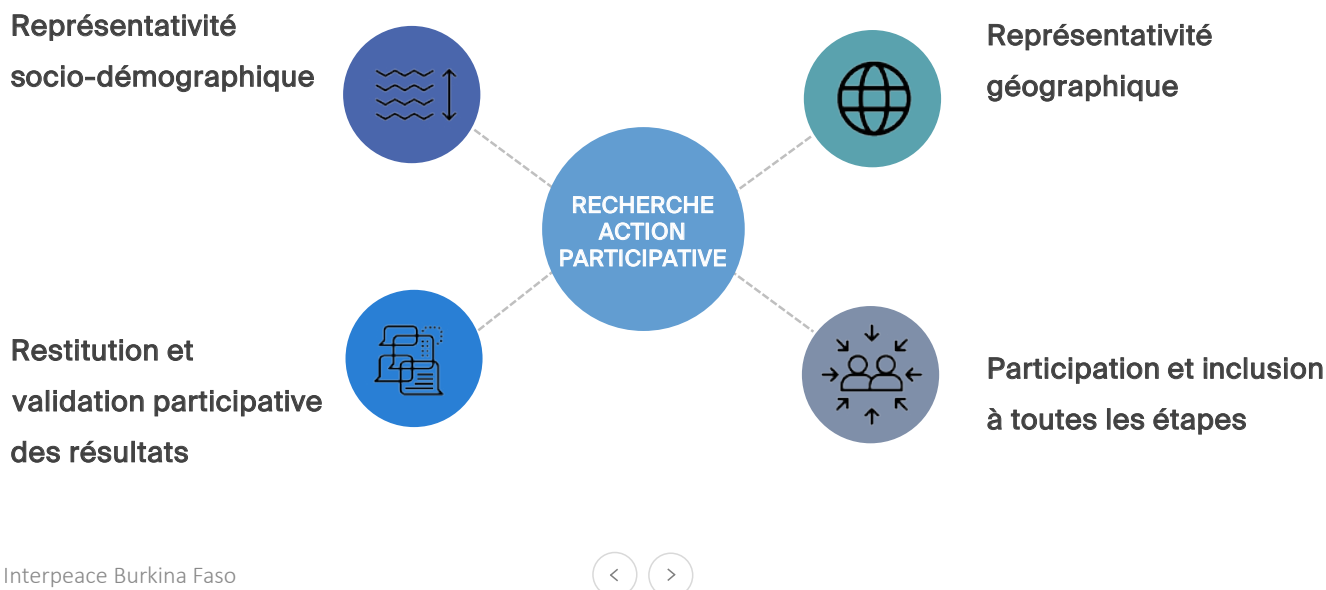


Illustration N°02 : schématisation de l'approche RAP d' Interpeace

Les phases du projet

La phase de démarrage

Elle a consisté à préparer le processus de consultation durant les mois d'octobre et de novembre 2019. Elle a été aussi une période d'engagement actif au

près des autorités et des intervenants clés pertinents afin de s'assurer que le processus est fiable et mené dans un climat de confiance.

Les consultations régionales

La phase de consultation régionale s'est déroulée de décembre 2019 à avril 2020. Elle avait pour objectif de recueillir les points de vue hétérogènes de la population Burkinabè sur les facteurs de conflit violent et les facteurs de résilience. Dans un premier temps, ce sont au total **vingt-quatre Focus groups** (avec **trois cent soixante-quatorze personnes**) et **cinquante-cinq entretiens individuels** qui ont été effectués. Les missions de sortie de collecte de données ont concerné sept régions : Région du Centre, Région du Nord, Région de la Boucle du Mouhoun, Région du Sahel, Région des Hauts bassins, Région de l'Est et Région du Centre-Nord. Ces personnes ont été retenues en fonction des statuts sociodémographiques et socioprofessionnels afin d'assurer une représentativité maximale des différentes composantes de la population Burkinabè.

poursuite des activités. Interpeace Burkina Faso a ainsi défini une nouvelle stratégie de mise en œuvre des consultations nationales. Les chercheurs ont recueilli via le téléphone les points de vue des populations Burkinabè des régions du Sud-Ouest, des cascades, du Centre, du Centre-Est, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et du Plateau Central. Elles se sont prononcées sur les facteurs de conflits et de résilience à travers des échanges via les appels téléphoniques. La discussion a tenu en moyenne 45 minutes. Concernant les obstacles à la paix, les points principaux qui ont structuré le dialogue renvoyaient à la question de savoir ce qui n'a pas été fait, ce qui a été insuffisamment fait ou ce qui a manqué d'être fait ainsi que les propositions de solutions. Ce sont **cent sept personnes** qui ont été enquêtées par le biais du téléphone.

A l'apparition de la maladie à COVID-19, le télétravail a été identifié comme une alternative pour la

En rapport à cette phase de consultation, une revue documentaire et une étude quantitative ont été ef-

fectuées sur la thématique des facteurs de conflits et les sources de résilience. Ces résultats ainsi obtenus

ont soutenu les analyses qualitatives qui se sont dégagées des consultations régionales.

La phase de restitution et de validation des résultats des consultations régionales

L'équipe de recherche a rassemblé, synthétisé et analysé les données recueillies au cours de la phase de consultation pour préparer un rapport préliminaire qui a servi de base à la phase de restitution et de validation.

En effet, les premières analyses ont été faites durant les mois d'avril et de mai 2020, en vue de la préparation des ateliers de validations régionales (qui se sont effectués pendant le mois de juillet 2020). Au total, **six ateliers de validation régionale** regroupant chacun 02 régions, ont été organisés. Cette phase a consisté à présenter les conclusions tirées des consultations (validation des résultats sur les dynamiques de conflits et les facteurs de résilience par les différents participants) et le projet de rapport dans le cadre d'une série d'ateliers régionaux, appelés forums de validation, auxquels ont participé des représentants de toutes les régions, y compris un certain nombre de participants de la phase

de consultation. Lors de cette étape, il a été procédé à une capitalisation de l'ensemble des informations collectées jusqu'ici ainsi que des recommandations et pistes de solutions proposées par les participants. La méthodologie qui a été utilisée était la présentation des résultats au travers de supports PowerPoint, vidéos et des travaux de groupes. Les participants ont été répartis en groupes de travail afin de leur permettre d'enrichir et approfondir la réflexion sur les différents aspects présentés.

De plus, les points focaux ont facilité la mobilisation des participants des chefs-lieux et ceux des autres régions. Par ailleurs, la facilitation des séances de travail a été assurée par les chercheurs d'Interpeace. Les prises d'images lors des séances ont été exploitées pour la réalisation d'une vidéo sur l'analyse des dynamiques de conflits et des facteurs de résilience au Burkina Faso.

Un forum national à Ouagadougou, avec des participants de toutes les régions du pays

Le forum national, qui s'est tenu les 22 et 23 octobre 2020 à Ouagadougou, a réuni également les principales parties prenantes nationales du processus c'est-à-dire le gouvernement, la société civile, le secteur public, le secteur privé et des représentants de la communauté internationale ainsi que les populations locales, avec pour objectifs :

- de partager les résultats de l'analyse sur les facteurs de conflits et de résilience avec les différents acteurs locaux, nationaux et internationaux ;

- d'approfondir la réflexion sur les thématiques prioritaires et les capacités à mobiliser pour bâtir une paix durable au Burkina Faso ;
- d'approfondir et de prioriser les recommandations de l'étude en vue de définir de manière collégiale et collective un agenda pour la paix et la cohésion sociale au Burkina Faso.

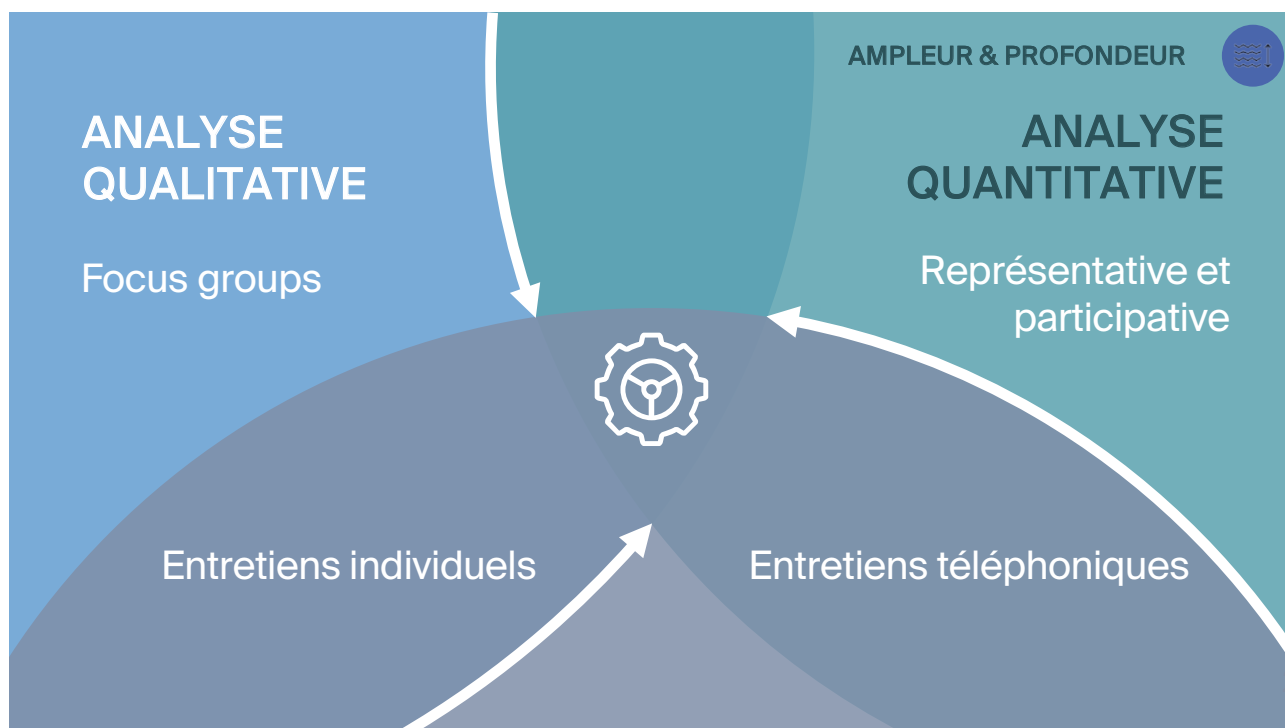


Illustration N°03 : schématisation de la méthodologie et des outils de collecte des données

L'analyse des données

L'analyse des données recueillies a été faite selon l'approche systémique, à partir de la RAP, qui a permis de mettre en exergue les logiques de réflexion et de compréhension des populations sur l'objet des débats occasionnés lors des focus groups. Cette approche a mis en jeu un ensemble d'éléments en interaction en vue de générer les dynamiques fortes permettant ainsi de cerner les liens de causalité, d'action et d'effet/impact entre les différents pans

mentionnés dans les discours des enquêtés. Cette analyse s'est aussi appuyée sur les conclusions de la revue documentaire détaillée qui a été établie au préalable par un consultant externe autour des facteurs de conflit et de résilience. Ceci a notamment permis de mieux percevoir les points de vue développés pour ensuite les confronter et dégager de nouvelles pistes de réflexion.

L'audiovisuel comme outil essentiel dans la compréhension des dynamiques

L'audiovisuel, largement utilisé comme complément à la recherche, fait partie intégrante de la méthodologie de travail d'Interpeace. L'utilisation de cet outil permet d'assurer l'authenticité des propos rapportés en gardant fidèlement les points de vue exprimés pendant les débats et de capturer l'ambiance dans laquelle les dialogues se sont déroulés. Il est particulièrement convaincant pour la restitution des résultats aux autorités ainsi qu'à des audiences non-al-

phabétisées et sert de support illustratif pour faire parvenir des éléments qui sont difficiles voire impossibles à capter dans un rapport écrit. C'est en effet un outil qui permet virtuellement de se faire écouter et de créer des ponts entre des groupes sociaux qui normalement ne se rencontrent et/ou ne dialoguent pas du fait de distances géographiques, ethniques, culturelles, générationnelles, voire psychologiques.

L'enquête quantitative

Elle fait partie du processus de recherche action participative d'Interpeace. Le sondage quantitatif avait pour objectif principal de développer une compréhension approfondie des facteurs de conflit et de résilience tels que définis par la population Burkinabè.

L'étude a été menée en trois étapes en suivant une méthodologie de sondage participatif:

Tout d'abord, un groupe de cinquante Burkinabè représentatifs des forces vives de la société Burkinabè a identifié et validé les thèmes, les indicateurs et les questions du sondage. Pour ce faire, le groupe de participant (/e-s) nationaux et régionaux issus de différents ministères, autorités administratives, organisations de la société civile et associations locales s'est réuni du 14 au 22 avril 2020 pour tenir un atelier de conception participative des outils de collecte des données et surtout de définition des thématiques à analyser. En raison de la COVID-19, *Build Up*¹⁰ a organisé l'atelier en ligne sur WhatsApp. Les 50 questions choisies couvrent quatre grandes thématiques : cohésion sociale, conflit et insécurité, gouvernance et justice, économie et stigmatisation.

De juillet à début septembre 2020, les enquêteurs ont effectué le sondage auprès de deux mille trois cent quatre-vingt-seize Burkinabè dans les régions du Centre Nord, Nord, Sahel, Est, Boucle du Mouhoun et Hauts Bassins. Les villages et les participant(/e-s) ont été sélectionnés à travers la méthode aléatoire. Les résultats sont donc représentatifs au niveau de chaque région.

Du 16 au 18 septembre 2020, le groupe représentatif d'acteurs nationaux et régionaux s'est réuni encore une fois (en ligne) pour une analyse participative des données afin de tirer les conclusions et recommandations qui sont présentées dans le présent rapport.

Un dernier atelier interne, qui a regroupé plusieurs membres d'Interpeace venus de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Kenya, a été organisé à Ouagadougou, du 23 au 27 novembre 2020. Cette session de travail avait pour but d'analyser et d'intégrer les données de l'enquête quantitative dans le rapport narratif.

Les détails de l'échantillon

De juillet à début septembre 2020, les enquêteurs ont administré le sondage auprès de 2396 Burkinabè dans les régions du Centre Nord, Nord, Sahel, Est, Boucle du Mouhoun et Hauts-Bassins. Les villages dans chaque région ont été sélectionnés à travers une méthode d'échantillonnage aléatoire en grappes. Les villages dans chaque région et les participants ont également été sélectionnés à travers une méthode d'échantillonnage aléatoire. Le sondage est donc statistiquement significatif au niveau

de chaque région mais pas significatif au niveau national (car nous n'avons pas inclus toutes les régions, et les régions n'ont pas été choisies aléatoirement). L'échantillon a été calculé sur la base des données du recensement générale de la population et de l'habitat (RGPH) de 2006 avec comme population d'intérêt les gens de dix-sept (17) ans et plus. Les données ont été stratifiées par genre pour arriver au cadre d'échantillonnage suivant :

¹⁰ Build Up est une association à but non lucratif dotée d'une équipe qui rassemble des compétences diverses : médiation, négociation, facilitation, construction de la paix, marketing, médias, réalisation de films, design, codage, analyse de données, médias sociaux, métallurgie, enregistrement graphique, etc.
Build Up transforme les conflits à l'ère du numérique. Pour ce faire, ils combinent les meilleures pratiques de consolidation de la paix, les méthodologies participatives et les technologies numériques afin d'identifier et de relever les nouveaux défis à la paix.

Région	Hommes	Femmes	Total	% Hommes	% Femmes
Boucle du Mouhoun	762063	781050	1543113	49.38%	50.62%
Centre-Nord	609244	685945	1295189	47.04%	52.96%
Est	648993	674241	1323234	49.05%	50.95%
Hauts-Bassins	793351	811524	1604875	49.43%	50.57%
Nord	591689	678436	1270125	46.59%	53.41%
Sahel	522692	528802	1051494	49.71%	50.29%

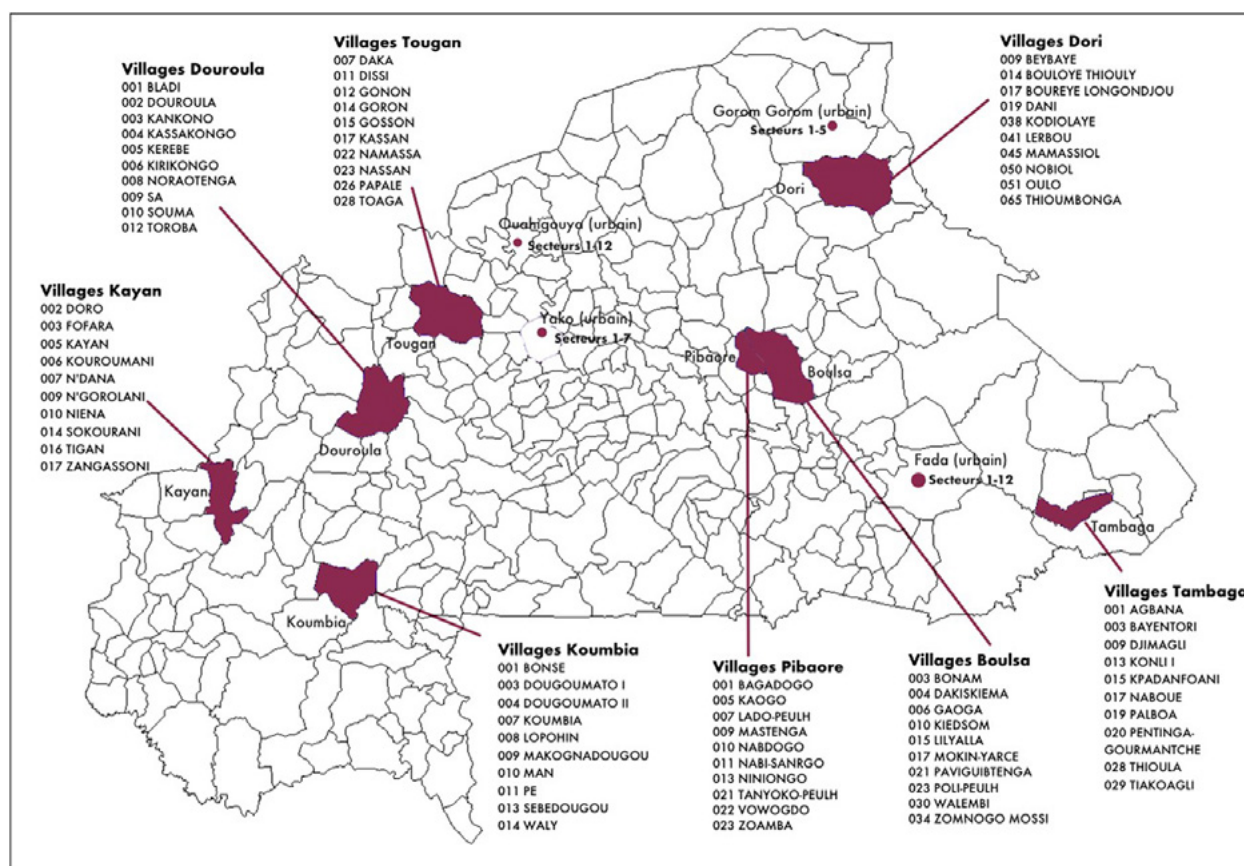
Tableau N°01 : proportion de la population de l'enquête quantitative

Pour identifier les localités, l'échantillon a été regroupé dans chaque région, avec un choix de deux communes (sous-régions) et dix villages par commune sélectionnée de manière aléatoire. Ce choix a été fait en deux étapes pour prendre en compte le fait que certaines localités présentent un risque sécuritaire très élevé pour les enquêteurs : sur la base d'une analyse des risques de l'échantillon original, huit sur les vingt communes ont été exclues de l'échantillon initial de communes, parce que le risque de sécurité pour les enquêteurs était jugé comme étant trop élevé. Les huit villages ont été remplacés à travers un choix aléatoire parmi ceux qui restaient. Au niveau de chaque village, les enquêteurs et enquêtrices ont sélectionné les participants individuels à travers un intervalle d'échantillonnage. Ils ont ainsi déterminé à l'aléatoire le point de départ dans le village à travers un tirage au sort entre l'école, la maison du chef de village, le centre polyvalent, le marché ou la mosquée. En commençant à droite du point de départ,

ils ont utilisé un intervalle d'échantillonnage calculé pour chaque localité sur base des données de population. Donc pour un intervalle d'échantillonnage de X, ils se sont arrêtés devant chaque Xème maison. Une fois le niveau d'entretiens nécessaires pour hommes ou femmes atteint, ils ont refusé cette catégorie pour un entretien et sélectionné la personne la plus proche, jusqu'au nombre total d'enquêtes.

Pendant la collecte des données à Tougan, l'administration locale a déconseillé l'accès des enquêteurs aux villages de *Dissi*, *Gonon* et *Gossom* pour des raisons sécuritaires. Sur base d'un choix aléatoire parmi la liste des villages censés être sûrs, les trois villages ont été remplacés par Da, Kawara et Djouroume.

Finalement, l'enquête a commencé dans les localités suivantes :



Le secteur « 12 » de Fada n'est pas reconnu officiellement comme tel, c'est entré dans les coutumes locales de l'appeler comme cela.

Illustration N°04 : situation géographique des localités retenues pour l'enquête quantitative

Limites / biais d'analyse du sondage quantitatif

Il y a quatre limites principales de l'analyse :

- Le sondage est statistiquement significatif au niveau de chaque région. Toutefois, son extrapolation au niveau national suscite des réserves car toutes les régions ne sont pas incluses et les régions n'ont pas été choisies aléatoirement. Au niveau des régions, l'échantillon n'a été stratifié seulement que pour la variable démographique : le genre. D'autres variables démographiques ont été collectées, mais l'analyse de ces dernières faite sur cette base n'est pas fiable.
- Le choix aléatoire des communes urbaines ou rurales. L'échantillon inclut des zones urbaines seulement dans trois régions : l'Est, le Sahel et le Nord. Il est donc difficile de comparer les similitudes / différences entre les opinions des résidents urbains et ruraux.
- L'échantillon n'a pas tenu compte de la représentativité des groupes ethniques au sein des populations de chaque région. De ce fait, toute conclusion sur l'appartenance ethnique doit être prise avec prudence. Par exemple, seulement dix-sept participants (/e-s) sur les quatre cents sont du groupe ethnique gourounsi. Leur nombre est donc trop bas pour les inclure dans les conclusions sur les différences par groupe ethnique.
- A la suite de l'exclusion de certaines communes pour assurer la sécurité des enquêteurs et enquêtrices, les opinions des Burkinabè qui vivent dans les villages où sévit l'insécurité ne sont pas suffisamment représentées dans ce volet de l'étude ; ce qui introduit un léger biais également dans les conclusions de cette partie de l'étude.

Chapitre 1

Le sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités existantes comme entrave à la cohésion sociale

Chapitre 1 : Le sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités existantes comme entrave à la cohésion sociale

Le sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités économiques apparaît comme l'un des enjeux majeurs à prendre en compte dans l'analyse des dynamiques qui sous-tendent la conflictualité au Burkina Faso. En effet, ce sentiment d'inégalité débouche sur des violences, de la vengeance et des règlements de comptes entre

« Des gens au Burkina Faso célèbrent et fêtent leurs milliards pendant que la majorité de la population galère, tout ceci crée des frustrations... ».

personnes. Ce sentiment largement partagé par la plupart des populations rencontrées se nourrit du déficit de régulation dans la compétition foncière, la défaillance du système dans l'accès et l'exploitation des ressources naturelles, la faiblesse des opportunités économiques pour les couches vulnérables, le tout as-

socié à un affaiblissement continu de l'autorité de l'Etat qui ne parvient plus à garantir l'égalité d'accès et de jouissance de tous les Burkinabè.

1.1 Le déficit perçu de régulation de la compétition foncière comme source d'enracinement d'un profond sentiment d'injustice et d'une culture de la violence

L'inégal accès aux ressources foncières est perçu comme l'une des principales sources d'aggravation des conflits. Ces conflits, qui ont toujours existé autrefois mais de manière latente¹¹, ont pris une tournure plus violente et sont devenus plus fréquents du fait de la compétition dans l'acquisition des terres fertiles qui se font de plus en plus rares¹² en raison du changement climatique (réchauffement des températures, diminution de la pluviométrie, appauvrissement des sols, etc.). En effet, la croissance démographique, les mi-

11 Entretien individuel avec le représentant du Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), Houndé, Région des Hauts-Bassins, Décembre 2019.

12 Du fait des changements climatiques, de l'avancée du désert, les terres fertiles se raréfient du fait de la pression démographique. Pour plus de détails sur la question, v. GAUSSET Quentin (2008), « L'aspect foncier dans les conflits entre autochtones et migrants au sud-ouest du Burkina Faso », Politique africaine, 2008/4 (N° 112), p. 52-66.

grations mais aussi la volonté affichée par l'Etat de privatiser certaines terres constituent aujourd'hui un enjeu important pour les ressources foncières qui deviennent de plus en plus un objet de compétition et qui provoquent des relations sociales tendues entre groupes ethniques ébauchant parfois sur des conflits violents. Cette situation est d'autant plus préoccupante du fait de la place de l'agriculture qui occupe plus de 80% de la population active et qui constitue une part importante du Produit Intérieur Brut (PIB). Dans toutes les régions du Burkina Faso, ces conflits fonciers sont légion¹³. Un des participants au Focus group à Houndé (région des Hauts Bassins) exprime cette crainte en ces termes :

« Chaque année, [des] personnes sont tuées à Houndé à la suite de conflits fonciers. Si rien

n'est fait, la crise foncière à venir au Burkina risque de devenir plus explosive que celle de la Côte d'Ivoire... »¹⁴.

Trois problèmes particuliers sont mis en avant par les personnes enquêtées pour expliquer le niveau élevé des conflits en matière foncière. Il s'agit d'abord de la superposition de plusieurs systèmes de gestion foncière qui non seulement se contredisent dans leurs méthodes de gestion de la terre, mais ont renforcé une situation de désacralisation et de « marchandisation » qui est porteuse de nombreux conflits. A cela s'ajoutent également les effets de la péjoration climatique qui accentue une situation de rareté des terres débouchant sur des confrontations récurrentes entre agriculteurs et éleveurs.

1.1.1 La superposition de plusieurs systèmes de gestion des terres comme source de conflits et de violence

Il est un sentiment partagé par les populations que le monopole foncier exercé par l'Etat, au regard de la légitimité de leurs droits fonciers endogènes, engendre des difficultés dans la gestion des terres. Les collectivités locales sont aussi pointées du doigt par les populations qui leur reprochent d'user de leurs prérogatives de puissance publique pour très souvent disposer abusivement de terres au nom de l'intérêt général¹⁵. Dans ce domaine, la cohésion sociale se trouve confrontée à la réalité de l'existence de droits coutumiers de gestion de la terre qui sont ignorés ou ne sont pas suffisamment pris en compte par le législateur dans l'édiction des règles modernes qui doivent s'appliquer à ladite terre.

Depuis la mise en application de la réforme agraire et foncière¹⁶, plusieurs instances de régulation s'entremettent en fonction des points de divergence et de convergence des acteurs en présence. La loi portant réorganisation agraire et foncière a de ce fait remis en cause les pratiques coutumières locales qui régissaient le foncier au niveau des communautés, sans pour autant réguler de façon totale et définitive la

Un droit traditionnel qui ne connaît pas la propriété individuelle se heurte à un droit moderne basé sur la propriété individuelle. Une terre jadis gérée collectivement devient objet d'appropriation individuelle et donc de convoitises, de revendications et de conflits

question. Au nombre des bouleversements opérés, on observe un changement de paradigme concernant le titulaire de la terre. La terre n'appartient plus uniquement à la collectivité. Elle peut être l'objet de propriété individuelle alors que dans les droits coutumiers, la terre appartenait à la collectivité qui l'exploitait pour ses besoins.

Avec l'avènement de la propriété foncière privée, les questions de terres se sont complexifiées car elles dépendent maintenant de plusieurs systèmes de gestion : le système traditionnel qui ne connaît pas la propriété individuelle et le système moderne qui pri-

13 Centre pour la gouvernance démocratique (2019), *Rapport sur les structures locales d'intercession et de médiation : mapping et perception des populations*.

14 Focus group hétérogène avec les forces vives, Houndé, Région des Hauts-Bassins, Décembre 2019.

15 Focus group hétérogène avec les forces vives, Fada, Région de l'Est, février 2020.

16 Cette réforme a eu lieu en 2012 à travers l'adoption de la loi n°034-2012/AN portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso.

vilégie la propriété individuelle. Cette juxtaposition de législations a créé des ambiguïtés et des recompositions stratégiques ont été opérées par les acteurs en fonction très souvent des intérêts en jeu. C'est ainsi qu'un participant au focus group à Dédougou a pu relever que :

« Chez nous dans l'ancien temps, la terre n'appartenait à personne. L'étranger qui vient, il va voir le chef de terre et on lui prête une portion de terre pour qu'il cultive pour se nourrir. En fonction de votre nombre, on vous donne une certaine proportion. Avec les histoires de blancs [loi portant réorganisation agraire et foncière], on parle de propriété foncière. On dit que la terre appartient à l'Etat, aux collectivités et aux individus. Une seule personne peut venir acheter et accaparer plusieurs hectares. »¹⁷.

La mutation du droit foncier pose encore d'autres types de défis qui sont des facteurs qui alimentent la conflictualité au Burkina Faso. Le premier défi à noter de ce point de vue porte sur la législation nationale. En effet, lorsque l'Etat est amené à régler un aspect du domaine foncier, il arrive souvent qu'il ne prenne pas en charge toute la question et de façon définitive. C'est le cas de la loi portant réorganisation agraire et foncière au sein de laquelle il est fait une distinction entre plusieurs domaines fonciers, celui de l'Etat, celui des collectivités territoriales, celui des particuliers... dans des termes peu clairs qui confondent les populations. C'est aussi le cas des actes pris pour exproprier ou créer des zones de pâturage. La création de zones de pâturage non assortie de l'interdiction pour les agriculteurs d'occuper ces zones est source de tensions ultérieures entre les communautés, car des conflits ultérieurs peuvent naître de cette insuffisance de la réglementation. C'est l'exemple dans l'Est du Burkina Faso d'une situation où il est expliqué que :

« L'Etat a pris un texte pour créer des zones de pâturage, des pistes à bétail et des zones de cultures mais n'a pas interdit aux agriculteurs de s'installer dans les zones de pâ-

turages. Pendant plus de 20 ans, les agriculteurs se sont installés dans cette zone sous le regard silencieux des autorités. Aujourd'hui l'Etat vient dire à ces agriculteurs de quitter les zones de pâturage. Ils vont aller où ? ... Cela entraîne souvent des tensions entre agriculteurs et forces de l'ordre »¹⁸.

Le deuxième défi à noter porte sur le droit traditionnel qui se base sur la confiance et le témoignage comme modes de preuve. Or le droit foncier moderne se base sur des titres, l'écrit. Dans ces conditions, des transactions qui ont pu avoir lieu entre des personnes dans une période reculée, et qui n'ont pas donné lieu à des documents écrits ne peuvent être prouvées devant les juridictions modernes. Pourtant, en l'absence d'un règlement à l'amiable, ce sont ces juridictions qui sont saisies. En l'absence de preuves tangibles, la justice moderne montre ses limites dans le règlement des conflits si bien que des tensions perdurent au sein des communautés entre les membres d'une même famille ou entre différentes familles.

« Avant, quand tu arrivais dans un village et tu demandais une portion de terre, là où tu dors avec ta famille, on te donne le terrain. Mais là où tu veux cultiver, là-bas on te prête pour pouvoir nourrir ta famille. Avec le temps, les grands parents et les témoins qui connaissent la vérité meurent. Les petits enfants s'affrontent. Les uns disent que leur grand père a prêté le terrain, qu'il n'a pas donné, les autres disent que c'est leur famille qui a toujours exploité le terrain depuis leur grand-père, donc c'est pour eux »¹⁹.

Cette situation, qui est une sorte d'accord informel entre les générations, est quasiment exprimée dans les mêmes termes dans presque toutes les régions. Dans la région du Centre Est, on note en effet ceci.

« Au niveau de la terre dans notre région ; si votre père est venu par exemple il peut voir mon père qui va lui prêter un lopin de terre pour cultiver. Maintenant au fil des ans, quand les

17 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

18 Focus group hétérogène avec les forces vives, Yamba, Région de l'Est, Février 2020.

19 Focus group hétérogène avec les forces vives, Yamba, Région de l'Est, février 2020.

enfants naissent, ils voient que c'est leur papa qui exploite ils se disent qu'ils sont les propriétaires légitimes. Alors qu'au départ il y a eu des accords mais comme chez nous les accords ne sont pas écrits ça cause généralement des problèmes »²⁰.

Si l'oralité fut longtemps le mode par lequel les propriétaires donnaient ou prêtaient leurs terres, dans une société où l'écrit s'est imposé comme canal de transmission, l'exploitation à long ou court terme des terres devient un facteur d'affrontements lié aux contestations. Le contrat verbal s'altère au fil des années et des versions corrompues des transactions prennent de l'ascendance sur les faits réels. Les

confrontations comme moyen de rétablissement des faits réels sont cependant des événements de discord. En effet, le droit foncier coutumier est caractérisé par l'oralité qui est fondée sur le caractère verbal des transactions et la confiance mutuelle. Cependant, cette dimension orale est souvent à la base de la remise en cause des contrats conclus et des arrangements locaux. Par ailleurs, en cas de différend devant les tribunaux, l'oralité des transactions engendre des difficultés au moment de la justification par des preuves de l'existence d'un accord et de sa nature. Le tribunal se trouve donc dans l'obligation de recourir à des témoins qui ne sont pas toujours fiables et fidèles, tirant profit des intérêts en jeu.

1.1.2 La mutation de la valeur de la terre comme source de conflits et de violence

Le second problème, qui prend sa source dans le premier, concerne la désacralisation de la terre. La propriété foncière a eu pour effet le fait que la terre, jadis sacrée et *“gratuite”*²¹ a acquis aujourd'hui une valeur marchande. L'acquisition de la valeur marchande de la terre est due au fait qu'avant, une personne ne pouvait s'arroger la propriété. Les terres appartenaient aux familles qui l'exploitaient pour les besoins d'alimentation et pour la vente. La surpopulation a fait naître des vellétés de partage de la terre dans les familles. L'action des sociétés immobilières qui acquièrent des terres à des prix élevés en vue de leur aménagement et revente a fait prendre conscience à la population que la terre est un moyen efficace pour se procurer de l'argent.

« Il serait difficile pour les sociétés immobilières de venir exproprier les terres des braves paysans cultivateurs. Il y avait toujours des concertations avec les leaders, les concertations avec les chefs de famille qui souvent n'ont pas unediscussion franche et directe avec les autres membres. Ils échangent les terres moyennant quelques sommes. Et l'argent étant un bien fongible, une fois fini,

Une mutation du statut de la valeur de la terre... qui accroît la compétition pour son appropriation ...Induisant un besoin de régulation qui, pour les populations n'est pas en l'état suffisamment juste et équitable générant ainsi un profond sentiment d'injustice et d'inégalité... qui bien souvent sert à légitimer la culture partagée de la violence dans de nombreux terroirs au Burkina.

ils viennent dire qu'ils sont venus les exproprier. Alors c'est ça le problème »²²

L'action des Hommes d'affaire dans le cadre de l'agrobusiness qui consiste à aller acheter de grandes superficies auprès des populations rurales a aussi produit le même effet. Jadis, patrimoine commun de la famille, la terre constitue aujourd'hui un élément du patrimoine individuel, une richesse monnayable en argent. Sa vente permet de se procurer des ressources financières. Elle entre désormais dans le commerce et devient la “chasse gardée” des personnes nanties.

« La chose la plus sacrée après Dieu, c'était la

20 Entretien individuel, Tenkodogo, Région du Centre Est, avril 2020.

21 Centre pour la Gouvernance Démocratique (2019), *Rapport sur les structures locales d'intercession et de médiation : mapping et perception des populations*. En effet, la rareté des sols fertiles, liée à l'avancée du désert, à la pression démographique, le manque d'opportunité socio-économique, le développement de l'agro business telle arboriculture, le boom foncier ont concouru à la monétarisation des terres

22 Entretien individuel avec le directeur de prévention et de la gestion des conflits, Ouagadougou, février 2021

terre. En principe, la terre est là pour nourrir l'humanité. Et donc, ça ne peut pas être la propriété de quelqu'un. Si la personne se l'approprie, elle prive les autres. Or aujourd'hui, la terre est devenue la propriété privée des gens qui ont de l'argent... »²³.

Les propriétaires terriens se livrent ainsi à la vente des superficies au plus offrant, privant ainsi une bonne partie de la communauté de portions de terres. Les ventes opérées unilatéralement et parfois clandestinement entre l'acquéreur et le propriétaire sont sources de conflits familiaux à cause de la redistribution des parts de vente ou de la superficie cédée.

« Il y en a qui veulent exploiter, il y en a qui veulent qu'on vende pour se partager et il y en a qui, sous cape vendent les terrains par exemple sans qu'on ne le sache. Et quand celui qui a payé là vient maintenant pour investir quelque chose comme ça, ça devient des bagarres, ça devient des sorties de couteaux ou des menaces de mort »²⁴.

Il arrive même que la vente soit opérée en suivant toutes les procédures requises, et donc avec le consentement exprès des différents co-propriétaires. Toutefois, la précarité financière ou l'urgence conduit, dans bien des cas, les propriétaires terriens à brader leurs terres à vil prix au profit d'acquéreurs qui ne se privent pas pour engranger d'énormes superficies. Ce qui conduit à une situation d'acquisitions abusives des terres.

« L'accaparement des terres [...] est un problème crucial à prendre très au sérieux... Les riches arrachent les terres des paysans à des prix dérisoires... L'autorité doit freiner ce phénomène... sinon la crise foncière risque de devenir plus explosive que le terrorisme actuel »²⁵.

La course vers l'acquisition des terres a occasionné non seulement leur surenchère mais aussi leur raré-

faction. La logique d'accaparement des aires par les plus nantis expose les populations à une insécurité foncière dans la mesure où elle participe à la spoliation des terres des familles qui se retrouvent avec des aires réduites, souvent peu productives.

« La question foncière est une bombe à retardement, parce que ceux qui ont un peu d'argent ne font qu'accaparer des terres, ils partent payer des hectares à moindre coût. Le Burkina Faso est à 80% à vocation agricole ; vous vendez vos terres, après c'est où vous allez produire ? »²⁶.

Cette faible productivité des terres, en plus des aléas climatiques, plonge à son tour les familles dans une certaine insécurité alimentaire. De l'avis des personnes consultées, les frustrations résultant de cette situation dépassent la sphère purement individuelle. Car, bien plus que d'occasionner des tensions au sein des familles, cette situation révèle une certaine vulnérabilité des populations rurales qui du fait de la pauvreté sont exposées à la loi du marché foncier. Très souvent, ils n'ont d'autre choix que de céder presque gratuitement leurs terres aux personnes privées physiques et morales notamment les sociétés immobilières.

« Quand un paysan vend sa terre aujourd'hui, le souhait ce n'est pas de vendre sa terre parce qu'en tant qu'Africain, la terre ne se vend pas. Mais ce sont les conditions de vie difficiles qui le conduisent à le faire pour résoudre un besoin ponctuel »²⁷.

Le rôle de protection de l'Etat vis-à-vis des populations vulnérables à travers l'encadrement de l'activité de cession immobilière surtout des terres rurales est remis en cause puisqu'il ne protège pas suffisamment « les plus faibles contre les plus forts ». Cela nourrit des frustrations ainsi qu'un sentiment d'injustice.

« Une seule personne vient acheter 10 hectares ; on est combien au Burkina pour que lui

23 Focus group hétérogène avec les forces vives Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

24 Entretien individuel avec le Chargé de communication du roi de Tenkodogo, Tenkodogo, Région du Centre Est, avril 2020.

25 Entretien individuel, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

26 Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

27 Focus group, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts Bassins, décembre 2019.

seul prene 10 hectares, et le gouvernement laisse faire. »²⁸.

Un avis nuancé tout de même par d'autres personnes enquêtées, notamment dans les régions du Sud-Ouest et du Centre Sud, qui pensent que par rapport à l'accaparement des terres, c'est une responsabilité à plusieurs niveaux.

*« Concernant la question foncière, la responsabilité est partagée entre ceux qui payent, ceux qui vendent, et l'Etat aussi qui a un rôle de régulation »*²⁹.

La gouvernance foncière est le fruit d'interactions entre acteurs de positionnement et institutions différentes. En effet l'accès à la terre et aux ressources naturelles est l'objet d'une compétition croissante qui porte les marques d'un contexte construit sur un pluralisme juridique (traditionnel et moderne) et une politisation du foncier. Tous les acteurs ne sont pas logés à la même enseigne et toutes les instances ne disposent pas du même degré d'autorité et de légi-

imité et les intérêts divergents. Le foncier devient un lieu de compétition où les acteurs sociaux et instances politiques s'entrecroisent. Les confrontations se situent à deux niveaux :

- D'une part entre les individus (propriétaires terriens et leur famille, des populations allochènes, et les probables acquéreurs) et groupes (communautés autochtones et allochtones) en concurrence autour des droits d'accès et d'usage des ressources ;
- Et d'autre part entre les instances qui luttent pour imposer la légitimité de leur contrôle (instances coutumières et instances modernes).

La crise et les conflits fonciers ont déconstruit les sociétés. Les disputes familiales et générationnelles sont légion au sein des communautés et elles rejailissent sur les rapports sociaux entre autochtones et allochtones à cause de la faiblesse des opportunités économiques presque inexistantes en dehors de l'agriculture.

1.1.3. La difficile cohabitation entre agriculteurs et éleveurs

L'une des causes qui fragilisent la cohésion sociale renvoie également aux conflits entre éleveurs et agriculteurs qui au-delà des conflits familiaux prennent aujourd'hui la forme de conflits intercommunautaires touchant en particulier la communauté peulh, active dans le secteur de l'élevage^{30 31}. De l'avis des personnes consultées³², les conflits qui au début concernent deux individus, se généralisent parfois et deviennent des conflits entre plusieurs personnes voire des ethnies.

Tout cela est aggravé par la préoccupante problématique du changement climatique qui, avec la raréfaction des terres, affecte de plus en plus les populations rurales du fait de leur forte dépendance des ressources naturelles pour assurer leur alimentation et leur survie. La forte migration des populations vers les zones fertiles entraîne une pression

démographique sur le foncier à travers la création

Un envahissement de champs des agriculteurs par les troupeaux... Il s'en suit des dégâts de champs... le cultivateur n'ayant pas confiance en la justice moderne ni aux mécanismes traditionnels de règlements des conflits applique la justice privée... Il s'en suit une spirale de violences qui peuvent devenir communautaires...et qui alimentent la conflictualité au Burkina Faso.

de villages (habitats), le développement d'activités agricoles et de l'élevage, etc. Plus les espaces sont occupés pour les activités agricoles, moins les éleveurs disposent d'espaces de pâturage pour leur bétail. L'insuffisance d'espaces de pâturage à laquelle

28 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

29 Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

30 Centre pour la Gouvernance Démocratique (2019), *Rapport sur les structures locales d'intercession et de médiation : mapping et perception des populations*.

31 V. aussi Interpeace, *Étude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflit et résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, pp. 22-23.

32 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

s'ajoute le faible nombre de couloirs de transhumance entraînent des dégâts occasionnés par les animaux dans les champs.

S'il est vrai que dans certaines zones, c'est le manque de pâturages qui occasionne ces tensions, dans d'autres localités en revanche ce sont des actes délibérés et volontaires de la part des éleveurs qui souvent préfèrent avoir accès aux champs des agriculteurs plutôt qu'aux zones de pâturage.

« Il y a des passages réservés aux animaux, mais au lieu que les éleveurs passent par les passages réservés aux animaux, ils préfèrent passer dans les champs affirmant souvent que leurs animaux ont besoin de manger des céréales. »³³.

Très souvent dans ces cas de figure, on assiste à des règlements de compte entre agriculteurs et éleveurs qui ne font pas recours aux mécanismes de résolution des conflits³⁴, car jugés inaccessibles et inefficaces.

« Les éleveurs sont des nomades. Ils n'ont pas de terre. Ils doivent donc aller chercher de quoi nourrir leurs troupeaux et souvent les bœufs gâtent les champs. Face à cette situation, l'agriculteur a deux options, soit aller en justice, soit appliquer sa loi. Et comme pour aller en justice il faut des moyens, les paysans préfèrent appliquer leur propre loi en tuant les animaux ce qui crée des conflits qui peuvent devenir communautaires »³⁵.

Il s'en suit un règlement de compte cyclique qui peut se poursuivre parfois au sein des différentes communautés avec des représailles de part et d'autre très souvent exploitées par les groupes armés pour faciliter leur implantation.

« Quand il y'a un conflit agriculteur-éleveur devant la justice, la plupart du temps c'est l'agriculteur qui gagne. Les abus de l'autori-

té, les rackets sur la route, par les forestiers surtout dans l'Est n'ont pas aidé à éviter ces problèmes que nous vivons. Tandis que quand les groupes armés arrivent, ils se présentent comme les sauveurs des paysans. Ils disent que nous sommes là pour vous. Vous pouvez laisser vos animaux divaguer comme vous voulez. Vous voyez entre les deux (groupes armés et les fonctionnaires) le choix est vite fait »

L'enquête quantitative révèle des résultats qui nuancent, voire contredisent les propos des populations qui ressortent des consultations régionales. En effet, les données indiquent que les populations de la région de la Boucle du Mouhoun (77,75 %) suivie des régions des Hauts Bassins (39,25%) et du Centre Nord (35,50%), n'ont jamais rencontré des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Ce constat s'expliquerait certainement par le respect mutuel des "accords" de cohabitation pris entre éleveurs et agriculteurs. Ces clauses concernent une meilleure surveillance du bétail, la non-occupation des aires de pâturage par les agriculteurs, et la non-introduction des animaux dans les champs.

Aussi, l'absence des conflits entre éleveurs et agriculteurs pourrait s'expliquer par le travail de sensibilisation opéré par les agents des services techniques déconcentrés de l'Etat (service de l'agriculture, service de l'élevage, service de l'environnement) sur la divagation des animaux. Toutefois, il faut souligner que les activités agricoles et l'élevage peuvent être menés par la même personne (les résidus des récoltes servent à alimenter le bétail et les excréments des animaux servent de compost naturel pour la fertilisation du sol).

Contrairement aux autres régions, les régions du Sahel (32,25%) et du Nord (40,91%) connaissent ces oppositions entre éleveurs et agriculteurs car elles regorgent d'un plus grand nombre d'éleveurs. En plus, elles sont des zones quasi désertiques et la rarefaction des ressources naturelles³⁶ qui sont un élé-

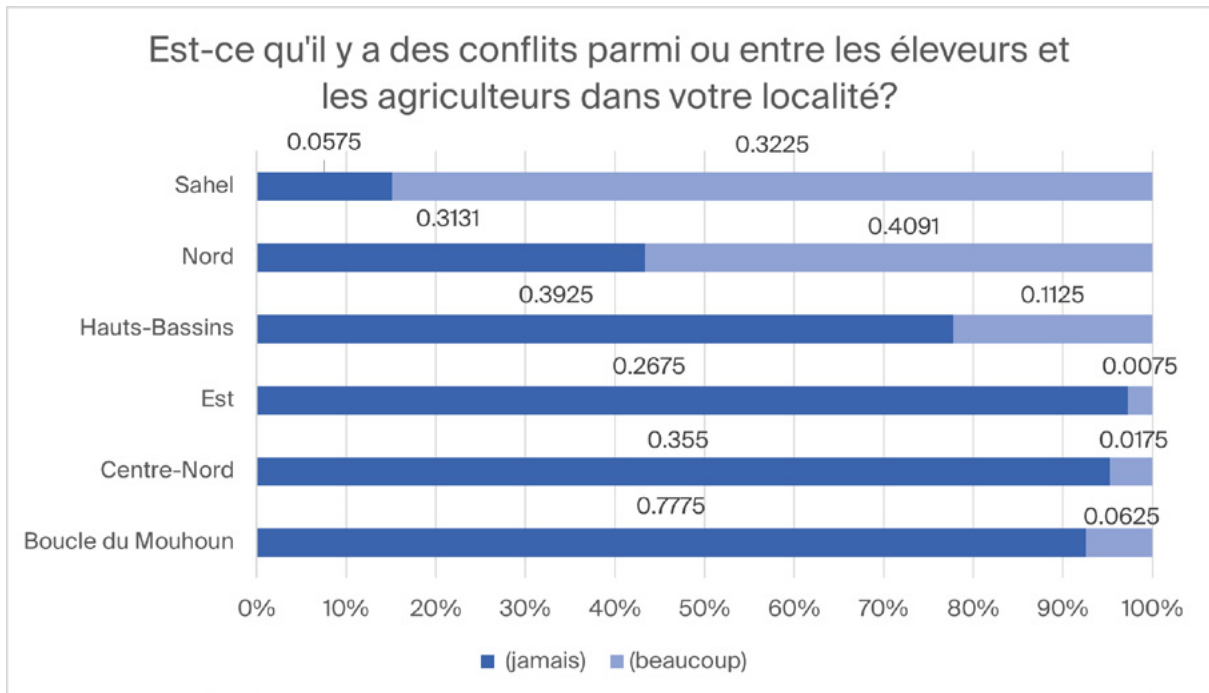
33 Entretien individuel, Gaoua, mai 2020.

34 Centre pour la gouvernance démocratique (2019), *Rapport sur les structures locales d'intercession et de médiation : mapping et perception des populations*.

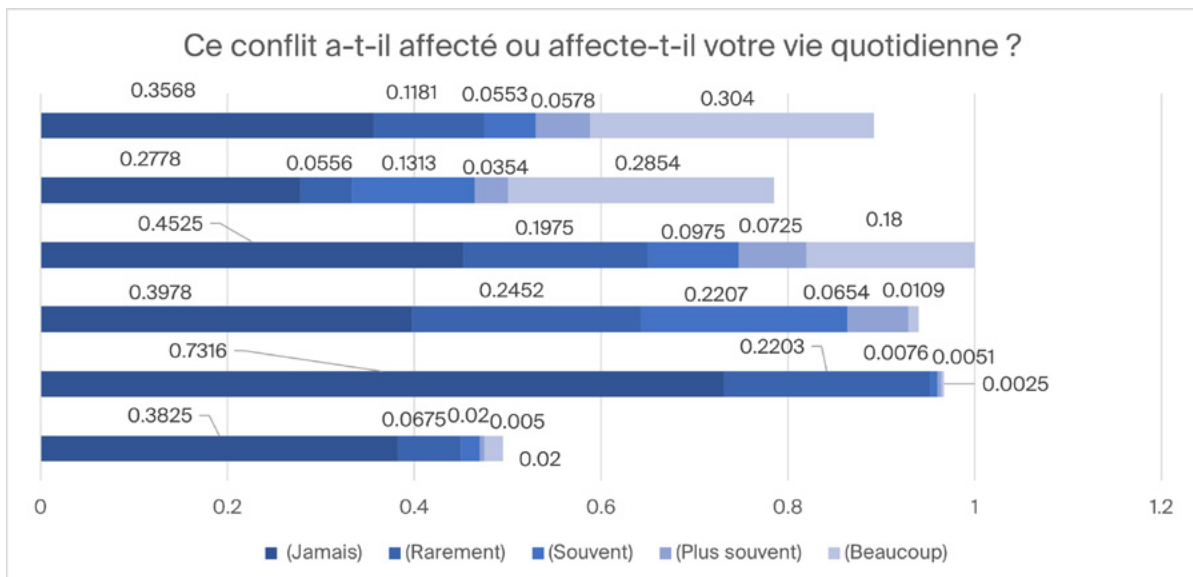
35 Focus group hétérogène avec les forces vives, Yamba, Région de l'Est, février 2020.

36 Au Burkina Faso, la pluviométrie est caractérisée par de fortes variabilités interannuelles et spatio-temporelles. Celle-ci

ment important pour la survie des populations fait naître des tensions.



Graphique N°01 : Est-ce qu'il y a des conflits parmi ou entre les éleveurs et les agriculteurs dans votre localité ?



Graphique N°02 : Ce conflit a-t-il affecté ou affecte-t-il votre vie quotidienne ?

présente une tendance à la baisse des pluies supérieures à 40 mm. On observe à l'heure actuelle une tendance à l'aridification du climat au Nord. La réduction notée dans les volumes de précipitation s'accompagne d'une élévation des températures. Les sols ont une capacité de rétention en eau limitée. Source: <http://www.fao.org/3/a-bl068f.pdf>

Dans tous les problèmes évoqués, la violence aurait pu ne pas atteindre certaines proportions si les justiciables pouvaient avoir recours à une justice efficace, impartiale et indépendante qui règle leurs problèmes. N'ayant aucune confiance en la justice, les personnes se livrent à la justice privée, ce qui accentue la conflictualité au Burkina Faso.

1.1.3 Absence d'une justice impartiale et indépendante et recours à la justice privée

Les difficultés d'accès à une juridiction impartiale et indépendante constituent une grande difficulté pour les populations. Ces difficultés sont liées au manque de confiance aux mécanismes judiciaires et traditionnels de règlement des conflits fonciers ainsi qu'à la perception du faible niveau d'intégrité des personnes qui assurent le fonctionnement de ces instances.

De l'avis des participants, les populations locales évitent de recourir aux services de la justice. L'institution judiciaire souffre de son manque de crédibilité qui à leurs yeux serait de plus en plus au service des plus nantis.

Convaincues de cette situation, elles se refusent à y recourir du fait également de leur situation socio-économique (statut de rural), de la longueur des procédures et des dépenses qu'elles pourraient occasionner³⁸.

Ce constat est également établi par les résultats de l'enquête quantitative qui révèlent un sentiment d'impunité observé par les populations enquêtées et

« C'est la somme des injustices vécues et non apurées depuis la révolution (dans son histoire politique le Burkina Faso a connu une période influencée par le socialisme/communisme) qui nous a amené dans cette situation »³⁷.

Face au manque de confiance en la justice, les populations préfèrent avoir recours à la justice privée...Ce qui augmente la conflictualité au Burkina Faso.

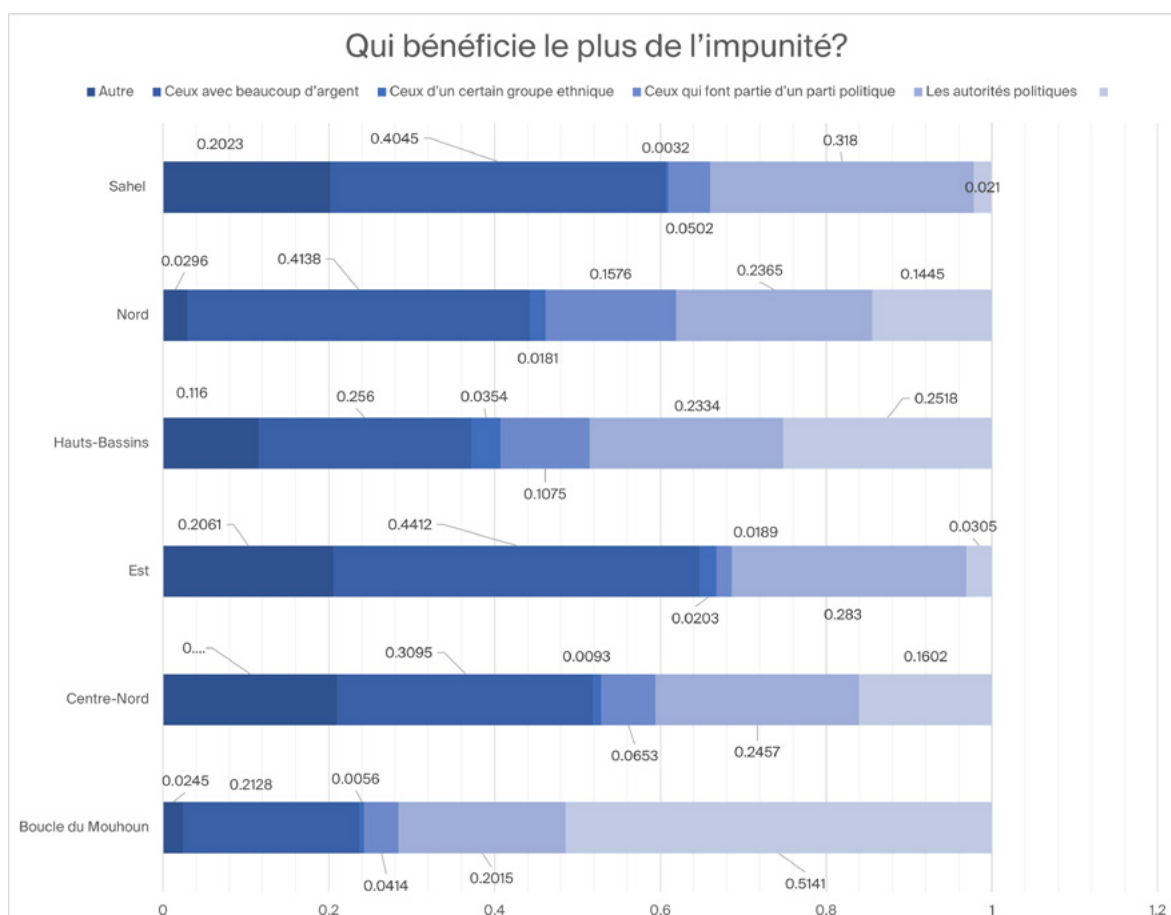
le manque de confiance au système judiciaire officiel. Ainsi, 32% des répondants de cette enquête ont déclaré que les populations ne sont jamais punies de la même façon pour des crimes semblables et 21% déclarent n'avoir jamais confiance dans le système judiciaire officiel. Les autorités politiques, les personnes nanties financièrement et les personnes faisant de la politique tirent profit du dysfonctionnement du système judiciaire. Le tableau ci-dessous donne plus de précision en fonction des variables selon la région.

« Il y a des gens qui ont perdu des proches et les bourreaux sont là. Ils vivent tranquillement. C'est ça qui a amené les Burkinabè à ne plus faire confiance en la justice gouvernementale »³⁹.

37 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

38 V. dans le même sens Interpeace, *Étude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflit et résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 19.

39 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.



Graphique N°03 : Qui bénéficie le plus de l'impunité ?

Pour ce qui concerne le cas spécifique des litiges fonciers, les échecs enregistrés par les parties plaignantes sont imputables le plus souvent à l'absence de documents justifiant l'appartenance de la propriété foncière (titres fonciers). L'indisponibilité des titres de propriété foncière expose les populations locales à une impuissance dans la revendication de leurs droits en justice. Les acquéreurs qui, eux, comprennent mieux les enjeux autour des questions foncières ainsi que les différentes procédures s'entourent de toutes les garanties pour une acquisition légale de titres fonciers qui protègent ainsi leurs propriétés. Cela donne le sentiment aux populations rurales que cette situation découle de leur situation économique défavorable, qui les empêche de disposer d'un traitement équitable en matière de justice, et qui, de ce fait, crée un sentiment de frustration.

“Les enfants qui ont les moyens spolient les terres, et quand tu vas en justice, la justice est partisane, corrompue, elle donne raison à ce-

lui qui a l'argent ; cela entraîne la rancune et quand la rancune atteint un certain stade ça explose”⁴⁰.

En outre, les mécanismes judiciaires modernes sont perçus par les populations comme inadaptés aux réalités sociales du pays. Cette perception qu'ont les populations est due notamment à leur méconnaissance de la législation en vigueur et des procédures judiciaires qui occasionne l'usage de la justice pour soi-même comme mode de règlement des conflits qui débouche à son tour sur une spirale conflictuelle au sein de la société Burkinabè.

« Nous avons laissé tomber nos valeurs traditionnelles pour suivre les blancs [le droit moderne]. Il est bien de s'asseoir à l'Assemblée Nationale pour voter les lois mais il faut aussi savoir sensibiliser les populations sinon ce qui devait nous aider risque de nous diviser... Il faut expliquer aux populations le contenu

40 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

des lois qui sont prises afin qu'elles puissent les connaître et les comprendre »⁴¹.

La justice traditionnelle quant à elle ne parvient plus à contenir les conflits fonciers et cela pour plusieurs raisons. La première est liée au manque de crédibilité en cette institution et partant aux personnes qui l'animent. Quand elle n'est pas qualifiée de partielle à cause des affinités et des intérêts qui gravitent autour des dénouements des plaintes, elle est vue comme un mécanisme purement symbolique à la solde des chefs de terre.

« La justice traditionnelle n'est pas satisfaisante. Vous prenez par exemple les conflits entre agriculteurs et éleveurs ; voyez l'injustice qui est là, les bœufs de l'éleveur vont aller brouter le champ et c'est l'agriculteur qui prend le tort. Ça veut dire que y a quelqu'un qui a glissé un billet quelque part. Que l'autorité soit politique ou coutumière, il y a un niveau de corruption qui fait qu'on n'a aucune confiance »⁴².

La seconde porte sur la capacité des autorités coutumières à légiférer en matière foncière. En effet, ces autorités sont contestées à cause de leur appartenance politique, perçue généralement comme un élément de partialité dans la prise de décision mais également par l'affaiblissement des cadres de transmission et d'expression de l'autorité que leur confère leur statut.

« Les autorités coutumières devraient se départir même de la politique. Malheureusement, on les trouve au premier rang à telle enseigne qu'elles influencent même le choix des électeurs au niveau local »⁴³. « C'est pour cela qu'on a des difficultés dans les conflits agriculteurs-éleveurs à avoir l'adhésion des populations quand les chefs s'impliquent au regard de leur passé, leur engagement politique »⁴⁴.

Les insatisfactions et frustrations des populations locales vis-à-vis de ces structures de régulation ont pour conséquence majeure la manifestation d'une culture de revendication violente de droits à travers

des règlements de compte personnels et/ou collectifs. Ces expressions de revendications violentes traduisent ainsi un symptôme de désaveu à l'égard des structures de régulation, affectant ainsi le bien-être et le vivre ensemble. Le malaise social provoque la fragilité du socle de construction de la communauté et surtout contribue à l'émergence d'une culture de contestation permanente qui s'accompagne de violence.

Cette violence comme mode d'expression du mal-être des individus occupe de plus en plus une place assez importante dans la vie des communautés. Les violences résultent d'un déficit dans la régulation des rapports sociaux. L'ordre légal établi garantissant la normalité de la vie en société n'assure plus le contrôle indispensable à la cohésion et à la canalisation des règles qui régissent les conduites individuelles et collectives. Les cadres juridiques, parfois méprisés voire abandonnés par les populations locales, sont perçus comme partiels. Cette partialité présumée compromet le droit à une égalité d'accès aux ressources foncières.

Au-delà de cet aspect mentionné plus haut, le mode de fonctionnement des juridictions modernes favorise la désolidarisation des populations. En effet, les mécanismes pacifiques de gestion des conflits telles que la médiation, la conciliation et la négociation, sont prônés par les sphères coutumières, contribuent aussi bien à maintenir une forme de cohésion sociale tout en réparant les torts et dommages occasionnés par les litiges. Ces modes de règlement des différends mettent en exergue des facteurs (respect mutuel, tolérance) qui maintiennent ensemble les membres d'un groupe social et leur permettent de résister d'une part aux forces de désintégration engendrées par les frustrations des parties perdantes et d'autre part d'alimenter le moule de la cohésion, du vivre ensemble et de l'entretien des liens avec les autres.

« La justice tranche. Qui dit trancher, c'est le principe gagnant-perdant. Alors que nos sociétés ont évolué avec un principe de gagnant-gagnant. Donc vous voyez qu'il y a 2 situations qui s'opposent. Si vous convoquez

41 Focus group hétérogène, Houndé, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

42 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

43 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

44 Entretien individuel, Manga, Région du Centre sud, mai 2020.

quelqu'un dans un village, vous contribuez à vous exclure de cette société, de ce village parce qu'on n'a pas cette culture...»⁴⁵

Un réexamen de la législation foncière qui clarifierait les niveaux d'intervention et les intermédiations entre les différents niveaux, serait l'un des éléments qui pourrait contribuer à lever les ambiguïtés dans la gestion des ressources foncières. Une législation connue de tous et une gestion transparente du foncier occasionneront moins de frustrations, moins de plaintes, moins de procès et contribueront à rétablir un climat de confiance vis-à-vis du système judiciaire en particulier et entre gouvernés et gouvernants de manière plus générale ⁴⁶.

« Entre temps, on a adopté une loi qui dit qu'on ne peut pas acheter plus de 100 hectares chez une même personne. C'est bien mais ce n'est pas suffisant. Quelqu'un peut acheter chez plusieurs personnes des terrains qui ne valent pas 100 hectares. Mais à la fin, tous ses terrains réunis là dépassent 100 hectares. Il faut même une loi qui dit qu'une seule personne ne peut pas acquérir plus de 100 hectares »⁴⁷.

Enfin, il serait important de redonner aux juridictions modernes et traditionnelles leur caractère d'impartialité, d'indépendance car elles sont le meilleur moyen d'apporter une juste réparation de tout préjudice et une protection au citoyen. Une justice objective et équitable contribuera à baisser les velléités de règlements de compte individuels et/ou collectifs.

Concernant les juridictions modernes, selon les personnes enquêtées, il y a lieu de lutter contre la corruption dans ce milieu. C'est à la justice de prouver au justiciable qu'on peut lui faire confiance. Ce n'est pas le contraire. C'est la justice qui doit présenter un meilleur visage. Dans ce sens, comme l'a souligné un enquêté de la région du Sud-Ouest lors d'un entretien individuel,

« Aujourd'hui le juge est à l'abri du besoin. Il reste maintenant à ne plus fermer l'œil sur la

corruption. Si un juge est pris dans des malversations, qu'il soit sanctionné à la hauteur de ses forfaits. S'il est en faute, il est en faute, ce n'est pas parce qu'il est juge qu'il n'est pas en faute »⁴⁸.

Concernant les juridictions traditionnelles, il y a lieu d'œuvrer à la dépolitisation des sphères traditionnelles à travers, comme nous le verrons plus loin, la définition d'un statut clair au profit des chefs traditionnels.

« Il faut que nos chefferies coutumières soient dépolitisées. Pour cela il faut au besoin payer les chefs traditionnels. Si on leur trouve quelque chose par mois, ça les privera de courir partout derrière les partis politiques pour avoir de quoi se nourrir »⁴⁹.

Quand bien même que les instances des justices modernes et traditionnelles comportent des insuffisances, le recours à l'un ou à l'autre est fonction de la nature du différend en jeu.

En effet, en fonction des variables démographiques et des régions, les populations enquêtées lors du sondage participatif ont globalement indiqué que la raison pour laquelle elles apprécient le mécanisme de justice traditionnelle est sa capacité de conciliation estimée à 81,5% dans la région de la Boucle du Mouhoun, 52,5% dans les hauts Bassins et 43% à l'Est.

Sur l'ensemble des régions concernées par l'enquête, on note une tendance significative d'adhésion à plusieurs principes qui caractérisent la justice traditionnelle dont la première est sa capacité de conciliation, sa connaissance de la réalité, son coût accessible et son caractère impartial et sa rapidité. La proportion des personnes qui ne préfèrent jamais les mécanismes de la justice traditionnelle est (respectivement de 20,5% à l'Est, de 12,88% au Nord, de 9,25% au Sahel) assez faible en comparaison au taux de préférence et d'adhésion à la justice traditionnelle dans les autres régions.

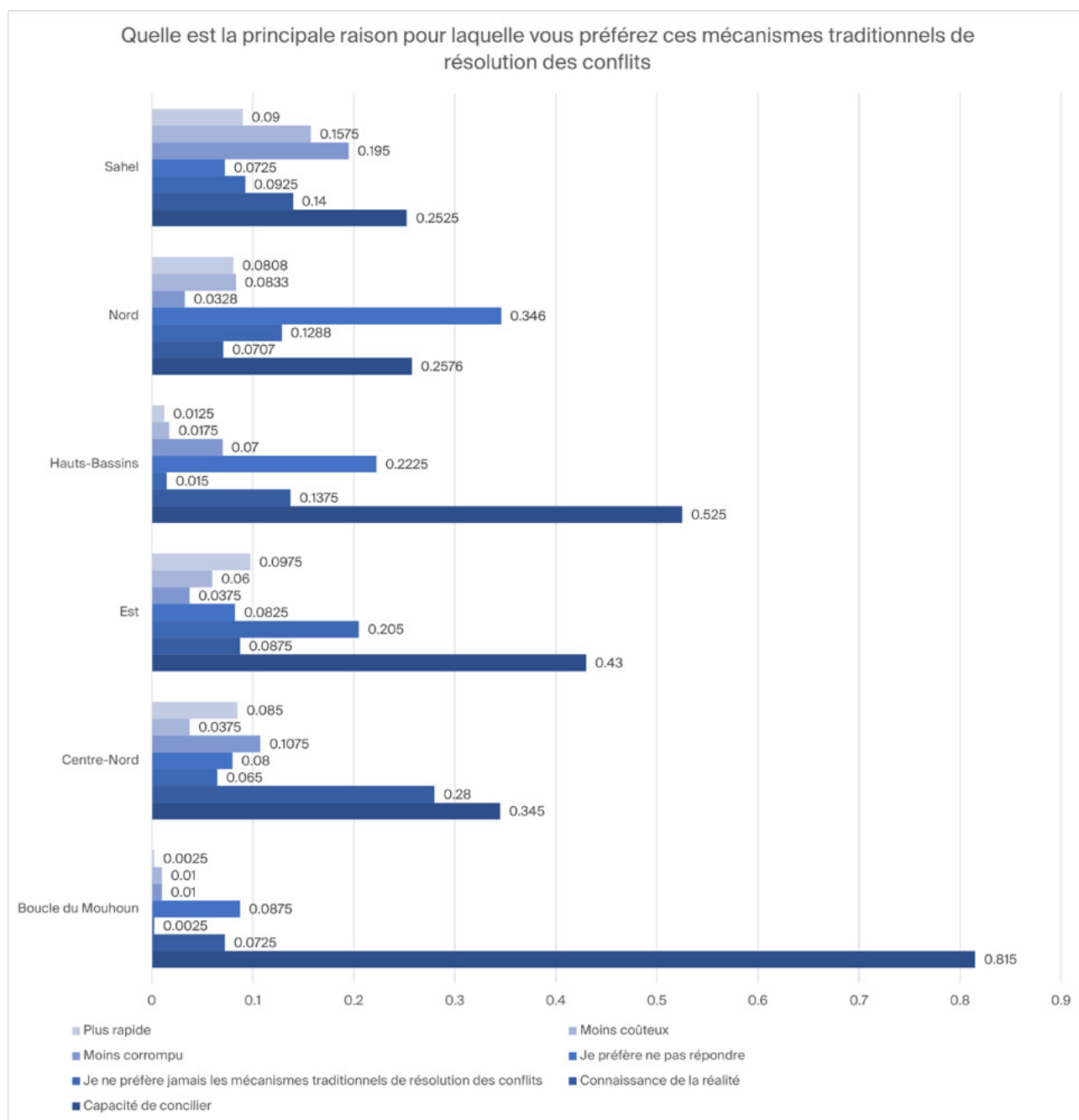
45 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

46 Focus group hétérogène, Fada N'gourma, Région de l'Est, février 2020.

47 Ibidem.

48 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

49 Ibidem.



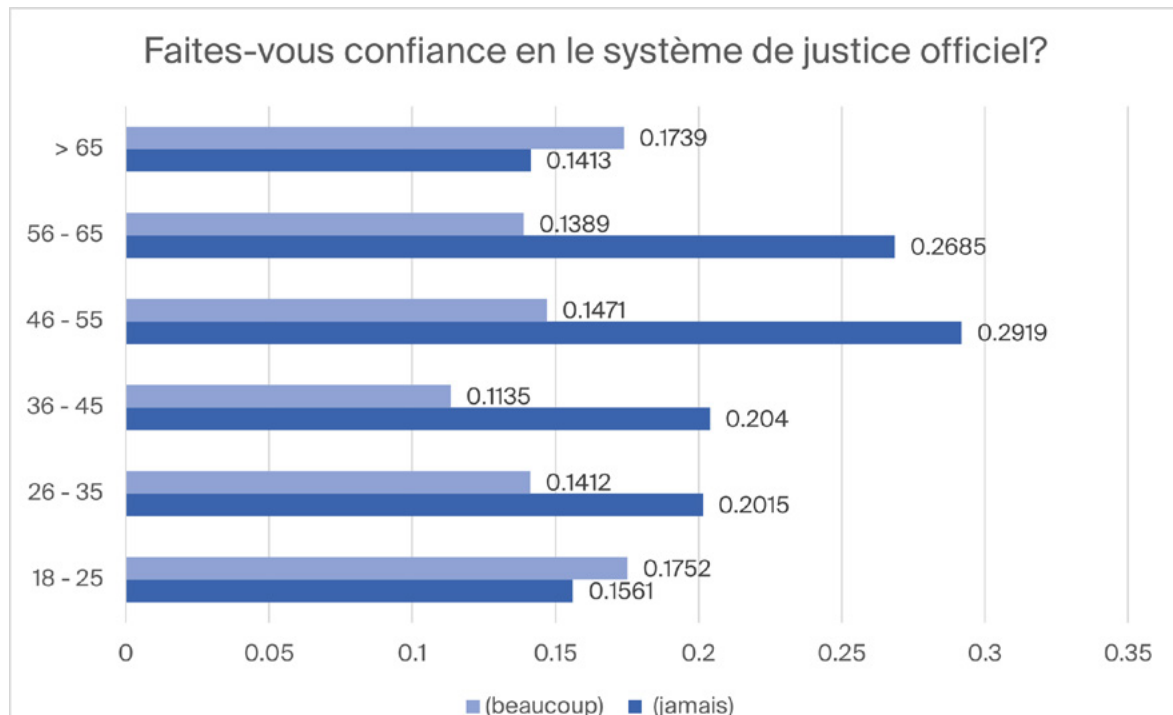
Graphique N°04 : Quelle est la principale raison pour laquelle vous préférez ces mécanismes traditionnels de résolution des conflits dans certains cas ?

A l'exception de la région de l'Est (3,61%) qui affiche un faible taux de satisfaction totale des verdicts rendus par la justice traditionnelle, les autres régions présentent des proportions d'acceptation significatives comme la région de la Boucle du Mouhoun (91,03%), le Sahel (71, 67%), le Nord (58,21%),

le Centre Nord (53,23%). Cette insatisfaction observée dans la région de l'Est serait due à la grande proportion (44,59%) des populations à n'avoir pas eu recours à la justice traditionnelle, ni connaître une personne ayant usé de celle-ci ; mais aussi au sentiment que les verdicts ne sont pas impartiaux.

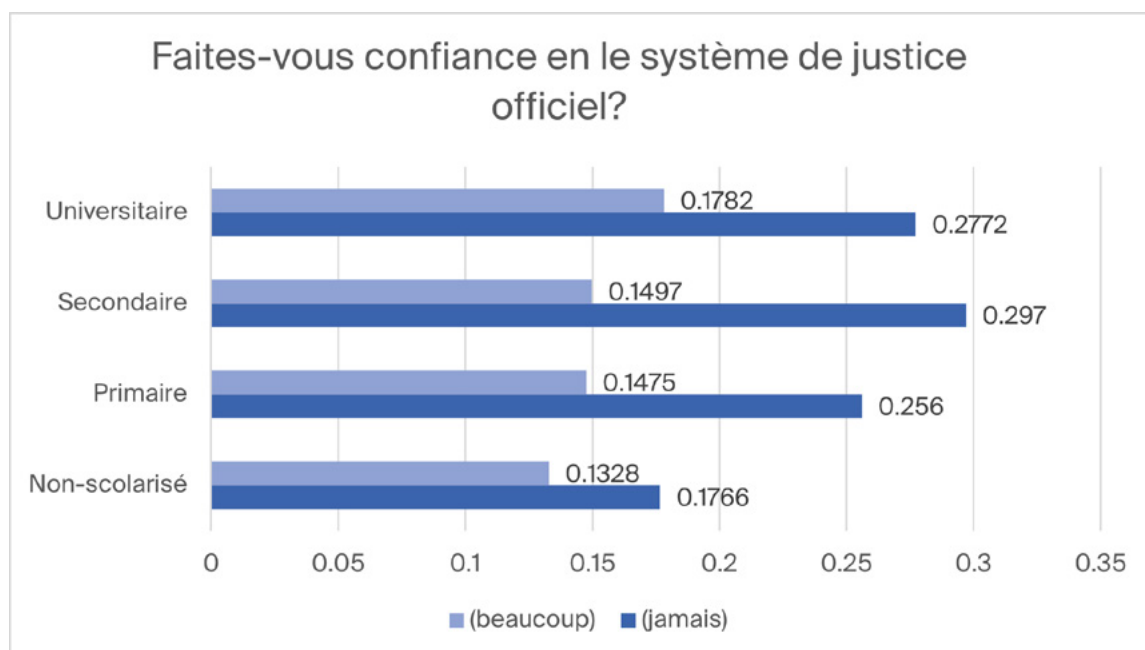
En prenant en compte le critère de l'âge, l'enquête révèle que les personnes de plus de 65 ans et les enquêtés âgés de 18 à 25 ans ont une préférence pour la jus-

tice traditionnelle. Les autres proportions retenues par le sondage réfutent la confiance au système de justice traditionnel.



Graphique N°05 : Faites-vous confiance en le système de justice officiel ? Réponse selon l'âge.

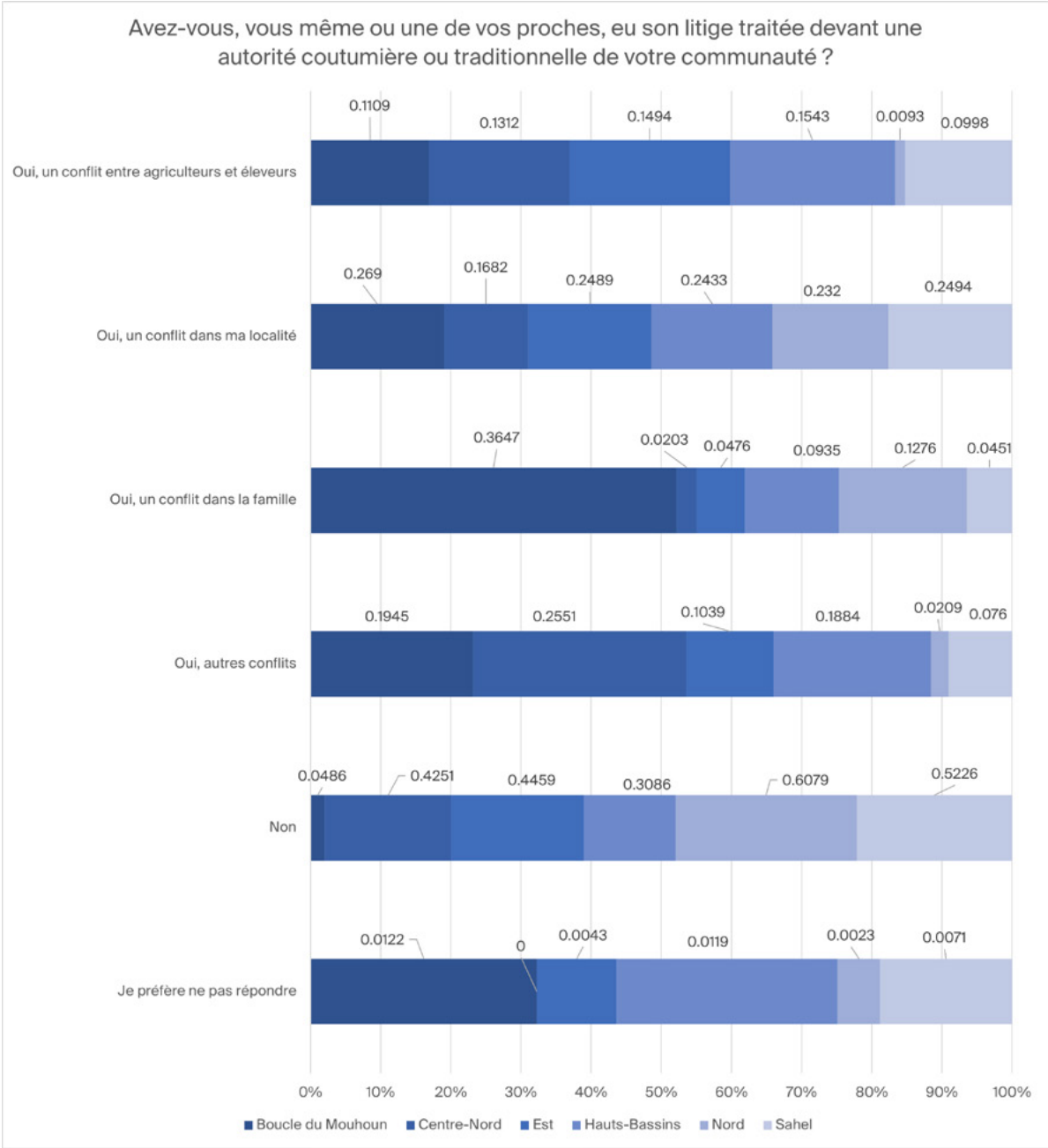
Les personnes les plus instruites, selon la population de l'enquête quantitative, sont plus susceptibles de dire qu'elles ne seraient jamais amenées à préférer un mécanisme de justice traditionnelle.



Graphique N°06 : Faites-vous confiance en le système de justice officiel ? Réponse selon le niveau de scolarisation.

Selon les analyses qui se dégagent de l'enquête quantitative, l'on pourrait penser que plusieurs questions comme celles de la famille, des ethnies, de la religion et du vivre ensemble ne peuvent être convenablement traitées par la justice moderne dans l'objectif de "réconcilier" les protagonistes. Ce qui n'est pas le cas des mécanismes traditionnels. Les autorités

traditionnelles, par leur statut, peuvent au nom des coutumes ou de la religion, intimer l'ordre à deux protagonistes de cesser toute dispute sans même juger de qui a raison ou tort. C'est probablement pourquoi la capacité de conciliation est considérée comme leur plus grande force.



Graphique N°07 : Avez-vous, vous-même ou un de vos proches, eu son litige traité devant une autorité coutumière ou traditionnelle de votre communauté (par exemple le Mogho Naaba) ?

Si 36% des populations constituant l'échantillon du sondage a affirmé n'avoir pas eu et n'avoir pas un proche ayant eu recours à la justice coutumière ou traditionnelle, 21, 66% de ces enquêtés déclarent n'avoir jamais confiance à la justice officielle.

Spécifiquement, les populations répondantes des régions du Nord, du Sahel, de l'Est, du Centre Nord avec respectivement 60,79%, 52,26%, 44,59%, 42, 51%, affirment ne jamais avoir eu recours à la justice traditionnelle pour un litige les concernant ou concernant un de leurs proches. A l'exception de la région du centre Nord, les régions du Sahel, du Nord et de l'Est présentent des ratios assez expressifs de

la confiance accordée au système de justice officiel. A la question "Faites-vous confiance au système de justice officiel ?", les populations desdites régions ont répondu "jamais" à respectivement à 55,25%, 29,8% et 29,75%.

On note alors une certaine réserve des populations face au système de justice officiel et traditionnel. Cette réserve pourrait s'expliquer aux vues des expériences de justice vécues par les enquêtés. C'est en fonction de celles-ci que se font le choix du type de juridiction d'une part et la nature des conflits d'autre part.

1.1.4 Le manque d'alternatives économiques pour les couches vulnérables comme source de conflits, de violence et d'insécurité

Le taux élevé de chômage des jeunes, diplômés ou non, constitue une problématique majeure pour le pays. Désœuvrés et sans perspectives économiques, selon les enquêtés, les jeunes deviennent ainsi une proie facile à l'enrôlement dans les groupes armés qui leur promettent des conditions économiques meilleures. Cela constitue une menace sérieuse à la paix, à la cohésion sociale et à la sécurité des biens et des personnes.

« On a des diplômés qui n'ont pas d'emploi. Tu as un métier, tu n'as pas de marché. Tu ne sais pas où aller. Pas de financement pour pouvoir monter ton projet. Donc à un moment donné parce que tu as besoin de survivre, pour manger, ce qui se présente à toi seulement tu vois ça comme une opportunité. »⁵⁰.

Le sentiment de l'inégal accès à l'emploi et à des conditions de vie décentes a donc été pointé du doigt comme une source qui alimente l'insécurité notamment le terrorisme et le grand banditisme. Pour les personnes enquêtées, si les jeunes ont du travail, s'ils sont occupés, ils seront moins vulnérables et pourront mieux résister à la tentation de se faire enrôler dans des groupes armés.

« ... Si les jeunes sont occupés et qu'ils se lèvent le matin...fatigués, ils ne vont pas chercher à

L'oisiveté est la mère de tous les vices. Face au manque de perspectives économiques, les jeunes deviennent des proies faciles pour le grand banditisme et le terrorisme au Burkina Faso

nuire à autrui. C'est le manque d'emploi qui envoie les jeunes à vouloir se venger »⁵¹.

Cette conviction est partagée dans toutes les régions du pays. C'est dans les mêmes termes que les populations dans la région du Nord déclaraient que :

« Celui qui ne fait rien est vulnérable. Mais les gens qui sont occupés... auront moins de temps à faire ce qui n'est pas bien »⁵².

S'il est vrai que pour certains enquêtés, c'est la recherche du gain facile qui anime les jeunes qui ne souhaitent plus travailler mais préfèrent s'adonner à des actes de banditisme et de terrorisme, d'autres personnes consultées ne sont pas du même avis. Pour elles, les jeunes n'ont pas perdu l'essence du travail comme valeur. Mais, ce sont les politiques publiques qui se trouvent inadaptées à l'évolution des jeunes et à leurs aspirations. C'est-à-dire que l'accompagnement des jeunes en vue de leur pleine autonomisation pour subvenir à leurs besoins et réaliser leurs

50 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

51 Focus group hétérogène avec les forces vives, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

52 Focus Group, Ouahigouya, région du Nord, décembre 2019

projets fait défaut. L'agriculture en particulier qui est la principale activité économique du pays ne peut plus être réalisée que dans un but de subsistance. Or, sans accompagnement des jeunes pour une agriculture rentable et moderne, c'est la pauvreté et le désespoir qui se ressentent. Dans ce sens, il est revenu de façon récurrente que c'est à l'Etat d'assumer ses responsabilités en créant les conditions d'une capacitation des jeunes. La formation scolaire et académique a été décrite comme inadaptée aux besoins du marché de l'emploi. L'Etat devrait donc revoir les *curricula* pour une meilleure professionnalisation des jeunes.

« Quand la mine [de Boungou] allait ouvrir, on a donné des avis de recrutement. Aucun fils de la région n'avait les qualifications qu'ils voulaient. Même pour la pause-café, aucune femme n'avait le niveau pour préparer une pause-café de qualité. Les gens de la région peuvent avoir le sentiment que leurs fils n'ont pas été recrutés à la mine mais c'est parce qu'ils n'avaient pas les qualifications requises »⁵³.

Dans le même ordre d'idées, l'Etat devrait former les jeunes quel que soit leur domaine d'activité afin que leurs activités puissent se moderniser.

« On ne se lève pas comme ça pour cultiver la terre. Il faut un minimum de culture, de formation sur comment travailler la terre, comment la terre vit, quels sont les différents types de terres, où est ce qu'on peut exploiter la terre par rapport à ses ambitions...Quand on n'est pas formé on ne peut pas rendre. Un homme qui n'est pas formé ne peut pas être productif. Il faut un accompagnement dans ce sens »⁵⁴.

Le plus important, au-delà de tout, c'est que tous les Burkinabè aient les mêmes chances d'accéder aux

opportunités économiques. Le sentiment qu'il existe une classe restreinte de privilégiés qui accaparent toutes les richesses et les opportunités, notamment économiques exacerbe les clivages sociaux, les tensions et les velléités de conflits. L'inégale distribution des richesses a donc un lien même plus important et direct avec l'aggravation de la violence.

« La justice sociale n'est pas là. Vous avez fait l'école avec quelqu'un. Parce que lui il a des bras longs il accède à des postes alors que toi tu n'as rien tu croupis dans la misère parce que tu n'as pas de bras longs. »⁵⁵.

Enfin, selon les personnes enquêtées, l'Etat, à travers les autorités, devrait mieux se soucier de la cause de la jeunesse. Il existe un sentiment généralisé que les autorités ne se préoccupent pas de la cause de la jeunesse qui ressent une forme d'injustice à son égard. Rejoindre des groupes armés peut alors être considéré comme un canal d'expression pour se faire entendre par des autorités qui ne semblent pas sensibles aux préoccupations de la plus grande frange de la population constituée par les jeunes. Cela est une pensée partagée dans la plupart des régions. Dans la région du Centre-Ouest, les populations estiment que :

« C'est le découragement de la population. Le citoyen en colère accumule et un jour, il explose par rage. C'est un truc de ce genre. Les attaques terroristes, c'est un truc entre nous ; c'est une manière de communiquer »⁵⁶.

Le budget alloué au renforcement des capacités des jeunes (éducation formelle et professionnelle) et à l'accompagnement financier de leurs projets reste largement en deçà des besoins réels si bien que leur impact n'est pas perceptible, toute chose qui accentue le sentiment que rien n'est fait au profit de la jeunesse.

53 Focus group hétérogène, Fada, Région de l'Est, février 2020.

54 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

55 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

56 Entretien individuel, Koudougou, Région du Centre-Ouest, avril 2020.

1.1.4 L'inégal accès aux ressources naturelles à la base des frustrations

C'est dans le secteur minier que ce problème prend tout son sens. En effet, le Burkina Faso regorge de plusieurs ressources minières tel que l'or, le phosphate, le manganèse. L'article 14 de la Constitution dispose que « les richesses et les ressources naturelles appartiennent au peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration des conditions de vie des populations »⁵⁷.

Pourtant, de manière générale, les populations ont le sentiment d'être spoliées par le pouvoir central au profit des sociétés minières étrangères⁵⁸. Dans de nombreuses localités du pays, et particulièrement dans la région de l'Est, les compagnies minières étrangères établissent des périmètres de sécurité autour de leurs zones d'activités interdisant strictement l'accès aux populations locales.

A cela s'ajoute l'interdiction des activités d'orpaillage artisanal qui accroît le sentiment d'injustice ressenti. Les déguerpissements récurrents des orpailleurs des sites miniers artisanaux, consécutifs à cette interdiction, sont perçus par les populations Burkinabè comme des facteurs de privation des opportunités économiques existantes dans le pays⁵⁹.

« Rien que le 12 Décembre 2019, des policiers ont déguerpi trois mille (3000) orpailleurs venus des quatre coins du Burkina sur un site d'or à Houndé au nom de la lutte contre le terrorisme et sous le prétexte fallacieux que ledit site appartient à Houndé Gold. Que vont devenir ces orpailleurs ? L'Etat ne les emploie pas, ne leur trouve pas de l'emploi ou de formation et les traite de terroristes ou leurs bailleurs. A ce rythme, on trouvera difficilement une solution à la crise actuelle »⁶⁰.

Par ailleurs, les populations estiment qu'elles ne bénéficient pas de compensations suffisantes en nature ou en argent par rapport à leurs terres qui également font l'objet de confiscation. D'où les frictions

Le sentiment d'injustice dans l'accès et l'exploitation des ressources naturelles alimente des frustrations qui débouchent sur des règlements de compte de manière violente, de la vengeance et des conflits

avec les forces de défense et de sécurité pour revendiquer leurs droits d'accès aux richesses minières au même titre que les compagnies étrangères.

« Le pauvre a toujours tort. Ce sont nos frères qui viennent nous frapper et nous obliger à quitter nos espaces pour les remettre à la société minière »⁶¹.

En raison du niveau de chômage élevé dans les différentes localités, les jeunes et même parfois des étrangers venant des pays voisins n'ont d'autres choix que de s'investir dans le secteur informel et artisanal de l'orpaillage, dans le braconnage ou dans d'autres trafics. La seule réponse jusque-là apportée par les autorités a été d'interdire ces activités. Les sites d'orpaillage comme ceux de la localité de Houndé, bien qu'illégaux, constituent pourtant des zones d'attraction pour une jeunesse désœuvrée, qui subit la menace des agents de l'Etat, qui de façon périodique, effectuent des descentes inopinées pour la fermeture de ces sites.

Cette situation, de l'avis des personnes consultées, crée ainsi des mouvements de révolte et de confrontation entre orpailleurs artisanaux et forces de défense et de sécurité. Le même traitement est accordé à ceux qui choisissent d'occuper illégalement des terres autour des périmètres aurifères pour les cultiver. Ceux-ci se voient pourchasser par les agents de l'Etat (policiers, militaires, agents des Eaux et Forêts) très souvent de manière violente : destruction des cases et des greniers à grains, amendes, etc. résultent de ces confrontations.

57 Article 14 de la Constitution du Burkina Faso du 2 juin 1991.

58 V. dans ce sens, Interpeace, *Étude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflit et résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 21.

59 *Ibidem*.

60 Entretien individuel, Houndé, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

61 Focus group, Houndé, Région des Hauts Bassins, décembre 2019.

Au total, les inégalités d'accès des populations aux ressources socio-économiques du pays engendrent des sentiments de frustration qui constituent un terrain fertile pour les groupes terroristes. En particulier, le manque d'emploi, la faiblesse des revenus, le chômage des jeunes, l'inflation et le coût trop cher

de la vie constituent autant d'éléments qui justifient le mal être des populations. Pour les Burkinabè rencontrés, l'Etat n'arrive pas à assumer son rôle de régulateur et de distribution équitable des richesses économiques du pays.

1.1.5 La perte de l'autorité de l'Etat comme source de violence et de conflits

Dans le processus de dialogue engagé, en vue de générer un consensus sur la compréhension des populations Burkinabè au sujet de la conflictualité dans le pays, la perte ou la diminution de l'autorité de l'Etat a été évoquée de manière récurrente comme un facteur clé qui alimente cette conflictualité. Ce manque de régulation de la part de l'Etat a créé un processus d'accaparement des richesses du pays par une petite partie de la population au détriment de la grande masse qui se trouve sans perspectives. Il en découle des frustrations qui entraînent une colère particulièrement chez les jeunes, ce qui les rend plus sensibles aux sirènes des réseaux violents en tout genre. Spécifiquement de l'avis de certains groupes de jeunes rencontrés, il existe un décalage entre ce qui leur est dû et ce qu'ils reçoivent en termes d'opportunités économiques. Ils s'engagent dans les actes de violence non pas parce qu'ils vivent une situation de misère, mais parce qu'ils estiment qu'ils ne sont pas à leur juste place et que leur situation socioéconomique est injuste. En conséquence, les jeunes ne rejoignent pas les groupes d'extrémisme violent uniquement parce qu'ils sont chômeurs ou parce qu'ils sont ignorants. Ils le font parce qu'étant donné les potentialités qui existent dans leurs localités, ils s'attendent à bénéficier d'une meilleure condition sociale.

Par perte de l'autorité de l'Etat, il faut comprendre une position dans laquelle l'Etat, en tant que dépositaire et détenteur de la souveraineté et du monopole de la contrainte organisée, n'arrive plus à soumettre ses populations à ses lois car concurrencé sur son territoire par d'autres nouveaux acteurs. La particularité de l'Etat réside dans le fait qu'aucune force ne devrait lui résister à l'intérieur de toute sa juridiction avec une réelle capacité d'encadrer les autres

pouvoirs sur son sol. Dire alors que l'Etat a perdu de son autorité, revient à remettre en cause l'un de ses attributs fondamentaux, son pouvoir. Un Etat qui perd son pouvoir sur sa population est un Etat dans lequel règnent l'anarchie, la défiance vis-à-vis des autorités et règles établies, la propension pour les acteurs privés à ne plus s'accommoder des règles basiques du vivre ensemble, la tendance à s'émanciper. Or, de l'avis des populations consultées, c'est bien dans cette situation que se trouve le Burkina Faso. L'Etat en sa qualité de garant légitime de l'égalité entre citoyens a, d'une certaine façon, démissionné de son rôle. Il n'est plus perçu comme l'unique centre de décision pour une bonne partie de la population notamment dans la région du Sahel.

Pour les Burkinabè, l'insécurité que le pays connaît n'est que la résultante de ce défaut d'autorité de l'Etat à l'égard de ses citoyens. La crise de l'autorité de l'Etat se nourrit à son tour de la crise de confiance des Burkinabè à son égard. L'Etat est perçu comme une entité séparée, qui a son existence en dehors d'eux et dont l'action ne les lie que dans une moindre mesure. La conséquence de cette perception est que ces citoyens qui ne s'assimilent plus à l'Etat Burkinabè se considèrent désormais comme plus que marginalisés et sont animés d'un sentiment de rejet vis-à-vis des institutions. C'est le développement d'un rapport conflictuel à l'Etat⁶².

« L'Etat ce n'est pas nous. L'Etat c'est l'Etat et nous c'est nous »⁶³.

Le fait de ne plus s'identifier à l'Etat trouve ses origines dans la frustration ressentie par les populations. Car, de l'avis des participants, c'est l'attitude de l'Etat lui-même qui a contribué à faire germer

62 Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 17.

63 Focus group, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

chez les Burkinabè, les graines de la frustration et de la méfiance. L'Etat, par le non-respect de ses engagements envers les populations, par son absence ou sa faible présence dans certaines régions, renforce une conviction de rejet de la part des populations. Les propos mirobolants servis lors des campagnes électorales et des sorties politiques médiatisées ont perdu de leur emprise sur les populations qui sont maintenant convaincues et conscientes que les discours des hommes politiques ne sont que des promesses auxquelles elles accordent en général peu de crédit ne seront pas suivies d'effet. L'accès au pouvoir par la force et sa conservation par la ruse, la violence électorale et la corruption exposent la plupart des gouvernants au danger du narcissisme et leur donnent de plus en plus la conviction qu'ils sont capables de gérer, au détail près, tous les aspects de la vie publique.

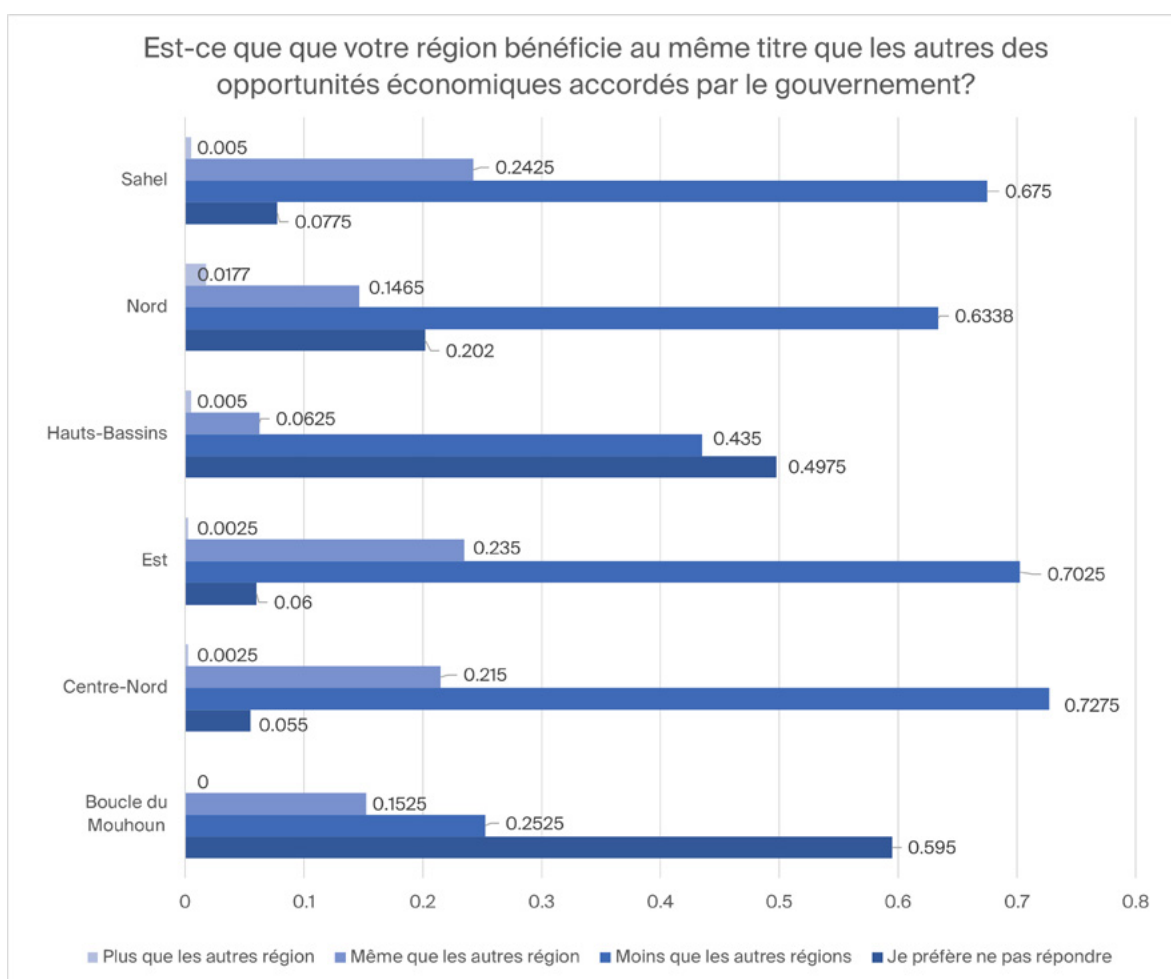
« (...) Les régions entières comme le Sahel se considèrent comme abandonnées, parce qu'on ne voit pas ce que le service public apporte au niveau de la région. Il y'a donc de la frustration dans la mesure où ils ne voient plus l'Etat comme quelque chose qui peut améliorer leurs conditions et ça les amène vers des groupes qui les permettent d'exprimer ces frustrations »⁶⁴.

Les résultats de l'enquête quantitative confirment cette idée que le sentiment de la disparité des opportunités économiques entre les régions est l'un des facteurs de conflictualité en lien avec l'importance des inégalités dans le processus de développement des territorialités, au risque même de freiner la croissance, compromettant ainsi directement la lutte contre la pauvreté.

Les régions consultées par l'enquête quantitative présentent des taux très remarquables relatifs à la faiblesse des opportunités économiques. Pour ce qui concerne l'item " plus que les autres régions", les proportions sont insignifiantes au regard des autres items qui présentent des taux très élevés. Le tableau ci-dessous montre bien les disparités entre les proportions des opportunités économiques qu'offrent l'Etat aux régions.

Dans les régions du Centre Nord, de l'Est, Sahel et du Nord, les populations ont exprimé à respectivement 72, 75%, 70, 25%, 67, 50%, 63, 38% que les régions ne bénéficient pas des opportunités économiques accordées par le gouvernement.

64 Entretien individuel, Dori, région du Sahel février 2020



Graphique N°08 : Est-ce que votre région bénéficie au même titre que les autres des opportunités économiques accordés par le gouvernement ?

1.1.5.1 Sentiments de marginalisation et d'injustice comme source de frustration et de perte de confiance en l'Etat

Selon les personnes consultées, l'Etat a démontré à plusieurs reprises des difficultés manifestes à remplir ses obligations vis-à-vis de ces mandats. Les populations en tirent comme conséquence une certaine marginalisation de la part de l'Etat. Par les nombreuses promesses souvent formulées et pas respectées, l'Etat de plus en plus perd la confiance auprès des populations rurales en particulier qui se sentent dès lors désabusées et surtout utilisées uniquement à des desseins politiques ou électoralistes.

Il y a de plus en plus une certaine méfiance entre les différentes communautés elles-mêmes et même envers les dirigeants car elles se sentent délaissées. Le sentiment de délaissement alimente des frustrations qui se traduisent par l'incivisme, la défiance de l'autorité de l'Etat.

« Depuis 2016, ils sont venus faire le lancement des travaux de l'axe Gounghin -Fada jusqu'à la frontière du Niger. Et depuis lors rien. Regardez l'état de la voie. Rien n'a été fait »⁶⁵.

Cette perte de l'estime de la population envers l'Etat met à nu les règles du contrat social qui s'en trouve fortement menacé. En effet, beaucoup de frustrations proviennent de ces exemples de promesses non tenues qui s'ajoutent à ce discrédit.

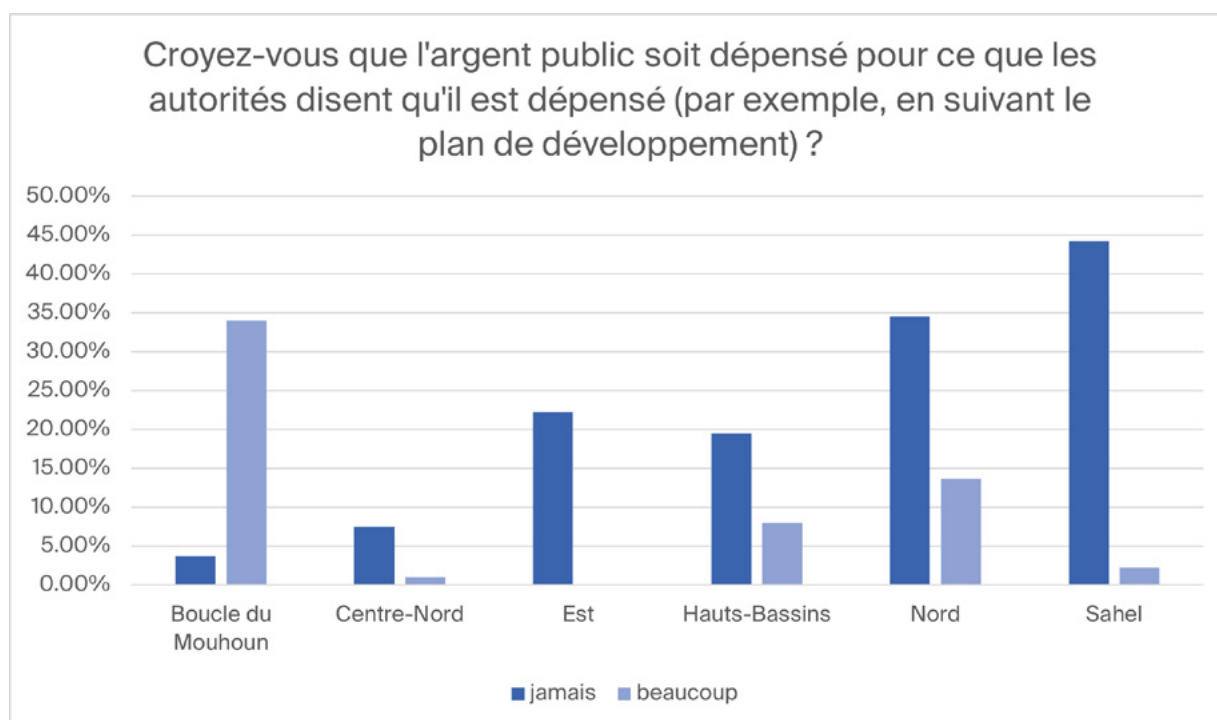
65 Focus group hétérogène, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

« On nous avait dit qu'un Centre Hospitalier Universitaire allait être construit ici. Mais depuis lors on n'a rien vu. Et on a la preuve que le CHU a été construit dans une autre localité »⁶⁶.

Sur la question des engagements non tenus, après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, les nouvelles autorités se sont engagées à adopter une gouvernance vertueuse qui tranche avec les pratiques antérieures ayant entraîné la révolte de la population. Pourtant, de l'avis des différents participants, cette promesse n'est pas une réalité. Selon eux, des pratiques fortement décriées sous le régime antérieur continuent de prévaloir dans l'actuel régime. Cette idée est réfutée, par l'autorité en charge de la cohésion sociale qui justifie que la situation généralisée d'insécurité est une véritable entrave à la réalisation des programmes gouvernementaux de développement.

« Nous connaissons de façon répétitive des attaques qui ont entraîné un certain nombre de choses, notamment les conflits intercommunautaires, des déplacements internes de populations dans tout le pays. Nous avons assisté à la fermeture de structures sanitaires, des fermetures d'écoles, des enfants qui sont dans les rues, des enseignants qui n'ont rien à faire. Tout ça mis ensemble a créé beaucoup de soucis au gouvernement. »⁶⁷

A la question de savoir si l'argent public est dépensé de façon à permettre le développement des localités, trois régions, le Sahel (44.3% "jamais"), le Nord (34.6%) et l'Est (22.3%) estiment que les investissements ne vont pas dans le sens de l'amélioration du cadre de vie des populations, contre le Centre Nord et la Boucle du Mouhoun qui expriment respectivement 7.5% et 3.8%.



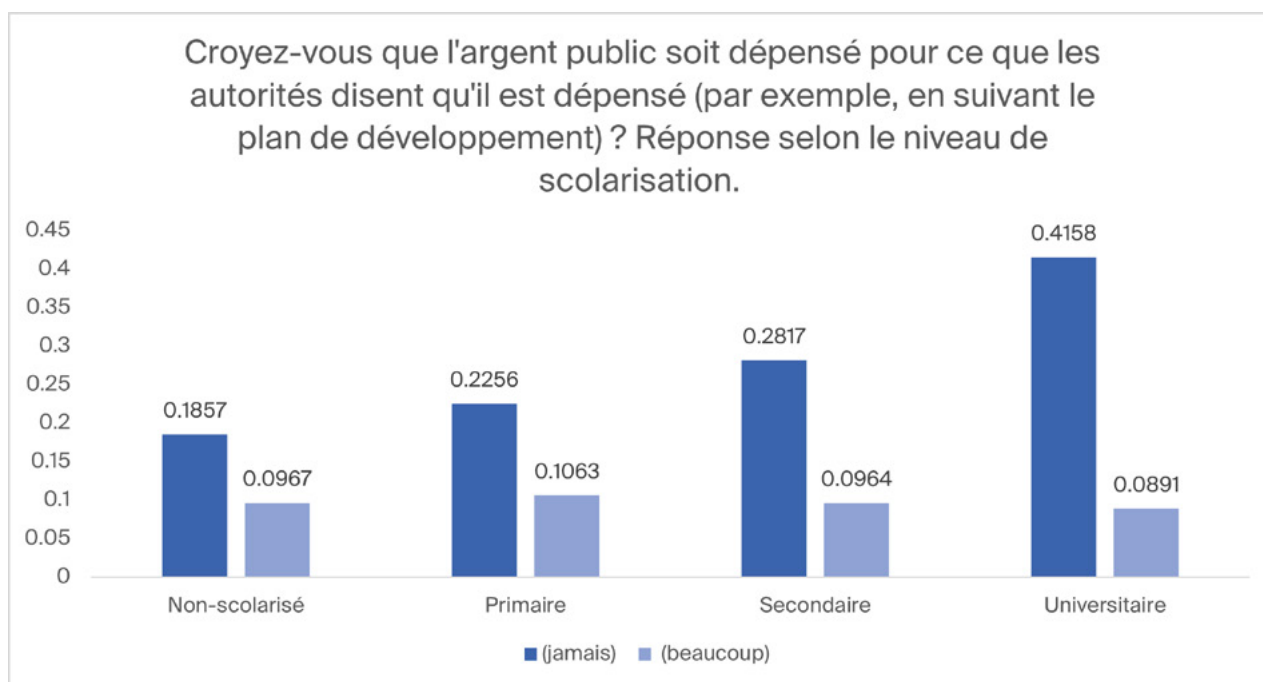
Graphique N°09 : Croyez-vous que l'argent public soit dépensé pour ce que les autorités disent qu'il est dépensé (par exemple, en suivant le plan de développement) ?

Au-delà des estimations régionales de l'utilisation des fonds publics, le niveau d'études influe la perception des répondants sur les modes de la gestion

des ressources financières publiques. Le taux de "jamais" augmente avec le niveau d'études, de non-scolarisé (18.7%) à universitaire (41.58%).

66 Ibidem.

67 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.



Graphique N°10 : Croyez-vous que l'argent public soit dépensé pour ce que les autorités disent qu'il est dépensé (par exemple, en suivant le plan de développement) ? Réponse selon le niveau de scolarisation.

La raison qui pourrait expliquer ces tendances serait que les personnes instruites ont plus d'accès à l'information par la presse et aux rapports des organismes de contrôle, les scandales financiers y étant souvent révélés et ils n'accordent donc plus de crédit au discours des élus et de façon générale aux politiques.

Cette situation crée une désillusion au sein de la population qui se sent trahie. Bafouer l'autorité de l'Etat devient un mode d'expression de la frustration ressentie. Une participante au focus group hétérogène avec les forces vives à Fada N'Gourma notait dans ce sens :

« Avec l'insurrection, le peuple a beaucoup espéré. On s'attendait à un changement et à un certain moment, il y a eu la déception totale... On s'est retrouvé avec les mêmes habitudes qu'avant [en référence à l'ancien régime] et peut être pire par moment. C'est peut-être cette déception, cet espoir perdu du peuple qui a emmené ce problème... »⁶⁸.

Un participant au focus group de Bobo-Dioulasso a pu également noter dans le même ordre d'idées que :

« Si les populations sont sorties en 2014 [pour l'insurrection populaire], ce n'était pas pour faire partir seulement le régime en place mais plutôt parce qu'elles voulaient voir les choses changer. Le régime actuellement en place avait donné une lueur d'espoir à ce peuple brimé. Malheureusement, les populations sont restées sur leur soif »⁶⁹.

Il reste donc une grande partie du territoire de l'Etat dont les populations ne profitent pas de la présence de l'Etat encore moins de la mise en œuvre de ses politiques en matière de développement. Tout laisserait donc croire que ces localités ne font pas partie du pays tant le sentiment de marginalisation, particulièrement dans la région du Sahel, est profond et aussi accentué par une forte précarité.

« Avant et même maintenant pour que votre localité soit vue, il faut avoir un fils qui est Ministre ou DG. C'est ainsi que le Sahel ne faisait pratiquement pas partie du Burkina, il n'y

68 Focus group, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

69 Focus group, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

avait ni d'infrastructures, ni d'eau potable". Il faut une répartition plus digne des ressources du pays »⁷⁰.

Le fait que certaines localités manquent du minimum vital en termes d'infrastructures socio-économiques de base constitue un motif de discrédit de l'Etat et de remise en cause de sa capacité à assumer le bien-être des populations. Pis, lorsque l'Etat semble exister à travers une faible présence, il n'est connu que dans son élan répressif. Les populations ne retiennent en ce moment de l'Etat qu'une perception négative alimentant de nombreuses frustrations et griefs.

« Si tu vois la police ou les Eaux et Forêts ici, c'est pour venir donner des amendes ou pour venir racketter ceux qui n'ont pas de papiers pour leurs motos alors que les terroristes quand ils viennent, ils rassurent la population »⁷¹.

Le sentiment de frustration se nourrit encore plus de l'injustice dont les populations disent être victimes. Sur ce point, il y a lieu de sérier. Dans un premier temps, l'injustice est vécue à l'échelle individuelle. Dans un second temps, elle est vécue à l'échelle collective.

A l'échelle individuelle, les populations consultées ont le sentiment que la justice instituée par l'Etat est une justice dont la vocation est de promouvoir la raison du plus fort. Les mécanismes institutionnels mis en place ne fonctionnent pas avec le degré de neutralité et d'impartialité que leur mission requiert.

« ...On n'a pas de justice. Nous avons vu plusieurs situations. Des bandits, des personnes qui ont détourné de l'argent, ils se sont retrouvés face à la justice et quelques temps après vous allez apprendre qu'ils ont été libérés. ... On ne peut pas avoir de cohésion sociale tant qu'il n'y a pas de justice au sein de la population »⁷².

Les Burkinabè ont le sentiment qu'il s'agit d'une jus-

tice du plus fort. Face à une violation permanente de leurs droits et sans pouvoir les défendre de façon convenable, l'Etat à travers ses institutions dans leur ensemble ne bénéficie plus de la confiance des populations. L'Etat n'est plus la référence. Il n'est plus l'entité première à laquelle les populations ont recours pour leur vie au quotidien. Il perd de son autorité, de sa légitimité et de sa crédibilité. N'étant plus considéré comme apte à répondre à leurs besoins fondamentaux, l'Etat est relégué à un second plan par les populations. Sur le plan de la défense des droits individuels, c'est une propension des citoyens à se rendre eux-mêmes justice.

« La justice peut être la justice du plus fort. Mais au-delà de la justice du plus fort, il y aura toujours des vengeances, des règlements de compte. Il y a le terrorisme qui est là mais derrière le terrorisme, il y a des règlements de compte. Pendant longtemps, le problème, c'est le manque d'administration et le fait qu'elle n'était pas crédible »⁷³.

A propos de l'injustice collective, il faudra rajouter qu'une partie des Burkinabè a aussi le sentiment d'être délaissés. Ce sentiment de marginalisation prend rapidement d'autres proportions dès lors qu'il ne se limite pas à une appréciation isolée de la situation mais aboutit plutôt à une mise en relation de plusieurs régions qui se caractérisent par une disparité de niveau de développement. C'est toute la région qui a en ce moment le sentiment d'avoir été négligée, délaissée au profit d'autres régions qui bénéficient des largesses de l'Etat et de la présence rassurante et continue de son autorité. En termes de marginalisation et d'injustice, les illustrations portent très fortement sur la disponibilité d'infrastructures sécuritaires routières.

« On dit que la route du développement passe par le développement de la route. ... La zone de Fada est exclue... Lorsque tu rentres à Gounghin [en partant de Fada vers Ouagadougou] c'est comme si tu rentres au Burkina. ...Fada n'est pas le Burkina. »⁷⁴.

70 Résultat de l'atelier de validation régionale, Région du Centre Ouest et de la boucle du Mouhoun, juillet 2020.

71 Focus group, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

72 Focus group, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

73 Ibidem.

74 Ibidem.

Elles portent aussi sur le domaine de l'industrie avec des injustices constatées.

« Une usine de phosphate qui était fonctionnelle à Diapaga qui est proche de la Kompienga [barrage] qu'on a délaissé ...venir à Koupéla où il n'y a pas d'eau pour la transformation, c'est plus que de la frustration.... Ce sont plutôt des injures »⁷⁵.

Les parties du Nord et de l'Est du pays fortement touchées par l'insécurité constituent les régions qui ont enduré le plus les conséquences conjoncturelles et structurelles des politiques de développement jusque-là mises en œuvre. Ce phénomène de marginalisation se caractérise par la faiblesse des infrastructures sociales de base dans ces zones frontalières en termes d'écoles, d'universités, de centres de santé... Ce qui explique en partie la faiblesse de qualification de la main d'œuvre locale entraînant un sous-emploi particulièrement criard chez les jeunes. Sur le plan économique, elles sont dépourvues d'usines de transformation qui pourraient créer un nombre considérable d'emplois au profit de

la population locale.

« Voilà deux régions (Sahel et l'Est) qui sur le plan superficiel sont les plus grandes du Burkina. En ce qui concerne la région de l'Est en matière de potentialités, si elle n'est pas la première elle est la deuxième, mais malheureusement la population de l'Est est je crois la 4^{ème} population la plus pauvre du Burkina. C'est paradoxal que ce soit l'une des régions les plus riches alors que la population est pauvre. Tout ceci sert à quoi ? C'est la question que je me pose. Et c'est le cumul de ces frustrations qui oriente les jeunes vers ces groupes »⁷⁶.

Ainsi, certaines régions se considèrent tout simplement ignorées dans la mise en œuvre des politiques publiques au détriment d'autres régions qui, elles, disposent d'un développement relativement meilleur renforçant les frustrations et une crise de confiance en l'Etat. Tout cela n'est pas sans conséquences car ce vide laissé par l'Etat a pu être instrumentalisé par d'autres acteurs qui ont pu occuper l'espace.

1.1.5.2 Un vide régalien occupé par d'autres acteurs

« Il y a des zones où la seule présence de l'Etat ce sont les instituteurs...Et il y a des zones où il n'y a ni instituteurs ni infirmier. ...Et comme on le dit, la nature a horreur du vide donc...il va se développer d'autres formes d'autorité qui vont occuper la place de l'Etat. Le terrorisme est parti des zones où il y avait une absence de l'Etat en termes de présence de symbole de l'Etat mais aussi en termes d'application des décisions »⁷⁷

Sur la question de l'absence de l'Etat, il est ressorti de manière constante des espaces de dialogue que l'Etat est absent dans ses périphéries. Plus l'on

s'éloigne de la capitale, plus l'Etat démontre une incapacité à exercer de manière effective ses prérogatives régaliennes sur son territoire, notamment le contrôle de ses frontières⁷⁸.

La prolifération des attaques terroristes accentue cette absence de l'Etat dans certaines localités du pays. Ainsi, dans bon nombre de régions, l'on assiste à un désengagement des forces de sécurité notamment de la police nationale qui déserte les zones d'attaque dans plusieurs communes en raison du fait qu'elle n'est pas suffisamment équipée pour opposer une résistance en cas d'attaque⁷⁹. On assiste également à un abandon par les représentants de l'Etat,

75 Focus group hétérogène avec les forces vives, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

76 Ibidem.

77 Focus group avec les acteurs de la Justice, Ouagadougou, région du Centre

78 V. dans ce sens aussi Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020.

79 Tin-Akof, Markoye, Oursi, Déou.

notamment le personnel administratif, le personnel enseignant⁸⁰, le personnel médical⁸¹ et les autorités politiques de leurs postes et services. Cela constitue une source supplémentaire de frustration pour les populations qui se sentent ainsi abandonnées en temps de guerre par l'Etat dont l'une des missions régaliennes est pourtant de garantir la sécurité des biens et des personnes sur toute l'étendue de son ressort territorial.

« Parce que ça chauffe, on abandonne. Il faut renforcer, changer la qualité du matériel (...) Des postes vides en temps de guerre. L'heure n'est pas au relèvement des services de sécurité, il faut plutôt renforcer ou bien on veut que la population pâtisse ? »⁸².

De ce fait, plus les forces de sécurité se désengagent des zones d'insécurité, plus l'insécurité s'accroît et plus les groupes armés étendent leur influence sur la population. Cette situation a généré une crise de représentativité entre institutions publiques et citoyens qui vivent un malaise persistant.

« C'est vrai, on a parlé de décentralisation, de déconcentration, mais quand on regarde, la présence de l'Etat est très catastrophique. Quasiment absent. Il existe des provinces, ou des départements sans aucune représentation des Forces de défense et de sécurité »⁸³.

Sur le plan de la sécurité, cela entraîne plusieurs implications et corollaires.

Tout d'abord, la perte de l'autorité de l'Etat, justifiée comme on l'a vu par l'incapacité de celui-ci à se défendre sur toute l'étendue de son territoire va entraîner une auto-organisation par la population pour se défendre et assurer sa sécurité. Ceci a été à l'origine de l'émergence de groupes d'autodéfense en réponse à l'inefficacité d'assurer la sécurité publique des populations⁸⁴. Ainsi, les groupes d'autodéfense comme les *Koghwéogo*, les *rouga* et les *dozo* notamment assurent la sécurité⁸⁵ des populations contre les voleurs et autres délinquants avec des méthodes qui leur sont propres⁸⁶, certains usant à cet effet de la violence et commettant des atteintes aux droits de l'homme.

« L'Etat est invisible. Cela amène, je pense, les gens à créer les groupes d'auto-défense »⁸⁷.

Ces groupes d'autodéfense, qui sont nombreux au Burkina Faso, ont été impliqués dans plusieurs situations de violence en raison de leur vocation à détenir des armes⁸⁸. Sur le plan sécuritaire, on note que les populations expriment leurs frustrations en s'adonnant à des actes d'incivisme qui bafouent ouvertement l'autorité de l'Etat et qui entraînent des dégradations de biens publics et privés sans que celui-ci ne puisse réagir⁸⁹. Ce défaut de présence de l'Etat sur le territoire a été une porte ouverte pour l'implantation des groupes armés⁹⁰. Il existe de nombreux dé-

80 Le 17 mai 2019, le ministre de l'éducation faisait mention de la fermeture de 1933 écoles et établissements du post-primaire et du secondaire mettant ainsi 326 152 élèves et 9042 enseignants loin des salles de classes. V. Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, pp. 12-13.

81 « La crise sécuritaire a entraîné la fermeture de 16 formations sanitaires tandis que les prestations ont été considérablement affectées dans 65 autres. Dû à ces perturbations, 626 000 personnes n'ont plus accès ou ont un accès limité aux services de santé. ». V. OCHA ; Rapport de situation Burkina Faso ; Sept 2019.

82 Focus group, Dori, Région du Sahel, février 2020.

83 Centre pour la Gouvernance Démocratique ((2019), *Rapport sur l'Etude de base sur l'impact de la crise malienne de 2012 sur le Burkina Faso*.

84 V. dans ce sens aussi Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 6.

85 Poursuite des délinquants, jugement, indemnisation ou restitution de biens volés aux propriétaires.

86 Tant en ce qui concerne les poursuites que le jugement des personnes présumées coupables de délits.

87 Centre pour la Gouvernance Démocratique ((2019), *Rapport sur l'Etude de base sur l'impact de la crise malienne de 2012 sur le Burkina Faso*.

88 V. Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 6.

89 Même s'il pouvait réagir, il ne le fait pas pour des raisons liées à des enjeux politiques : « On a peur de sévir pour ne pas perdre l'électorat. Donc l'Etat n'est plus à même de prendre des mesures pour assurer l'ordre, la paix sociale. C'est le laisser-aller ». V. Résultat de l'atelier de validation régionale, Région du Centre Ouest et de la boucle du Mouhoun, juillet 2020.

90 V. dans le même sens, Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au*

partements et communes du Burkina Faso où il n'y a aucune force de défense et de sécurité. Dans les régions frontalières en particulier où le contrôle permanent de l'Etat doit être existant pour freiner l'entrée sur son sol d'individus mal intentionnés, aucun obstacle ne se dresse contre les groupes armés qui opèrent et se replient avec une certaine facilité.

Mieux, utilisant l'argument du délaissement et d'abandon de l'Etat, les groupes armés tentent de convaincre nombre de personnes de rejoindre leurs rangs, et ce avec beaucoup de succès. Selon les personnes consultées, puisque l'Etat éprouve des difficultés pour garantir le minimum de développement dans certaines régions, puisque les populations de ces régions sont démunies, n'ont pas les mêmes accès aux opportunités de développement, puisque l'Etat perd de son autorité de ce fait et n'est plus la référence des populations qui cherchent d'autres alternatives pour assurer leur survie, face au désespoir, l'option de rejoindre des groupes terroristes permet d'avoir une issue et une réponse concrète, rapide et intéressante aux questions les plus pressantes. Cela alimente le terrorisme, le grand banditisme.

« Des régions ont été délaissées pendant trente (30) ans ou plus et d'autres ont profité pour venir investir. En investissant, ils leur ont inculqué des choses. Le manque d'infrastructures, d'éducation et de débouchés (...), le chômage, le désarroi des jeunes font que les jeunes ne sont pas attirés mais perméables à l'offre de ceux qui vous savez les font [groupes armés]. Il y'a eu un oubli de l'Etat central »⁹¹.

Ce constat est fait dans toutes les régions, en particulier dans la région de l'Est.

« Les terroristes ont profité d'une faiblesse de l'Etat et se posent comme les défenseurs des populations lésées, ils se confondent à elles, pour avoir leur confiance et faire leur travail... On a déguerpi les gens On a fermé les sites d'or. Nous on vient vous aider. On va com-

battre avec vous, disent-ils aux populations. Donc comme ça, ils ont acquis la confiance des populations. N'importe qui dans cette situation tombe dans leur piège. C'est une question de vie ou de mort. Des questions [même] de survie »⁹².

Enfin, la perte de l'autorité de l'Etat, alimentée par la crise de confiance en ce dernier découle sur fait : le manque de collaboration entre les populations et les forces de défense et de sécurité dans la réponse à donner au terrorisme. Il est connu que la collaboration des populations est une clé indispensable dans la lutte contre le terrorisme. Or, pour que cette collaboration soit une réalité, cela nécessite une confiance en l'Etat et en ses institutions. En particulier, la population souhaite un minimum de garantie quant au fait que sa collaboration ne lui porte pas préjudice et ne menace pas sa sécurité. Le fait que l'Etat et les FDS ne soient pas présents sur toute l'étendue du territoire dissuade la population de prêter son concours à la traque des terroristes. On observe donc beaucoup de réserves de la part de la population sur les dénonciations des suspects car elle n'est pas à l'abri de mesures de représailles dans la mesure où l'Etat ne puisse garantir effectivement sa sécurité. Pour les populations, les Forces de défense et de sécurité sont perçues comme ne garantissant pas l'anonymat des informateurs.

« On a peur de parler. Tu ne sais pas si tu parles si demain va te trouver vivant »⁹³.

Cela est un obstacle dans la lutte contre le terrorisme.

A l'échelle des régions concernées par l'enquête, l'attitude des répondants diffère en fonction de leur expérience en matière d'insécurité. Si pour les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Nord, de l'Est, du Sahel, les populations estiment, respectivement à 56,25%, 23,4%, 16,55%, 24,18%, que leurs activités quotidiennes aient été sérieusement affectées par l'insécurité, c'est parce qu'elles ont connu des attaques terroristes, et sont marquées comme des

Burkina Faso, janvier 2020, p. 5 : « Au-delà de l'armée, l'absence ou la faible présence de l'Etat dans certaines localités, accompagné par le manque de justice sociale en termes de répartition des ressources, l'accès aux services publics comme l'éducation et la santé, l'accès à des sources de revenus, etc., vont constituer des terrains fertiles à l'implémentation des groupes extrémistes violents ».

91 Entretien individuel, Dori, Région du Sahel, février 2020.

92 Entretien individuel, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

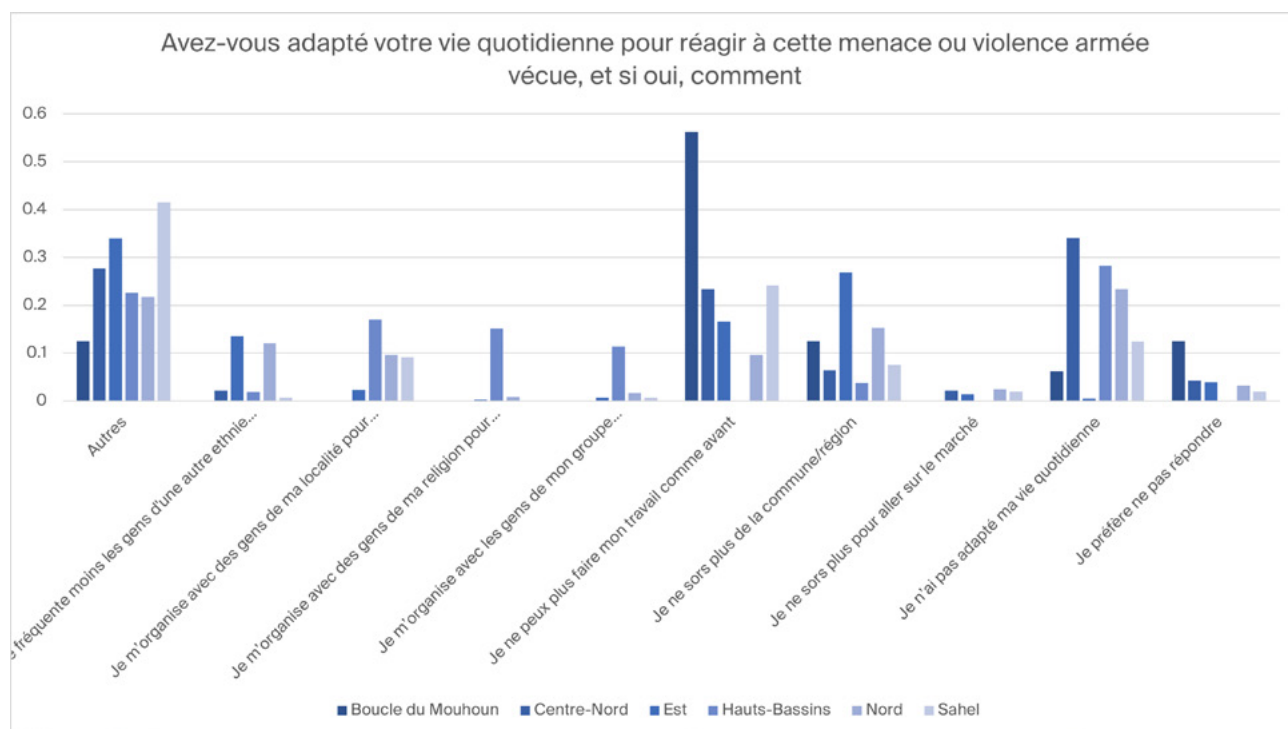
93 Focus group homogène avec les déplacés, Nouna, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

zones à haut risque d'insécurité. D'ailleurs, la région entière de l'Est est sous couvre-feu depuis plus d'une année et certaines localités comme la ville de Nou-

na dans la province du Kéné Dougou (Région de la Boucle du Mouhoun) sont également soumises à cet impératif sécuritaire.

	Boucle du Mouhoun	Centre-Nord	Est	Hauts-Bassins	Nord	Sahel
Autres	12.5%	27.66%	34.02%	22.64%	21.77%	41.5%
Je fréquente moins les gens d'une autre ethnie ou religion	0%	2.13%	13.56%	1.89%	12.1%	0.65%
Je m'organise avec des gens de ma localité pour se protéger mutuellement sans armes	0%	0%	2.3%	16.98%	9.68%	9.15%
Je m'organise avec des gens de ma religion pour se protéger mutuellement sans armes	0%	0%	0.23%	15.09%	0.81%	0%
Je m'organise avec les gens de mon groupe ethnique pour se protéger mutuellement sans armes	0%	0%	0.69%	11.32%	1.61%	0.65%
Je ne peux plus faire mon travail comme avant	56.25%	23.4%	16.55%	0%	9.68%	24.18%
Je ne sors plus de la commune/région	12.5%	6.38%	26.9%	3.77%	15.32%	7.52%
Je ne sors plus pour aller sur le marché	0%	2.13%	1.38%	0%	2.42%	1.96%
Je n'ai pas adapté ma vie quotidienne	6.25%	34.04%	0.46%	28.3%	23.39%	12.42%
Je préfère ne pas répondre	12.5%	4.26%	3.91%	0%	3.23%	1.96%

Tableau N°02 : Avez-vous adapté votre vie quotidienne pour réagir à cette menace ou violence armée vécue, et si oui, comment ?



Graphique N°11 : Avez-vous adapté votre vie quotidienne pour réagir à cette menace ou violence armée vécue, et si oui, comment ?

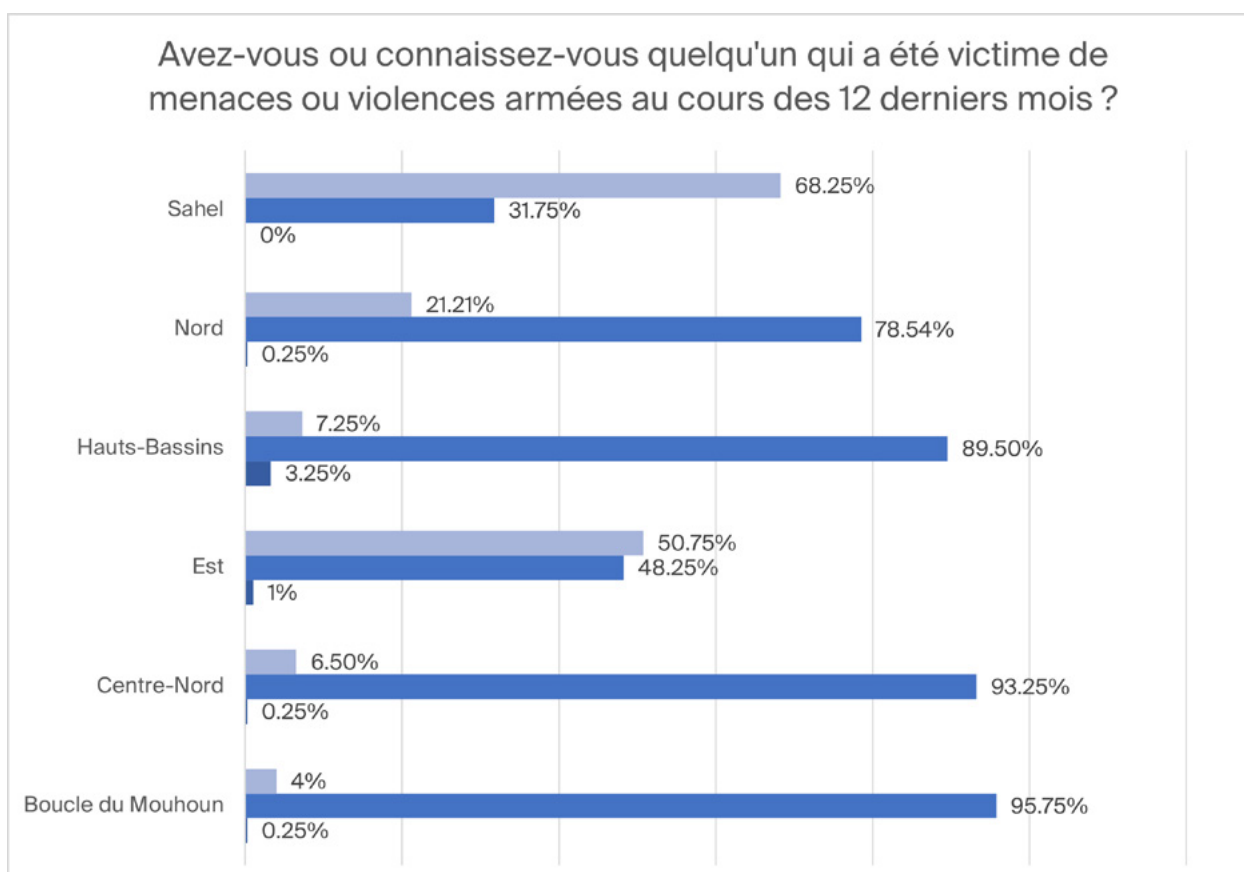
26,34% des participant(e-s) à l'enquête connaissent quelqu'un (/e) qui a été victime de menace ou de violence ces douze derniers mois. Précisément à l'échelle régionale, les populations du Sahel et de l'Est à respectivement 68,25%, et 50,75% connaissent des personnes ayant subies des menaces. Ceci pourrait s'expliquer par l'ampleur de l'insécurité et des attaques terroristes que vivent ces régions.

Si l'on compare la région de l'Est avec la région des Hauts-Bassins : Il y a à l'Est beaucoup plus de personnes qui connaissent des victimes de violences que de personnes qui craignent elles-mêmes d'être agressées. Dans la région des Hauts-Bassins, c'est l'inverse. La crainte est très élevée pour soi-même mais peu de personnes connaissent des victimes. Au Sahel, dans la Boucle du Mouhoun et au Centre Nord, par contre, les deux variables vont de pair (plus on connaît quelqu'un qui a été agressé, plus on a tendance à avoir soi-même peur). Une des hypothèses est que le sentiment d'insécurité qui ne se base pas sur des faits réels, pourrait être issu de rumeurs, et causé par un manque d'information ou de communication.

Sur l'ensemble des régions les indices de crainte de l'insécurité sont élevés. En effet, les participants (e-s) craignent d'être agressés, enlevés ou tués quand ils ou elles circulent pour les tâches quotidiennes, surtout dans les régions des Hauts Bassins (49.5%), du Nord (46.72%), du Sahel (46.25%), et de la Boucle du Mouhoun (30.75%).

Lorsqu'on tient compte du lien entre personne déplacée et la connaissance d'une victime de menace ou violence, il apparaît que les personnes déplacées connaissent plus de personnes ayant subi des menaces et des violations. Cela peut être lié aux raisons de leur déplacement et à leur situation de migration contrainte.

Dans les régions du sahel (68,25%), de l'Est (50,75%), du Nord (21,21%), les populations enquêtées affirment avoir connu et connaître des victimes de menaces ou de violences. Cette tendance s'explique par le fait que ces trois (3) régions ont connu des attaques terroristes et en subissent les conséquences de l'insécurité.



Graphique N°12 : Avez-vous ou connaissez-vous quelqu'un qui a été victime de menaces ou violences armées au cours des 12 derniers mois ?

1.2 Processus inachevé de la décentralisation comme facteur d'aggravation des inégalités

« Aujourd'hui on peut dire que c'est la décentralisation qui est à l'origine du conflit ici dans notre village. En dehors de ça, nous avons toujours cohabité dans l'harmonie »⁹⁴

Définie comme l'accroissement des attributions et de l'autonomie d'acteurs périphériques par rapport au niveau central, la décentralisation est considérée comme un paradigme d'impulsion de développement, de démocratie et de bonne gouvernance des affaires publiques. En garantissant l'autogestion des collectivités territoriales, les mécanismes de la décentralisation ont accompagné la déconcentration des services de l'Etat dans le but de renforcer les capacités d'action des collectivités locales avec la participation de la population aux processus décisionnels et aux choix des priorités du développement communal, favorisant ainsi le dialogue et la commu-

nication entre les élus et la population. Toutefois, la décentralisation adoptée par l'Etat Burkinabè qui devraient consister en la création de collectivités territoriales avec une certaine autonomie administrative et financière, n'ont pas répondu aux différentes attentes. La décentralisation au lieu d'offrir un cadre d'expression aux populations à la base pour trouver les voies et moyens d'un développement local a plutôt propulsé des leaders politico-administratifs qui détiennent le monopole du pouvoir au détriment de l'élite locale. Ces insuffisances ont généré une certaine méfiance des acteurs sociaux vis-à-vis de l'Etat, favorisant des comportements et des pratiques de rejet, et compliquant, du même coup, la gestion des collectivités. La mise en œuvre de la décentralisation a mis aux prises différents acteurs (l'Etat, les partis politiques et les administrés, les communautés des zones rurales) aux perceptions et

94 Focus group, Karangasso viguè, Houet

logiques différentes, voire divergentes par rapport à la nature du pouvoir, au choix des conseillers communaux et du maire, au partage du nouveau pouvoir. Le sud-ouest du Burkina Faso, relativement fertile et peu peuplé, a attiré depuis quelques décennies un grand nombre de migrants internes cherchant à améliorer leurs conditions de vie. Ce phénomène a pris une telle ampleur que, dans plusieurs localités, les « migrants » sont aujourd'hui en nombre égalitaire parfois avec les « autochtones ». Un tel flux migratoire en milieu rural ne va pas sans poser des problèmes de cohabitation entre différents groupes, particulièrement au niveau de la gestion du pouvoir et des terroirs. Les populations attendent de la décentralisation la reprise en main de la gestion de la commune par les autochtones et la mise à l'écart des allochtones des instances de gestion politique

Le processus de transfert de compétences mené jusqu'ici n'a pas permis d'aboutir à un transfert intégral des services étatiques et cela maintient les autres régions, particulièrement Bobo Dioulasso (2e ville et capitale économique du pays) dans une certaine dépendance vis-à-vis de Ouagadougou. En effet, la volonté d'obtenir une meilleure autonomie des collectivités territoriales pour mieux assurer un développement socio-économique au niveau local reste toujours un défi à relever. Pour une bonne partie des personnes consultées, la décentralisation telle qu'elle est appliquée entraîne des frustrations au sein des populations ; c'est la raison pour laquelle la région des Hauts-Bassins (Bobo Dioulasso) souffre, à des degrés divers, d'une crise structurelle causée, en grande partie, par le centralisme excessif hérité de la culture administrative coloniale.

« ...Même pour un simple stylo, il faut adresser une correspondance à Ouagadougou. C'est la même chose que pour les actes administratifs, rien ne peut être fait sur place. Il faut toujours remonter à la capitale d'où les longs délais. Ce qui occasionne forcément des frustrations et la colère des usagers de la fonction politique par exemple. Or cette colère peut pousser d'autres personnes à basculer dans la violence. »⁹⁵

« Tout est à Ouaga...Que Bobo ne soit pas délaissé »⁹⁶

Pour les populations rencontrées, la décentralisation n'a pas tenu toutes ses promesses. Il y a eu en effet la non-préparation des Burkinabè à cette approche territoriale qui n'a pas été suffisamment expliquée avant sa concrétisation sur l'ensemble du territoire avec les élections municipales de 2006. En sus, 14 ans après, elle n'est pas effective sur le plan du transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales créées qui sont à l'occurrence les conseils régionaux et les mairies.

Pour l'autorité en charge de la décentralisation, le processus suit son cours et de nouvelles dispositions seront établies afin d'atteindre la communalisation intégrale : *« La décentralisation est un processus ... Il n'a pas été abandonnéC'est un processus irréversible. Il se poursuit toujours avec la communalisation intégrale. Les communes sont des structures qui sont appelées à s'administrer elles-mêmes, des communes qui vont s'administrer toute seule. C'est la gestion du pouvoir local par les locaux eux même. Donc c'est-à-dire que c'est une indépendance totale. Les populations se gèrent avec l'accompagnement de l'Etat. L'Etat fait un certain nombre de transfert au profit de ces communes pour permettre d'exécuter le plan communal e développement dont le transfert de ressources, es transfert de compétences même si c'est insuffisant quelque chose est fait. On n'a pas abandonné les communes. »⁹⁷*

La perception de l'auto-administration des collectivités a été perçue autrement par les populations de certaines collectivités. Elles considèrent la décentralisation comme l'affectation de la gestion des collectivités territoriales aux populations autochtones. La situation conflictuelle de la commune rurale de Karangasso Vigué est symptomatique de cette non-appropriation de la question de la décentralisation par les populations. En effet, pour certains habitants de la localité, les autorités administratives ne peuvent provenir d'une localité autre que le chef-lieu de la commune.

95 Focus group, Hauts-Bassins, Bobo Dioulasso, Décembre 2019

96 Résultat de l'atelier de validation régionale, Région des Hauts bassins et des Cascades, juillet 2020.

97 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

“C’est difficile sinon impossible qu’un étranger que nous avons accueilli se retrouve à nous commander” avance un habitant de Karangasso Vigué

De l’avis des autorités administratives, ce conflit n’aurait pas de sens car il remet en cause la notion des droits, des libertés humaines. Selon elles, cautionner ce genre d’affirmation d’une part serait :

- contribuer à la stigmatisation des populations autochtones et allochtones en reconnaissant à chacune des catégories des prérogatives et attributs distincts de valorisation et de dévalorisation;
- et d’autre part remettre en cause le principe de la démocratie.

“ Le maire est un élu local. C’est la majorité qui élit le maire”⁹⁸

La prise en compte de la problématique du chômage chez les jeunes constitue une des principales faiblesses de la décentralisation qui n’a pas permis d’initier des programmes cohérents pour l’entrepreneuriat des jeunes.

Le faible niveau de déconcentration des services étatiques du centre vers les autres régions n’a pas été effectif avec la ville de Ouagadougou qui demeure toujours le creuset de toutes les opportunités d’appui et de soutien socio-économique pour la jeunesse.

« La jeunesse ouagalaise est une jeunesse qui est bien différente de la jeunesse des autres régions, ... ceci n’est pas normal, un jeune de Ouaga doit être égal à un jeune de Bobo Dioulasso. »⁹⁹

Pratiquement toutes les autres régions sont ainsi dans l’incapacité de proposer des opportunités d’emplois car seul l’Etat demeure encore le principal employeur avec un secteur privé toujours à niveau très faible. Cette insuffisance d’opportunités surtout au niveau de l’emploi entraîne une exacerbation de la pauvreté menant très souvent à des troubles et conflits entre acteurs.

« L’injustice, la mal gouvernance, la pauvreté, tous ces éléments entravent à la cohésion sociale. A nous de travailler pour pouvoir à bannir tout ça. Nous sommes sur cette voie. Nous sommes en train de travailler à instaurer l’équité. »¹⁰⁰

98 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

99 Résultat de l’atelier de validation régionale, Région des Hauts bassins et des Cascades, juillet 2020.

100 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

Chapitre 2

Une gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense

Chapitre 2 : Une gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense

Dans ce contexte de bouleversement socio-politique où les besoins en matière de sécurité ne sont pas satisfaits, on assiste à l'émergence de groupes d'autodéfense se désignant principalement comme *koglwéogo*, « les gardiens de la brousse » qui se manifestent à travers la volonté des populations de prendre en charge elles-mêmes leur sécurité. Ces structures communautaires de sécurité bien que jouissant d'une adhésion populaire s'arrogent des prérogatives sécuritaires qui contribuent aujourd'hui à une montée de l'insécurité locale de plus en plus décriée.



Photographie N°02 : Chef des Koglwéogo de la région de l'Est

2.1 Une divergence autour des commanditaires des attaques

« Qui est l'ennemi ? Vous le connaissez ? Moi je ne sais pas. Il faut le connaître. Comme on l'a toujours dit c'est une guerre asymétrique. Nous avons un ennemi invisible qui est là que nous sommes en train de combattre... C'est tout ça qui complique la lutte. Tu luttas avec quelqu'un qui ne s'est pas affiché ouvertement. Des gens qui surgissent, qui commettent des actes et qui disparaissent. C'est difficile... »¹⁰¹

Si les premières et les quelques autres agressions terroristes ont été revendiquées par les groupes terroristes et djihadistes tels que *l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)*, *Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)*, *Ansaroul Islam* et le groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (*GSIM*), la plupart des attaques que connaît le pays sont restées sans auteur (s) connu (s).

Les populations rencontrées lors des consultations restent assez constantes dans leurs incertitudes à désigner avec exactitude les structures terroristes et les personnes qui véhiculent un islamisme violent et opérant dans leurs localités.

« Quand on regarde actuellement chaque fois on parle de terrorisme. A la base même les terroristes quand ils font leurs attaques, ils revendiquent. Actuellement on voit que les attaques ne sont pas revendiquées. Ça ressemble à des règlements de comptes... Un terroriste quand il fait quelque chose, il a la fierté c'est de dire que c'est nous qui avons fait cette attaque »¹⁰².

Pour certains d'entre elles, les terroristes revendiquent toujours les actes qu'ils posent et assument les différentes responsabilités et implications qui s'ensuivent, démontrant ainsi leur bravoure. Au-de-

là de cette fierté affichée, ils jubilent sur les attaques commises qu'ils jugent victorieuses dans leurs conquêtes stratégiques de déstabilisation du pays. Alors, la non-revendication des attaques plonge les populations dans une réflexion dubitative sur l'identité des commanditaires¹⁰³.

« Au tout début, on dit ce sont les gens de l'ancien régime. D'autres disent que ce sont les militaires radiés de Blaise Compaoré. Après on a dit c'est le Régiment de la Sécurité Présidentielle RSP. L'État même n'a pas un discours convaincant pour nous dire qui sont les responsables. Moi à mon avis ce sont des délinquants ou bien des bandits qui sont en train de sillonner le Sahel. Comment est-ce qu'un Djihadiste soutenu financièrement va poser un acte et puis ne pas le revendiquer. Il faut que l'Etat travaille davantage pour nous rassurer. Pour moi je condamne l'Etat avant tout »¹⁰⁴.

Toutefois, les personnes interviewées sont unanimes sur les origines géographiques ainsi que les motivations des activités terroristes au Burkina Faso. C'est à partir du territoire malien, envahi par de nombreux groupes armés, que les terroristes ont étendu leurs attaques au Burkina Faso avec la complicité de certains acteurs locaux. En effet, la proximité culturelle et religieuse des différentes communautés et la porosité des frontières auraient favorisé les déplacements et les infiltrations des groupes armés (base arrière) qui ont pu tisser des alliances stratégiques et agrandir leur champ d'action. Cette progression a été possible en grande partie à travers une instrumentalisation des luttes locales de pouvoir et de l'accès aux ressources économiques et naturelles.

« ... Chez nous, cette violence radicale qui sous-tend le wahabisme est venu d'un prédicateur qui était dans la région du Soum qu'on

101 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

102 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

103 Selon Nicolas Hubert in « *Burkina Faso : un terreau pour la propagation du conflit malien ?* » ; juillet 2019 *La dégradation sécuritaire que connaît actuellement le Burkina Faso, se distingue en plusieurs points de la crise sécuritaire malienne. D'une part, ils ne sont pas exclusivement centrés sur des revendications sociales et politiques régionales, mais apparaissent être plus le fait de l'échec des politiques de décentralisation et de réforme de la législation foncière menées au cours des dernières décennies, et de la mise sous tutelle volontaire de certaines régions afin de maintenir l'ascendant politique et économique de la région du Centre et de la capitale Ouagadougou* »

104 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre-Nord, décembre 2019.

appelait Malam Dicko. C'était un prédicateur connu sur les antennes des radios dans le Soum et qui prêchait régulièrement. Il avait des adeptes. Et il s'est radicalisé à la suite d'une longue absence et a pu embarquer ses adeptes. Mais il ne faut pas se cacher la face, cette idéologie exploite les conditions de vie déplorable, misérable des populations »¹⁰⁵.

L'idéologie s'est construite autour des conditions de vie des populations en prônant un modèle de société basée sur le mouvement wahhabite¹⁰⁶, en utilisant le savoir-faire militaire et le savoir-faire financier des organisations et pays qui soutiennent ces initiatives.

Les paradigmes de définition et d'existence, stratégie et technique d'intervention des groupes terroristes sont noués autour de certains éléments portant souvent à confusion, déclare un enquêté.

« L'extrémisme violent est différent de l'extrémisme religieux. C'est ce que les terroristes veulent nous faire accepter que le terrorisme est lié à la religion. Alors que ce n'est pas le cas. Je vous donne 3 pièges que le pays a déjouer. Un 1^{er} janvier 2019, 2020, l'affaire Yirgou. On s'est réveillé, c'est le jour de l'an avec des massacres à connotation ethnique ; Pour faire comprendre aux gens que c'est une ethnie qui s'oppose à une autre, notamment l'ethnie moaga à l'ethnie peulh. Ce n'est pas vrai. ... ils sont revenus avec un deuxième piège. C'est dans la zone de Dablo où en pleine célébration ils sont allés assassiner un prêtre avec fidèles pour faire comprendre que c'était une guerre de religion entre les catholiques et la

religion musulmane. Dieu merci, les leaders ont compris. Le 3^e piège c'est opposer les FDS aux populations. Et je peux dire qu'il y a des populations qui ne donnent pas les vraies informations aux FDS. ... s'ils avaient réussi, ils allaient nous faire faire la guerre par procuration et ils allaient se reposer et prendre ce qu'ils veulent. S'il y a une guerre ethnique au Burkina Faso, personne ne sort vainqueur. »¹⁰⁷

En décrivant la cartographie des acteurs de conflits, il y a lieu de distinguer les forces conventionnelles, les groupes armés non étatiques et tous les autres acteurs. Les premières sont constituées par l'armée, la gendarmerie et les forces paramilitaires (la police, la douane et les agents des eaux et forêts) ; les groupes armés non étatiques sont essentiellement les groupes armés terroristes et les groupes/milices d'autodéfense. Les autres acteurs regroupent les trafiquants (ils apparaissent comme des sous-traitants des groupes armés non-étatiques) ou acteurs du grand banditisme.

L'extrémisme violent au Burkina Faso met également en jeu des acteurs extérieurs opérant dans la bande sahélo-saharienne. Le Mali constitue pour les groupes opérant au Burkina Faso une zone de repli mais aussi une source d'appuis logistiques divers et de formation pour les acteurs agissant sur le territoire Burkinabè. Cet extrémisme violent, à forte capacité d'adaptation (diversification des moyens et des cibles, stratégie d'anticipation et instauration de psychose générale de nature à révolter et opposer les populations à l'inefficacité apparente de l'Etat) aux dynamiques locales, a réussi à s'étendre géographiquement mais aussi à gagner en intensité.

105 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

106 Le wahhabisme est un courant islamique qui veut revenir aux sources de l'islam, c'est-à-dire qui veut que les musulmans vivent comme les musulmans vivaient au 1^{er} siècle de l'islam. C'est donc un mouvement revivaliste, passéiste, rigoriste, qui s'appuie sur une interprétation littérale du Coran et de la tradition prophétique. Il vise à remettre une société en place musulmane, selon les premiers principes de la religion.

107 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

2.2. L'émergence des groupes d'autodéfense, véritable vecteur d'insécurité locale

2.2.1. Un contexte de fragilité sécuritaire à l'origine de la naissance des groupes d'autodéfense

Les koglwéego

« Le mot « Kogl-wéogo » est composé du verbe Kogl en langue mooré qui signifie « garder, préserver » et du mot wéogo qui désigne « la brousse, la contrée ». Le terme désigne également tout membre de ces groupes et renvoie donc plus généralement à l'ensemble des mesures ou stratégies à prendre pour sécuriser le cadre de vie des populations d'une contrée donnée. L'approche sécuritaire des Kogl-wéogo implique tous les acteurs de la communauté locale dans la protection des hommes, des villages, des animaux et des ressources naturelles »¹⁰⁸. Au sein des koglwéego, on retrouve des anciens bandits, coupeurs de route repentis ou des agriculteurs.

Les dozo

Tradipraticiens à la base, les dozo sont devenus des chasseurs avec une structure traditionnelle bien plus vieille que les structures administratives. À travers une confrérie fortement implantée dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, les dozo ont pour rôle de faire la chasse, de protéger la faune et la flore, d'assurer la protection des personnes et des biens, de soigner les personnes souffrant de certaines maladies occultes.

Les rouga ou la milice communautaire d'autodéfense

Ils se définissent comme une organisation de défense corporative des éleveurs. L'association rouga s'est fixée pour objectifs la prévention des conflits avec les agriculteurs et d'assurer la cohabitation pacifique entre éleveurs et agriculteurs, l'organisation de la transhumance, la protection des éleveurs contre les exactions et les attaques, l'accompagnement des éleveurs. Au-delà, de ces objectifs, les rouga sont perçus comme une organisation d'assistance communautariste en vue de la défense des peulhs et de s'opposer aux amendes et exactions imposées par les Koglwéego.

Les volontaires pour la défense de la patrie

Le 21 janvier 2020, l'Assemblée nationale Burkinabè a voté à l'unanimité une loi instituant le recrutement de "Volontaires pour la défense de la patrie" (VDP). Ces citoyens sont recrutés au niveau local, sur la base du volontariat avec comme principale mission de remonter des informations sur les déplacements de groupes et autres conflits locaux aux responsables militaires. D'après les autorités Burkinabè, il s'agira essentiellement d'enrôler des jeunes d'au moins 18 ans qui recevront une formation initiale de 15 jours afin de maîtriser le maniement des armes légères et les tactiques militaires de base pour mener des patrouilles en concertation avec les forces nationales de défense.

108 Dr KOURAOGO Patrice et KABORE Amado (2016). « Les groupes d'auto-défense « Kogl-weogo » au Burkina Faso ». Analyse sociétale africaine/African Societal Analysis (asa)

Face à la montée de l'insécurité et de ses conséquences sur le développement et au regard des résultats mitigés des actions des forces de sécurité intérieure contre le fléau, le gouvernement a opté pour des solutions axées principalement sur la participation communautaire.

La libéralisation du secteur de la sécurité avec l'apparition des sociétés privées a favorisé d'une certaine manière les initiatives de regroupement pour la protection des personnes et des biens. Les populations ont ainsi mis en place leur propre dispositif de « surveillance » sur des bases culturelles et traditionnelles, voire d'appartenance ethnique : Les *koglwéogo* et les *dozo*.

- **Les koglwéogo de la région de l'Est :** Avec un effectif estimé à 19500 hommes en 2018, les *Koglwéogo* de la région de l'Est ont été installés à Fada le 14 mai 2016 avec à leur tête

Reconnaissance de l'efficacité des koglwéogos face à la défection des structures étatiques.

Thiombiano Moussa dit « *Django* », artiste fondateur de la troupe de danse *Buayaba*. L'association est présente dans 34 villages de la région où elle est subdivisée en sous-groupes de quartiers comptants chacun 21 personnes. Elle est présente dans presque tous les secteurs de

la ville de Fada. Les *Koglwéogo* de l'Est dans leur organisation, sont proches du Naaba Sonré (président national des *Koglwéogo* et Chef coutumier) du village *Rassamkandé* situé dans la province du Bazèga (région du Centre-Sud).

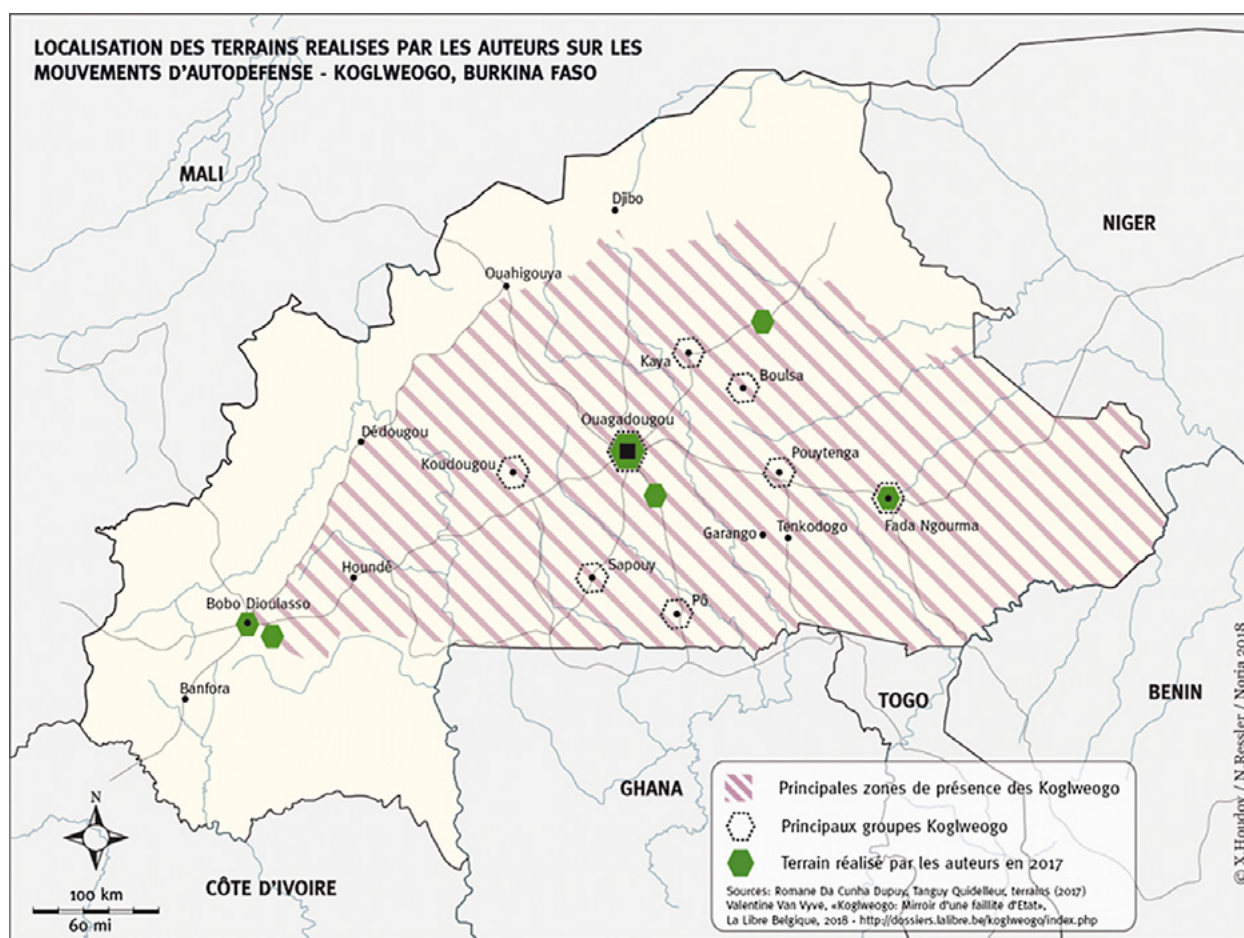
« Le fait que les populations n'avaient plus confiance aux FDS. Il y a des endroits quand il y a des attaques, ils viennent longtemps après, ou bien ils ne viennent pas. Même aujourd'hui le maillage sécuritaire, c'est du saupoudrage. [...] »¹⁰⁹.

Les groupes d'autodéfense sont souvent appréciés pour leur proximité avec la population et leur rapidité d'action. Issus des communautés qu'ils protègent, les *Koglwéogo* connaissent parfaitement la géographie des zones dans lesquelles ils opèrent. Ils bénéficient très souvent d'un fort soutien populaire particulièrement dans les zones rurales. En effet, dès leur apparition, les *Koglwéogo*, équipés d'armes blanches et de fusils, ont engrangé des succès en sécurisant certaines routes et des villages entiers. Très vite, cette initiative de défense s'est répandue de localité en localité avec les bénédictions des populations à la faveur du contexte politico sécuritaire.

« Quand les Koglwéogo sont venus à Fada, on a eu la paix. Tu pouvais même dormir sans fermer la porte »¹¹⁰.

109 Focus group, forces vives Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

110 Focus group, forces vives, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.



« L'avènement des Koglweogo dans la région de l'Est... a été comme un sursaut militant de la population, une prise de responsabilité face à un phénomène qui semblait insurmontable par les FDS et le système judiciaire. Parce que, on était arrivé à un stade où ... presque chaque jour, des familles étaient endeuillées, des marchés se fermaient. On ne pouvait pas profiter de ces récoltes de sésame parce qu'on venait vous dire...vous avez fait une récolte ... Voilà ce que vous nous réservez. Les gens ne dormaient plus tranquilles, on vivait la peur au ventre, les marchés publics se fermaient ... Les résultats ont été d'ordre moral. ... ça a été critiqué mais les résultats sont là. On peut dire qu'après plus de trois ans de travail, les Koglweogo dans la région de l'Est sont arrivés à la tolérance zéro sur la question du grand banditisme. C'est à leur actif, dans une certaine mesure à l'actif des FDS parce qu'ils n'ont pas travaillé seuls. Ils ont souvent collaboré avec

les FDS puisque dès qu'ils ont commencé à soumettre les gens à des tortures, les tenants des droits de l'homme ont dit que faut revoir un peu...et c'est là qu'ils ont échangé avec les FDS pour limiter leurs actions à l'appréhension des gens en flagrant délit. Ils mènent leur interrogatoire mais juste après ils ne le gardent pas en détention Ils le conduisent soit à la gendarmerie soit la police et c'est là que le travail judiciaire commence à proprement parler »¹¹¹.

- **Les dozo:** Le « dozoya » est considéré comme une secte religieuse traditionnelle africaine. Avec une multitude de référents identitaires, territoriaux, religieux, culturels, sécuritaires, ethniques, sectaires (sorcellerie), médicaux (guérison) et cynégétiques (chasse), cette confrérie constitue une catégorie de personnes ayant des fonctions, des statuts et des rôles bien précis au sein des communautés de

111 Résultat de la validation, région du Sahel et de l'Est, Juillet 2020

souche mandingue^{112, 113}. Par le canal des initiations le « *dozo* » a su résister au temps. La présence des *dozo* dans les zones du Sud-Ouest et de l'Ouest est liée à l'organisation socio-culturelle et religieuse des populations mandingues qui occupent cette partie du territoire Burkina-bè. Étant des gardiens de la faune et de la flore, ils se rapprochent des missions dévouées aux *Koglwéogo*. Toutefois, ils sont aussi considérés

comme des sorciers, des guérisseurs car maîtrisant les formules et incantations mystiques des chasseurs et détenteurs du savoir traditionnel. À partir de leurs fonctions premières, les *dozo* se rapprochent des *Koglwéogo*. C'est par le truchement de la montée de l'insécurité que les *dozo* se sont mués en milice d'autodéfense avec l'acquisition de récépissé de reconnaissance officielle¹¹⁴ tout en exerçant leurs autres attributs.



Photographie N°03 : le chef des rouga (micro à la main) et ses conseillers

Sur la base des données de l'enquête quantitative, les régions des Hauts bassins (49,5%), du Nord (46,72%), du Sahel (46,25%) et de la Boucle du Mouhoun (30,75%) se présentent comme les régions où la crainte d'être agressé, enlevé ou tué est élevée ; cela comparativement à la région de l'Est (25%) qui est l'une des zones à haut risque sécuritaire. Si les résultats des zones du Sahel et du Nord corroborent avec les propos recensés pendant les consultations régio-

nales, la faible proposition de la crainte enregistrée à l'Est pourrait se justifier *primo* par la présence des *koglwéogo* qui travaillent à réduire la criminalité, aux différentes opérations de sécurité et de défense menées par les FDS, et surtout par l'adhésion et la collaboration des populations avec les FDS.

Toutefois, les répondants du « jamais », dans les régions du Centre Nord (47,50%), du Sahel (40,50%),

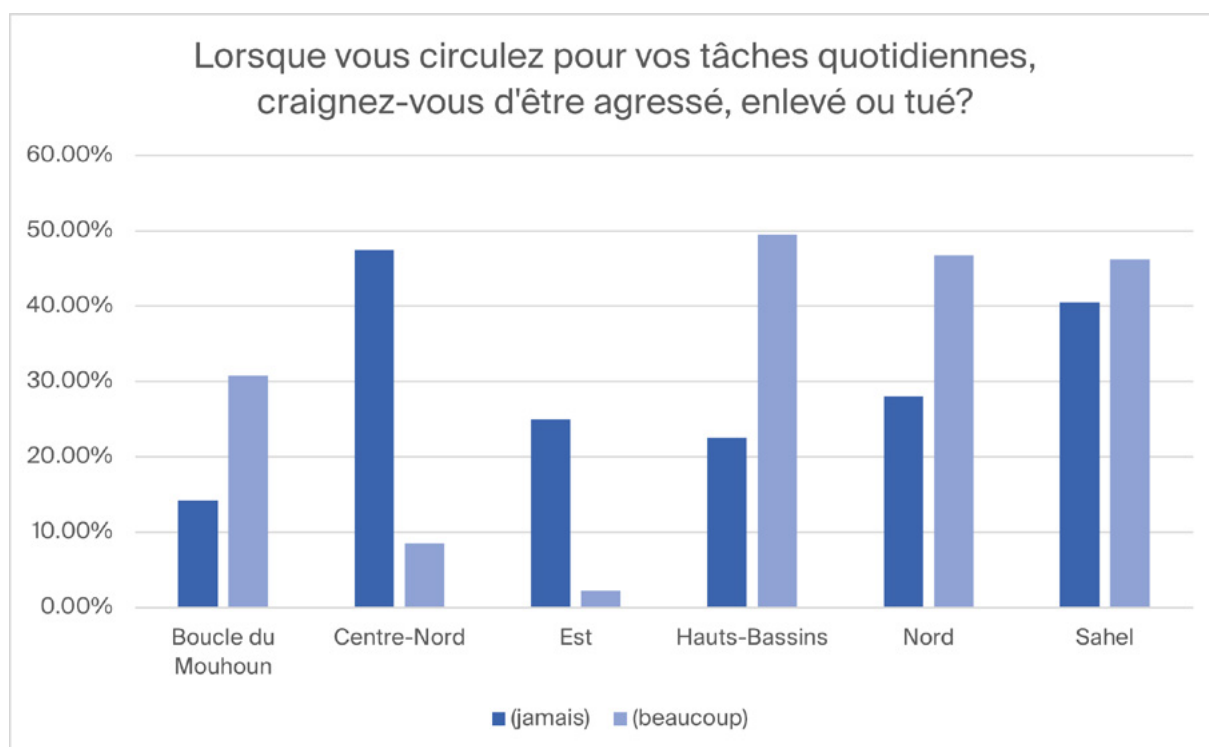
112 La plupart des travaux spécialisés sur ces chasseurs font de l'Empire Mandingue ou encore Empire du Mali, le foyer originel de la confrérie *dozo*. L'Empire mandingue fut une importante entité politique du Moyen Âge de l'Ouest africain précisément fondé au XIII^e siècle par le souverain Soundjata Kéita. Cet Empire a su fédérer sur une longue période un ensemble de communautés reconnues aujourd'hui sous le vocable de communautés mandingues. La chute de cet empire qui connait son apogée au XIV^e siècle a marqué l'expansion géographique, après plusieurs migrations, des différentes communautés mandingues dans une large partie de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, aujourd'hui les communautés mandingues sont présentes au Mali, Sénégal, Burkina Faso, Guinée, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Sierra-Léone, Mauritanie, Burkina Faso et Côte d'Ivoire.

113 Fahiramane Koné, Rodrigue et Bagayoko, Niagalé (2017), « *Confrérie des chasseurs traditionnels Dozo en Côte d'Ivoire: enjeux socio culturels et dynamiques sécuritaires* », <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/bitstream/handle/10625/56891/IDL-56891.pdf>

114 Un récépissé est un document administratif délivré par les autorités compétentes qui atteste la création et l'existence d'une organisation désirant être reconnue d'utilité publique.

du Nord (28,03%) et de l'Est (25%) attestent l'existence d'un certain climat de sécurisation des populations pour des régions qui connaissent des attaques terroristes et des conflits communautaires. Cela pourrait s'expliquer par la prise de conscience des populations qui fédèrent leurs efforts pour améliorer

le vivre ensemble, rétablir la cohésion sociale. Aussi faudrait-il intégrer le travail des organisations non gouvernementales présentes dans ces zones, qui mènent des actions de sensibilisation pour renforcer la tolérance, l'acceptation de l'autre, la construction d'une paix sociale.



Graphique N°13 : Lorsque vous circulez pour vos tâches quotidiennes, craignez-vous d'être agressé, enlevé ou tué ?

À partir des données, soulignons qu'il existe un contexte généralisé de crainte des agressions dans les régions concernées par l'enquête, si l'on tient compte des répartitions des réponses qui mettent en évidence le sentiment de peur. D'ailleurs les régions

du Sahel (68,25%), de l'Est (50,75%) présentent des taux élevés de la connaissance d'une victime de menaces ou de violences armées au cours des 12 derniers mois. Ces régions sont déjà répertoriées comme des zones à haut risque.

2.2.2. Acteurs de sécurité, vecteurs d'insécurité

L'une des options qu'a choisie le Burkina Faso pour contrer le terrorisme est une approche militaire, et celle-ci n'implique pas seulement les FDS mais aussi les groupes d'autodéfense. La nature délicate et complexe des rapports de collaboration qu'ils en-

retiennent concourt à créer davantage l'insécurité plutôt qu'à rassurer les populations. Cette insécurité proviendrait également des opérations menées sur le terrain par les acteurs de la sécurité.

2.2.2.1. Quand les *Koglwéogo* imposent et s'imposent

Malgré qu'ils soient appréciés par certaines populations locales, les *Koglwéogo* exercent une certaine forme de justice en usant parfois de sanctions physiques, de pratiques d'enlèvement ou encore de la torture. Ils sont aussi décriés du fait de leurs actions de torture et de maltraitance sur des suspects au nom de la sécurité.

Si les autorités Burkinabè sont conscientes de l'existence et des actions de ces groupes qui ne respectent aucune procédure judiciaire et qui agissent même en dehors des principes des droits humains, des mesures tardent toujours à être prises. Les nombreux appels à l'encadrement de ces groupes sont très peu suivis d'effets. Pis, ces groupes d'autodéfense opèrent souvent au vu et au su des FDS qui, elles-mêmes, adoptent une attitude ambiguë envers eux. Tantôt considérés comme des relais sécuritaires qui collaborent avec les FDS, ils sont aussi considérés comme des groupes de « hors la loi ». Il semblerait que les *Koglwéogo* bénéficient de la complicité et des allégeances de certaines autorités politiques qui les confortent dans leurs pratiques de sévices corporels et autres maltraitances dans l'exercice d'une justice privée (règlements de comptes, la légitimation de la violence) qui constitue une menace pour la cohésion sociale.

« C'est le gouvernement même qu'il faut blâmer parce qu'il a permis qu'il y ait deux autorités. Les Koglwéogo font des sévices corporels lorsqu'ils prennent des supposés voleurs, ils torturent les gens au nom de quoi ? Tout cela révolte la population »¹¹⁵.

Les groupes d'autodéfense sont arrivés à créer une psychose au sein des populations, ce qui joue en leur défaveur. Ils sont accusés de partialité et de vouloir souvent régler des comptes personnels et/ou collectifs. Leurs agissements montrent bien leur volonté de se substituer aux FDS. La présence de ces milices d'autodéfense, les *Koglwéogo* qui se substituent à l'autorité de l'État inquiète les populations

qui dénoncent le risque de terribles dérives. Dérives constatées lors des interventions sous formes de représailles dans la région du Centre-Nord. Le conflit *koglwéogo / peulhs à Yirgou* (1^{er}-2 janvier 2019)¹¹⁶, le conflit *koglwéogo / population de Tialgo* (le 18-19 mai 2017), le conflit *Koglwéogo / dozo à Karangasso Vigué* (12 septembre 2018).

L'intervention des groupes d'autodéfense, surtout des *Koglwéogo* dans la lutte contre le terrorisme serait perçue comme le point d'entrée dans la communautarisation de la crise sécuritaire actuelle. L'idée d'une assimilation de la communauté peulh aux terroristes a occasionné l'assassinat de nombreux membres de cette communauté. « *Ces assassinats ont pour conséquence de faire grossir les rangs des terroristes dans la mesure où d'aucuns, soit par esprit de vengeance ou par désir de protection, rejoignent les groupes terroristes. La perception générale qui semble apparaître dans cette communauté, c'est que l'Etat ne les protège pas mais encore que la justice semble vouloir laisser impunis les crimes dont elle a été victime. Ce sont entre autres ces facteurs parmi tant d'autres qui attisent et entretiennent aussi la violence* »¹¹⁷.

Les différends entre les pro-*Koglwéogo* et les anti-*Koglwéogo* portent sur l'avenir de ce groupe. Ils posent l'équation de la liberté d'exercice et de recadrage des groupes d'autodéfense qui sont utiles et efficaces, apportant ainsi une solution endogène et de proximité au problème d'insécurité généralisée ; et de la suppression et l'interdiction d'existence de ces groupes, car l'État à travers ses institutions (Police, Gendarmerie, Armée, ...) devrait être la seule entité à assurer la défense et la sécurité des populations sur toute l'étendue du territoire national.

Les *Koglwéogo* ne présentent plus la garantie d'une justice équitable, gage de leur succès et de leur renommée. Les agissements de ce groupe d'autodéfense attisent le mécontentement, la frustration et appellent à la révolte. « *Les groupes armés ouvrent des fenêtres d'opportunité en redistribuant les rap-*

115 Focus group, forces vives Région de la Boucle du Mouhoun, Décembre 2019.

116 <https://www.dw.com/fr/burkina-des-ong-exigent-la-v%C3%A9rit%C3%A9-sur-les-massacres-de-peuls/a-52728392>
<https://www.wakatsera.com/yirgou-cest-donc-plus-de-200-morts/>
<https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Barsalogo-front-violences-communautaires-2020-01-14-1201071674>

117 V. Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 8

ports locaux de pouvoir, ce qui peut faciliter la coopération de chefs coutumiers, des anciens acteurs de l'économie criminelle, possiblement reconvertis dans un premier temps au sein des Koglwéogo ou en autorisant l'accès aux ressources naturelles pour les individus souffrant de la régulation arbitraire et exclusive pratiquée par l'autorité centrale ». ¹¹⁸.

Il serait alors important de prendre des mesures en vue d'une meilleure organisation et d'un encadrement de ces groupes. En effet, ces groupes devraient être contrôlés afin de contenir les risques de dérapage et de récupération à des fins déstabilisatrices. Plus les méthodes sont brutales, plus le sentiment de désaveu des populations locales s'accroît. Cette situation offre plus de raisons justifiant l'utilisation de la violence en réplique et peut être la passerelle d'adhésion vers les groupes terroristes.

2.2.2.2. Des relations heurtées entre dozo et Koglwéogo

Les relations entre les Koglwéogo et dozo sont assez fragiles car ne relevant pas du même socle socio-historique et culturel : les *kolgwéogo* (sous influence *moaga*¹¹⁹ et apparenté) et les dozo (sous influence mandingue). La coexistence et la collaboration entre ces groupes restent très difficiles. L'expansion des *Koglwéogo* dans les zones du Grand Ouest notamment, terrain historique des dozo, a été marquée par des affrontements avec les populations. En effet, la présence des *Koglwéogo* dans une autre aire culturelle est considérée comme une sorte d'expression de supériorité ethnoculturelle; Même si ces groupes d'autodéfense ont en commun l'objectif de sécurisation des biens et des personnes, ils ne partagent pas cependant les caractéristiques organisationnelles qui émanent du type de société : société à pouvoir centralisé et société acéphale. En plus, en leur sein, ils connaissent des crises internes de leadership et des conflits de pouvoir.

L'extension des *Koglwéogo* dans les autres localités a été perçue comme une conquête impérialiste des *mossé* sur les autres composantes culturo-ethniques du pays. Elle fut considérée comme un affront et un déni pour ces communautés culturo-ethniques « envahies » par les *Koglwéogo*. Les résistances ont été menées dans le but de freiner et d'interdire l'installation des *Koglwéogo* dans les régions du grand mandingue.

Les dozo interdisent toute installation des *Koglwéogo* dans les zones de l'Ouest et du Sud-Ouest qui sont de fortes zones d'émigration des populations *mossé* à cause de la fertilité des sols, qui par leur volonté de

conquête ont voulu imposer une chefferie *moaga* et implanter les *Koglwéogo* dans lesdites zones.

Dans la région des Hauts Bassins, les dozo et une partie de la population ont demandé le départ de la localité des groupes d'auto-défense *Koglwéogo* de Karangasso-Vigué à la suite d'une bavure qui leur était prêtée. Les tensions qui ont opposé les dozo et les *Koglwéogo* à Karangasso-Vigué pourraient être le symptôme d'une crise "politico-ethnique". Les *Koglwéogo* ont été présentés comme des allogènes ambitionnant déposséder les autochtones de leur terre pour leur imposer en outre leurs propres réalités culturelles. De l'autre côté, les dozo étaient perçus comme des autochtones se donnant pour mission de garder sauve l'intégrité de la culture et de la tradition de la terre de leurs ancêtres. Cette « opposition allogène-autochtone » avait aussi été le vecteur du conflit politico-communautaire à la suite du processus de désignation du maire de cette commune déclenchant donc un conflit de pouvoir entre ces deux communautés.

À cela, faudra-t-il ajouter que l'accord d'installation des *Koglwéogo* par le maire lui-même d'origine *moaga*, a été analysé comme la venue de la garde rapprochée de ce dernier afin de sécuriser son mandat à la tête de la municipalité.

Dans la région de l'Est, les rapports entre les *Koglwéogo* et les *rouga* se limitent à des schèmes de courtoisie. Parfois, ces groupes d'autodéfense collaborent à travers les échanges de renseignements mineurs. Mais cela ne cache pas la méfiance qui existe

118 Nicolas Hubert ; « Burkina Faso : un terreau pour la propagation du conflit malien ? » ; juillet 2019. P 22

119 Les mossé ou mossi sont l'ethnie majoritaire du Burkina Faso. le terme moaga désigne un individu appartenant à l'ethnie. Un moaga (singulier), des mossé (pluriel). La langue parlée par les mossé est le mooré

entre ces deux groupes, qui s'accusent mutuellement d'entretenir l'insécurité à travers des règlements de comptes, de transmission de préjugés identitaires discriminatoires.

Les *dozo* quant à eux affirment avoir de bonnes relations avec les *Koglwéogo* (reconnaissance et échange des civilités). Avec les *rouga*, ils ont plusieurs fois mené des opérations communes qui ont conduit à l'arrestation des pilliers de bétail à travers les axes de transhumance.

2.2.2.3. Le recrutement de volontaires civils comme facteur de tensions

« Imaginez que votre maison est en feu. Le 1^{er} réflexe c'est quoi, essayer d'éteindre le feu après on va regarder c'est avec quelle eau on a éteint le feu. Est-ce que c'est de l'eau propre, ou de l'eau troublée. C'est l'instinct de survie. Notre pays attaqué par les forces du mal. C'est pour cela que tous les fils vaillants se lèvent pour se donner la main pour que la paix revienne. Il se trouve que sur le terrain, il y a des acteurs qui avaient comblés un certain vide en matière de sécurité et l'effort des Koglwéogo qui ont pu sécuriser de certaines zones et réduire l'insécurité... Les VDP ont été l'appel du président du Faso pour appeler les fils et les filles du pays qui se sentent capables de façon volontaire de défendre la patrie. »¹²⁰

« Qu'on le veuille ou pas, les Koglwéogo ont fait du bon travail dans l'Est. Mais ceux de Yirgou, Arbinda, Barga (Village de Ouahigouya) ont commis des crimes en toute impunité. Il y a aussi le pillage des animaux par les VDP. »¹²¹.

Les multiples échecs enregistrés par les FDS faisant de nombreuses victimes en leur sein, causés par l'absence de collaboration entre les FDS et les populations, le manque de connaissance des terrains de guerre, le caractère asymétrique de ce genre d'opération, ont été les prémices de l'initiative de la création d'un corps de volontaires pour la défense de la patrie. En effet, malgré les ressources consenties, les actions de riposte ne semblent toujours pas atteindre les résultats tant attendus par les autorités. Devant l'avancée de l'insécurité et des dégâts occasionnés par les attaques djihadistes, la stratégie d'associer à l'engagement des forces de défense et de sécurité la contribution des populations locales est proposée. Or celles-ci, devant les exactions et exécutions sommaires subies, ont révisé leur collaboration avec ces dites forces. Ainsi, les autorités pensent renouer les liens entre ces deux entités. Comment construire ou reconstruire les rapports qui sont devenus distants ? L'implication des volontaires armés traduit-elle les limites de l'action régalienne des FDS dans la lutte contre les groupes armés ?

L'Assemblée Nationale Burkinabè a adopté à l'unanimité, le 21 janvier 2020, une loi instituant le recrutement de « Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) », visant, selon le gouvernement, à « associer toutes les composantes de la société Burkinabè à la lutte contre le terrorisme », aux côtés des forces de défense et de sécurité (FDS). Selon l'article 2 de ladite loi, « le Volontaire pour la défense de la Patrie est une personne physique de nationalité Burkinabè ; auxiliaire des forces de défense et de sécurité ; servant de façon volontaire les intérêts sécuritaires de son village ou de son secteur de résidence, en vertu d'un contrat signé entre le volontaire et l'État ». Ces volontaires, dont l'âge minimum est fixé à 18 ans, seront recrutés dans leur secteur de résidence, après approbation des populations locales en assemblée générale, et placés sous la tutelle du ministère de la défense nationale. Après une formation militaire de 14 jours, ils exerceront des missions de surveillance, d'information et de protection.

L'entrée en scène de ce nouveau type d'acteurs s'accompagne d'une série de défis organisationnels et structurels qui contribuent aujourd'hui à raviver les tensions communautaires. En effet, cette nouvelle création bien que largement acceptée par l'opinion publique au Burkina Faso va continuer d'encourager la multiplication de groupes de sécurité paraétatiques avec de réels risques d'exacerber les conflits locaux. La création des VDP est perçue comme une tentative d'étouffer et de concurrencer les groupes d'autodéfense traditionnels tels que les *Koglwéogo* et les *dozo*, ces groupes qui échappent au comman-

120 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021.

121 Focus group, validation régionale, Dori, région du Sahel, juillet 2020.

dement des FDS. Les VDP devraient être une force modèle et moderne capable d'agir dans le respect des droits humains tout en rapprochant la population des FDS.

Si dans le principe de recrutement des VDP, les *Ko-glwéogo* ont été écartés il n'en demeure pas moins que certains membres arrivent à être cooptés. Cette adhésion d'ex-membres de groupes d'autodéfense laisse apparaître des risques d'infiltration, d'immixtion et de manipulation de ces derniers sur l'organisation des VDP. Aussi, l'une des craintes serait la réplique de certaines pratiques de tortures et de maltraitance des VDP sur les populations, qui sont souvent accusés de commettre des exactions et des vols. Ces actes de tueries, de saccages de biens et de vols restent souvent impunis provoquant davantage de méfiance envers les VDP auprès de la population.

*« Si tu es éleveur on te voit, on t'abat, on dit que tu es un terroriste et on part avec tes animaux. Et Il y a aussi les exactions dont on parle près de Djibo. Il y a eu cent quatre-vingts (180) corps, à Kelbo, Arbinda n'en parlons pas. A Fetabolli vers Gorom Gorom il y'a eu cinquante corps rien que le mois passé. Pour qu'il y' a la paix, il faut que toutes ces actions s'arrêtent ».*¹²²

De même, les opérations militaires menées par les FDS (exécutions sommaires des suspects au nom de la sécurité), contre-productives, selon les popu-

lations enquêtées, favorisent le recrutement par ces groupes de terroristes, entretiennent les tensions intercommunautaires déjà vives. Ces représailles dépossèdent l'État de la confiance des citoyens dont il a tant besoin.

Les actes de représailles à la mort de soldats sont durement réprimés par les FDS. C'est encore les populations qui subissent ces réponses violentes, payant ainsi le lourd tribut de pertes en vies humaines et en matériels.

Les violations commises par les FDS, l'absence de suites données à des promesses d'enquêtes sont autant d'éléments qui alimentent la frustration des victimes. Les conséquences de ces actes de représailles servent de mobiles et motifs aux groupes terroristes pour recruter de nouveaux combattants. Les groupes terroristes profitent de ces situations de fait pour répondre aux frustrations des communautés et identifier les clivages opposant les différentes communautés, cherchant à retourner toutes ces victimes contre l'État.

Les violences s'inscrivent dans une logique réciproque qui foisonne une frustration génératrice de ressentiments, ayant conduit à l'effondrement des solidarités et alliances traditionnelles, familiales, culturelles ou religieuses et ayant trouvé un exutoire dans les cycles de violences extrêmes produites et reproduites désormais sur toute la population.

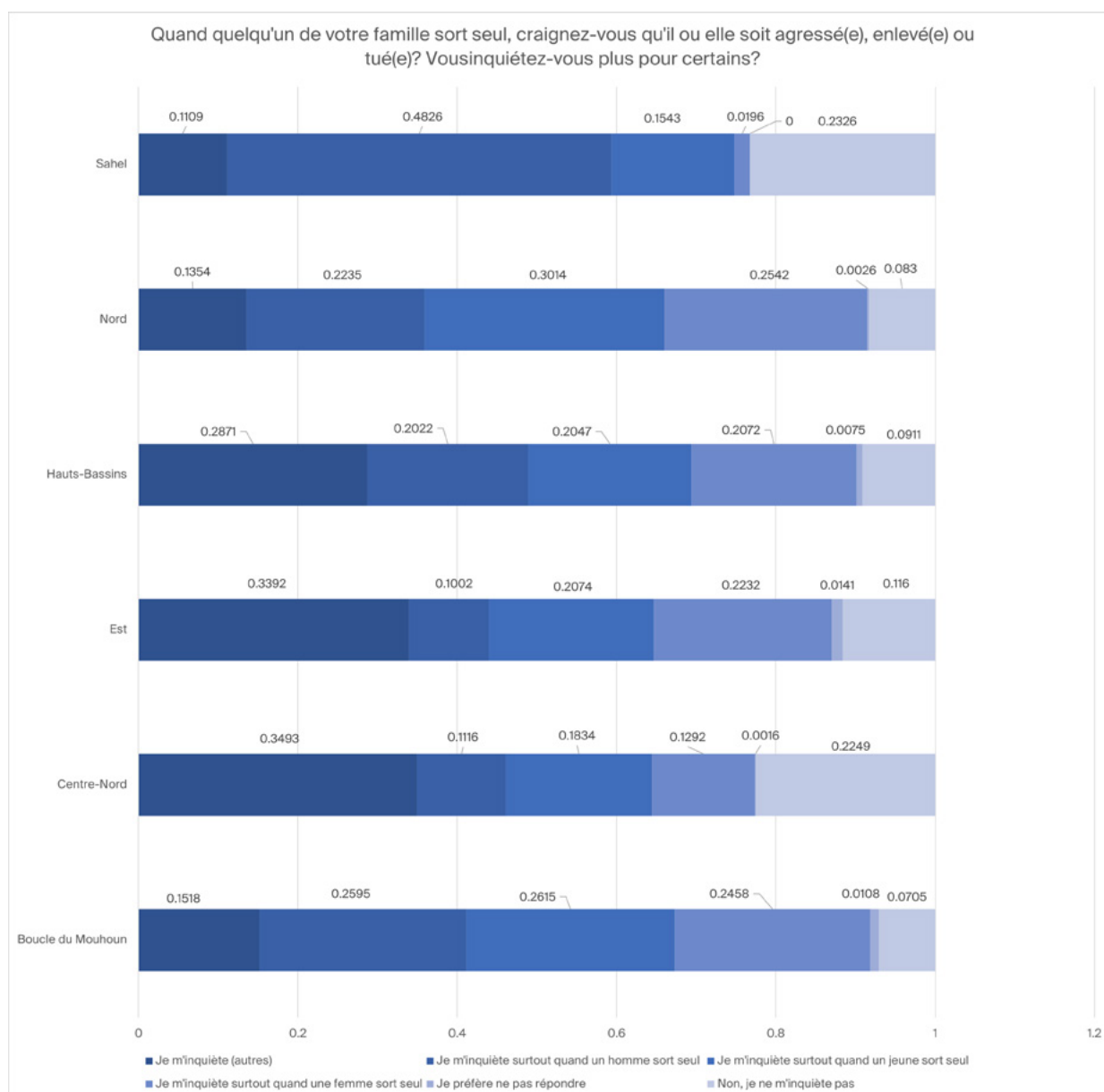
2.2.2.4. Une difficile collaboration entre populations et FDS

La prolifération des attaques terroristes a mis au premier plan les FDS qui ont été déployées sur l'ensemble du territoire particulièrement dans les zones sensibles où l'absence de l'autorité étatique a généré un vide (tels que le Sahel et l'Est). Ces zones ont été ainsi récupérées par les réseaux criminels transnationaux et le banditisme qui ont pu étendre leur influence et leur contrôle sur ces territoires.

Dans l'optique de récupération de ces zones, les opérations militaires menées par les forces armées ne

sont pas sans conséquence. Très souvent les médias reprennent les bilans des attaques en mentionnant les pertes en vie humaines du côté des forces opposées, des arrestations, non sans oublier les bavures des FDS qui soulèvent des polémiques en termes de respect des droits humains, qui ont des répercussions sur les rapports de collaboration entre les FDS et les populations. Ceux-ci comportent de nombreux incidents malheureux qui entachent la nature et la qualité de cette relation.

122 Focus group avec les jeunes, Dori, Région du Sahel, février 2020



Graphique N°14 : Quand quelqu'un de votre famille sort seul, craignez-vous qu'il ou elle soit agressée(e), enlevé(e) ou tué(e) ? Vous inquiétez-vous plus pour certains ?

Aussi bien que les répondants dans leur majorité (82,05% de la population d'enquête) n'aient pas été « témoins durant ces 12 derniers mois d'un règlement de compte privé où quelqu'un qui s'est rendu justice », ils sont nombreux (75,71%) à ne pas connaître des cas de détention arbitraire ou d'exécution arbitraire au cours des 12 derniers mois.

À l'échelle régionale, le Sahel et l'Est sont les régions où les enquêtés connaissent des cas de détention arbitraire ou d'exécution arbitraire au cours des 12 derniers mois, respectivement à 63,5% et 38,25%. La particularité de ces zones dans la géolocalisation

de l'insécurité au Burkina Faso permet d'approuver ces statistiques issues de l'enquête. Si les taux de « pas de réponse » et « jamais » concernant la question « Dans ce cas, diriez-vous que cette justice populaire a donné de bons résultats ? », sur l'ensemble de la population d'enquêtés, sont estimés respectivement à 40,61% et à 39,48% c'est parce qu'elle se rattache aux questions de savoir si « vous connaissez une victime de menaces ou violences armées au cours des 12 derniers mois » et « avez-vous été témoin durant ces 12 derniers mois d'un règlement de compte privé où quelqu'un s'est rendu justice ? ». À 72,83%, les répondants n'ont « jamais » été et n'ont pas connu

quelqu'un qui a été victime de menaces ou violences armées au cours des 12 derniers mois et à 82,05% n'ont « jamais » été témoins durant ces 12 derniers mois d'un règlement de compte privé où quelqu'un s'est rendu justice.

De ce fait, on peut conclure que les populations de l'enquête affirment que la justice populaire ne donne pas de bons résultats. Dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre Nord, du Sahel, du Nord et de l'Est, les taux de « pas de réponse » respectivement de 82,71 %, 61,77%, 45,38%, 29,55%, 20,56%, sont significatifs ; de même que les taux de « jamais » à cette interrogation des résultats s'illustrent fortement dans la région des Hauts Bassins avec 84,75%, dans la région de l'Est avec 50,47% et dans la région du Sahel avec 48,62%.

Les populations préfèrent l'utilisation des autres canaux de justice (traditionnelle et moderne) pour le règlement des conflits, cela en fonction de la nature des différends. C'est la raison pour laquelle, on observe une tolérance entre les populations en vue de bâtir la cohésion sociale et la paix.

La principale raison avancée évoque le manque de crédibilité accordée aux FDS. Cette absence de crédibilité est due d'une part à un manque de professionnalisme (du point de vue de la population), qui à son tour explique l'inefficacité des systèmes de renseignements. D'autre part, elle s'explique par l'accumulation des griefs, des exactions violentes commises par des Forces de défense et de sécurité (FDS) et le déficit de légitimité de l'État Burkinabè. Pour une bonne partie des populations enquêtées, la faible collaboration entre les civils et les FDS s'explique par l'incapacité de ces derniers à assurer une protection de leurs informateurs et par la multiplication des exactions militaires ne respectant aucunement les engagements du Burkina Faso en matière de droit international humanitaire et de droits de l'homme ¹²³. Plusieurs personnes ont ainsi trouvé la mort à cause de la fuite d'informations sur leur identité civile. L'anonymat qui doit être un des principes de base des services de renseignements n'est pas toujours respecté par des FDS. Cependant de

nombreux cas de fuite d'information ou de dénonciation des collaborateurs des FDS ont été évoqués durant les échanges avec les populations enquêtées avec très souvent des représailles violentes à l'encontre des personnes incriminées. L'incapacité des FDS à garder le secret de l'anonymat des informateurs a abouti à une crise de confiance entre les populations civiles et les FDS, rendant difficile voire impossible une quelconque collaboration.

« On doit normalement collaborer avec les FDS, mais actuellement tout le monde a peur et est dissuadé par ses proches de le faire. Et si on refuse de collaborer la situation va empirer. La question est celle de savoir que faire pour rassurer les populations à collaborer sans prendre de risque ? »¹²⁴

« On parle de paix. Aujourd'hui si toi tu indexes un suspect, ce n'est pas sûr que tu vas rester vivant. Ils ont indexé des suspects, on les a égorgés devant leur famille. »¹²⁵

Selon l'enquête quantitative, les raisons principales avancées pour justifier la détention et l'exécution arbitraire des suspects, sont :

- « Par erreur » principalement dans les régions de la Boucle du Mouhoun (55,56%), du Nord (52,75%), du Centre Nord (25 %) et du Sahel (17,32%) ;
- « Suspicion de terrorisme » essentiellement dans les régions du Centre Nord (63,89%), de l'Est (62,09%), du Sahel (25,98%), du Nord (15,38%)

Ces taux peuvent s'expliquer par le caractère asymétrique de la crise sécuritaire, des modes opératoires des forces en opposition et des réponses aux attaques subies par l'un ou l'autre camp.

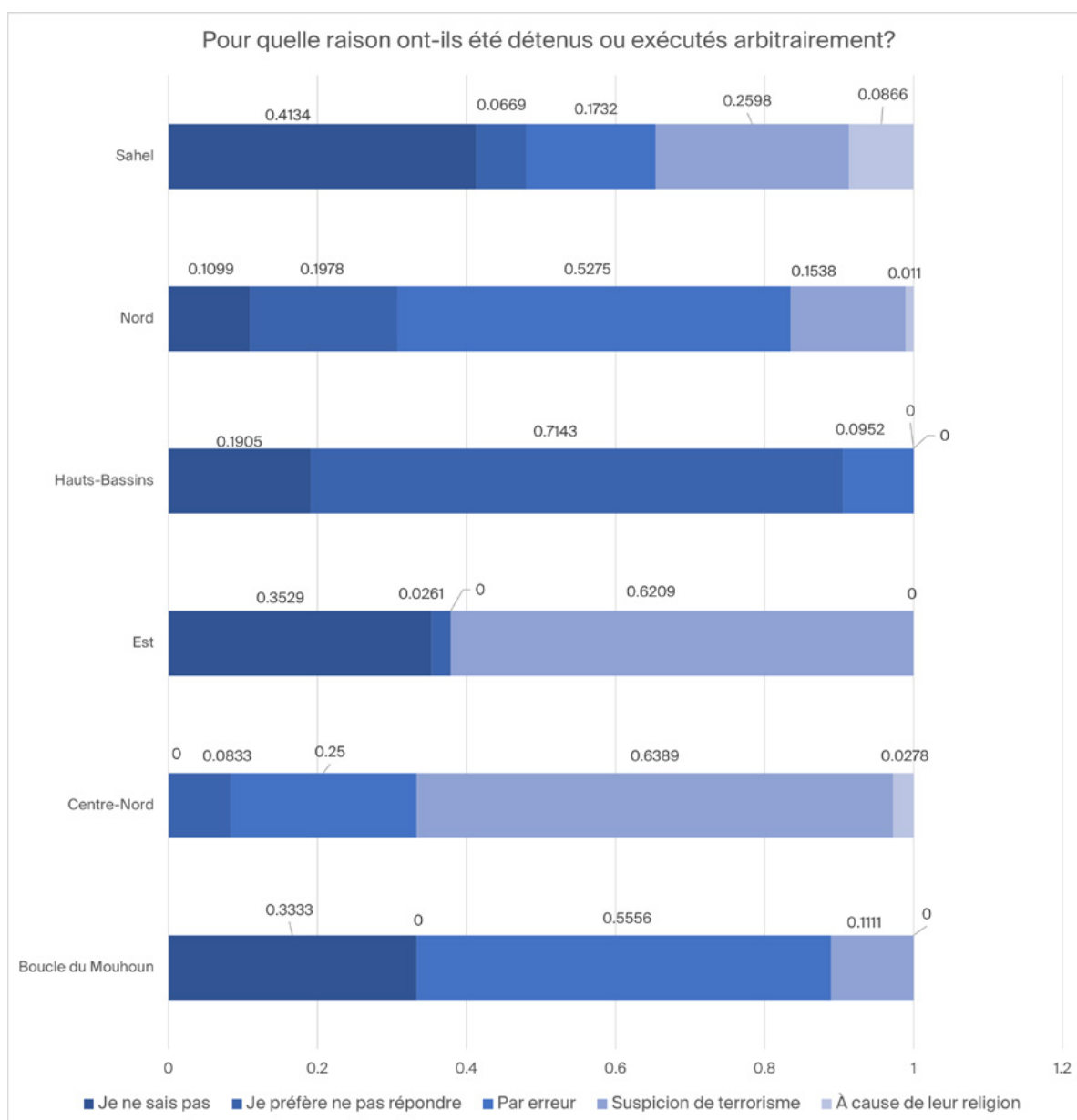
¹²³ https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/burkinafaso0319fr_web2.pdf

https://www.hrw.org/sites/default/files/media_2020/05/burkinafaso0520fr_web.pdf

<https://www.dw.com/fr/larm%C3%A9e-burkinab%C3%A8-accus%C3%A9e-davoir-tu%C3%A9-des-civils/a-53191632>

¹²⁴ Focus group, forces vives région du Sahel, Décembre 2020.

¹²⁵ Focus group, forces vives Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.



Graphique N°15 : Pour quelle raison ont-ils été détenus ou exécutés ?

A cela s'ajoutent les plaintes des populations sur les exactions qu'elles subissent au nom de la lutte contre le terrorisme. Si certains participants reconnaissent les efforts déployés par les FDS pour assurer leur sécurité, la grande majorité estime que leur présence est source d'insécurité à cause des nombreuses tracasseries et autres exactions sommaires qu'elles infligent aux populations. En effet, ces interventions malheureuses qui restent très souvent impunies ont contribué à renforcer le sentiment de méfiance des civils vis-à-vis des FDS. Cette logique qui consiste très souvent à tuer des suspects au nom de la sécuri-

té est non seulement illégale mais risque d'aggraver le conflit, en poussant davantage de personnes entre les mains des groupes armés.

« On doit normalement collaborer avec les FDS, mais actuellement tout le monde a peur et est dissuadé par ses proches de le faire. Et si on refuse de collaborer la situation va empirer. La question est celle de savoir que faire pour rassurer les populations à collaborer sans prendre de risque ? »¹²⁶.

126 Focus group, validation régionale, Dori, région du Sahel, juillet 2020.

Dans certaines zones rurales, les FDS et particulièrement les agents des services de protection des ressources naturelles s'illustrent dans des entreprises d'extorsion de fonds auprès des populations avec des amendes et contraventions imposées de façon illégale aux agriculteurs et aux éleveurs. Les abus d'autorité recensés vont du racket à la fixation de lourdes amendes pour des faits mineurs, en passant par le paiement d'amendes fictives ou d'autres sanctions diverses.

« Ils profitent de l'ignorance des paysans pour les faire payer des taxes »¹²⁷

Les populations civiles considèrent dès lors être face à un dilemme difficile à résoudre : celui de collaborer avec les FDS tout en sachant le risque d'être abattu en représailles par les groupes armés ou bien rester passif et se faire maltraiter ou parfois même exécuter par les FDS.

« Les populations connaissent mieux le terrain que les FDS. Elles peuvent les aider et pourquoi elles ne le font pas ? »¹²⁸

Ce dilemme devient plus complexe avec la présence des groupes d'autodéfense. Entre ces trois entités à savoir les FDS, les groupes d'autodéfense et les groupes armés, la population civile se positionne, se lie ou se délie en fonction des intérêts convergents et/ou divergents.

« Quand les FDS viennent, ils sont là pour réprimander... Quand les terroristes viennent, nous faisons de bonnes ventes »¹²⁹.

Toutes ces trois entités, toutes impliquées, d'une façon ou d'une autre, dans de nombreuses formes de violation des droits humains sont perçues comme des acteurs de la violence, ce qui alimente la conflictualité au sein des communautés.

Toutefois ce mutisme de plus en plus observé par les populations ne facilite pas les interventions des FDS, occasionnant très souvent des échecs répétés lors des différentes opérations de riposte contre les groupes armés.

2.2.2.5. Vers des tensions heurtées envers les personnes déplacées internes (PDI)

Le contexte de crise a provoqué de nouvelles formes de mobilité des populations au Burkina Faso. Si autrefois les mouvements internes de populations se justifiaient par la recherche des terres cultivables ou la recherche d'espaces pour le pâturage des animaux, ils ont pris une connotation de contrainte sécuritaire et de survie face à la menace terroriste. Craignant pour leur vie, bon nombre de Burkinabè ont déserté leurs localités afin de trouver des zones paisibles. Cependant, ils restent confrontés à de nombreuses difficultés qui, entre autres, sont liées à leur statut :

- Besoin immédiat d'un abri temporaire e/ou permanent ;
- Perte ou destruction des papiers d'identité qui limiterait l'accès aux différents services sociaux de base ;

L'insécurité et les déplacements de populations engendrent des tensions accrues, notamment concernant l'accès aux moyens d'existence et aux ressources naturelles des populations rurales

- Faible accès à l'emploi.

Plusieurs raisons sont avancées par les déplacés pour justifier leur départ. On peut citer entre autres les attaques des groupes armés non identifiés, l'insécurité chronique, les enlèvements, les vols et pillages, les crises alimentaires générées par les attaques, les conflits intercommunautaires, les tortures.

« Ils sont venus dans notre village, ils sont venus deux fois, ils (les terroristes) ne m'ont pas

127 Entretien individuel, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

128 Entretien individuel, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

129 Focus group, Région de la Boucle du Mouhoun, Décembre 2019.

trouvé. Nous avons eu peur ... Nous avons décidé de partir ailleurs »¹³⁰

Toutefois, l'accueil de ces PDI est diversement apprécié. L'apparition des camps de déplacés est mal perçue car d'une part ils font l'objet de récupération des ONGs et d'autre part ils sont perçus comme une incapacité de gestion des autorités communales.

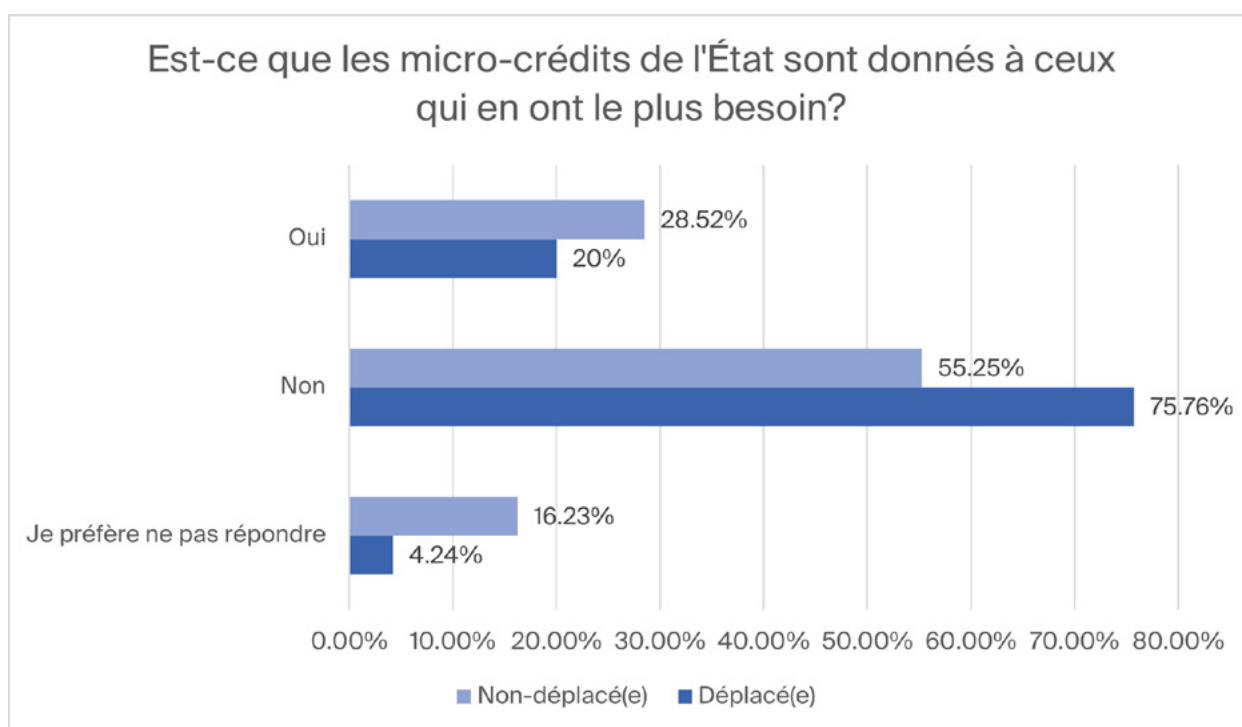
« Nous ne voulons pas de camp de déplacés à Kaya nous faisons tout pour trouver des familles d'accueil »¹³¹.

Si pendant les premiers moments de l'arrivée des PDI, le sentiment de compassion et d'élan de solidarité a été partagé, aujourd'hui le climat de méfiance s'est installé entre les populations locales et les PDI. Cette situation, née de la conjonction de plusieurs facteurs structurels autour de la question de la vulnérabilité des populations locales et de supposés privilèges accordés aux déplacés, a porté un coup à l'élan de solidarité qui lui-même compromet à son tour la cohabitation pacifique entre les PDI et les populations des zones d'accueil. En ef-

fet, l'insertion des PDI dans le tissu socio-économique, surtout dans le secteur agricole, est perçue comme une menace par les populations autochtones qui rencontrent déjà des difficultés liées à la rareté des ressources foncières et à la faiblesse des flux économiques et financiers. Ces déplacements internes sont la cause d'une pression démographique de plus en plus importante dans des communautés accueillantes, qui elles-mêmes sont démunies : *« Les communautés qui accueillent un grand nombre de personnes déplacées sont également parmi les plus démunies, touchées par l'extrême pauvreté et le manque de ressources. La plupart des déplacés survivent dans des conditions désastreuses, entassés sur des terres nues sous des conditions climatiques difficiles »¹³².*

En plus, la faiblesse des capacités de prise en charge et d'assistance a contribué à développer des clivages entre ces populations.

« Nous aussi, on a besoin d'aide. Ce n'est pas les gens là seulement qui souffrent... nous tous on est pauvre. »¹³³



Graphique N°16 : Est-ce que les micro-crédits de l'État sont donnés à ceux qui en ont le plus besoin ? Réponse selon le statut de déplacés ou non.

130 Focus group, déplacés, Kaya, région du Centre Nord, Décembre 2020.

131 Entretien individuel, région du Centre Nord, Décembre 2020.

132 V. Interpeace, *Etude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflits et de résilience au Burkina Faso*, janvier 2020, p. 15

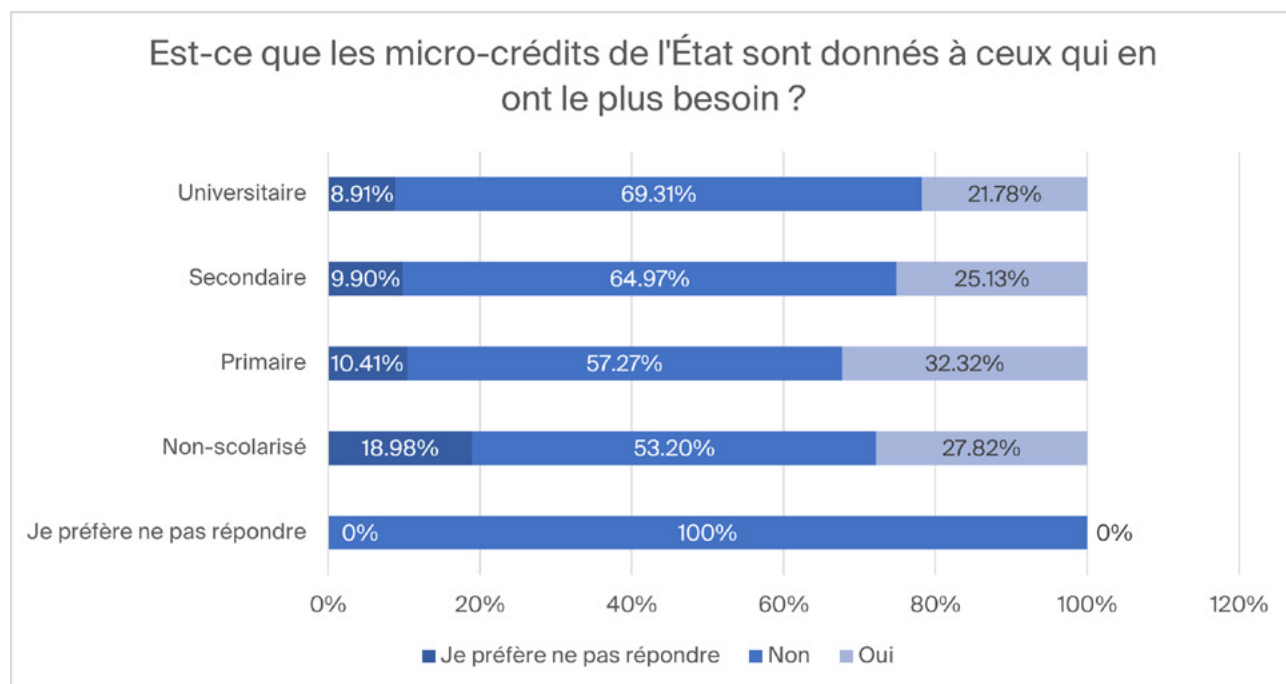
133 Focus group, déplacés, Nouna, région de la Boucle du Mouhoun, Décembre 2020.

L'idée de faire une appréciation en fonction du critère de mobilité permet de cerner les difficultés de l'insertion et/ ou de réinsertion des PDI dans les secteurs d'activités socio-économiques. A 75,76%, les PDI estiment que les micro-crédits alloués par l'Etat sont destinés à des personnes qui ne sont pas dans le besoin. Selon eux ces financements sont « détournés » de leur but, et cela accroît leur vulnérabilité. Toutefois, ce même constat est exprimé par les populations résidentes à 55, 25%.

L'ensemble combiné (déplacés et non déplacés) du « non » à la question de savoir si les micro-crédits de l'état sont donnés à ceux qui en ont le plus besoin, montre bien que les cibles des politiques d'autonomisation ont le sentiment d'en être en réalité exclues. Il se dégage un fort sentiment de discrimination, de

partialité dans l'allocation des ressources économiques promu par l'Etat. L'accès au microfinancement est alors réservé à une frange assez faible des populations avec des pourcentages de 20% pour les déplacés et 28,52% pour les non déplacés.

Les réponses à la question « Est-ce que les micro-crédits de l'État sont donnés à ceux qui en ont le plus besoin ? », en fonction du niveau d'étude, marquent des tendances assez précises et significatives sur la non atteinte des cibles bénéficiaires des microcrédits. Les tendances statistiques en fonction du niveau scolaire de la population du sondage quantitatif d'une part sont constantes et d'autre part présentent cette proportion assez importante (de 53,20% à 69,31 % selon le niveau de scolarisation).



Graphique N°17 : Est-ce que les micro-crédits de l'État sont donnés à ceux qui en ont le plus besoin ? Réponse selon le niveau de scolarisation.

Les populations des régions du Sahel, du Centre Nord, de l'Est, du Nord, qui sont également les régions qui bénéficient le moins que les autres des opportunités économiques accordées par le gouvernement, se placent avec des scores assez élevés sur la non atteinte des personnes bénéficiaires des micro-crédits de l'Etat. Ce qui permet d'affirmer que le niveau d'investissement du gouvernement dans les opportunités économiques régionales est lié à l'accès des populations de ces dites régions aux micro-crédits.

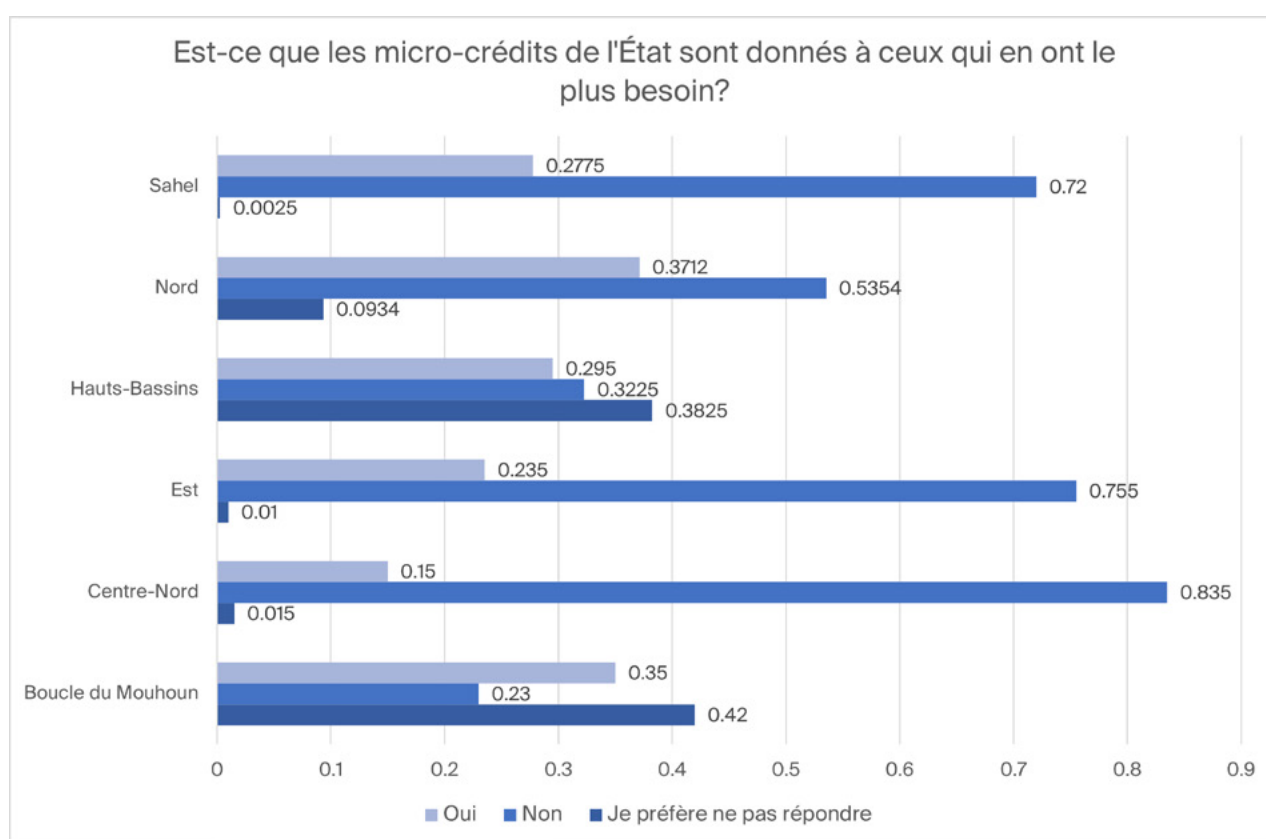
Cette hypothèse pose ainsi la problématique de la gouvernance étatique, de la gestion et de la mise en valeur des autres régions du pays. Cette argumentation a été soulevée lors des consultations dans les régions de l'Est et des Hauts Bassins.

Les populations consultées de la région de l'Est pensent que l'Etat central a abandonné la zone déjà soumise aux conséquences de l'insécurité (attaques terroristes et grand banditisme), et celui-ci ne met-

trait rien en œuvre pour asseoir un essor économique de cette région dont les potentialités de développement sont énormes (mauvais état des voies d'accès, sous équipement des services sociaux de base, délaissement des potentialités minières)

Quant aux populations de la zone des Hauts-Bassins, elles fustigent la mise en œuvre inachevée du processus de décentralisation; Bobo Dioulasso, malgré qu'elle soit la deuxième ville du Burkina Faso, est toujours et étroitement dépendante de Ouagadougou.

À cela, il faudra ajouter, l'influence des affinités dans l'accession aux avantages et opportunités, si l'on tient compte des répondants dans la plupart des régions concernées par l'enquête. On pourrait ainsi dire que les micro-crédits n'atteignent pas les cibles auxquelles ces fonds sont destinés mais plutôt bénéficient à d'autres personnes qui ne seraient considérées comme des cibles, et cela par le biais des affinités relationnelles ou des personnes qui tirent des avantages de l'impunité du système judiciaire.



Graphique N°18 : Est-ce que les micro-crédits de l'État sont donnés à ceux qui en ont le plus besoin ? Réponse selon la région.

Dans les régions du Centre-Nord et de la Boucle du Mouhoun, la méfiance est très soutenue. L'appartenance ethnique dicte l'appréciation de l'autre (altérité). La communauté peulh est indexée par les populations locales pour leur caractère « d'asociabilité », « d'individualisme », « d'amoralité » ; et surtout stigmatisée comme étant la principale responsable du terrorisme islamique que vit le pays. L'acceptation du *moaga* ne soulève que peu d'hostilités. Le vécu de cette forme d'injustice évoquée par les populations des localités d'accueil se traduit parfois par des at-

titudes de rejet, de dénigrement, voire d'accusation de déstabilisation. Ces mêmes tensions latentes se diffusent aujourd'hui de plus en plus au sein des communautés, avec un caractère ethnique et intercommunautaire assez marqué. Certaines tueries de masse survenues récemment dans les localités du Nord laissent craindre une explosion des violences communautaires liées à une instrumentalisation de la dimension ethnique.

2.3. Lutte contre le terrorisme et les insécurités

La riposte militaire déployée dans la stratégie de lutte contre le terrorisme et le crime organisé appelle des violences et des insécurités qui fragilisent davantage le tissu social. A plusieurs endroits, les intérêts vitaux du pays sont atteints, et l'on enregistre des pertes humaines, l'inaccessibilité aux ressources économiques, de sérieux dégâts causés aux infrastructures nationales ou la mise en péril d'autres valeurs fondamentales. Ces intérêts vitaux sous-entendent la coexistence paisible des peuples, la préservation de l'intégralité du territoire du pays et la liberté d'exercer sa souveraineté. Ce constat laisse apparaître la liaison que l'on pourrait faire entre le développement et la sécurité.

Ces violences et ces insécurités qui se traduisent par l'existence de nombreuses zones à risques et à fort taux d'agressions terroristes, la compromission du vivre ensemble et de la cohésion sociale, le ralentissement ou l'anéantissement des activités de circulation des biens, des marchandises et des personnes révèlent des violations des droits humains. Ces violations et insécurités compromettent le développement humain intégral à travers :

- La situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvent les populations rurales qui les place dans une situation d'extrême fragilité face aux attaques des groupes armés non identifiés ;
- Le développement des conflits engendre de nombreuses autres situations, rendant davantage précaire la sécurité aussi bien du pays que des individus. On observe les conflits locaux qui prennent la forme de conflits intra ou inter-communautaires, les conflits qui opposent les populations aux autorités administratives ou coutumières, les conflits de groupes socioprofessionnels à partir des motifs de disposition des ressources ; de luttes de pouvoir local, de querelles entre communautés et représentants étatiques ;

Dans ce contexte d'insécurité généralisée marqué dans certaines localités par l'absence de l'Etat, les populations se retrouvent en situation

d'incapacité de celui-ci à assurer leur sécurité, et qu'elles estiment être à la base même de l'insécurité qu'elles vivent (complicité supposée ou avérée). Cette façon de percevoir a conduit à sa décrédibilisation corollaire de la montée de la justice privée individuelle ou collective ;

- L'absence de contrôle de l'État sur l'ensemble d'un territoire qui laisse des espaces non gouvernés aux mains de groupes criminels transnationaux et de groupes terroristes. Les premières attaques avaient pour cibles les symboles de l'administration publique, les FDS et écoles qui symbolisaient à la fois l'Etat mais aussi l'éducation occidentale contraire aux prescriptions islamiques selon les groupes extrémistes violents ;
- Le développement des rancœurs et des désirs de vengeance multiformes des victimes qui alimentent le cycle des représailles. Celles-ci sont parfois à l'origine du déclenchement des conflits inter et intracommunautaires qui portent de sérieux troubles à l'ordre public ;
- Le nombre de perte en vies humaines (1650 civils et militaires tués en cinq ans)¹³⁴ et les déplacements des personnes vers d'autres régions plus sûres. Les attaques terroristes ont occasionné des migrations spontanées qui ont causé des incidences de cohabitation dans les zones d'installation malgré les dispositions et dispositifs mis en place. Les efforts conjugués de l'Etat et des organisations non gouvernementales, les services sociaux de base et les structures d'accueil ne peuvent cependant pas couvrir l'ensemble des besoins vitaux de cette population qui faciliteraient leur insertion dans un nouvel environnement ;
- La détérioration de la sécurité au Burkina Faso touche particulièrement les milieux ruraux, où 80% de la population active dépend du pastoralisme et de l'agropastoralisme, comme seul moyen d'existence. Les nombreuses atrocités qui ont été commises (tueries, mutilations, en-

¹³⁴ *Le Figaro avec AFP*, 24 juin 2020. https://fr.wikipedia.org/wiki/Insurrection_djihadiste_au_Burkina_Faso#cite_note-Figaro240620-2

rôlement, etc.) de même que les destructions occasionnées ont presque ruiné certaines localités. Les cultures hivernales et cultures de contre saison ont été abandonnées pour des raisons de sécurité ;

- La fermeture des services sociaux de base tels que les écoles et centres de santé qui ont pour corollaire la déscolarisation des enfants désormais livrés à eux-mêmes ;
- La détérioration du tissu socioéconomique des régions en proie aux hostilités terroristes. Les dynamiques économiques des localités s'estompent et le chômage et la pauvreté prédis-

posent les couches les plus vulnérables de la population à répondre favorablement aux idéologies des organisations terroristes ;

- Les réactions sécuritaires répressives peuvent s'avérer contre-productives car elles privent les populations locales de leur liberté. Aussi peut-on noter que les services de sécurité et les forces armées contribuent à créer les conditions de légitimation du terrorisme, à cause du non-respect des droits de l'homme. Les sévices et exactions subis par les populations compromettent la confiance entre celles-ci et les acteurs étatiques, qui devraient être solidaires dans la lutte contre le terrorisme.



Photographie N°04 : Des participants au processus Interpeace

Chapitre 3

Les stéréotypes ethniques, risques de frustration, de fragmentation sociale et de régionalisme

Chapitre 3 : Les stéréotypes ethniques, risques de frustration, de fragmentation sociale et de régionalisme

Le Burkina Faso est un pays multi-ethnique où cohabite une soixantaine de groupes socioculturels. Des échanges multiformes ont toujours caractérisé leur cohabitation. Cependant, le pays vit actuellement une crise du vivre ensemble liée à un déséquilibre social et sociétal. La montée de l'intolérance, de la haine et des violences multiformes dans la coexistence des communautés interrogent le vivre ensemble de la société Burkinabè.

3.1. Des stéréotypes de plus en plus objet de discorde

Définis comme des “*images dans la tête*” concernant un groupe humain, les stéréotypes désignent des croyances que l'ensemble des membres d'un groupe partage à l'égard de l'ensemble des membres d'un autre groupe ou de lui-même ; cela vers une quête de similitudes avec les membres du groupe d'appartenance ou endogroupe, et une quête de différenciation par rapport à d'autres, formant le ou les exogroupes. Par leur fonction, les stéréotypes agissent comme des facilitateurs cognitifs, favorisant la production de jugements rapides. Leurs contributions se situent également dans le maintien de la cohésion des groupes sociaux et du sentiment identitaire. Par contre-coup, le stéréotypage de l'autre n'est pas sans effets négatifs potentiels, dont les principaux sont la dépersonnalisation, la dévalorisation, la méconnaissance, le figement¹³⁵.

La logique de négation très présente dans les discours des populations

Auparavant, les stéréotypes ont servi à caractériser certaines populations, dans une société Burkinabè où la cohabitation a permis, durant des siècles, aux groupes socio-ethno-culturels de se partager le même espace et coexister pacifiquement malgré leurs différences. « *Les Bissa sont grégaires, ils s'entraident entre eux et aiment les arachides. Les Gourounsis auraient un faible pour l'alcool et les femmes. Les Peulhs sont souvent qualifiés de rusés et d'intelligents dont il faut se méfier, mais paresseux. Les mossé seraient de fins po-*

¹³⁵ <https://www.cairn.info/revue-des-sciences-de-gestion-2008-2-page-61.htm>

liticiens et d'autorités. Ils aiment dominer et sont pingres puisque devant les gens ils font comme s'ils n'ont pas d'argent. Les Bobo auraient un penchant pour la bière de mil et leurs femmes savent choyer les hommes. Les Gourmantchés seraient beaucoup attachés à leur culture et fétiches. Leurs pouvoirs magiques leur permettraient de faire des miracles comme le mal avec du sable. Bref, toutes les ethnies au Burkina Faso ont des clichés. »¹³⁶.

Aujourd'hui cependant, ces systèmes de représentations stables sont presque moribonds. Ils survivent et posent le problème de l'effritement actuel des constructions sociales. Les clichés sont construits de sorte à ne plus faire valoir leur aspect positif mais plutôt leur versant négatif et discriminatoire ravivant évidemment les rancœurs et les frustrations. En relevant des points de différence et d'exclusion, ces conceptions portées sur l'autre développent des traits distinctifs d'infériorité, de capacité ou d'incapacité.

« ... La stigmatisation, c'est nous même les acteurs de la stigmatisation. En disant que ça c'est le problème de l'autre, ce n'est pas mon problème. Quand le problème prend une coloration ethnique, c'est ça qui est dangereux ou bien une coloration religieuse : ...Ce sont les musulmans qui sont les problèmes, c'est les Mossis qui sont les problèmes. Moi particulièrement, on m'a toujours dit que tout ce qui est bon, toutes les bonnes places appartiennent aux Mossis, et quand tu n'es pas fort, tu ne peux pas aimer un Mossi parce que c'est lui qui t'empêche de réussir. Quand il y a un recrutement, on amène un Mossi qui a le même diplôme que toi, on ne te prend pas. Alors que

non peut-être qu'on ne l'a pas pris parce qu'il est mossi, on l'a pris parce que dans son CV, il y a une phrase qu'il a écrite et qui fait la différence. Peut-être que... ta manière de formuler ton CV là te pénalise... »¹³⁷

Les stéréotypes, selon les populations enquêtées, s'accompagnent d'une dévalorisation de l'autre et prennent des formes variées ouvertes ou latentes. Ils sont toujours réducteurs de l'être à des valeurs parfois immorales, voire irréfléchies. Les préjugés communautaires sont, dans ce contexte actuel, perçus comme une entrave à la cohésion sociale car ils développent des représentations entretenues par les communautés à dessein.

- Les *mossés* apparaissent comme des envahisseurs avec des stratégies impérialistes de conquête d'espace agricole dans la zone de l'Ouest et du Sud-Ouest. Les enjeux socio-économiques et politiques ont fait remonter à la surface des statuts juridiques qui étaient occultés par la cohésion sociale et la disponibilité de la ressource foncière. L'étranger, l'alter ego, disparaît devant l'étranger envahisseur.
- Les *peulhs* sont considérés comme des terroristes. Ils sont regroupés au sein des groupes armés. Ils vivent loin des agglomérations humaines car ils refusent toute modernité. Ils méconnaissent et négligent l'école moderne préférant l'école coranique qui présente plus d'avantages à leurs yeux avec une coutume qui prône la discrétion dans la manière de vivre. Ces caractéristiques font qu'ils ont les atouts des djihadistes.

3.2. Des préjugés à outrance de la communauté « peulh »

Bien que les préjugés soient liés à des antécédents anecdotiques traditionnels, l'amalgame entre le point de départ des attaques terroristes, le nord sahélien, l'appartenance religieuse et la forte présence présumée des populations nordistes dans les groupes armés djihadistes, confortent les arguments de culpabilisation et d'indexation envers la

communauté peulh. Il y a une sorte d'instrumentalisation communautaire qui a produit une assimilation de la communauté peulh aux terroristes. Cela a conduit par ricochet cette communauté à se sentir victime de représailles communautaires.

¹³⁶ <https://lesechosdufaso.net/17671-2/>

¹³⁷ Focus groups avec les jeunes, Dori, Région du sahel, février 2020

« On ne peut pas dire que les peulhs sont complices mais bon... les acteurs qu'on arrive à découvrir, la plupart sont des peulhs »¹³⁸

« Tu rentres dans un car et tu es la seule personne à être contrôlé par les forces de l'ordre en demandant ta carte nationale d'identité Burkinabè (CNIB) et on laisse tous les autres. Il y a un problème »¹³⁹

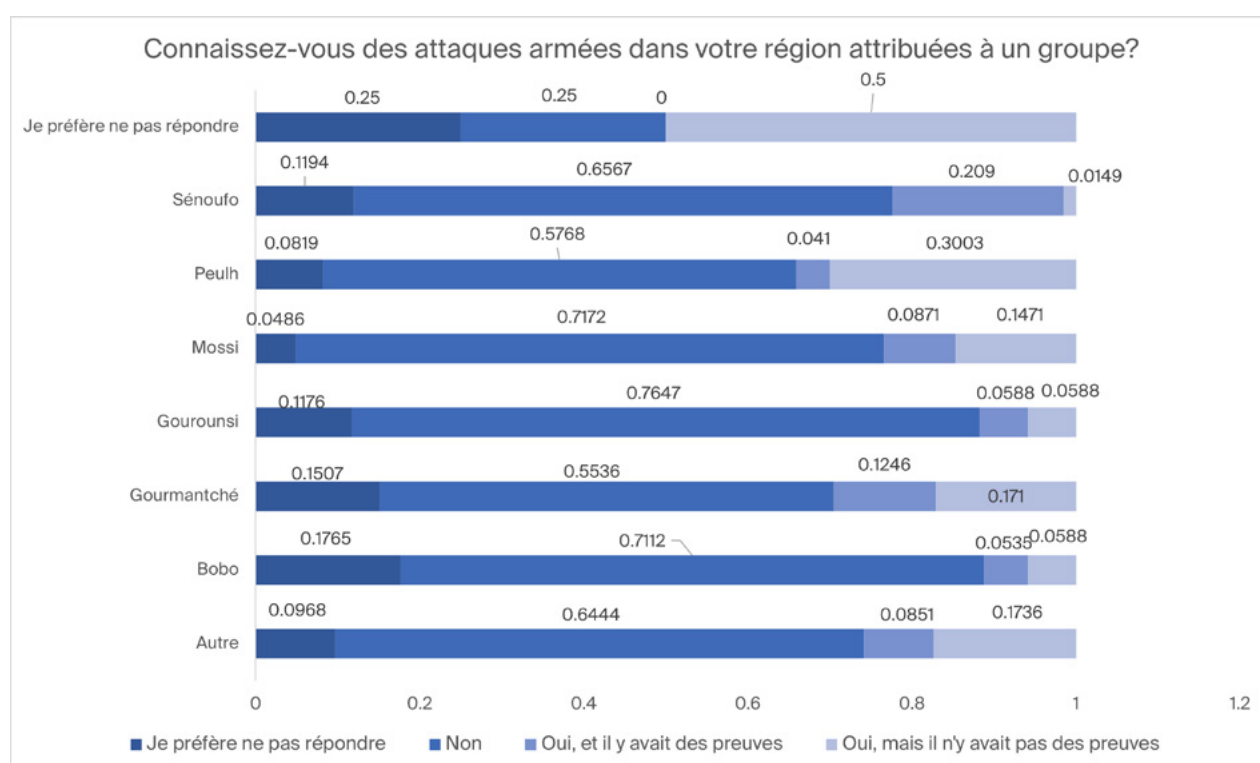
« La porte d'entrée de la situation a été le Sahel. Pour des raisons qu'on peut expliquer longuement. Ils se sont appuyés sur une communauté précise à un moment donné... Ce n'est pas une supputation. C'est un fait. On a même des listes de personnes recherchées...majoritairement quand vous regardez vous verrez que ce sont des patronymes du Sahel. Je ne citerai pas de communauté. Ces éléments fragilisent la cohésion nationale et provoquent un repli communautaire. On se replie sur sa communauté, sur son groupe linguistique... »¹⁴⁰

Les stéréotypes sont émis à tort ou à raison sur la communauté peulh. Ils sont accusés d'être des bandits de grands chemins, de manquer de vertus socialisantes, d'être les responsables des attaques terroristes islamiques au Burkina Faso.

« Ils ne sont pas bons... tu les vois comme ça.... L'autre jour ils ont décapité un homme »¹⁴¹

C'est ainsi qu'une partie de la population peulh dit craindre des messages haineux à son égard. Les peulhs rapportent le plus grand nombre de réponses oui (18%) à la question de savoir si eux-mêmes ou des membres de leur famille ont été la cible de messages haineux ou dévalorisants. Ils et elles sont également plus susceptibles que la moyenne de dissimuler leur identité afin d'éviter ce genre de messages.

Dans la même logique, les *peulhs* sont plus susceptibles d'avoir connaissance d'attaques qui ont été attribuées à un groupe spécifique sans preuves (30%) que les *gourmantché*, mossé ou autres ethnies (14-17%).



Graphique N°19 : Connaissiez-vous des attaques armées dans votre région attribuées à un groupe ? Réponse selon l'appartenance ethnique.

138 Focus group, Forces vives, kaya, Région du Centre Nord, Décembre 2019.

139 Focus group, Forces vives, Dori, région du Sahel, février 2020.

140 Focus group, Forces vives, kaya, Région du Centre Nord, Décembre 2019.

141 Entretien individuel, région du Centre Nord, Décembre 2020.

Rarement scolarisés (pour cette raison ils sont des « proies » faciles pour les agents de l'Etat qui les soumettent souvent à des contraventions injustifiées et au racket) et vivant à l'écart des agglomérations, les peulhs sont considérés comme des êtres qui refusent l'intégration avec les autres communautés.

« Quand tu passes, on t'appelle poulo, silmii-ga ... alors que nous avons des noms. A l'école l'enseignant n'appelle pas mon enfant par son nom, on l'appelle poulo »¹⁴²

Les stéréotypes sur l'ethnie Peulh se sont accrus avec l'implication des populations nordistes dans les groupes armés actifs au Mali et au Niger. Ces accusations sont réfutées par les peulhs qui se défendent en justifiant la présence d'autres ethnies comme les mossis dans les groupes terroristes et arguant qu'eux-mêmes sont également des victimes des terroristes.

« Quand tu es peulh au Burkina, ton existence est devenue un problème. Le problème des peulhs est un cas sérieux. Si tu vas vers la zone de Barsalogho, ils vont te dire que leur premier ennemi ce sont les peulhs »¹⁴³ ;

« Nous les rouga on a demandé aux FDS de faire des enquêtes sur les personnes qui sont arrêtés...sans enquête on ne peut pas savoir si la personne est jihadiste »¹⁴⁴.

« Nous les peulhs nous souffrons. Nous sommes devenus les ennemis de tout le monde. Avant les gens donnaient leurs filles en mariage aux peulhs. On vivait en parfaite harmonie... De nos jours nous sommes devenus les ennemis de tout le monde »¹⁴⁵.

Bien que ces stéréotypes aient évolué, avec le contexte de la montée de l'insécurité et du terrorisme, les éleveurs pour la plupart peulhs, sont les principales victimes. En effet, la crise terroriste a constitué une opportunité, pour certaines communautés, d'exprimer leurs ras le bol et leurs contesta-

tions violentes vis-à-vis d'autres communautés et de l'ordre établi.

Ce cliché a créé un repli identitaire pour contrer la vulnérabilité de ces communautés à l'égard des autres. Ce climat est de nature à exacerber la méfiance entre des ethnies qui vivaient naguère en harmonie.

« Les peulhs sont prompts à trahir, dès que tu lui accordes ta confiance, il va te tromper. »¹⁴⁶.

La dégradation de la situation sécuritaire ainsi que la faiblesse des institutions étatiques et traditionnelles, chargées de la régulation sociale et politique ont créé une grande méfiance entre les communautés. Les stigmatisations prospèrent et parfois les exactions commises envers la communauté peulh en particulier restent très souvent impunies. Cela renforce le repli communautaire et les préjugés entre groupes sociaux qui cohabitent en détruisant un tissu social déjà extrêmement fragile.

« Tout est parti de Yirgou. Si les auteurs étaient sanctionnés à la hauteur de leurs forfaits on n'allait pas connaître cette situation préoccupante d'insécurité généralisée. Aujourd'hui nul n'est épargné : peulh ou mossi, homme ou femme. Elle est même devenue nationale. »¹⁴⁷

Des questions d'identité naissent les différenciations qui instaurent des rapports antipathiques ou sympathiques au niveau individuel et/ou collectif. Elles se construisent autour des groupes d'appartenance auxquels les populations adhèrent ou rejettent, c'est-à-dire qu'elles se bâtissent au contact d'autres individus en manipulant des signes et symboles d'appartenance arbitraires et socialement signifiants pour tracer la frontière entre les membres désignés du groupe et les autres. Ainsi des biais s'opèrent à partir de ces perceptions individuelles et/ou communes, ce qui peut fausser le jugement et modifier substantiellement les actes sur la base de critères visibles tels que la langue, la religion, le

142 Focus group, Forces vives, Kongoussi, Région du Centre Nord, décembre 2019.

143 Focus group, Forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

144 Entretien individuel, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

145 Focus group, kongoussi, Région du Centre Nord, décembre 2019.

146 Focus group, déplacés, Nouna, région de la Boucle du Mouhoun, Décembre 2020.

147 Focus group, Forces vives, Dori, région du Sahel, février 2020.

style de vie et les critères de moralité et d'excellence (valeurs et attitudes).

Les corollaires sont la déshumanisation de l'Autre qui facilite le passage à l'acte violent contre celui qui n'est même plus considéré comme un être humain et la teneur des clichés et stéréotypes négativistes et dévalorisants qui véhiculent un vocabulaire séparatif et distinctif par l'utilisation de termes tels que « terroristes ».

La généralisation de l'idée de la victimisation des populations qui subissent la menace et les violences du terrorisme serait un ferment qui favorise le passage à la violence contre l'autre sous l'alibi de la légitime défense. Ce droit à la défense entraîne le cycle des représailles et des violences qui agissent et interagissent.

« On dit celui-là n'est pas bon parce que ses grands-parents faisaient ceci ou cela... quand tu vas dans la région de l'autre peuple, eux aussi ils condamnent l'autre peuple qui est en train de les condamner dans l'autre région. Donc du coup, ce sont des stéréotypes basés sur du faux. Et ça frustre et ce sont les frustrations la qui envoient ces genres de comportements (conflits inter communautaires) ... Lorsque y a la stigmatisation, les conflits ne sont plus entre individus mais les conflits deviennent entre communautés. Et lorsque les conflits deviennent entre communautés, on ne peut passer que par cette insécurité »¹⁴⁸.

3.3. Un risque manifeste de repli sur le plan identitaire

Les perceptions stigmatisantes à l'endroit des *peulhs* ont contribué à leur repli sur eux-mêmes. La différenciation ethnique est de plus en plus significative et elle résulte de frustrations, dues à une certaine impunité, à la ventilation d'idées péjoratives qui mettent à mal la cohabitation pacifique.

Une des manifestations de ce repli des *peulhs* sur eux-mêmes, est leur refus de l'école et de l'alphabétisation. La pratique de l'élevage est reliée au groupe ethnique qui considère cette activité comme une caractéristique de son identité sociale. La fréquentation des écoles est un frein à la pérennisation de cette valeur propre à la communauté.

« Les peulhs n'ont pas fait l'école. Il ne rentre pas en ville, il est en brousse... Il est en brousse quand il y a des réunions dans les villages, les peulhs ne viennent pas. On prend les décisions, eux ils sont en brousse »¹⁴⁹

A cela s'ajoute leur mode de vie soit nomade ou sédentaire dans les hameaux de culture. Selon qu'ils soient en mode sédentaire ou de transit, les *peulhs* très souvent vivent en autarcie avec très peu d'interaction envers le voisinage. Cela dans le but de

se tenir à l'écart des autres communautés et de se protéger. Cette précaution de mise à l'écart s'est accentuée avec les attaques terroristes à cause du ralliement de certains membres de la communauté *peulh* aux groupes armés. Cette adhésion est considérée comme un moyen d'expression de révolte en réponse à la frustration ressentie.

La polarisation explique le repli de la communauté *peulh* sur elle-même. Ils sont particulièrement touchés par les conséquences de jugements qui sèment la différenciation et la catégorisation des citoyens en fonction de leur origine. Le regard stéréotypé porté sur certaines communautés est assez symptomatique d'une société sélective en fonction de l'appartenance ethnique et/ou religieuse. Or, ces stéréotypes interethniques qui ont toujours animé le quotidien des populations, et leurs perceptions fournissent et enrichissent les relations entre les communautés ethniques dans la construction des normes et valeurs du vivre ensemble.

De l'avis des participants, la résolution pérenne de la stigmatisation doit s'inscrire dans une dynamique que les acteurs eux-mêmes devront essayer de bâtir de manière inclusive. Cette construction de la paix

148 Focus group avec les acteurs de l'économie, Ouagadougou, région du Centre, Aout 2020

149 Entretien individuel, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

entre les différentes communautés, aujourd'hui fortement divisées dans un contexte de vide sécuritaire, devra nécessairement faire recours aux valeurs traditionnelles et normes sociales qui malheureusement souffrent aujourd'hui de plusieurs maux.

« L'identité nationale n'étant pas très forte, elle a cédé le pas aux identités religieuses, culturelles qui sont en train de monter en puissance... Aujourd'hui, l'identité religieuse, ethnique, culturelle sont les premiers marqueurs identitaires. Il y a des gens aujourd'hui ici qui vont se réclamer d'abord de leurs religions avant de se réclamer de leur ethnie et ensuite leur pays... C'est ça le danger. Mais la tendance aujourd'hui, c'est d'opposer l'identité ethnico-religieuse, ou l'identité culturelle

à l'identité nationale qui est commune à tous les citoyens. Vous voyez comment le gène de la division s'introduit quand on oppose des identités comme irréconciliables, comme incompatibles...j'ai l'impression que c'est une fierté mais mal placée que de mettre en avant ... comme si on était décomplexé... quand on n'arrive pas à comprendre que moi mon identité doit coexister à côté de l'identité de l'autre et que, on a une identité qui est commune et que nous devons nous prévaloir avant que de parler de ces identités qui nous singularisent en fait... On est en train de faire du repli identitaire soit sur des critères ethniques soit sur des critères religieux ou régionaux. Et c'est tout cela, le malheur de notre sous-région... et ça ne favorise pas la cohésion »¹⁵⁰.

3.4. Les prémices d'un sentiment régionaliste

« La stigmatisation, il faut travailler pour que ça s'arrête Partout où vous allez passer, il faut faire comprendre aux gens qu'on n'a pas besoin de ça. On a qu'à arrêter de stigmatiser une communauté , comme quoi si si tu es de telle communauté tu es terroriste. Il faut que ça s'arrête.... C'est un travail de sensibilisation...Que les gens acceptent que le peulh qui est là peut s'installer sur le même espace que le mossi, le samo que le lobi. On peut se retrouver sur le même espace et vivre en harmonie...Leur dire que c'est ton frère Burkinabè »¹⁵¹

Le sentiment ethnocentrique prend de plus en plus des marques au sein des communautés. Cela se manifeste par le refoulement de l'autre, de l'étranger. Ce refoulement met en jeu des aspects immatériels de la vie sociale (pouvoirs, identité des groupes et des individus) et s'exprime par le refus d'occupation des allochtones à des postes politiques dans les zones d'installation et le refus de promotion/mobilité sociale de ces derniers.

Les populations issues de la migration interne devraient se réserver d'intervenir ou d'intégrer certaines sphères de la vie des zones d'accueil. Les instances décisionnelles, les instances de contrôle ne

devraient aucunement être confiées aux étrangers, notamment la politique qui est l'un des secteurs qui devrait revenir aux ressortissants des zones en question.

Comment dans ces conditions, les autochtones essaient de reconstruire leurs rapports avec les « nouveaux venus », essaient de les « contenir », ou de les neutraliser.

L'autochtonie est devenue une référence idéologique nécessaire à la fois dans les rapports entre autochtones et allochtones/allochtones sédentarisés en milieu rural. Cette production de l'altérité sociale sur la base de processus de différenciation sociale qui s'organise autour de la catégorisation, de l'attribution de rôles et de fonctions selon l'origine, créant ainsi une « citoyenneté locale ». L'allochtone devient un citoyen sans droit, dont l'être ne peut s'affirmer librement et pleinement que dans sa région d'origine.

« Si chacun sait qui il est et d'où il vient, ça évite des conflits. Moi, je suis vigué, donc quand on dit vigué c'est moi qui réponds. Le peulh est peulh, quand on l'appelle peulh, il répond parce que chacun sait qui il est et il n'y a

150 Entretien individuel, Ouagadougou, région du Centre, Aout 2020

151 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du plateau central, février 2021

pas de problèmes. Si... l'étranger connaît celui qui l'accueille, l'autochtone reconnaît l'étranger, on met chacun à sa place, ce qui nous arrive n'allait pas arriver. C'est le refus de l'identité qui nous cause tous ses soucis. »¹⁵²

Le refus aux allochtones du pouvoir politique, leur mise à l'écart des sphères politiques se révèle comme une stratégie de freiner l'accession d'une partie de la population (les allochtones sédentarisés et parfois fortement intégrés à l'ensemble de la vie de la communauté) aux positions de domination politique et donc de pouvoir et prise de décision.

« C'est difficile sinon impossible qu'un étranger que nous avons accueilli se retrouve à nous commander »¹⁵³.

La teneur de cette idéologie de différenciation pose la problématique de l'intégration des allochtones. Des barrières ethnico-culturelles sont construites de sorte à différencier les autochtones des allochtones. L'essor des micro-nationalismes locaux, instrumentalisant la question de l'autre à des fins politiques, est devenu un obstacle à la cohésion sociale.

« Est-ce qu'il est natif de la région ? C'est la question que les gens posent quand ils veulent t'écarter. Moi-même j'ai été victime. Quand tu excelles et qu'on veut te confier des responsabilités dans la région, ils sortent ça »¹⁵⁴.

Aussi, pouvons-nous dire que l'établissement d'un chef au sein des communautés *mossé* résidentes dans les zones du Sud-Ouest et de l'Ouest est considéré comme un affront envers les populations ac-

cueillantes, une tentative de mépris et de désaveu de l'organisation sociale et sociétale des communautés d'accueil. Les normes et prescriptions sociales sont le plus souvent bafouées par les étrangers. Ces faits cités sont des facteurs déclencheurs des violences intercommunautaires. Les visions communautaristes du milieu rural sont des ferments de la manifestation cyclique de la violence intercommunautaire. Par le caractère conflictuel du tissu social rural, elles créent des frustrations.

Le discours politique tenu par certains candidats lors des rencontres électorales, contiendrait des germes de dépréciations et de critiques vis-à-vis des forces en opposition. Les programmes électoraux sont diffusés non sans critiques sous toutes les formes des adversaires. Le jeu de positionnement politique attise des oppositions brutales entre partis, clans. Les propos, souvent très acerbes, réveillent des sentiments de disqualification, de frustration. Les arguments religieux, ethniques, moraux sont instrumentalisés dans la poursuite des objectifs politiques et cela a abouti à des fractures qui auparavant n'existaient pas.

« A un certain moment, je ne sais pas s'ils ont profité de la création des régions, pour des discours électoralistes, chacun se replie dans sa propre région pour aller dire aux gens que sa région est délaissée.... Je crois qu'on ne parle pas d'ethnies dans l'administration. Et quand vous prenez le gouvernement chaque ethnie est représentée. Mais ce sont les élites politiques intellectuelles qui ont amené un certain discours qui a amené à ce que les gens soient divisés »¹⁵⁵.

152 Focus groupe hétérogène, Hauts Bassins, Karangasso Vigué, Décembre 2019

153 Focus groupe hétérogène, Hauts Bassins, Karangasso Vigué, Décembre 2019

154 Entretien individuel, Banfora, Région des cascades, Mai 2020

155 Focus group, Ouagadougou, Région du Centre, Aout 2020

3.5. Pauvreté¹⁵⁶ et exclusion sociale¹⁵⁷

Des avis des populations qui ressortent des discussions de groupe, l'accès aux services sociaux de base et aux « faveurs » facilitant l'obtention de certains privilèges est fortement lié aux capacités financières et économiques du citoyen : la pauvreté est socialement stigmatisée et stigmatisante. La pauvreté ici se définit comme une insuffisance, un manque ou la privation de capacités allant du domaine matériel aux domaines sociaux avec pour corollaires les phénomènes d'exclusion, de marginalisation, de discrimination, de vulnérabilité. Elle crée et accentue les inégalités sociales qui à leur tour fragilisent la stabilité sociale et portent un coup aux libertés humaines, à la participation de la vie des collectivités. L'exclusion associée à la pauvreté entrave les possibilités pour les individus (et de ce fait pour leur famille et leur communauté) de maintenir leur autonomie économique. Elle a des répercussions sur l'intégrité des identités sociales (relations sociales et familiales), sur la santé, sur l'éducation, sur la participation au marché de l'emploi.

« Il existe plusieurs populations marginalisées. Quand la marginalisation atteint 60 à 70% de la population il faut s'attendre à ce que le pays bascule dans l'insécurité et les conflits communautaires. C'est une évidence ...On dit que tous les Burkinabè naissent libres et égaux en droits, mais ça c'est sur le papier. Il faut tourner dans les 362 communes du Burkina pour voir si c'est vrai »¹⁵⁸.

En milieu rural, la paupérisation des populations paysannes les amène à céder des parcelles de terres. Dépossédées de cette richesse, elles sont exposées davantage à la précarité. En effet, les terres arables les plus fertiles ont été vendues pour développer l'agro-business au détriment de l'agriculture de subsistance qui fait vivre la grande majorité des populations en milieu rural. La terre est un facteur de production de grande importance et la survie indi-

viduelle et collective en dépend. En plus, de ces difficultés, le recours à certains services de l'Etat tels l'accès à la justice en cas de conflit foncier, la scolarisation des enfants, la tarification des actes médicaux, la qualité des prestations et l'accès aux soins est effectif selon les capacités économiques et financières.

En milieu urbain, le niveau de vie de plus en plus croissant ne s'accompagne pas d'une réévaluation des rémunérations plongeant les fonctionnaires dans une instabilité économique. Cette précarité est la source des mécontentements sociaux et manifestations syndicales observés au Burkina Faso. Frustrés par la mauvaise répartition des ressources nationales, par la corruption endémique, par l'impunité, par l'absence d'alternance, ceux-ci revendiquent de meilleures conditions de vie. La gestion politique et administrative qui est monopolisée par une certaine catégorie de personnes ne répond pas aux attentes des populations. Les manifestations revendicatives apparaissent régulièrement. Celles-ci connaissent des fois des dérapages provoquant des heurts avec les Forces de l'ordre.

Aussi, comme le mentionnent les salariés, les dysfonctionnements et le non-respect de l'éthique professionnelle qui relèvent la monétarisation des services et des actes, produit de la corruption qui entretient l'injustice. L'accès à un emploi, les affectations et les promotions de complaisance sont entretenus par les moyens pécuniaires.

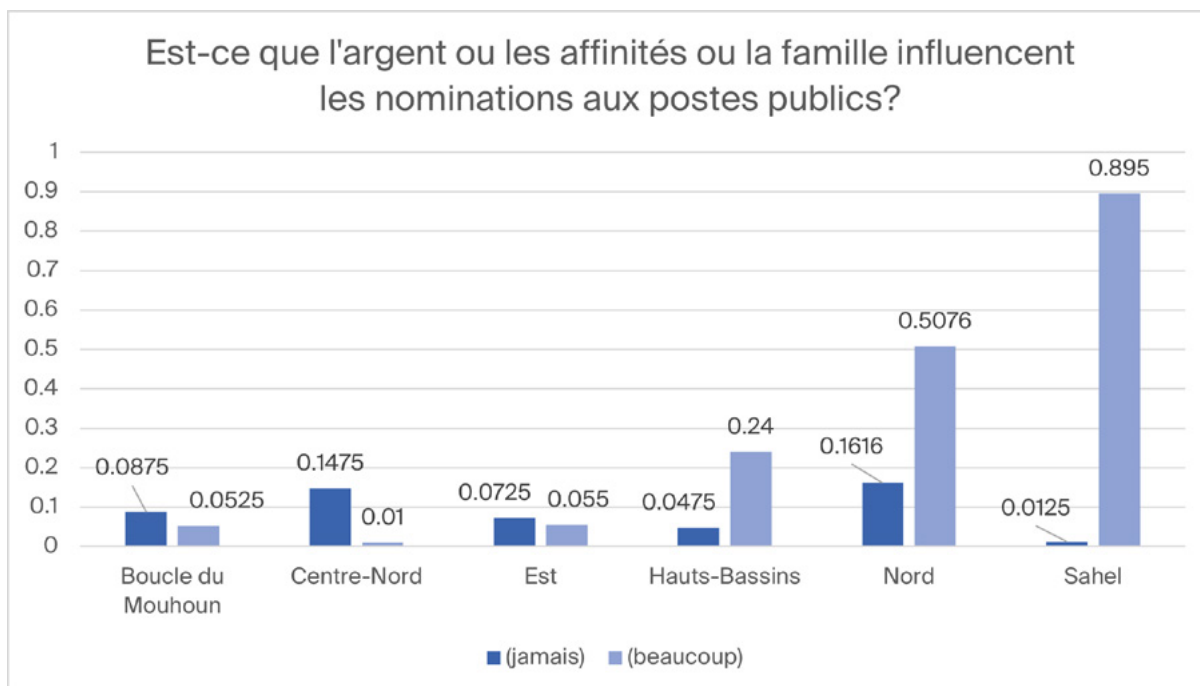
« Les affectations, ce sont les relations. On te laisse toi tu as l'expérience... ou bien il est venu te trouver ici après il devient ton supérieur »¹⁵⁹

156 Les personnes vivant en situation de pauvreté sont privées des ressources dont elles ont besoin sur les plans matériel, spirituel et affectif pour vivre, se développer et s'épanouir, ce qui les empêche de jouir de leurs droits, de donner la pleine mesure de leurs capacités ou de participer à la vie de la société en tant que membres à part entière. La pauvreté qui nous intéresse ici est la pauvreté économique, c'est-à-dire que le revenu est insuffisant pour couvrir les besoins essentiels de la personne et de sa famille.

157 L'exclusion sociale est le résultat d'un ensemble de processus économiques, politiques, institutionnels, culturels, souvent interdépendants et cumulatifs, qui mettent des personnes ou des groupes à part dans la société

158 Focus group, Ouagadougou, Région du Centre, Aout 2020

159 Entretien individuel, Banfora, Région des cascades, Mai 2020



Graphique N°20 : Est-ce que l'argent ou les affinités ou la famille influencent les nominations aux postes publics ?

Dans le Sahel, le Nord, la Boucle du Mouhoun, les résultats montrent une influence sans conteste de l'argent et des affinités sur l'ascension sociale.

La situation économique des parents fortement ressentie au sein des familles suscite un sentiment de frustration devant l'incapacité de prise en charge et de gestion de ses membres. Ces familles défavorisées se sentent exclues car ne pouvant pas accéder aux nécessités sociales. La déscolarisation des enfants issus de ces familles est l'une des conséquences. Les jeunes, du fait de leur situation précaire, basculent le plus souvent dans la marginalisation, dans une culture de renonciation à l'ordre politique qui permet et promeut l'incivisme sous toutes ses formes, dans la prolifération de pratiques illégales et subversives et dans la violence.

« La pauvreté, la pauvreté.... Nos enfants partent à l'école... Je connais un mécanicien, il a étudié mais il est devenu un mécanicien de vélo. C'est la pauvreté. Si on vient te proposer

une somme que tu n'as jamais vu et... tu sais que si tu vas t'asseoir sur la route ... même un an tu ne vas jamais avoir ça... Un homme qui a faim n'est pas un homme libre.... Un enfant qui va bosser... et il ne peut pas gagner du travail, quand il va sortir, ce qu'on va lui proposer... il ne faudrait pas que cela étonne quelqu'un... Si tu es rassasié, tu as une source de revenue un peu... Même si on te propose (de l'argent), tu ne vas pas accepter »¹⁶⁰.

La pluralité des facteurs structurels démontre que la situation économique du pays (la faiblesse du capital humain liée à la faiblesse du système éducatif ; l'insuffisance des infrastructures de développement économique) a des répercussions sur les populations, précisément au niveau des comportements individuels et collectifs. Ces réalités socio-économiques engendrent des frustrations qui rendent les individus plus enclins à recourir à la violence dans le cadre d'autres types de conflits (fonciers, éleveurs-agriculteurs, politiques, familiaux, etc.).

160 Focus groups hétérogène, Ouaga, région du Centre, Aout 2020

3.6. Quand les inégalités sociales deviennent trop fortes, elles effritent le sentiment d'appartenir à une même société

La réplique du modèle de l'État occidental a bouleversé le système de gouvernance qui existait autrefois. La faillite des États à subvenir aux besoins de la population tels que la santé, l'éducation, la défense nationale, les services sociaux de base ou encore la sécurité publique compromet la gestion des citoyens. L'importation ou l'exportation dudit modèle a connu des contestations et des rejets, fondés à partir de la gestion des affaires publiques par le politique. La gouvernance est en crise du fait de son inadaptation avec les spécificités locales. La démocratie, telle que pratiquée actuellement, est la source des différents maux qui y règnent : éternisation des dirigeants politiques au pouvoir, coups d'États, conflits internes, pauvreté, mal gouvernance et faiblesses institutionnelles, violations des droits de l'homme...

« ... Aujourd'hui, nous avons 2 mondes. Il y a le monde traditionnel avec ses règles, et le monde occidental avec ses règles. Ces deux mondes se sont côtoyés depuis cent ans et on n'a pas préparé comment ces deux mondes vont s'harmoniser. L'harmonie devrait nous permettre de semer la paix n'a pas été préparée. Aujourd'hui c'est comme un choc entre les 2 civilisations., la civilisation traditionnelle et la civilisation occidentale. La civilisation traditionnelle avec les règles que nous avons tendance à perdre ; Mais la modernité nous a envoyée des règles que nous ne pouvons pas maîtriser parce que totalement étrangères... cela provoque le choc aujourd'hui. C'est la politique qui domine mais les lois de la politique ne peuvent pas nous arranger, parce que la démocratie c'est la liberté de ceci, c'est le droit à cela mais en fait c'est complètement étranger à notre mode de vie...Il fallait trouver un juste milieu qui permet de concilier les deux. Ça n'a pas été fait. Politiquement ça n'a pas été fait. On s'est engagé dans des voies. La gouvernance, il y a beaucoup de choses qui ne vont pas dedans. La gouvernance, c'est une mise en commun de nos biens et une répartition à peu près équitable de nos biens. Si ce n'est pas le cas ça amène des frustrations. Pendant 100

ans on a accumulé beaucoup de choses. Beaucoup d'injustice et c'est ça le résultat c'est l'insécurité. Les hommes veulent régler leur problème par eux même parce qu'il n'y a pas un système auquel tout le monde se réfère.... Il y en a mais comme il n'est pas appliqué chacun est tenté d'aller dans sa direction »¹⁶¹.

L'espoir placé et les attentes envers les politiciens ont vite déchanté les populations. Dans l'entendement des populations, la démocratie est de façon intrinsèque liée à la bonne gouvernance. Elle est le miroir d'une bonne gouvernance. En effet, la démocratie devrait véhiculer des vertus morales et la transparence dans la gestion des affaires publiques devrait être une devise. Or, les faits rapportés sur les gouvernants, qu'ils soient justes ou erronés, à propos de la gestion corrompent l'appareil étatique. L'exercice sain du pouvoir politique ne doit pas s'entacher de manœuvres déloyales, de détournement des fonds publics au profit de quelques-uns ou à des fins de « clientélisme ». Cependant, les mêmes tares des régimes passés ont refait surface. Ce sont : la présence d'une administration partisane avec la politisation de l'administration publique (votre appartenance au parti au pouvoir vous confère un pouvoir), le développement d'une culture d'impunité, sources de la rupture de confiance entre les gouvernés et les gouvernants (les valeurs traditionnelles d'intégrité et de dignité s'effritent), la subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif menaçant l'indépendance de la Justice, le déficit de dialogue et de confiance mutuelle, la confiscation des libertés, la primauté des intérêts partisans sur le bien commun.

« ... l'inclusion... doit être la chose qu'on doit mettre au cœur de toute action qu'on entreprend. Et quand on perd ça, comme on le dit généralement, les révolutions naissent...quand les uns mangent et que les autres regardent. Ça amène les frustrations et autres... »¹⁶².

Le risque d'être exclu et marginalisé augmente très fortement avec l'appartenance sociale, ethnique et économique. La propension à l'exclusion concerne

161 Focus group, Dédougou, région de la Boucle du Mouhoun, Décembre 2020.

162 Focus group, Ouagadougou, Région du Centre, Août 2020.

certaines de nombreux groupes vulnérables qui se situent au bas de l'échelle sociale, mais elle touche principalement les jeunes et les femmes qui constituent une frange importante de la population.

Les inégalités¹⁶³ économiques (matérielles) et socio-culturelles sont une menace pour la cohésion de la société dans la mesure où plus celles-ci sont grandes, plus les populations s'inquiètent de la façon dont elles sont perçues et considérées comme vulnérables de par leur statut social. Les mécanismes de l'isolement social/exclusion et de marginalisation font interagir de nombreux facteurs :

- Les aléas naturels qui expliquent la vulnérabilité structurelle de l'agriculture, alors que 80 % de la population en dépend ;
- La croissance du taux de chômage et la faiblesse des revenus qui accentue la paupérisation ;
- La perte des valeurs morales, les injustices, la corruption, les détournements et l'impunité sont autant de défis auxquels est confronté le pays et la famille, premier cadre de socialisation, éprouve des difficultés à assurer cette fonction. En effet, le rôle des parents dans l'éducation des enfants (l'autorité parentale) connaît une forte fragilisation, entre autres en raison d'une générale perception d'incompatibilité des valeurs modernes et traditionnels.

Ces quelques facteurs avancés contribuent à développer des déceptions et des frustrations vis-à-vis des conditions et des situations de vie précaire que rencontrent la plupart des populations (majoritairement agricoles) comparativement à d'autres citoyens qui bénéficient des avantages du système politique étatique. Ces inégalités établies freinent les élans de cohabitation et établissent les schèmes d'une division sociale caractéristique des sociétés capitalistes : riches et pauvres. La sociabilité des personnes en situation de pauvreté est assez difficile. Dans ce contexte, les conséquences de rupture sont plus radicales. L'intégration sociale se trouve ainsi fragilisée.

« ...C'est le manque d'emploi qui conduit les jeunes à vouloir se venger »¹⁶⁴.

« Vous allez trouver que la situation trouve sa genèse dans les conditions de vie des populations au Burkina. Dans les frustrations cumulées par les uns et les autres pour pouvoir vivre »¹⁶⁵.

Cette pauvreté¹⁶⁶ est alors utilisée comme une étiquette de refoulement identitaire économique et de rabaissement de soi qui définit les citoyens. Cette pauvreté sert d'argument de persuasion et de récupération employé par les groupes armés afin d'attirer vers eux ces personnes économiquement faibles en quête d'espoir et d'alternatives vers des activités terroristes qu'elles jugent plus lucratives et attrayantes. Les groupes armés ont aussi pu gagner la confiance des populations via l'offre d'un certain nombre de services de base dans un contexte où l'État peine à assurer les services sociaux de base aux populations.

L'existence d'une mauvaise ou faible gouvernance et d'une injustice à tous les niveaux de la société est un sentiment largement partagé au sein de la population. En effet, pour les personnes enquêtées, les institutions publiques sont très affectées par la corruption et la partialité. La négation des droits, l'impunité, la violation des droits humains notamment les droits économiques, sociaux et culturels prennent le dessus. Le sentiment de l'existence d'une injustice et d'une rupture de l'égalité installe une frustration grandissante au sein de la population marginalisée et encourage les comportements violents en détruisant la solidarité et de façon générale le sentiment de vouloir vivre ensemble.

L'effritement de la société et des régulations sociales génèrent une dissociation des liens sociaux, qui interroge sur la qualité de ces liens et leur risque de rupture.

163 Toutes les inégalités ne posent pas le même problème en ce qui concerne la cohésion sociale : certaines peuvent être légitimes, d'autres considérées comme injustes.

164 Focus group hétérogène, Ouaga, Région du Centre, Aout 2020

165 Entretien Individuel, Ouagadougou, région du Centre, Aout 2020

166 La pauvreté matérielle est le résultat du long processus relatif à la division sociale du travail induite par l'économie de marché.

3.7. Malaise social, islamisme et repli identitaire sur une base religieuse

L'émergence et la persistance des conflits tiennent à l'incapacité à définir un projet politique permettant de conjuguer le développement économique et la construction d'un Etat de droit au service des populations. L'Etat fait face à des violences très diversifiées, des violences qui mettent à mal une certaine

idée de la nation : incivisme, extrémisme violent, terrorisme, conflits « communautaires », criminalité organisée transfrontalière ou transnationale, montée des revendications syndicales et des luttes corporatistes.



Photographie N°05 : Grand Imam de la mosquée de Fada N'Gourma

C'est à la suite du malaise social vécu par les populations, surtout celles des zones du Nord et du Sahel, régions fortement islamisées, que l'appartenance ethnique et religieuse s'avère avant tout un outil de mobilisation pour des mouvements contestataires.

L'Islam politique est devenu un redoutable levier de contestation et de mobilisation ; la religion sert de plus en plus de support aux thèmes de repli identitaire ; elle est présentée comme le seul pivot de l'appartenance culturelle, l'unique modèle de ressourcement et d'identification.

« Pendant la révolution, c'est l'Etat même qui assurait l'éducation de la population à travers

les travaux d'intérêt commun et tout le monde était obligé de suivre »¹⁶⁷.

En effet, l'incapacité de l'Etat à ne plus pouvoir porter une assistance et des subventions conséquentes aux populations a laissé la place à de nouveaux acteurs locaux soutenus par des bienfaiteurs (sous le couvert d'organismes étrangers de bienfaisance véhiculant parfois des idéologies extrémistes) qui ont apporté des formes de solidarité et de générosité aux couches vulnérables. L'extrémisme religieux s'est construit et à séduit progressivement sous l'influence de ces bienfaiteurs. Les pratiques relevant de la mal gouvernance, consécutive aux dérives de la classe politique, sont exploitées et interprétées régu-

167 Focus groups hétérogène, Ouaga, Région du Centre, Août 2020

lièrement par les extrémistes pour justifier les changements qu'ils revendiquent. Ils s'inscrivent dans un registre contestataire de l'ordre établi. Etant incapables de s'exprimer dans le champ politique traditionnel, ils s'attèlent à détruire celui-ci et à vouloir s'exprimer par la force. L'espace religieux est transformé en un terrain de conflit et l'expression par la violence comme mode de conquête et d'installation : violences directes (tueries, menaces et agressions), violences culturelles (instrumentalisation de la pensée, violence épistémique) les violences structurelles (racisme, discrimination, dynamiques d'exclusion, construction d'une altérité, processus de déshumanisation).

La destruction de lieux de culte, les enlèvements et tueries de religieux et de fidèles soulèvent un autre aspect de l'insécurité généralisée au Burkina Faso¹⁶⁸. En effet, des faits conflictuels impliquant le partage des convictions et croyances religieuses montrent que les attaques terroristes ne se limitent pas aux symboles de l'Etat mais s'étendent vers l'affirmation des oppositions entre blocs de valeurs dans un clivage social de conquête et d'introduction de l'action religieuse politique dans les cercles de gouvernance étatique.

La religion devient un facteur qui mobilise, embriquette les groupes terroristes, sur la base des insatisfactions socio-économiques que vivent les populations. Son usage sert à définir le groupe et à manifester ses valeurs qui apparaissent comme un critère de regroupement et de solidarité. Elle est comme un système de classement et d'appartenance des individus à des traditions sociales différenciées d'où proviendrait l'affadissement ou de la perte des repères et des modes politiques classiques d'intégration.

La religion est également utilisée comme un vecteur de légitimation de la violence. Ces mutations des

comportements trouvent souvent leurs origines dans la délinquance, l'appât du gain, les questions ethniques ou socioéconomiques. L'exploitation abusive et intéressée du fait religieux le place au centre de la contestation des politiques publiques, de la justification de la violence dans un contexte de déviance des normes et valeurs sociales établies.

« Leur objectif ce n'est pas peut être un objectif religieux mais on peut utiliser la religion comme un sous couvert pour atteindre un objectif. Et même, ceux qui financent, ce ne sont pas seulement les armes, on peut donner les armes, mais il faut qu'on te donne un encouragement, avoir des moyens pour vouloir se sacrifier. Ce n'est pas seulement idéologique... mais c'est matériel. Peut-être faire en sorte que cette région soit abandonnée et qu'on puisse exploiter la zone... Aujourd'hui au niveau du sahel, nous avons beaucoup d'école fermées. Certaines personnes même disent ... nous ne voulons que des écoles arabes. En réalité, quand vous regardez ceux mêmes qui sont devant, quand vous ... analysez, souvent ce ne sont pas des Musulmans... En général, après l'analyse biographique ... on va trouver que ce ne sont pas des gens qui pratiquent rigoureusement l'Islam. Souvent la frustration de quelqu'un entraîne une sorte de vengeance envers la société. Certains jeunes recrutés pensent qu'ils sont en train d'agir pour l'Islam, mais ils agissent pour quelqu'un qu'ils ne connaissent même pas. L'Islam est présenté comme un miroir. En réalité... c'est faux. Donc la solution doit être sociale, travaillons à créer des conditions meilleures pour les jeunes, à faire en sorte que les jeunes aient une bonne éducation, que les jeunes s'auto emploient. A ce niveau on peut réellement mettre fin à la situation que nous vivons »¹⁶⁹.

168 Le dimanche 28 avril 2019, le pasteur du village de Silgadji dans la commune de Tongomayel, Pierre Ouédraogo a été assassiné ; le 12 mai 2019 attaque de l'Église Catholique de Dablo et assassinat du prêtre Siméon YAMPA

169 Entretien individuel, Ouagadougou, Région du Centre, Aout 2020

3.8. Une instrumentalisation de la religion comme moyen de diffusion des idéaux de l'extrémisme violent et du terrorisme

Si pour tous les responsables religieux musulmans rencontrés, l'Islam n'est pas une religion violente, ils reconnaissent cependant que les convictions islamiques sont utilisées par les groupes armés lors de leur apparition.

« L'islam n'est pas une religion violente. Ceux qui font ça veulent dénigrer la religion musulmane »¹⁷⁰.

« Avant de tuer on dit Allah Akbar, c'est une religion. On ne peut pas s'empêcher de penser à la connotation religieuse »¹⁷¹.

Toutefois, il est important de relever qu'une certaine idéologie islamique qui s'appuie sur le contexte de pauvreté des populations est diffusée par les groupes armés.

« Cette idéologie exploite les conditions de vie déplorables, misérables des populations. Vous voyez les routes jusqu'à présent la voie Kongoussi-Djibo, l'accès à l'eau potable, l'accès à la santé, à l'éducation de base, l'accès à un standard minimal de vie. Ils ont exploité cette réalité qui est matériel et ils ont voulu faire comprendre aux gens que la région comporte des richesses. Ce n'est pas normal que nous vivions comme des animaux ; comme nos parents, il y a 40 ans, 50 ans. Donc en les faisant miroiter que la solution c'est dans la prise des armes »¹⁷².

La religion islamique comme alibi d'intervention des mouvements djihadistes jette un discrédit sur les pratiquants. Elle est citée comme une source de division des populations à cause des mauvaises interprétations des textes coraniques par certains leaders religieux. Le christianisme n'est pas épargné par ce reproche, car les leaders spirituels sont susceptibles de prôner des doctrines radicalisées. Ce

qui les conduit à tenir des discours qui fragilisent la cohésion entre les fidèles des différentes religions et parfois au sein d'une même religion.

« On n'a pas appris à connaître l'autre, on n'a pas appris à connaître la religion de l'autre. C'est normal qu'on croie que c'est l'autre qui n'est pas dans la vérité »¹⁷³.

« Le musulman est capable de dire que son voisin est un mécréant. Le chrétien est capable de dire que toute la situation est le fait de telle ou telle religion. Cela crée les germes de la division »¹⁷⁴.

Les populations s'accordent sur le fait que moins les responsables religieux maîtrisent les préceptes de la religion, plus ils transmettent des messages non conformes à ces préceptes au cours des prêches. De ce fait, ils transforment les points de vue et les comportements des fidèles. Au lieu d'être un facteur de renforcement des liens sociaux, il arrive que la religion sépare les populations.

Les personnes enquêtées en veulent pour preuve le niveau de formation de certains responsables au niveau de la religion islamique qui pour elles n'est pas toujours complète. Ce qui a des répercussions sur la qualité du message (discours religieux radicaux) qui est transmis aux fidèles. Ce faisant, la religion devient ici l'un des maillons faibles par lesquels des groupes armés passent pour convaincre des personnes et y avoir des adhérents. C'est pourquoi, on pouvait entendre dire ceci :

« Très souvent, on touche les sensibilités. Les sensibilités chez nous, ce sont les questions de religion ou de communautés. Ils sont passés par la religion pour avoir un maximum de personnes à leur cause ... Et lorsque les communautés ont commencé à adhérer à leurs causes,

170 Entretien individuel, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

171 Ibidem.

172 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

173 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

174 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

les premières victimes ont été les leaders religieux. Et c'est là que les gens ont commencé à comprendre que ces hommes ne sont pas là pour défendre les musulmans car si vous êtes là pour défendre les musulmans, vous n'avez pas à exterminer les nôtres »¹⁷⁵.

La fragilisation de la cohabitation intercommunautaire trouve des explications dans les dimensions religieuses et spirituelles. Le radicalisme religieux diffusé par les groupes armés défendant des positions, nie l'authenticité divine des autres religions. L'intolérance entre les groupes religieux divise les communautés¹⁷⁶. Les mosquées et églises sont attaquées, les fidèles et guides religieux sont tués ou enlevés¹⁷⁷.

De l'avis de certaines personnes, pour retrouver la paix au Burkina Faso, il est nécessaire que chacun s'interroge sur sa part de responsabilité dans la situation sécuritaire du pays et que les adeptes de chaque religion mettent en pratique ce que leur prône la religion. De même, elles estiment qu'en veillant à une meilleure formation des leaders religieux, l'on parviendra à lutter contre les discours radicaux.

« ...Il suffit de mettre en pratique ce que Dieu nous demande en tant que religieux...Si chacun revoyait qu'est ce qui a fait qu'on est arrivé à ça là, au manque de paix et à l'insécurité, et on remédie, on pourrait retrouver la paix. »¹⁷⁸.

C'est à ce niveau que la responsabilité de l'Etat est

pointée du doigt. S'il est vrai que la laïcité de l'Etat est un principe constitutionnel¹⁷⁹, il est aussi vrai qu'il est de la responsabilité de l'Etat de veiller à la sécurité de tous ses citoyens et de prévenir toutes les entraves à cette sécurité. Au regard du fait que l'insécurité actuelle est alimentée par la religion, de l'avis des personnes enquêtées, l'Etat devrait avoir un certain regard sur les prêches dans les lieux de culte en s'assurant que les leaders religieux soient bien formés pour ne pas délivrer des messages de haine. Le laisser-faire de l'Etat dans ce domaine au nom de la laïcité a conduit à une liberté nuisible car des discours haineux sont prêchés dans les églises et les mosquées, favorisant ainsi une méfiance réciproque et une propension à la haine et à la violence.

« Il faut prévenir la radicalisation. Est-ce que nous contrôlons les prêches qui sont diffusés dans tous nos offices religieux sur toute l'étendue du territoire. ? Est-ce qu'on sait quel genre de message est livré aux fidèles ? Est-ce qu'on sait quel est le profil de nos pasteurs, des prêtres, de nos imams ? »¹⁸⁰.

L'élargissement des cibles des attaques, des lieux et symboles religieux chrétiens, les kidnappings et assassinats des pasteurs, prêtres et fidèles jettent davantage de troubles au sein des populations et accentuent la psychose. Ces manœuvres accentuent les clivages, le développement de la haine et suscitent des représailles qui peuvent constituer le point de départ d'un embrasement social aux contours religieux.

175 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dori, Région du Sahel, février 2020.

176 La méconnaissance les uns des autres entraîne un manque de tolérance et d'acceptation de l'autre dans sa différence. Cela conduit à un non-respect de la diversité culturelle. Le non-respect de la diversité culturelle qui est le signe d'un problème de conciliation entre la tradition et la religion entraîne des conflits qui peuvent prendre des proportions importantes dans les communautés. V. Résultats des ateliers de validation régionales, Manga, juillet 2020.

177 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

178 Entretien individuel, Dori, Région du Sahel, février 2020.

179 Article 31 de la Constitution du Burkina Faso du 2 juin 1991.

180 Focus group hétérogène avec les forces vives, Kaya, Région du Centre Nord, décembre 2019.

Chapitre 4

L'affaiblissement des capacités/légitimité des cadres de transmission des normes et valeurs sociales comme entrave à la cohésion sociale

Chapitre 4 : L'affaiblissement des capacités/légitimité des cadres de transmission des normes et valeurs sociales comme entrave à la cohésion sociale

Au nombre des causes profondes des conflits communautaires et de l'insécurité grandissante au Burkina Faso, on note l'affaiblissement des capacités ou de la légitimité des cadres de transmission des normes et valeurs sociales. De l'avis général de la population, la génération actuelle n'est plus en phase avec les valeurs et les normes qui ont toujours caractérisé la société africaine de façon générale et la société Burkinabè en particulier. Cela, parce que la même société ne joue plus son rôle dans l'éducation et l'instruction des plus jeunes. Quand on parle de la société, on vise aussi bien la famille, l'école, que la communauté traditionnelle, coutumière et/ou religieuse. Tous les acteurs manquent à leur responsabilité. L'absence d'éducation des plus jeunes leur fait perdre les valeurs de la société, ce qui les expose à une vie en dehors des normes sociales et accentue par conséquent leur manque de tolérance ainsi que leur degré de violence. Cela constitue un autre terreau fertile pour le banditisme, l'extrémisme violent et le terrorisme.

C'est la rue qui éduque les enfants. C'est là qu'ils apprennent la violence. Le manque d'éducation a un lien étroit avec l'incivisme, le banditisme et la conflictualité actuelle au Burkina Faso.

4.1. Le déclin de l'autorité parentale et la crise de l'école moderne comme sources de violence

La famille, cadre initial de socialisation des individus, connaît une crise dans sa capacité à transmettre les valeurs sociales. Ce déficit dans la transmission des valeurs par la famille conjuguée à l'incapacité de l'école à jouer le rôle de garant d'une société civique et morale suffisante a eu pour conséquence la méconnaissance et la transgression des principes traditionnels du vivre-ensemble. Plus ces cadres sont donc défaillants, plus l'on assiste à une perte de repères en termes de valeurs sociétales de référence par les individus.

Pour les personnes enquêtées, tout le problème trouve son origine dans une conception très libérale des droits des enfants qui ne prend pas suffisamment en compte les devoirs de ces derniers. L'application sans adaptation au contexte national par le Burkina Faso des dispositions des conventions internationales relatives aux droits de l'enfant à partir de 1990¹⁸¹ a été relevée comme l'une des causes ayant un lien avec la conflictualité actuelle.

« On a mal compris, mal interprété les conventions internationales en matière de droits des enfants. On a une mauvaise vision de l'éducation, le Burkinabè en tant que tel, on l'éduque pour qu'il soit quoi ? »¹⁸².

Il se dégage un sentiment partagé que les droits des enfants sont promus au détriment de leurs devoirs. La compréhension de la question des droits des enfants par les Burkinabè dans leur ensemble (enfants, jeunes, adultes) a donc conforté l'idée que les enfants peuvent tout faire puisque la loi les protège, mais surtout, a dépossédé les parents de leur autorité et responsabilité parentale sur leurs enfants. Il s'en est suivi l'incapacité de la famille à exercer le contrôle parental.

« Il faut qu'on retourne à l'éducation à l'ancienne. Aujourd'hui, tu n'as même pas le droit d'éduquer ton enfant... En plus l'enfant n'appartient plus à la communauté. Il n'appartient qu'à son père et à sa mère... »¹⁸³.

De plus, la mutation de la société a conduit la famille elle-même, en plus de l'autorité que lui enlève le concept de droits des enfants, à démissionner de son rôle. Il est un constat partagé que les parents ne s'impliquent plus personnellement dans l'éducation de leurs enfants, car très souvent absorbés par les occupations professionnelles et sociales, abandonnant la charge de l'éducation de leurs enfants à l'école qui n'est plus elle aussi en capacité de répondre efficacement à cette mission car soumise aux mêmes contraintes.

« Ce que nous n'avons pas assez fait, nous n'avons pas misé sur l'éducation. La famille, l'école, la société elle-même est en berne »¹⁸⁴.

« Aujourd'hui, les parents n'ont plus le temps pour éduquer leurs enfants »¹⁸⁵.

L'école peine à répondre avec efficacité à sa mission pour une raison principale. De l'avis des personnes enquêtées, le retrait de l'éducation civique et morale des programmes scolaires transforme l'école en un lieu d'acquisition du savoir au détriment du savoir vivre, du savoir être. Tout ce que les enfants apprennent à l'école, c'est la manière d'œuvrer pour acquérir de l'argent. Bâtir des femmes et des hommes de vertu n'est plus la vocation première de l'école.

Tous ces faits cumulés expliquent non seulement la recrudescence des actes d'incivisme dans la société Burkinabè mais aussi contribue à expliquer celle des conflits. Car, l'une des conséquences de l'affaiblissement des capacités de la famille à transmettre les valeurs sociales est l'avènement d'une société en perte de repère et par conséquent une société vulnérable aux moindres chocs car n'ayant pas suffisamment de forces endogènes pour faire face à l'adversité.

L'émergence et la prolifération des conflits communautaires dans les différentes localités du pays, l'enrôlement de certains jeunes dans les groupes armés n'est que la suite logique de cet état de fait. Les parents n'ont plus d'emprise sur leurs enfants qui peuvent de plus en plus s'extirper de leur position en utilisant les droits qui leur sont conférés. L'école n'est plus à même d'être un lieu de transmission des valeurs. C'est seulement un cadre de transmission du savoir si bien que les plus jeunes ne sont pas éduqués aux normes et valeurs de la société.

Ce faisant, les principes de respect de la vie humaine, de respect de la dignité humaine, la valeur du travail, le sens de la responsabilité et de l'honneur sont désormais foulés au pied. La seule valeur qui

181 Il s'agit notamment de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) adoptée le 20 novembre 1989 et de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant, adoptée en juillet 1990. Tous ces instruments ont été ratifiés par le Burkina Faso.

182 Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

183 Focus group homogène, Dori, Région du Sahel, février 2020.

184 Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

185 Focus group hétérogène avec les forces vives, Dédougou, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

aille est désormais la recherche par tout moyen de l'argent. Dans ces conditions, l'enrôlement dans les groupes armés apparaît comme une aubaine pour se procurer de l'argent dans un contexte de manque d'emploi et de manque d'opportunités.

« La seule valeur que les jeunes connaissent aujourd'hui, c'est l'argent »¹⁸⁶.

La solution serait donc que, sans nier les droits des enfants, l'on ait une application qui tient compte et qui s'adapte aux réalités de la société Burkinabè. L'autorité des parents devrait être restaurée par une plus grande responsabilisation à travers une implication personnelle dans l'éducation de leurs enfants. Les personnes consultées préconisent que les familles reviennent à l'éducation des enfants selon la tradition. C'est-à-dire que l'enfant appartient à toute la communauté qui est en droit de l'éduquer selon ses préceptes. C'est dans ce sens qu'un participant au focus group de Dori a pu noter que :

« ... Il faut qu'on reparte à cela. Pas seulement pour apprendre aux enfants LILI et LALA ... Ça ne sert à rien ça. Un salaire, ce n'est pas une fin en soi...Il faut qu'on reparte sur nos valeurs, nos valeurs culturelles, notre base sociale là, il faut qu'on reparte sur ça...C'est le tissu social même qui est déchiré. C'est pour ça que les gens ont ces problèmes-là. »¹⁸⁷.

Une autre solution consisterait à intégrer dans les programmes scolaires, l'enseignement des valeurs culturelles traditionnelles (l'humilité, le pardon, la solidarité, le respect, la tolérance, la valeur du travail bien fait, le droit d'aînesse, etc.) à travers des modules d'éducation civique. L'école pourra ainsi jouer un rôle de régulation sociale et de soutien à la famille dans l'encadrement et l'éducation des enfants.

« Si nous avons une éducation civique... ça peut nous aider aussi »¹⁸⁸.

Par ailleurs, il faudrait réorienter l'enseignement vers la formation professionnelle.

« Il faut une réforme du système éducatif, à travers l'ajout d'autres langues au primaire, l'anglais qui est une langue commerciale, supprimer l'enseignement général au profit de l'enseignement technique et professionnel en mettant à profit les Technologies de l'Informatique et de la Communication »¹⁸⁹.

Cela permettrait de responsabiliser les enfants dès le jeune âge et de leur inculquer les valeurs du travail.

« Il faut qu'on parte vers l'enseignement technique ; si quelqu'un quitte l'école, il faut qu'il sache faire quelque chose »¹⁹⁰.

Au-delà des enfants, il faut pouvoir développer, à travers la formation, une culture de la citoyenneté au profit des Burkinabè. Les luttes politiques doivent pouvoir se faire dans un cadre républicain. L'animation de la politique devrait pouvoir se faire sans violence.

« Il faut revenir à l'éducation de base. Rehausser le niveau d'éducation de tous les citoyens Burkinabè pour que les gens arrivent à savoir qu'on a en face un adversaire politique et non un ennemi politique. Et même si on est fort politiquement, on ne doit pas piétiner l'autre »¹⁹¹.

« On peut ne pas partager les mêmes idées mais s'asseoir ensemble pour régler les problèmes du village, les problèmes de la famille »¹⁹².

186 Focus group homogène avec les déplacés, Nouna, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

187 Focus group, Dori, Région du Sahel, février 2020.

188 Entretien individuel, Tenkodogo, Région du Centre-Est, avril 2020.

189 Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

190 Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

191 Entretien individuel, Tenkodogo, Région du Centre Est, avril 2020.

192 Ibidem.

4.2. La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme entrave à la cohésion sociale

Dans les espaces de dialogue qui ont été institués, la dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle a été évoquée de manière récurrente comme un facteur alimentant la conflictualité au Burkina Faso. Les chefs traditionnels ne sont plus considérés comme par le passé, ce qui ne leur permet pas toujours de juguler les tensions au sein de leur communauté.

Cette perte de légitimité découle inévitablement sur une conséquence majeure qui est l'accentuation de la vengeance, des règlements de compte et de la violence. Ainsi, plus l'autorité traditionnelle se trouve fragilisée, moins les populations se réfèrent à elle pour le règlement de leurs conflits, et plus cela a des répercussions sur la cohésion sociale en ce que les populations auront recours à la justice pour soi-même. La dilution de l'autorité traditionnelle prend sa source dans un fait : le manque de statut clair en faveur des autorités traditionnelles.

En effet, le manque de statut clair en faveur des chefs traditionnels, que ce soit dans la législation ou dans l'ordonnancement institutionnel, entraîne la vulnérabilité de ces derniers et les expose à une certaine précarité notamment financière. Au regard du rôle social que ces derniers sont amenés à jouer dans la société en termes de gestion des conflits ou de conservation et de garantie des valeurs traditionnelles et morales, ils sont conduits à rechercher par tous les moyens, les ressources nécessaires à leur survie et au financement de leurs actions. Or, l'un des moyens les plus efficaces, les plus sûrs et les plus rapides pour se procurer des ressources actuellement au Burkina Faso, de l'avis des personnes consultées, est l'entrée en politique. Ce faisant, on assiste à une politisation de la sphère traditionnelle avec l'engagement des chefs coutumiers à tous les niveaux de la vie politique.

« La politique est entrée dans les villages, des frères s'affrontent à cause de la politique. Les chefs coutumiers sont à la solde des politiciens, ils ne peuvent donc plus tran-

L'autorité traditionnelle est affaiblie. Elle n'est plus le référent pour le règlement des conflits à l'échelle individuelle et communautaire. Les populations ont donc recours à la justice privée, aux règlements de compte et à la vengeance, ce qui augmente la conflictualité au Burkina Faso

cher les conflits suivant la vérité. Ils sont partisans »¹⁹³.

Ce sentiment de politisation de la sphère traditionnelle est partagé dans toutes les régions du Burkina Faso. Par exemple, dans la région du Nord, les personnes enquêtées estiment que :

« ... le pouvoir de la chefferie coutumière n'est plus authentique, tout a changé et c'est devenu plus politique. »¹⁹⁴.

« ... Au niveau des chefs coutumiers, tout est politisé et c'est l'argent qui dirige »¹⁹⁵.

Dans la région du Centre -Ouest, les populations estiment pour leur part que :

« Beaucoup de chefs sont entrés en politique. Du coup, si tu n'es pas du même parti politique que le chef, tu ne veux plus l'entendre, tu ne veux plus l'écouter ... Si tu es chef coutumier et puis tu n'es pas de mon parti, je grouille pour l'intérêt de mon parti, le chef aussi grouille pour l'intérêt de son parti. Si je respecte le chef, ça veut dire que j'ai désobéi à mon parti. Ça favorise le non-respect des chefs coutumiers. Donc eux-mêmes, ils ont fait que le respect de leur bonnet là est mis en cause... »¹⁹⁶.

La politique n'étant pas neutre, elle entraîne une prise de position partisane. De ce fait, l'autorité traditionnelle, du fait de son appartenance à un bord politique est soupçonnée de manque d'impartialité.

193 Focus group hétérogène avec les forces vives, Nouna, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

194 Focus group hétérogène avec les déplacés, Ouahigouya, région du Nord, décembre 2019.

195 *Ibidem*.

196 Entretien individuel, Koudougou, Région du Centre-Ouest, avril 2020.

lité et de neutralité dans la gestion des affaires de la société. Le risque de cette situation réside dans l'incapacité des chefs à gérer certaines situations de conflit. Il y a également un risque que la situation débouche sur une crise de confiance des gouvernés vis-à-vis de l'autorité qui est pourtant censée incarner les valeurs de la société.

« Quand tu (chef coutumier) fais la politique, tu n'es plus respecté et tu es exposé aux injures des gens »¹⁹⁷.

Cette crise de confiance en l'autorité traditionnelle n'est pas sans conséquence. Elle ouvre la voie à une représentation purement symbolique de la chefferie. Le chef n'est plus celui à qui on a recours systématiquement pour régler les problèmes dans la société.

« Autrefois, quand il y avait un problème dans un village, c'est le chef qui gérait ça et les gens vivaient ensemble et arrivaient à s'entendre. Aujourd'hui, les chefs ne sont plus considérés... »¹⁹⁸.

En plus de ne pas lui faire recours, ses décisions ne sont mêmes plus appliquées.

« A Manga, quand il y a des grandes décisions à prendre, la chefferie coutumière est consultée. Elle donne des avis qui sont souvent peu appliqués »¹⁹⁹.

Pour les chefs qui ne font pas de la politique dans ce contexte généralisé de politisation de la sphère traditionnelle, ils ne sont pas non plus considérés car ne disposant pas des mêmes ressources financières que les autres pour se faire respecter et considérer.

« ...Les chefs de village font la politique ... Si tu vois que nous (chefs coutumiers et religieux) n'avons pas de force, c'est parce que nous ne faisons pas la politique... »²⁰⁰.

La dilution de l'autorité traditionnelle est aussi marquée par l'empreinte des forces politiques en présence dans les zones. Ces forces politiques usent de leurs influences dans le choix et l'installation des chefs coutumiers. Or, le choix, l'élection et l'installation des candidats à la chefferie traditionnelle sont soumis à certaines pratiques. L'intrusion et la mainmise des politiques sur le processus créent des mouvements de contestations au sein des communautés, et de ce fait attisent des distanciations et de la non-reconnaissance de la chefferie installée par une partie de la population.

« Il y a quelques années il y'a eu problème au niveau de la chefferie à Tiébélé et c'était dû à la succession »²⁰¹.

« Les communautés n'ont pas de conflit entre elles mais l'intronisation des chefs est source de conflit. A chaque occasion, dans certains villages, quand il y a des cérémonies d'intronisation...peut être le chef n'est pas reconnu par l'autre camp, et il y a des affrontements entre les camps de chaque chef »²⁰².

Cela est une réalité partagée dans nombre de régions. Dans la région du Centre-Est par exemple, on note que :

« La politique est derrière ça ! C'est-à-dire que si on voit que le chef qui est en place ne va pas faire notre affaire, on monte un autre en lui disant voilà il faut t'autoproclamer chef et ainsi de suite. Et ça créé des problèmes dans le village »²⁰³.

Contestations des décisions, non-respect de codes de conduites et des normes sociales, traduisant les difficultés d'exercice du mandat de la chefferie, sont légion. Cette situation installe et propage des germes de discorde qui ébranlent la cohésion sociale. Les clans opposés lors de la conquête du trône rivalisent et s'attaquent dans un cycle d'action en réponse à une autre qui provoque un déséquilibre du

197 Focus group, Bobo Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

198 Focus group hétérogène avec les forces vives, Nouna, Région de la Boucle du Mouhoun, décembre 2019.

199 Entretien individuel, Kombissiri, Région du Centre Sud, mai 2020.

200 Focus group, Bobo Dioulasso, Région des Hauts Bassins, décembre 2019.

201 Entretien individuel, Région du Centre Sud, mai 2020.

202 Entretien individuel, Tenkodogo, Région du Centre Est, avril 2020.

203 Entretien individuel, Tenkodogo, Région du Centre Est, avril 2020.

socle social jonché par les frustrations et règlements de compte individuels et/ou collectifs devant une chefferie qui tient à affirmer sa légalité et sa légitimité par tous les moyens.

« A Diapangou, le CDP²⁰⁴ avait son candidat et sa majesté de Fada qui est de l'ADF-RDA avait son candidat. Quand sa majesté a intronisé son candidat, on a dit que c'était un candidat ADF-RDA. Donc le CDP a intronisé un 2^{ème} chef... »²⁰⁵.

Dans un tel contexte, c'est la propension des individus à se rendre eux-mêmes justice qui se développe. Désormais, les gouvernés, face à une injustice ou un problème quelconque, ont tendance à se rendre justice sans passer par la médiation des mécanismes traditionnels qui pourtant ont constitué pendant longtemps, le levier de la cohésion sociale. La propension à se rendre soi-même justice est, par là-même, une porte ouverte à la violence, à la vengeance cyclique ainsi qu'aux règlements de compte qui alimentent la conflictualité au Burkina Faso.

Par ailleurs, la dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle prend sa source dans la dévalorisation ou la mise en concurrence de l'autorité de la chefferie traditionnelle. En mettant en place dans chaque village, des Conseils Villageois de Développement (CVD) dont les rôles et pouvoirs semblent se confondre à ceux des chefs, l'Etat a affaibli les chefs traditionnels qui ne sont plus les repères en matière de gestion des affaires de la société au niveau local.

« Après avoir réfléchi sur la question, je veux partager ceci : « Aucune chose n'est à sa place aujourd'hui. D'abord, l'Etat a mis en place les Conseillers Villageois de Développement (CVD) qui remplacent les chefs traditionnels. Dans les villages, ce sont les délégués et les CVD qui sont considérés. Alors que par le passé, ces personnes dépendaient des Chefs. En plus, autrefois quand un étranger entrait dans le village, le chef de village était infor-

mé. Aujourd'hui, les choses ne se passent plus de cette façon... »²⁰⁶.

De la sorte, en renforçant l'autorité traditionnelle, en la rendant plus forte à travers un statut clair qui peut être constitutionnel ou légal, on agirait du même coup sur la capacité des chefs traditionnels à ne pas s'impliquer en politique et à rester neutre.

« Pour qu'il y ait la paix au Burkina Faso, il faut que les chefs soient interdits de politique comme les militaires »²⁰⁷.

« Il y a certains chefs qui sont dans la politique. On doit les interdire, parce qu'un chef ne peut pas dire je suis avec ceux-ci et je ne suis pas avec ceux-là. Par exemple, s'il y'a un conflit dans le village X et à cause de la politique ils disent qu'ils ne vont pas aller chez le chef, c'est un problème »²⁰⁸.

La revalorisation des autorités traditionnelles à travers un statut clair sur le plan légal en vue de leur dépolitisation leur permettra de contribuer substantiellement à la prévention et à la gestion des conflits à travers le pays. Comme l'a fait noter un participant lors d'un focus group avec les forces vives à Bobo-Dioulasso :

« Il faut... respecter nos chefs coutumiers car ils sont des garants de la cohésion sociale dans nos sociétés traditionnelles. Comme nous voulons copier ce qui se passe chez les Blancs, en Angleterre, il y a une Reine. A Monaco, un roi mais ils sont respectés et ceux-ci ne s'ingèrent pas dans la politique... »²⁰⁹.

Cette même idée est partagée dans la région du Centre-Est où il a pu être noté que :

« Il faut même revoir le statut des chefs coutumiers parce que tant que ces statuts-là ne seront pas revus, il y a beaucoup de conflits qu'on ne pourra pas éviter au Burkina Faso.

204Le CDP (Congrès pour la Démocratie et le Progrès) et l'ADF-RDA (Alliance pour la démocratie et la Fédération/Rassemblement démocratique africain) sont des parties politiques au Burkina Faso.

205Focus group hétérogène avec les forces vives, Fada N'Gourma, Région de l'Est, février 2020.

206Focus group hétérogène, Ouahigouya, région du Nord, décembre 2019.

207Focus group hétérogène, Bobo Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

208Entretien individuel, Manga, région du Centre Sud, avril 2020.

209Focus group, Bobo Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

S'ils reviennent à leur rôle de gardien et qu'ils acceptent vraiment rester eux-mêmes, on pourrait éviter beaucoup de situations désagréables »²¹⁰.

La dépolitisation des chefs traditionnels maintient et augmente le niveau de confiance que la population place en eux.

« Il faut une institutionnalisation de la chefferie traditionnelle mais avec des garde-fous »²¹¹.

Un statut clair passe par exemple par l'octroi d'un salaire aux chefs traditionnels assorti de l'interdiction pour eux de s'engager en politique.

« Il faut que nos chefferies coutumières soient dépolitisées. Pour cela il faut au besoin payer les chefs traditionnels. Si on leur trouve quelque chose par mois, ça les privera de courir partout derrière les partis politiques pour avoir de quoi se nourrir »²¹².

La confiance en l'autorité est la clé de voûte pour une soumission volontaire des gouvernés à sa juridiction, toute chose qui réduit leur tendance à se rendre eux-mêmes justice.

« Traditionnellement, il y avait un ordre qui facilitait l'entente et le respect mutuel... Si on se réfère à la façon de vivre avant, nous y trouverons des repères pour avancer »²¹³.

« ... On dit que quand tu es dans un parti politique, Tu as un parti donc ça va être difficile mais cela n'empêche pas de jouer son rôle pour l'intérêt général de la communauté. Ce sont des acteurs clés pour la promotion de la cohésion sociale dans notre pays. ... »²¹⁴.

Par voie de conséquence, cela diminue la conflictualité.



Photographie N°06 : un groupe de travail en réflexion (atelier de validation)

210 Entretien individuel, Tenkodogo, Région du Centre Est, avril 2020.

211 Focus group, Bobo Dioulasso, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

212 Entretien individuel, Gaoua, Région du Sud-Ouest, mai 2020.

La même idée est partagée dans la région du Centre Sud où les enquêtés pensent que « on doit interdire aux chefs de faire de la politique, parce qu'un chef ne peut pas dire je suis avec ceux-ci et je ne suis pas avec ceux-là. Par exemple s'il y'a un conflit dans le village X et à cause de la politique ils disent qu'ils ne vont pas aller chez le chef, c'est un problème ». Entretien individuel, Manga, Région du Centre Sud, mai 2020.

213 Focus group, Karangasso Vigué, Région des Hauts-Bassins, décembre 2019.

214 Ibidem.

Chapitre 5

Facteurs de résilience, principales recommandations et pistes d'action

Chapitre 5 : Facteurs de résilience, principales recommandations et pistes d'action

Les personnes consultées ont également mis en exergue des facteurs qui permettent de maintenir la cohésion sociale en dépit de toutes les difficultés rencontrées. Ces facteurs de résilience, de l'avis des personnes enquêtées, méritent d'être consolidés. Ils renvoient notamment à la parenté à plaisanterie, aux mécanismes de résolutions de conflit traditionnels, à l'hospitalité qui caractérise les communautés Burkinabè, au système matriarcal qui renforce les liens familiaux au sein de certaines communautés, aux alliances intercommunautaires, au dialogue interreligieux, à l'éducation au savoir-être, à l'existence de cadres de dialogue communautaires, et à l'existence d'un Etat de droit malgré ses fortes défaillances et faiblesses.

5.1. Facteurs de résilience

5.1.1. La parenté à plaisanterie

La valorisation et le soutien aux initiatives pour la promotion de l'alliance interethnique et de la parenté à plaisanterie pourraient permettre d'apaiser les tensions inter communautaires et ainsi d'éviter les conflits. De l'avis des populations consultées, la parenté à plaisanterie, même si elle ne prévient pas toujours les conflits, empêche qu'ils ne prennent une certaine ampleur.

Par exemple, dans la région du Nord, différentes communautés entretiennent ces alliances et parenté à plaisanterie. Il s'agit notamment des *Yarcé*²¹⁵ et des *gourmantchés*, les Peulhs et les *Yarcé*, les *Mossé* et les *Samo*²¹⁶.

« La parenté à plaisanterie contribue à la bonne collaboration et à sauvegarder la paix. Même si vous êtes en colère dès que vous vous rendez compte qu'il y a de la parenté à plaisanterie entre vous, du coup cela devient un jeu et vous vous dites la vérité sans se vexer »²¹⁷.

Dans la tradition Burkinabè, les liens de parenté à plaisanterie imposent des rapports

²¹⁵ Ethnie du Burkina Faso

²¹⁶ Ethnie du Burkina Faso

²¹⁷ Entretien individuel, Ziniaré, Région du Plateau Central, avril 2020.

sociaux pacifiques entre les personnes qui entretiennent la relation. Ainsi, dans la région des Hauts Bassins, si l'on assiste à un faible nombre de conflits par rapport aux autres régions, cela tient au fait que cette région accorde une place importante à ces liens entre ses membres.

« ...Entre Bobo et Peulh, il n'y a pas palabre²¹⁸ ».

Du point de vue des populations, la parenté à plaisanterie est le socle sur lequel est bâtie la cohésion entre les différentes communautés au Burkina Faso. La faible ou la non prise en compte réelle dans certaines localités de ces liens de parenté dans les rapports sociaux entraîne une fragilité des liens entre les communautés qui cohabitent.

« La parenté à plaisanterie est aussi un élément crucial qui peut amener les uns et les autres à se parler et à se pardonner. Pourquoi ne pas inclure des modules de la parenté à plaisanterie dans les curricula de l'enseignement pour mieux enseigner et cela à la génération montante ? On peut aussi instaurer une journée nationale de la parenté à plaisanterie »²¹⁹.

« ...Nous sommes dans un quartier où il y a des Peulhs mais nous on vit malgré l'insécurité. Il y a la parenté à plaisanterie entre nous. On marche ensemble, on fait tout ensemble. On essaie de consolider la parenté à plaisanterie en famille, dans les grains on consolide ça²²⁰ »

La parenté à plaisanterie se situe à plusieurs niveaux :

- Au sein de la même communauté, elle concerne des familles
- Entre les clans, il y a un autre niveau de parenté à plaisanterie
- Entre les ethnies également, il y a un autre niveau de parenté à plaisanterie

Il y a donc lieu de renforcer ces liens qui tendent aujourd'hui à disparaître. L'usage de la parenté à plaisanterie permettra de gérer de façon pacifique les conflits dans les régions du pays.



Photographie N°07 : Une Vue des résultats des travaux de groupe

218 Focus group, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts Bassins, décembre 2019.

219 Entretien individuel, Ziniaré, Région du Plateau Central, avril 2020.

220 Focus group, Bobo-Dioulasso, Région des Hauts Bassins, décembre 2019.

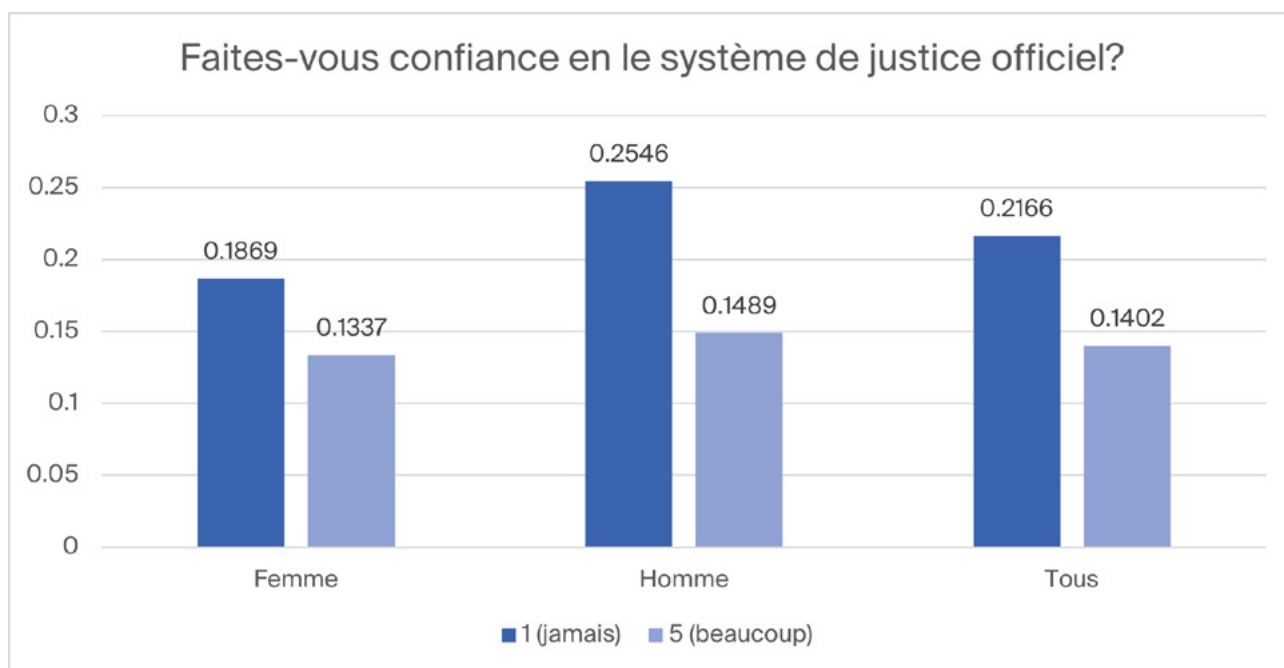
5.1.2. La justice traditionnelle

Il ressort des résultats de la recherche qualitative et quantitative que la justice traditionnelle est un facteur de résilience très important dans le contexte Burkinabè.

Elle repose sur le principe gagnant-gagnant. L'objectif ultime étant le maintien du vivre-ensemble et de la paix sociale. La justice moderne quant à elle est basée sur l'application de la règle de droit. Dans ce cas de figure, il y aura toujours un gagnant et un perdant. Elle développe un sentiment de partialité dans la prononciation des verdicts.

Certains litiges qui relèvent de la famille, des ethnies, de la religion et du vivre ensemble peuvent être convenablement traités par la justice traditionnelle, en ce sens qu'elle sera toujours dans son rôle de (re) conciliation sociale.

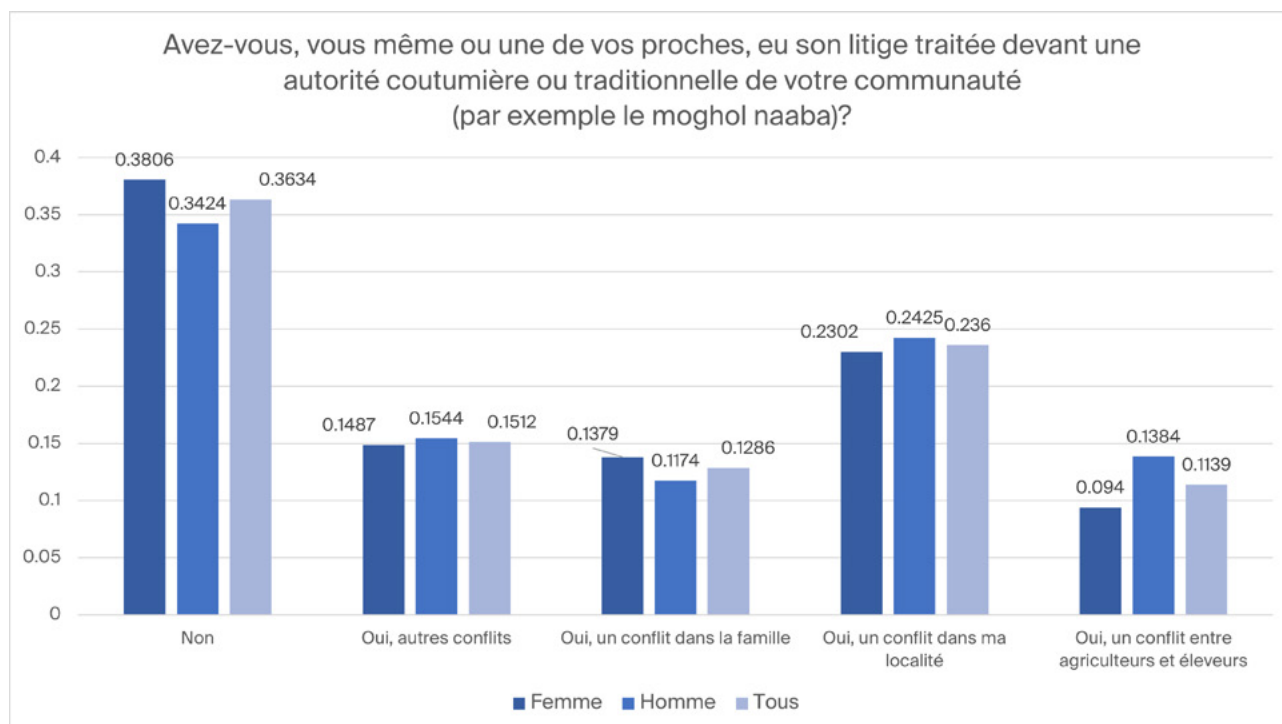
A partir des données provenant de l'enquête quantitative, on observe une part significative (21, 66%) du sentiment radical du manque de confiance au système de justice officiel. La proportion des personnes qui préfère la justice officielle se trouve en deçà.



Graphique 21 : Faites-vous confiance en le système de justice officiel?

A la question de savoir si les populations enquêtées, connaissent elles-mêmes ou si elles ne connaissent pas un proche qui a eu recours à la justice traditionnelle, on observe un écart important. En effet, en

combinant les taux de personnes ayant sollicité les services de la justice traditionnelle, on se retrouve avec un taux de 62, 97% contre 36,34%.



Graphique 22 : Avez-vous, vous-même ou une de vos proches, eu son litige traité(e) devant une autorité coutumière ou traditionnelle de votre communauté (par exemple le moghol naaba)?

5.1.3. La tradition d'hospitalité qui caractérise les communautés

Les populations consultées ont mis en exergue que de nombreuses communautés au Burkina Faso se caractérisent par une longue tradition d'hospitalité. C'est par exemple le cas des communautés dans la région du Sud -Ouest à travers le "*diatiguiya*". On y rencontre, en effet, des personnes en provenance de toutes les régions du pays. Mais de façon générale, dans toutes les régions, des exemples de communautés hospitalières existent. Cette tradition d'hospitalité est une clé pour la pacification des rapports sociaux à plusieurs égards.

Elle réduit les tensions liées à la compétition foncière qui peuvent naître entre les populations autochtones et les populations dites étrangères présentes dans les zones à cause des migrations. Au regard de la rareté des terres, l'étranger devient la cible et est rendu coupable de l'insuffisance des terres cultivables. Ainsi, il est très tentant de le faire partir par la force. Cependant, à cause du principe de l'hospitalité vécue dans certaines communautés, les populations étrangères ne sont pas, tout le temps, inquié-

tées par des menaces de déguerpissement.

La pratique du tutorat permet une meilleure gestion des conflits. Les populations affirment en effet qu'un étranger qui s'installe dans une zone a toujours un tuteur. Ce tuteur, natif et originaire de la localité, introduit l'étranger et facilite son insertion dans la communauté. Celui-ci devient son répondant auprès des autres membres de la communauté. L'étranger bénéficie alors de sa protection : on ne peut rien faire à l'étranger sans passer par son tuteur. En cas de conflit l'impliquant, c'est à son tuteur de rendre compte. Le tuteur devient donc un médiateur entre l'étranger et les autres membres de la communauté. Ainsi, un conflit ne peut s'exacerber entre les communautés à cause de son hôte. L'étranger, de ce fait, ne peut être agressé, ni violenté. S'en prendre à lui est considéré comme un affront à son tuteur qui est généralement une personnalité qui jouit d'une grande considération dans le village.

5.1.4. Le système matriarcal

Dans le système de matriarcat, le neveu joue un rôle important dans le renforcement des liens familiaux. L'enfant qui naît n'appartient pas aux oncles paternels. Il appartient d'abord et avant tout à ses oncles maternels. Si la femme est d'une autre ethnie, cet enfant fait agrandir la famille. De la sorte, en cas de conflits opposant les deux familles, la dispute ne peut s'aggraver et atteindre certaines proportions car les oncles maternels ne peuvent faire du mal à la famille de ce dernier (neveu). Aussi, les neveux doivent obéissance à leurs oncles maternels.

De même, lorsqu'il y a un conflit entre les membres d'une famille, le "neveu" et l'"oncle maternel" par leur statut, sont des acteurs des réconciliation et de paix. Dès lors que ceux-ci interviennent au cours des différends, ils prennent fin.

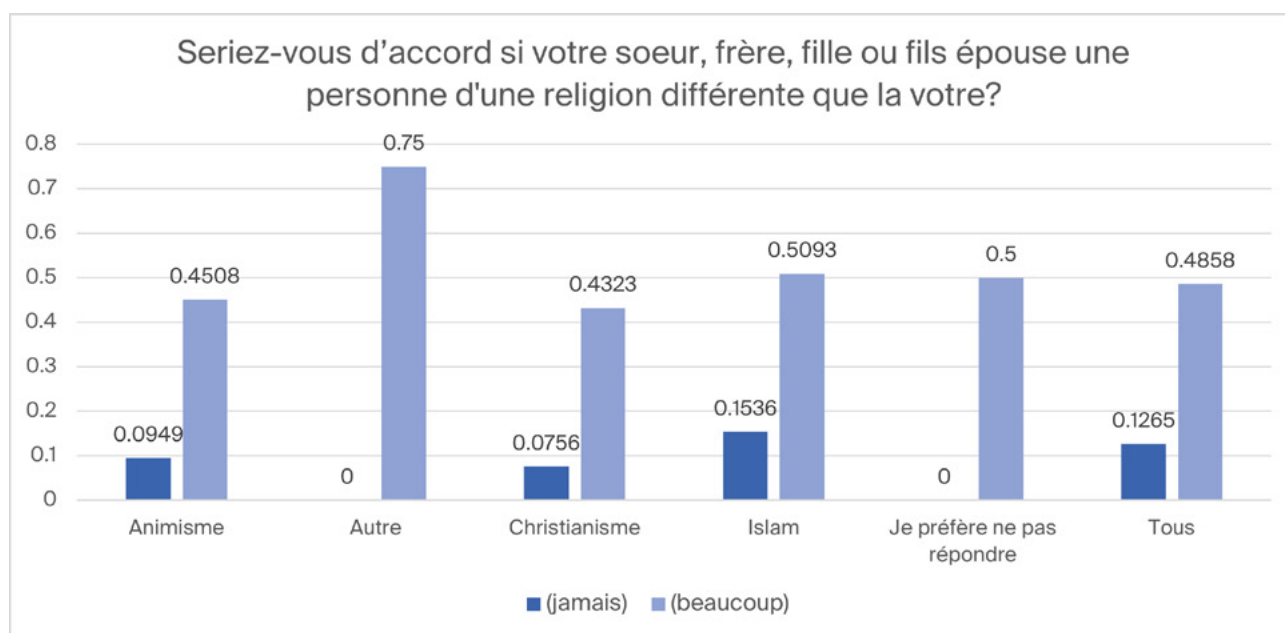
Comme dans ce système, le neveu hérite de son oncle, l'oncle joue un rôle de régulation des rapports familiaux. C'est dans les conflits familiaux que ce facteur de résilience prend tout son sens.

5.1.5. L'ouverture aux alliances intercommunautaires

Le mariage renforce les liens entre les familles. De l'avis des personnes consultées, cela est l'un des facteurs qui limite les conflits au sein des communautés. Cela est d'autant plus vrai pour les mariages qui unissent différentes communautés ou différentes ethnies. Le fait que les populations ne sont pas réfractaires à ce type d'union renforce la cohésion sociale. S'il est vrai que des particularités existent en termes d'interdiction de mariage entre certaines ethnies comme les *peulhs* et les *bissas*, les *bobos* et les *bolons*, ces particularités sont peu nombreuses.

Il est donc difficile qu'une ethnie s'oppose sans fondements plausibles à une autre ethnie. Cela est un plus pour la prévention des conflits ethniques ou tribalistes.

48,58 % de la population de l'enquête quantitative approuve qu'elle ne trouve pas d'objection à l'union d'un membre de leur famille à une personne d'une religion différente. Cette propension émet des signaux propices à la cohésion sociale.



Graphique 23 : Seriez-vous d'accord si votre sœur, frère, fille ou fils épouse une personne d'une religion différente que la vôtre ?

5.1.6. Le dialogue inter-religieux comme un ciment social

L'un des défis de la cohésion sociale concerne la bonne cohabitation entre les religions. La religion, par moment, est utilisée comme un canal de diffusion de certaines idéologies qui véhiculent parfois la violence. La diffusion de ces idéologies nuit à la cohésion sociale.

De l'avis des populations consultées, les initiatives

de dialogue, qui existent entre les différents leaders religieux contribuent à maintenir le vivre ensemble. Ces initiatives, qui sont ponctuelles mais aussi formelles dans un cadre plus permanent, permettent aux leaders religieux de diffuser des messages de cohésion sociale. De manière ponctuelle, lors des fêtes chrétiennes et musulmanes, les leaders religieux se rendent des visites de courtoisie.

5.1.7. L'éducation au savoir-être

Selon les personnes consultées, l'éducation connaît une crise. L'individu (enfants et jeunes) grandit en n'intégrant pas toutes les normes et codes de la société. Cela pourrait contribuer à expliquer l'incivisme voire la crise des valeurs.

Il y a donc lieu de mettre l'accent sur cette éducation au savoir-être. L'école qui inculque à l'enfant le

savoir et le savoir-faire, doit davantage insister sur le savoir-être. La famille, doit renforcer dès le bas-âge l'initiation des enfants au respect d'autrui et aux autres règles indispensables pour une vie sans violence. Montrer à l'enfant comment se comporter en société est une tâche qui est faite par les différentes sphères de socialisation de l'individu.

5.1.8. L'identification à l'Etat

Dans les consultations menées, il ressort qu'une partie importante de la population s'identifie en premier lieu à l'Etat. Le sentiment d'appartenance à un même Etat est un élément essentiel dans la construction de la cohésion sociale, tant horizontale que verticale. Selon les personnes enquêtées, un point d'attention concerne la perte de la confiance en l'Etat par des populations et en ses capacités à répondre à

leurs besoins. Cette situation les pousse progressivement à rechercher d'autres éléments d'identification comme l'appartenance à une même région ou à une même ethnie. Mais, il se dégage un sentiment partagé que l'appartenance à une même patrie est quelque chose qui caractérise encore les populations Burkinabè. D'où la nécessité de consolider ce lien.

5.1.9. L'Etat de droit

L'un des facteurs de résilience évoqués par les personnes consultées porte sur l'existence malgré tout d'un Etat de droit. L'administration qui offre des biens et services aux populations est présente dans toutes les régions ; même si cette présence d'un point de vue effectivité et efficacité sur l'intégralité du ter-

ritoire comporte des insuffisances. En dépit des critiques dont les secteurs de la justice et de la sécurité font l'objet, des recours existent pour trancher les conflits entre populations. Il y a donc lieu de (re) donner pleinement confiance à ces institutions pour une amélioration de la cohésion sociale.

5.1.10. Le recours aux personnes ressources

Les religieux et les coutumiers constituent des personnes ressources qui jouent un rôle important dans la prévention et la gestion des conflits. Ils sont considérés comme des sages et lorsqu'ils sont sollicités pour régler un problème par la voie du dialogue, ils

sont écoutés au regard de l'autorité morale qu'ils incarnent. Il en est de même chez certaines ethnies où des communicateurs traditionnels comme les forgerons, les griots et autres castes ont un rôle de médiation et de régulation dans la société.

5.1.11. L'existence de cadres de dialogue communautaire

Dans la société Burkinabè, il existe des cadres de rencontres appelées “arbres à palabre” qui réunissent certaines personnes, qui de par leurs statuts, sont habilitées à débattre sur des préoccupations sociétales et litiges qui opposent les membres de la communauté. Il y a aussi d'autres instances qui existent

comme les Conseils Villageois de Développement (CVD) qui sont des relais entre les populations et les autorités administratives. Ces conseils peuvent aussi servir de cadres de gestion des quotidiennetés des populations et de résolution de conflits.

5.2. Principales recommandations

5.2.1. Recommandation 1

Le rétablissement de la confiance entre acteurs étatiques et acteurs communautaires autour d'une meilleure répartition des opportunités économiques notamment dans le cadre de la gestion des ressources naturelles.

Il s'agira de renforcer les cadres de dialogue entre les acteurs locaux et acteurs étatiques pour favoriser une meilleure participation et un engagement des populations dans les initiatives de développement, aux niveaux local et national. Ces initiatives permettront aux acteurs communautaires d'apporter une valeur ajoutée du fait de leur proximité avec les communautés locales ainsi que de leur plus grande flexibilité dans la mise en œuvre des actions de développement local :

- Mise en place de cadres locaux de concertation entre acteurs autour de la gestion des ressources naturelles ;
- Facilitation de processus de dialogue sur les besoins clés identifiés : sécurité, cohésion sociale, chômage ;
- Renforcement des mécanismes de capitalisation et de suivi participatif des cadres de dialogue ;
- Prise en compte des mécanismes endogènes dans le processus de dialogue afin de favoriser l'appropriation du processus au niveau local ;
- Appui à la participation des jeunes et des femmes dans le processus de dialogue.

5.2.2. Recommandation 2

Il s'agira, face aux compétitions foncières de plus en plus complexes, de mettre en place des mécanismes locaux de prévention et de gestion concertée des conflits autour du foncier et des ressources naturelles.

Ces mécanismes permettront également d'engager des discussions sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs et de trouver des accords consensuels entre les acteurs qui pourraient s'inscrire dans des conventions locales afin de minimiser les risques potentiels de conflits :

- Renforcement des capacités de médiateurs locaux, régionaux pour prévenir et régler certains conflits ;
- Renforcement des actions d'information, de sensibilisation et de formation sur les textes régissant le foncier ;
- Participation à l'élaboration d'une cartographie et des outils participatifs d'alerte aux conflits ;
- Appui aux cadres de réflexion stratégique entre acteurs locaux sur les enjeux nouveaux et défis autour de la gestion foncière ;
- Promotion des mécanismes de dialogue trans-frontalier pour faciliter la cohabitation pacifique entre différentes communautés rurales utilisant les mêmes ressources naturelles ;

- Elaboration d'outils et approches de prévention des conflits autour des ressources naturelles (prévention et résolution des conflits notamment par l'appui à la promotion de conventions locales ou chartes foncières et la médiation etc.).

ment par l'appui à la promotion de conventions locales ou chartes foncières et la médiation etc.).

5.2.3. Recommandation 3

Ce dispositif de prévention pour être efficace devra également s'appuyer sur une réforme du système judiciaire en vue de rapprocher la justice des justiciables pour l'effectivité d'un état de droit permettant de dissuader les citoyens Burkinabè d'agir en dehors du système judiciaire

Renforcer la lutte contre l'impunité des violations aux droits humains et exactions extrajudiciaires

- Promouvoir une assistance en matière judiciaire au niveau local au profit des populations
- Mettre en place des mécanismes simplifiés de plainte accessibles aux populations et garantir un traitement transparent et équitable
- Publier des rapports périodiques annuels sur l'état de la justice.

5.2.4. Recommandation 4

Les autorités gouvernementales devront aussi ouvrir des espaces de dialogue pour **relancer le processus de réforme institutionnelle des systèmes de sécurité** en facilitant les mécanismes de concertation et de dialogue constructif entre acteurs institutionnels, forces de défense et de sécurité et communautés locales pour la préservation de la cohésion sociale. Certains défis demeurent dans le domaine de la justice et de la sécurité, notamment rétablir le contrat social et regagner la confiance des Burkinabè en l'Etat, en particulier la consolidation de la bonne gouvernance et du respect des droits humains dans un environnement marqué par les menaces que posent d'un côté les attaques terroristes et l'extrémisme violent venant de la sous-région, ainsi que des violences croissantes des groupes d'auto-défense.

- Appui aux acteurs communautaires dans le renforcement de leurs capacités à participer dans la mise en place du dispositif national de sécurité ;
- Accompagnement des organisations de la société civile à exercer un rôle de contrôle et d'alerte pour une réponse plus efficace dans l'identification des besoins sécuritaires des populations ;
- Appui aux initiatives de recherche pour améliorer la compréhension des dynamiques autour des relations civilo-militaires et renforcement de la confiance FDS-population ;
- Facilitation des cadres de concertation entre acteurs communautaires et parlementaires pour une amélioration de la gouvernance sécuritaire.

5.2.5. Recommandation 5

Il apparaît clairement que le retour de l'Etat ne doit pas se limiter à la mise en œuvre d'une approche seulement sécuritaire mais devra surtout s'accompagner d'une **meilleure responsabilisation des collectivités territoriales et des leaders coutumiers** qui aujourd'hui sont les mieux placés pour agir localement (légitimité, connaissance du territoire) mais aussi parce qu'ils sont les seuls à pouvoir intervenir quand les territoires deviennent inaccessibles comme on a pu le constater durant la pandémie du Covid 19.

- Renforcement des compétences des collectivités territoriales qui devront être dotées de plans de développement locaux avec des outils de gestion des ressources naturelles et de prévention des conflits ;
- Appui à la mise en place de chartes foncières locales avec une participation inclusive de tous les membres de la communauté ;
- Renforcement du rôle des chefs coutumiers dans la prévention et la gestion des conflits

5.2.6. Recommandation 6

Il faut promouvoir **les valeurs culturelles** pour mieux préserver la diversité ethnique mais également et surtout pour bâtir une paix durable. Le potentiel culturel local devra être mis à contribution ainsi que le partage d'expériences autour des valeurs de tolérance et d'intégrité pour promouvoir la paix mais aussi une citoyenneté responsable permettant d'assurer une cohésion sociale.

- Promotion de la paix et de la non-violence à travers des campagnes éducatives autour de la parenté à plaisanterie ;
- Appui aux radios communautaires et formation de journalistes pour favoriser la diffusion d'une culture de la paix ;

- Renforcement du rôle des femmes et des jeunes pour favoriser une culture de la paix ainsi qu'une société inclusive ;
- Facilitation du dialogue interculturel et édification de la paix à travers le patrimoine ;
- Mobilisation des médias et des technologies de l'information et de la communication pour promouvoir le dialogue interculturel et l'inclusion sociale ;
- Formation des jeunes en tant qu'acteurs actifs du changement dans leur communauté.

5.2.7. Recommandation 7

Enfin, il faudra établir un cadre de dialogue pour **dépasser les logiques de polarisation communautaire** à tous les niveaux particulièrement entre l'Etat et la communauté Peulh et entre les peulhs et les autres communautés afin d'éviter des radicalisations à base identitaire qui pourraient constituer une réelle menace à la cohésion sociale.

- Restauration d'un climat de confiance entre la communauté peulh, les autorités gouvernementales et les communautés ethniques
- Renforcement des cadres de dialogue et une communication de masse entre les communautés ethniques.

5.3. Pistes d'actions : Agenda pour la paix

Après l'analyse des facteurs de conflit, les participants aux recherches qualitative et quantitative ont esquissé des pistes de solutions pour endiguer l'insé-

curité généralisée que connaît le pays et construire une paix durable.



Photographie N°08 : Une vue des participants au Focus Group

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Facteur de conflits : Le sentiment d'exclusion, d'inégalité et de marginalisation comme principale entrave à la cohésion sociale		
Recommandation 1 : Rétablir la confiance entre acteurs étatiques et acteurs communautaires		
Dynamiser les cadres locaux de concertation existants entre acteurs étatiques et communautaires à travers le renforcement des capacités des membres, le financement et le suivi des rencontres périodiques	<p>Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDC)</p> <p>Services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture)</p> <p>Collectivités Territoriales (Mairies et conseils régionaux)</p> <p>Société Civile (Associations, ONG locales)</p>	<p>MATDC : orientation et supervision des cadres de concertation sur la base du Décret N°2009-838/PRES/PM/MEF/MATD du 18 décembre 2009 portant création, attributions, composition et fonctionnement de cadres de concertation pour le développement rural décentralisé.</p> <p>Services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat,) : assurer la tutelle administrative et technique de ces cadres régionaux, provinciaux et communaux de concertation conformément aux dispositions du décret susmentionné.</p> <p>Collectivités Territoriales (Mairies et conseils régionaux) : dynamisation et ou mise en place des cadres régionaux et communaux de concertation en ayant un regard particulier sur les questions liées à la Gestion des Ressources Naturelles.</p> <p>Société Civile : participation active aux cadres régionaux et communaux de concertation avec restitution à la base.</p>
Facilitation d'un processus de dialogue national ascendant et inclusif sur la sécurité, la cohésion sociale et le chômage en prenant en compte la dimension genre et les mécanismes endogènes	<p>MATDC</p> <p>Interpeace</p>	<p>MATDC : Identifier les besoins fondamentaux des populations et les adresser durablement tout en tenant compte des facteurs de résilience locale.</p> <p>Interpeace : organisation-facilitation des groupes de dialogue Gouvernement-Populations et conception des outils de collecte, de suivi-évaluation participatifs articulant les besoins et facteurs de résilience des populations.</p>
Recommandation 2 : Promouvoir les mécanismes locaux de prévention et de gestion concertée des conflits autour du foncier et des ressources naturelles		
Renforcement des capacités des médiateurs locaux et l'accompagnement technique et financier de leurs plans d'action dans toutes les communes	<p>MATDC</p> <p>Services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture)</p> <p>Interpeace</p>	<p>MATDC : Prise en compte des médiateurs locaux dans les politiques nationales en matière de paix et de cohésion sociale</p> <p>Services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture) : implication dans l'identification des membres des cadres de concertation pertinents devant bénéficier de cette capacitation</p> <p>INTERPEACE : formation des médiateurs sur la prévention et la gestion pacifique des conflits</p>

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Accompagnement à la conception et ou actualisation et vulgarisation des chartes foncières et pastorales dans toutes les communes	MATDC Collectivités Territoriales (CT) INTERPEACE	MATDC : mise à disposition aux communes de la législation en la matière et des ressources humaines qualifiées CT : mobilisation sociale et participation active aux activités organisées Interpeace : facilitation des différentes actions, formation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits ; formulation des messages-clés
Elaboration d'une cartographie dynamique et des outils participatifs d'alerte aux conflits à tous les niveaux (national, régional et communal)	MATDC Services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture) Collectivités Territoriales Interpeace	MATDC : Proposition des services techniques et des partenaires-clés à prendre en compte dans la cartographie Services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture) : mise en place et suivi des commissions foncières villageoises (CFV) dans tous les villages Collectivités Territoriales : suivi rapproché des activités des CFV et des Commissions de conciliation foncière villageoises Interpeace : conception et transfert de compétence pour la mise à jour régulière d'une cartographie dynamique des conflits et des acteurs
Promotion des mécanismes de dialogue transfrontalier et mise en place des infrastructures juxtaposées pour faciliter la cohabitation pacifique entre différentes communautés à cheval sur deux ou trois pays et partageant les mêmes ressources naturelles	MATDC Commission Nationale des Frontières Secrétariat Permanent de la Commission Nationale des Frontières Secrétariat Permanent de Gestion des Frontières CT Interpeace	MATDC : élaboration d'une stratégie nationale de cohésion sociale qui prend en compte les défis transfrontaliers en la matière Commission Nationale des Frontières et Secrétariat Permanent de la Commission Nationale des Frontières : Éclairage sur les politiques publiques en matière de gestion des frontières CT : faciliter et appuyer l'organisation des cadres de dialogue transfrontaliers INTERPEACE : expertise dans la facilitation et la capitalisation des espaces de dialogue
Promouvoir le rôle des chefs coutumiers dans la prévention et la gestion pacifique des conflits en les dotant d'un code d'éthique de déontologie et en accompagnant la mise en œuvre de leurs plans d'action	Conseil Suprême de la Chefferie Coutumière	Conseil Suprême de la Chefferie Coutumière : élaboration et application du code d'éthique de déontologie pour rehausser l'image de la chefferie coutumière

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Facteur de conflits : Le déficit de bonne gouvernance à l'origine d'une rupture de confiance entre gouvernants et gouvernés		
Recommandation 1 : une Implication effective des populations dans l'élaboration et la mise en œuvre des réformes politiques et économiques		
Renforcer l'insertion professionnelle des jeunes filles et garçons ainsi que leur participation au développement à travers l'extension des guichets uniques des fonds étatiques dans toutes les provinces	Ministère de la Jeunesse Ministère de la Femme CT OSC Interpeace	Ministère de la Jeunesse : accélérer la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi des jeunes à travers l'intensification de la formation professionnelle, l'installation et l'accompagnement personnalisé en faveur des jeunes filles CT : participation active à l'identification des potentielles bénéficiaires, mise en place d'infrastructures et de dispositifs d'accompagnement (centres, fonds...) OSC : conduire des plaidoyers dans le cadre de réseaux d'associations pour l'insertion professionnelle des jeunes filles et leur participation au développement INTERPEACE : Appui méthodologique pour la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques inclusives
Renforcer les mécanismes d'accompagnement financiers de projets des jeunes au niveau local	Ministère de la Jeunesse Ministère de la Femme Collectivités territoriales Institutions de Microfinance/Banques	Ministère de la Jeunesse : renforcement du Fonds d'appui aux initiatives des Jeunes (FAIJ) et autres fonds spécifiques Ministère de la Femme : renforcement du Fonds d'appui aux activités génératrices de revenus des femmes (FAARF) Institutions de Microfinances/Banques : alléger les conditions et critères d'éligibilité des prêts aux jeunes
Mise en place d'un Cadre permanent de concertation entre jeunes et autorités politiques (décideurs) depuis le niveau central (national) jusqu'au niveau décentralisé (régional, provincial, communal)	Ministère de la Jeunesse CT OSC Interpeace Conseils régionaux Mairies	Ministère de la Jeunesse : formalisation d'un cadre de dialogue inclusif permanent entre jeunes et autorités CT : mise en place de cadre de dialogue décentralisé et mise à disposition des équipements et mobiliers nécessaires OSC : mobilisation sociale Interpeace : Partage d'expérience méthodologique des cadres de concertation similaire Conseils régionaux et Mairies : mise à jour et application des plans locaux de développement par tous les acteurs intervenants dans leur ressort territorial

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Facteur de conflits : Une gouvernance sécuritaire confrontée à l'émergence des groupes d'auto-défense		
Recommandation 1 : Poursuivre le processus de réforme institutionnelle du système de sécurité		
Renforcer la lutte contre l'impunité face aux violations des droits humains notamment les exactions extrajudiciaires à travers une meilleure formation des FDS et des VDP sur les droits humains	Ministère de la Justice Ministère des Droits Humains Ministère de la sécurité Ministère de la défense OSC Interpeace	Ministère de la Justice : prise de sanctions disciplinaires et pénales envers les contrevenants Ministère des Droits Humains : Formation en droits humains, documentation des cas de violations des droits humains, exactions extrajudiciaires et disséminations des rapports d'enquête FDS : participation active aux sessions de formation et mise en œuvre des acquis des connaissances sur le terrain Organisations des droits humains : MBDHP, Human Right Watch : appui à l'organisation des sessions ; expertise Ministère de la sécurité et Ministère de la défense : prise en compte des recommandations formulées par les organisations des droits humains OSC : campagne de sensibilisation contre ces pratiques Interpeace : formation du personnel judiciaire, les FDS, les VDP sur la sensibilité au conflit et la réactivité à la paix
Renforcer les mécanismes d'assistance judiciaire au sein de tous les Tribunaux de Grande Instance particulièrement dans les régions prioritaires et mettre en place des mécanismes simplifiés de plaintes accessibles aux populations et garantir un traitement transparent et équitable	Ministère de la Justice Ministère des Droits Humains OSC Interpeace	Ministère de la Justice : augmentation considérable du fonds d'assistance judiciaire par l'Etat Ministère des Droits Humains : conception des outils et suivi des mécanismes simplifiés de plaintes OSC : plaidoyer pour une justice plus équitable et accessible aux populations Interpeace : capacitation des acteurs de la justice pour réduire la distance verticale justice-justiciables
Renforcer le maillage sécuritaire du territoire national et les capacités opérationnelles des FDS en leur équipant de matériels de protection adéquat et en étoffant leurs ressources humaines	Ministère de la défense Ministère de la sécurité	Ministère de la défense et Ministère de la sécurité : recrutement supplémentaire de personnel avec création supplémentaire de brigades et de commissariats surtout sur la bande frontalière

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Renforcer les capacités des acteurs communautaires en vue de leur participation efficace et discrète dans la mise en œuvre du dispositif de sécurité nationale	Ministère de la défense FDS OSC Populations Interpeace	Ministère de la défense : campagne de sensibilisation et renforcement des actions civilo-militaires ; FDS : actions en tandem entre les FDS et les populations. OSC : conduire des actions de sensibilisation pour le rapprochement et la collaboration entre FDS et populations Populations : implication dans les différentes actions prévues Interpeace : facilitation des espaces de dialogue et partage d'expérience
Renforcer le cadre légal qui régit les groupes d'autodéfense et renforcer leurs capacités en droits humains	Ministère de la défense et Ministère de la sécurité	Ministère de la défense et Ministère de la sécurité : prise des mesures réglementaires adéquates pour l'encadrement des actions des groupes l'autodéfense. Assemblée Nationale : Révision de la loi sur les volontaires pour la défense de la patrie pour prendre en compte la question des groupes d'auto-défense
Appui aux initiatives de recherche pour améliorer la compréhension des dynamiques autour des relations civilo-militaires et le renforcement de la confiance FDS-population à travers des ACM	Ministère de la défense FDS Populations Interpeace	Ministère de la défense : vulgarisation de la nouvelle Politique de Sécurité Nationale sur l'ensemble du territoire national et implication effective des différentes couches sociales dans l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale FDS : collaboration étroite avec les populations civiles et respect des droits de l'Homme dans les opérations militaires en cours. Intensification des activités civilo-militaires Populations : collaboration franche et discrète avec les FDS notamment à travers l'appui au dispositif de renseignement et participation active aux activités civilo-militaires Interpeace : renforcement des analyses pour l'expertise en matière de sensibilité au conflit et partage d'expérience

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Facteur de conflits : Les stéréotypes ethniques, risques de frustration, de fragmentation sociale et de régionalisme		
Recommandation 1 : une meilleure implication des parents, des éducateurs et de la société dans l'éducation des enfants		
Sensibiliser les acteurs éducatifs (lycées, collèges, universités) sur les valeurs éducatives (le pardon, la tolérance, le vivre ensemble, la cohésion sociale, le dialogue, la paix, etc.)	Le personnel enseignant Les parents d'élèves Les élèves	Le personnel enseignant et les parents d'élèves : transmission des valeurs et leur suivi Les élèves : développement d'initiatives de sensibilisation par les pairs, attention particulière aux programmes sur la cohésion sociale
Mise à l'échelle des « clubs denkan » dans toutes les écoles, lycées et collèges (formation sur les droits humains, paix, tolérance, vivre ensemble, etc.)	Le MENAPLN Le personnel enseignant	Le MENAPLN : renforcer l'obligation d'enseigner les cours en lien avec les droits humains, paix, tolérance, vivre ensemble, etc. Passer à l'échelle les « clubs denkan » dans toutes les écoles du pays Le personnel enseignant : mise en place et supervision de ces clubs conformément aux directives du ministère
Renforcer les capacités des femmes et des jeunes dans le domaine de la paix, du vivre-ensemble à travers une intensification de leur capacitation pour une meilleure contribution à la promotion de la paix	Ministère de la femme Interpeace Coordinations régionales des organisations féminines	Ministère de la femme : mise en œuvre d'un vaste programme de capacitation des femmes dans le domaine de la paix, du vivre-ensemble Mise en place d'un dispositif permettant l'implication systématique des femmes dans la consolidation de la paix Interpeace : formation, renforcement des capacités sur les techniques de prévention et de gestion pacifique des conflits Coordinations régionales des organisations féminines : participation active des femmes aux sessions avec restitution à la base et mise en œuvre des acquis de la formation ; participation aux actions de consolidation de la paix
Recommandation 2 : Une meilleure promotion des valeurs culturelles intégratrices et tenue du dialogue politique national		
Promotion des initiatives de promotion de la culture en renforçant les mécanismes et le fonds de développement touristique et culturel pour appuyer les actions locales de promotion de la culture	Gouvernement Assemblée Nationale OSC	Gouvernement : adoption de projet de loi pour renforcer le fonds Assemblée Nationale : allocation budgétaire OSC : plaidoyer

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Institution des cadres de dialogue intergénérationnel particulièrement entre les jeunes filles et les hommes/femmes politiques ou de culture	<p>Le ministère de la culture</p> <p>Le MENAPLN</p> <p>Les chefs coutumiers</p> <p>Le conseil national des personnes âgées</p> <p>Interpeace</p>	<p>Le ministère de la culture : accompagner ces initiatives de dialogue</p> <p>Organisation des festivals de brassage culturels</p> <p>Le MENAPLN : introduction des modules en lien avec la parenté et l'alliance à plaisanterie dans les curricula scolaires</p> <p>Les chefs coutumiers et Le conseil national des personnes âgées</p> <p>Transmission de valeurs aux jeunes à travers des contes, des adages, des partages d'expérience</p> <p>Interpeace facilitation des espaces de dialogue interculturels et intergénérationnels</p>
<p>Faire revivre une tradition consolidante « plaisanter pour la paix »</p> <p>Valoriser la parenté à plaisanterie comme pratique endogène de consolidation de la cohésion sociale et un mécanisme traditionnel de gestion de conflit</p> <p>Enseigner la parenté et l'alliance à plaisanterie dans les établissements scolaires.</p> <p>Institutionnaliser une journée nationale de la parenté à plaisanterie ponctuée par des journées des communautés et des émissions télé-réalité tendances sur la thématique</p> <p>Vulgariser la parenté et l'alliance à plaisanterie à travers la promotion des productions documentaires (littéraires, audio-visuelles)</p>	<p>Le ministère de la culture</p> <p>Les chefs coutumiers</p> <p>Le conseil national des personnes âgées</p> <p>Jeunes</p> <p>Médias</p>	<p>Le ministère de la culture des arts et du tourisme : prise de décret et de documentation</p> <p>Instituts de recherche : travaux de recherches et documentation approfondie sur la parenté à plaisanterie</p> <p>OSC : plaidoyer</p> <p>Les chefs coutumiers : mise en œuvre des journées des communautés</p> <p>Jeunes : adhésion et animation</p> <p>Médias : production et diffusion des émissions</p>
Appui aux radios communautaires et formations de journalistes pour favoriser la diffusion d'une culture de la paix et la sensibilité au conflit	<p>Les radios,</p> <p>Les animateurs,</p> <p>Les journalistes,</p> <p>Le ministère de la communication,</p> <p>Le conseil supérieur de la communication,</p> <p>Les PTF</p>	<p>Le ministère de la communication : formation des journalistes et animateurs sur le journalisme sensible au conflit et la communication non violente</p> <p>Les radios : production et diffusion des émissions en lien avec la culture de la paix et la non-violence</p> <p>Les animateurs, les journalistes : participation</p>

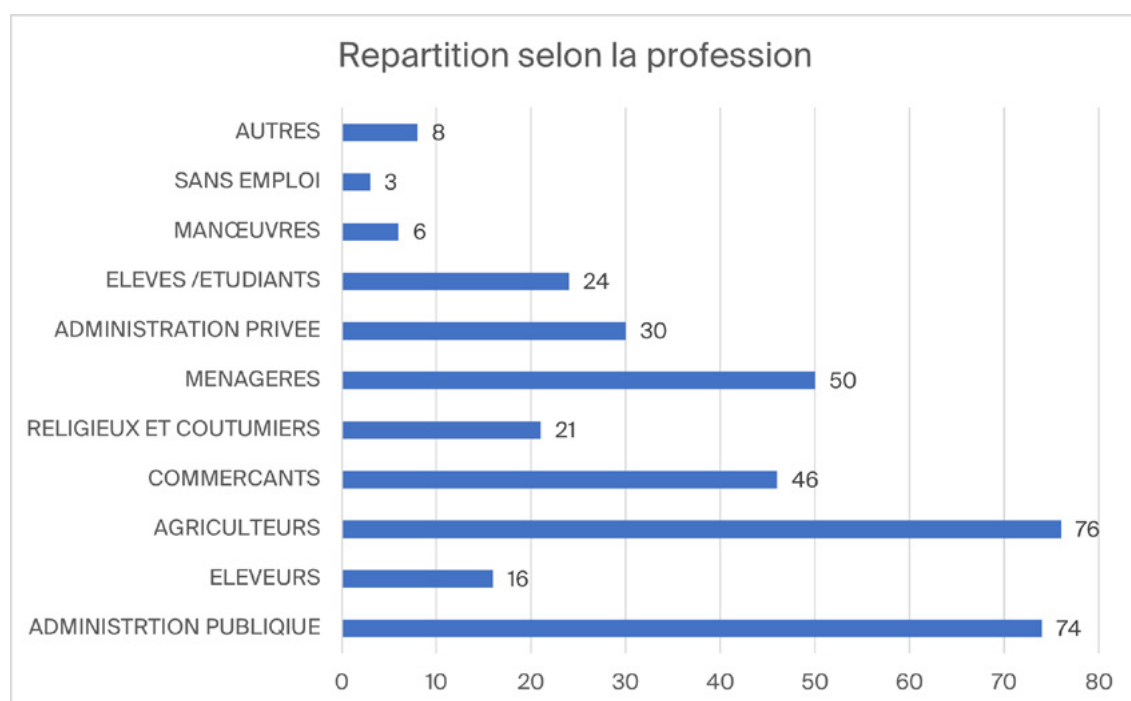
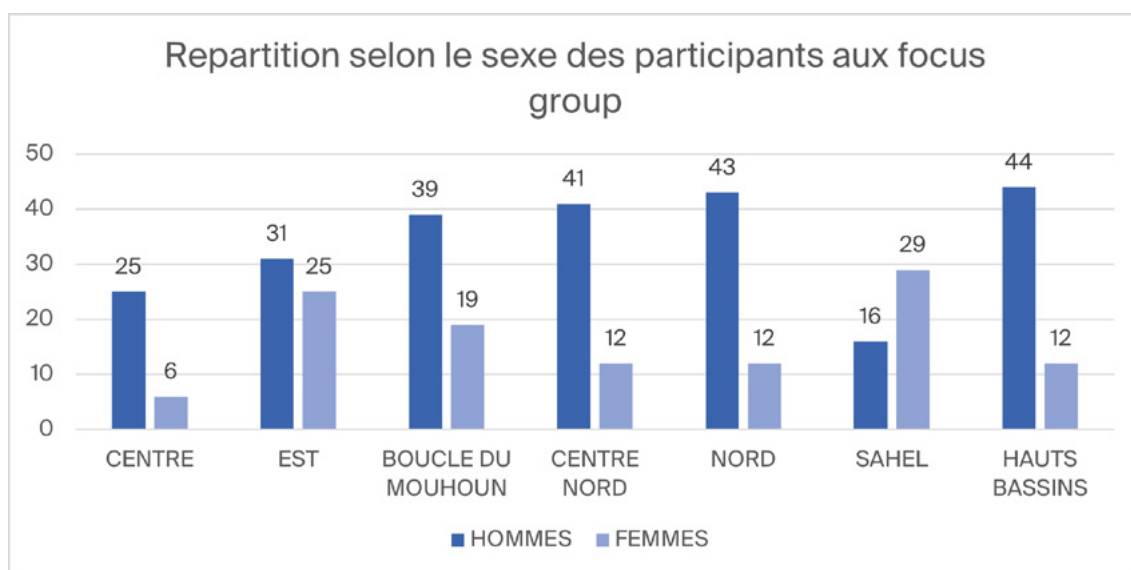
ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Renforcement du rôle des femmes et des jeunes pour favoriser une culture de la paix ainsi qu'une société inclusive	<p>Le ministère de la jeunesse</p> <p>Le ministère de la femme</p> <p>Conseil national de la jeunesse</p> <p>Coordination nationale des femmes</p> <p>Interpeace</p>	<p>Le ministère de la jeunesse : contribution du ministère à la diffusion et à la mise en œuvre de la résolution 2250 des Nations Unies" Jeunesse, Paix et Sécurité"</p> <p>Le ministère de la femme : contribution du ministère à la diffusion et à la mise en œuvre de la résolution 1350 des Nations Unies" Femme, Paix et Sécurité"</p> <p>Le conseil national de la jeunesse/Association des Jeunes pour le Développement Durable au Burkina Faso : mobilisation, accompagnement de la jeunesse pour accroître la contribution des jeunes dans la consolidation de la paix</p> <p>La coordination nationale des femmes : mobilisation, accompagnement des femmes pour accroître la contribution des jeunes dans la consolidation de la paix</p> <p>Interpeace: capacitation des jeunes et des femmes pour une culture de la paix ainsi qu'une société inclusive</p>
Mobilisation des médias et des technologies de l'information et de la communication pour promouvoir le dialogue interculturel et intergénérationnel et l'inclusion sociale (jeux radiophoniques, à la télé etc.)	<p>Le ministère de la communication</p> <p>Les médias</p> <p>Les PTF</p> <p>Les artistes</p> <p>Interpeace</p> <p>Association des bloggeurs</p>	<p>Le ministère de la communication : accompagnement financier et encadrement technique</p> <p>Les médias : production et diffusion des émissions de sensibilisation</p> <p>Les PTF : Appui technique et financier</p> <p>Les artistes : animation musicale et plaidoyer</p> <p>Interpeace: capacitation en matière de sensibilité aux conflits et à la réactivité à la paix</p> <p>Association des bloggeurs : production et diffusion des émissions interculturelles et intergénérationnelles de sensibilisation pour une société inclusive</p>

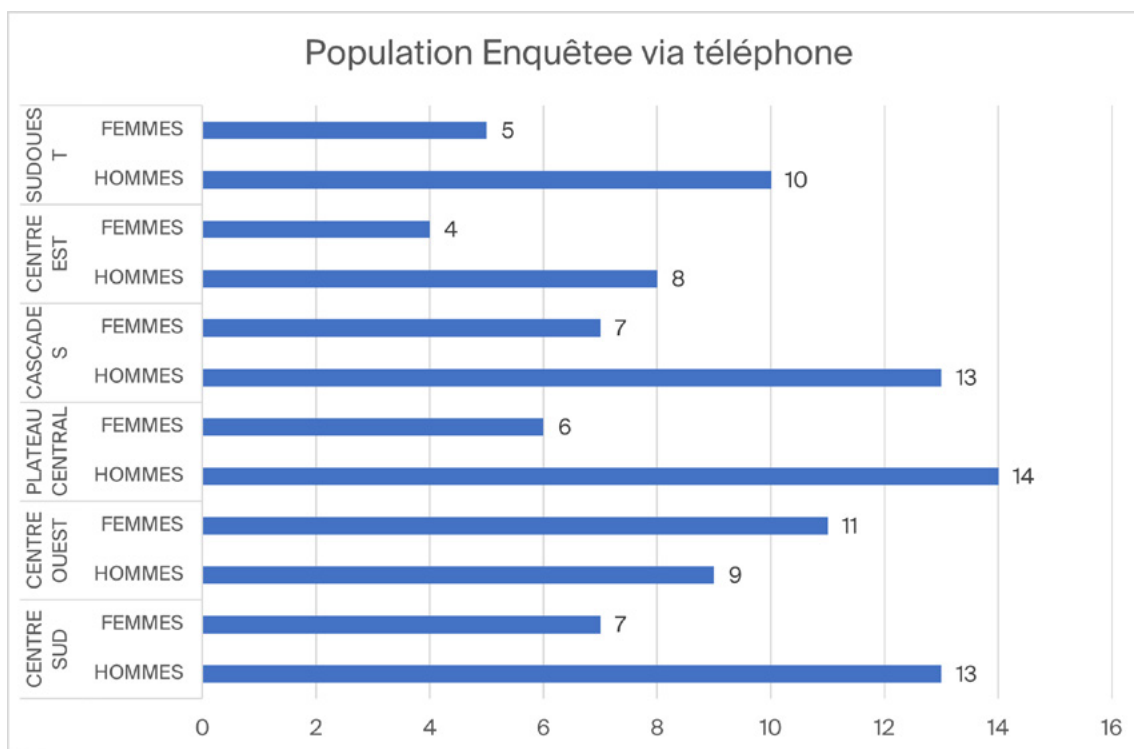
ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Formation des jeunes en tant qu'acteurs positifs du changement dans leurs communautés subordonnée à des séances de restitutions à leurs pairs	<p>Le ministère de la jeunesse</p> <p>Le conseil national de la jeunesse</p> <p>Le ministère de la femme</p> <p>Les médias</p> <p>Le ministère de l'éducation de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, le MINEFID)</p> <p>Interpeace</p>	<p>Le ministère de la jeunesse : contribution du ministère à la diffusion et à la mise en œuvre de la résolution 2250 des Nations Unies "Jeunesse, Paix et Sécurité"</p> <p>Le conseil national de la jeunesse : mobilisation sociale et participation active aux activités</p> <p>Le ministère de la femme : contribuer à la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies « Femmes, Paix et Sécurité » à travers le plan d'action annuel du ministère</p> <p>Les médias : production et diffusion des émissions de sensibilisation</p> <p>Le ministère de l'éducation de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, le MINEFID) : accompagnement et facilitation à la mise en œuvre des activités dans les établissements scolaires et supérieur</p> <p>Interpeace: formation des jeunes en leadership et en masculinité positive</p>
Renforcer le dialogue et la communication entre les religions à travers la tenue des journées de partage, d'échanges inter-religieux en s'inspirant de l'expérience de l'Union Fraternelle des Croyants (UFC-Dori) et du Cadre de Dialogue et de Médiation (CDM) de Fada N'Gourma	<p>MATDC</p> <p>ONAFAR</p>	<p>MATDC : accompagnement à la tenue régulière de ces journées</p> <p>ONAFAR : mobilisation des notabilités religieuses et modération des échanges</p>
Promotion de la paix et de la non-violence à travers des campagnes éducatives autour de la parenté à plaisanterie	<p>MATDC</p> <p>Ministère de l'éducation nationale</p> <p>OSC</p> <p>Interpeace</p>	<p>MATDC : implication des services techniques centraux et déconcentrés</p> <p>Ministère de l'éducation nationale : participation à la définition des TDR et à la campagne éducative</p> <p>OSC : mobilisation sociale</p> <p>Interpeace : expertise et partage d'expérience (conception des modules, facilitation des espaces de dialogue)</p>

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Renforcement de la communication de masse contre la stigmatisation intra et extra ethnique et l'application des textes en vigueur en la matière au Burkina Faso	MATDC Ministère de la communication Radios communautaires Interpeace	MATDC : prise en compte de l'apport inestimable des mass-médias dans la future politique nationale de cohésion sociale Ministère de la communication : Expertise et capacitation Conseil Supérieur de la communication : encadrement des émissions surtout interactives Radios communautaires : diffusion des émissions de sensibilisation en respectant les règles éthiques et déontologiques en la matière Interpeace : formation en journalisme sensible au conflit
Respect des textes liés à la stigmatisation par tous en sanctionnant les éventuels contrevenants	Assemblée Nationale Populations Autorités étatiques déconcentrées/FDS	Assemblée Nationale : vote de la loi incriminant la stigmatisation communautaire Populations : respect des dispositions légales et réglementaires en matière de lutte contre la stigmatisation communautaire Autorités étatiques déconcentrées/FDS : prise de mesures de sanction contre les éventuels contrevenants
Formations, sensibilisation (théâtres foras, conférences, projections de films) contre la stigmatisation	Interpeace OSC	Interpeace : formation des communautés sur les techniques de prévention et de gestion pacifique des conflits et organisation des caravanes de la paix ; OSC : mobilisation sociale et participation active aux activités
Exécution effective des cours d'éducation civique à l'école qui entrainera une culture de patriotisme dès le préscolaire	Le MENAPLN Le personnel enseignant	Le MENAPLN : priorisation des cours d'éducation civique et morale en leur affectant un coefficient élevé comme les mathématiques et le français Le personnel enseignant : tenue régulière des cours d'éducation civique en transmettant les valeurs sociales et républicaines durant tout cours et en exploitant toute occasion
Renforcer les capacités des femmes dans la prévention de l'extrémisme et de la stigmatisation ethnique	MATDC Ministère de la femme Interpeace	MATDC : prise en compte du rôle particulier des femmes dans la future politique nationale de cohésion sociale Ministère de la femme : contribuer à la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies « Femmes, Paix et Sécurité » à travers le plan d'action annuel du ministère INTERPEACE : formation en prévention et gestion pacifique des conflits

ACTIONS CLÉS	ACTEURS CONCERNÉS	ACTIVITÉS PRIORITAIRES PAR ACTEURS
Mise en place des Comités d’Ethique et de Surveillance des Enseignements Religieux et des Prêches (CESERP) dans toutes les communes	MATDC	MATDC : formation et encadrement des leaders religieux à travers le suivi rapproché par les services techniques déconcentrés (Gouvernorat, Haut-Commissariat, Préfecture) et élaboration des textes qui organisent la mise en place et le fonctionnement des CESERP
	ONAFAR	ONAFAR : expertise et partage d’expérience lors de la formation et le déroulement des actions
	Leaders religieux	Leaders religieux : adhésion aux CESERP et participation active dans leur fonctionnement
Organisation des séances de sensibilisations contre la stigmatisation des communautés en exploitant les mass médias	MATDC	MATDC : appui à l’organisation des séances de sensibilisations
	Conseil Suprême de de la Chefferie coutumière	Conseil Suprême de de la Chefferie coutumière : mobilisation sociale et animation des journées des communautés
Organisation d’un processus de dialogue national inclusif et ascendant en prenant en compte toutes les sensibilités politiques, régionales, les jeunes et les femmes	MATDC	MATDC : faire de la réconciliation nationale une priorité de la future politique nationale de la cohésion sociale
	HCRUN	HCRUN : accélération de son processus de réconciliation nationale en faisant les bons offices entre les différents protagonistes politiques (dirigeants actuels et anciens dignitaires)
	Médiateur du Faso	Médiateur du Faso : travail en tandem avec les autres structures ayant la même mission
	Haut Conseil du Dialogue Social	Haut Conseil du Dialogue Social : apaisement du climat social (gouvernement et structures syndicales)
	PTF	PTF : appuyer la réconciliation nationale
	Interpeace	INTERPEACE : expertise et partage d’expérience dans la justice transitionnelle, facilitation des espaces de dialogue régionaux et nationaux

ANNEXE A : Données statistiques de la répartition des participants aux consultations





Analyse quantitative:

- 2.396 personnes enquêtées
- Elaboration participative des indicateurs
- Validation participative des résultats de l'enquête
- 56% de participation de femmes

Analyse qualitative:

- 27 focus groups avec 374 participants
- 55 entretiens individuels
- 107 entretiens téléphoniques
- 30% de participation de femmes

ANNEXE B : Récapitulatif des causes de conflit issues des consultations régionales

Région du Centre-Est

Causes de conflits

Selon les populations de la région du Centre-Est, c'est le fait que les pistes de pâturage ne soient pas sécurisées qui permet aux terroristes de pouvoir s'introduire dans les villages. De ce fait, les villageois impuissants, ne pouvant mettre en place un système local de défense, préfèrent fuir pour échapper aux actes de violence.

Une crise de confiance entre les forces de Défense et de Sécurité et les populations :

La crise de confiance entre les forces de Défense et de Sécurité et les populations s'explique par le fait que celles-ci n'ont pas les moyens d'intervenir à temps après les interpellations. Les populations restent donc la proie des terroristes et continuent de subir des violences malgré leurs efforts. Par peur de représailles, elles restent silencieuses et certains individus préfèrent collaborer avec l'ennemi dans l'espoir de rester en vie.

La faible régulation du domaine foncier :

Plusieurs communautés ont migré vers le Centre-Est pour occuper les vastes champs fertiles pour les activités agricoles. Cette forte migration a rendu les terres indisponibles pour le pâturage. Les éleveurs et agriculteurs dès lors cohabitent dans une atmosphère de conflit.

En outre, du fait que les autochtones cèdent ou prêtent leurs terres aux nouveaux arrivants afin qu'ils puissent se nourrir, sans un acte écrit qui dé-



Chef-lieu de la région :

Tenkodogo

Localités de provenance des participants :

Tenkodogo
Koupéla
Ouargaye
Zabré

termine les conditions d'exploitations, des conflits naissent entre eux. Les uns animés de mauvaise foi, utilisent la force pour atteindre leurs buts et les autres voulant défendre leurs biens.

Conflits liés à la chefferie traditionnelle :

Les conflits liés à la chefferie s'expliquent par le fait que le système judiciaire étant impartial, la partie lésée qui est frustrée se rend désormais elle-même justice.

De plus, la population consultée explique que les valeurs et le système traditionnel qui garantissaient le vivre ensemble ont muté. Une conséquence immédiate de cela est la démultiplication des chefs traditionnels Bissa.

La perte de la légitimité des chefs traditionnels

Les chefs traditionnels ont perdu de leur légitimité parce que la politique est devenue un moyen pour eux de s'enrichir. Cela s'explique par le fait que l'argent est associé à la réussite et au pouvoir. Ainsi, ils perdent de la légitimité auprès de la population

qui estime qu'ils ne sont plus neutres dans la gestion des conflits de la communauté. Les individus lésés et de plus en plus la population de la région se rendent justice eux mêmes. Cela provoque de graves affrontements au sein des groupes.

L'effritement des valeurs intrinsèques

Moins les valeurs traditionnelles ont un caractère de référence dans la société Burkinabè plus le politique prend cette place de repère ; plus il s'ingère dans le système traditionnel de gestion des conflits, moins les autorités traditionnelles ont un pouvoir lé-

gitime, moins elles sont sollicitées pour résoudre les désaccords au sein de leur communauté, plus les antagonistes saisissent les structures administratives compétentes.

Une crise de confiance envers les juridictions modernes

Moins il y a de la rigueur et de la fermeté dans le système administratif, plus il y a des actes de violence contre les plus faibles, plus la justice est interpellée pour trancher, moins la justice est neutre, plus elle perd de sa légitimité, plus il y a de la frustration,

plus les antagonistes se rendent justice eux-mêmes, plus il y a des affrontements mortels et moins il y a la cohésion sociale.

Région du Centre-Nord

Causes de conflits

Rupture des rapports de collaboration avec les groupes jihadistes

Les crises sécuritaires seraient apparues dès la chute du régime de Blaise COMPAORE. Celui-ci aurait établi et développé des relations étroites avec les groupes armés (les jihadistes), épargnant ainsi le pays des attaques terroristes ; et la rupture de cette collaboration du gouvernement de Roch Christian KABORE aurait été l'alibi qui a servi de motif de déclenchement des attaques meurtrières au Burkina Faso

Des questions de géopolitique

La France veut garder son emprise politique et économique sur ses anciens territoires africains. Pour cela, elle veut taire les tendances indépendantistes afin de contrôler les pays africains qu'elle a colonisés, dans le but d'exploiter leurs richesses. Elle aurait mis en place des manœuvres de déstabilisation, qui assujettissent les gouvernants de ces pays, afin de tirer profit des ressources minières dont regorge leur sous-sol. Celle-ci, par un jeu trouble, s'activerait à créer un environnement conflictuel et de déstabilisation. Le Burkina Faso ne reste pas en marge de ces questions géopolitiques.

Manque d'autorité de l'Etat et la responsabilité des politiciens

Les leaders politiques seraient à l'origine de l'insécurité au Burkina Faso. Les partis politiques s'affrontent par les moyens illicites afin de reconquérir et/ou se maintenir au pouvoir.

Une victoire volée, une jeunesse déçue à la recherche de repère :

La jeunesse estime qu'on lui a volé de sa victoire lors de l'insurrection du 30-31 Octobre 2014.

Le religieux : des idéologies islamiques violentes

Il s'agit de la conjonction de 2 éléments liés à l'idéologie islamique internationale et à l'état islamique qui véhiculeraient le courant wahabite comme modèle de société. Au Burkina, cette idéologie wahabite, prônée par Malam DICKO et ses adeptes, dans la province du Soum, exploiterait les conditions de



Chef-lieu de la région :

Kaya

Localités de provenance des participants :

Kaya
Yirgou
Pensa
Dablo
Barsalogho
Pissila
Kongoussi
Bam village
Kargo
Winega peulh
Bilga mossi
Silgagui

Ces courants de pensées islamiques sont moins tolérants. Avec un caractère radicalisé, cet islam qui s'exprime sous forme d'extrémiste violent est moti-

vé par des besoins matériels et non par des convictions religieuses.

Des prêches incontrôlés qui font l'apologie de la violence et du djihadisme

Le manque ou l'insuffisance des formations, l'inexistence d'un cadre de suivi des prédicateurs religieux contribuent à fragmenter les populations par

la propagation des prêches partisans et erronés mettant à mal la cohésion sociale.

La stigmatisation des peulhs : entre sentiment de catégorisation, d'exclusion et de marginalisation sociale

Le regard stéréotypé porté sur la communauté peulh est assez symptomatique d'une société divisée.

Le Sahel comme région propice : Des disparités et inégalités importantes entre régions, particulièrement entre le nord et le sud du pays, en matière de services publics, de pauvreté et d'investissements

Le Sahel serait la zone la plus délaissée par les autorités politiques. Les indices du développement seraient très bas et l'absence de programmes de développement contribuerait à la dégradation des conditions de vie (à la cause de la difficulté d'ac-

cès aux services sociaux de base). Les réalités sahéliennes (faiblesse de la pluviométrie, faiblesse de la production pastorale, faiblesse des infrastructures sociales de base, manque d'opportunité...) favorisent l'instabilité économique de la région.

L'incapacité de la satisfaction des besoins sociaux et économiques révélateur d'une situation de précarité, de pauvreté.

Elle s'explique par le chômage des jeunes, l'inflation et la vie chère, le manque d'opportunités de travail et la faiblesse des revenus. La récupération de cette situation d'oisiveté par les recruteurs des groupes armés, qui proposent des sommes assez alléchantes

pour l'enrôlement des hommes.

Le chômage et la dégradation du niveau de vie, le désir d'une autonomisation financière et économique expose les jeunes à la vulnérabilité.

Transhumance et activité agropastorale : sources de conflit

Pendant longtemps, éleveurs et agriculteurs ont cohabité ; et les conflits sont légions. Toutefois, les conflits s'imbriquent dans un nouveau contexte

d'insécurité généralisée, accroissant les risques de conflit plus graves.

L'apparition des groupes d'autodéfense

L'apparition des groupes traditionnels d'autodéfense (les koglwéogo) sont vecteurs de l'insécurité à travers leurs actes de bavures et leur partialité.

La porosité des frontières

La porosité des frontières ne permet pas d'y effectuer des contrôles pertinents. Cette perméabi-

lité au niveau des frontières est un des vecteurs de l'insécurité.

La gestion des PDI

Les PDI constituent des charges supplémentaires aux localités d'accueil. Les difficultés de leur prise en charge, de leur intégration et leur vécu quotidien

au sein des populations suscitent des controverses de cohabitation

Région de l'Est

Causes de conflits

La superposition de plusieurs systèmes de gestion des terres comme source de conflits et de violence

Il est un sentiment partagé par les populations que le monopole au niveau du foncier exercé par l'Etat, au regard de la légitimité de leurs droits fonciers endogènes, engendre des difficultés dans la gestion des terres. Les collectivités locales sont aussi pointées du doigt par les populations qui leur reprochent d'user de leurs prérogatives de puissance publique pour très souvent disposer abusivement de terres au nom de l'intérêt général.

La mutation de la valeur de la terre comme source de conflits et de violence

La course vers l'acquisition des terres a occasionné non seulement leur surenchère mais aussi leur raréfaction. La logique d'accaparement des aires par les plus nantis expose les populations à une insécurité foncière. La prédation foncière participe en effet à la spoliation des terres des familles qui se retrouvent avec des aires réduites, souvent peu productives.

La difficile cohabitation entre agriculteurs et éleveurs

Le problème s'exacerbe lorsque devant un dégât de champs, l'agriculteur, au lieu de déclencher les mécanismes de résolution des conflits, décide d'appli-



Chef-lieu de la région :

Fada N’Gourma

Localités de provenance des participants :

Fada N’Gourma

Yamba

Tawalbougou

Kpétchangou

Absence d'une justice impartiale et indépendante et recours à la justice privée

Les difficultés d'accès à une juridiction impartiale et indépendante constituent une limite que connaissent les populations. Ces difficultés sont liées au manque de confiance aux mécanismes judiciaires et tradi-

tionnels de règlement des conflits fonciers et à l'intégrité des personnes qui assurent le fonctionnement de ces instances.

Le manque d'alternatives économiques pour les couches vulnérables comme source de conflits, de violence et d'insécurité

L'Etat doit assumer ses responsabilités en créant les conditions d'une capacitation des jeunes. La formation scolaire et académique a été décrite comme ina-

daptée aux besoins du marché de l'emploi. L'Etat devrait donc revoir les curricula pour une meilleure professionnalisation des jeunes.

La perte de l'autorité de l'Etat comme source de violence et de conflits

L'attitude de l'Etat lui-même qui a contribué à faire germer chez les Burkinabè, les graines de la frustration et de la méfiance. L'Etat, par le non-respect de ses engagements, par son absence ou sa faible pré-

sence dans certaines régions et par l'injustice dont il est le vecteur, renforce la conviction qu'ont les populations qu'il ne peut lui être fait confiance.

Des sentiments de délaissement et d'injustice comme sources de frustration et de perte de confiance en l'Etat

Le fait que certaines localités manquent du minimum vital en termes d'infrastructures socio-économiques de base constitue un motif de discrédit de l'Etat et de remise en cause de sa capacité à assumer le bien-être des populations. Pis, lorsque l'Etat

semble exister à travers une faible présence, il n'est connu que dans son élan répressif. Les populations ne retiennent en ce moment de l'Etat qu'une idée négative. Cela contribue à alimenter les frustrations.

Un vide régalien occupé par d'autres acteurs

Les terroristes ont profité d'une faiblesse de l'Etat et se posent comme les défenseurs des populations lésées.

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme entrave à la cohésion sociale

Elle est l'une des conséquences de l'implication du politique dans le choix des chefs coutumiers.

Cela en dépit des véritables successeurs au trône.

La religion : un canal de diffusion des idéaux de l'extrémisme violent et du terrorisme

Les populations affirment que la religion est un tremplin par lequel les terroristes justifient les attaques.

La difficile collaboration entre populations et FDS : une rupture de confiance

Cette confiance est rompue à cause de l'insuffisance ou du manque de protection des informateurs. Cela est considéré comme un facteur bloquant de la collaboration entre FDS et populations.

Les bavures et exactions dont sont victimes les populations ont créé un climat délétère affectant la collaboration avec les FDS.

L'émergence des groupes d'autodéfense, véritables vecteurs d'insécurité locale

Le mode opératoire (pratiques et partialité) des Koglweogo plonge davantage les populations dans l'insécurité et constitue une menace pour la cohésion sociale.

Une rivalité au sein des groupes d'autodéfense

La question du leadership et des allégeances divise fortement les groupes d'autodéfense qui connaissent des crises internes. Cette situation accentue les exactions et déboires dont sont victimes les populations.

Des tensions heurtées entre personnes déplacées internes (PDI) et communautés autochtones

Des difficultés de cohabitation et oppositions sont fréquentes entre les PDI et les communautés d'accueil en raison de l'indisponibilité des ressources.

L'instrumentalisation de la stigmatisation ethnique comme outil de légitimation de la violence

Elle se traduit par la persistance des conflits agriculteurs contre éleveurs, et des conflits entre autochtones et allochtones.

Une stigmatisation des « Peulhs »

Elle a pris forme à partir des éléments anthropologiques, religieux et socio-culturels dans un contexte d'insécurité généralisée.

Un risque manifeste de repli

Elle est la résultante du développement des stéréotypes portés sur les populations.

Région de la Boucle du Mouhoun

Causes de conflits

Politisation des sphères traditionnelles :

Les populations estiment que les relations traditionnelles qui étaient basées sur un *modus vivendi* consenti par les différents acteurs de la société se sont fortement politisées.

Perte de l'autorité de l'Etat :

L'existence des groupes d'autodéfense donne le sentiment qu'il y a deux ou plusieurs autorités au Burkina Faso. Cela entraîne non seulement la révolte de la population parce que l'Etat, détenteur légitime du monopole de la contrainte, semble démissionner de son rôle régalien de garant de la sécurité, mais également accentue l'incivisme et le manque de respect de l'autorité étatique.

Défaillance sécuritaire au niveau des frontières :

L'Etat a manqué de sécuriser ses frontières. Du fait de la porosité des frontières, on se retrouve face à un phénomène : des personnes entrent sur le territoire national, commettent des actes d'exactions et se réfugient de l'autre côté de la frontière.

Mauvaise gouvernance :

La question de la mauvaise gouvernance a été évoquée comme un frein à la cohésion sociale par les populations de la Boucle du Mouhoun. Cette mauvaise gouvernance qui se traduit par le manque d'équité et



Chef-lieu de la région :

Dédougou

Localités de provenance des participants :

Dédougou

Nouna

Barani

Kombori

Sono,

Djibasso

de justice en termes de distribution des fruits de la croissance du pays, limite les possibilités de renforcement du lien et du tissu social.

Les élans géopolitiques :

Ce ne sont pas les populations qui sont visées mais bien l'Etat lui-même. Le gouvernement serait donc précisément dans la ligne de mire.

La question foncière

La question foncière constitue un enjeu capital pour la paix. La cohésion sociale est éfratée à cause des conflits liés à la terre qui prennent la forme de conflits intercommunautaires. Le phénomène

implique les questions de manque de confiance dans les mécanismes de règlement des conflits qui peuvent naître du fait de la terre. Les terres étaient gérées suivant des mécanismes traditionnels collec-

tifs qui assuraient une certaine équité tant dans l'acquisition des terres que dans le règlement des différends y afférant.

Avec l'avènement de la propriété foncière, les questions de terres se sont complexifiées car il s'agit de la même terre mais qui dépend de plusieurs systèmes de gestion maintenant.

Crise de l'éducation au Burkina Faso :

Cette crise de l'éducation qui prend ses racines dans le cercle familial entraîne une perte des valeurs sociales qui, autrefois, caractérisaient la société Bur-

kinabè. De la sorte, certaines choses, qui autrefois étaient inenvisageables, se retrouvent aujourd'hui tolérées.

Les dynamiques liées à la religion :

Il y a une stigmatisation entre les religions et le manque de tolérance et d'acceptation de l'autre.

mosquées échappe à tout contrôle de la part de l'Etat du fait de l'argument de la laïcité. Cela favorise la diffusion de messages haineux.

L'Etat a démissionné de son rôle de contrôle. L'enseignement qui est prêché dans les églises et les

Région du Sud-Ouest

Causes de conflits

L'insécurité comme arme de vengeance et de reconquête du pouvoir

- L'alternance politique survenue en 2015 à la suite de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 est à la base de l'insécurité grandissante que connaît le pays.
- Les anciens dignitaires auraient mal digéré l'alternance politique qui, pour eux, signifierait leur exclusion politique. Ils utilisent l'insécurité actuelle comme une arme pour se venger et reconquérir le pouvoir.

La mauvaise gouvernance : une rupture entre gouvernés et gouvernants à l'origine de tensions

- La rupture de la confiance verticale entre les citoyens et les élus ou gouvernants due à la mauvaise gouvernance est une source qui alimente les tensions et les violences au Burkina Faso.
- La corruption dans les services publics, le déficit de communication, l'impunité de certains actes répréhensibles, la règle du deux poids deux mesures dans l'application des textes ont peu à peu contribué à briser la confiance des populations dans les institutions publiques.
- L'Etat se trouve décrédibilisé et son autorité se trouve affaiblie. Cela constitue une prime à l'incivisme, aux vengeances et aux règle-



Chef-lieu de la région :

Gaoua

Localités de provenance des participants :

Gaoua

Batié

Dano

Kampti

ments de compte cycliques qui alimentent la conflictualité.

- Les politiques publiques ne sont pas adaptées aux besoins des jeunes. Le manque de formation professionnalisante des jeunes les expose au chômage et au dénuement. Face au désespoir, ils deviennent des proies faciles pour le terrorisme et le grand banditisme.

La faible régulation du foncier comme source de division et de conflits (inter) communautaires

- Le décalage entre le droit étatique et les coutumes entraîne des conflits au sein des populations et entre les populations et les forces de l'ordre.
- Le manque de pâturage et le caractère extensif de l'élevage entraînent des dégâts de cultures opposant les agriculteurs aux éleveurs. Devant le manque de confiance aux institutions judiciaires, il se développe une propension à se rendre justice qui alimente la conflictualité.
- La mutation de la valeur de la terre entraîne un accaparement par les plus riches et des tensions

au sein des familles concernant la distribution des revenus issus de la vente ou la distribution des parcelles restantes.

- Si pour d'autres régions, l'Etat a manqué à son

devoir de régulation concernant le foncier, les populations de Centre Sud estiment que la responsabilité est partagée concernant l'accaparement des terres.

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme source d'augmentation de la violence

- Du fait de sa politisation, de son implication décrite dans des transactions foncières, des problèmes de succession et de la grande mobilité de certains chefs, l'autorité traditionnelle se trouve affaiblie et n'a qu'une valeur symbolique.
- Le délitement de l'autorité traditionnelle diminue sa capacité à prévenir et à gérer durablement les conflits qui surviennent.
- Moins les populations se réfèrent à elle pour gérer leurs conflits, plus elles ont recours à d'autres moyens de règlement des conflits notamment le fait de se rendre soi-même justice.
- La tendance des populations à se rendre elles-mêmes justice est un facteur clé qui alimente la violence et la conflictualité.

L'affaiblissement des cadres de transmission des valeurs comme source d'augmentation de la violence

- Le désengagement de certains parents dans l'éducation de leurs enfants entraîne une perte des valeurs sociales du vivre ensemble.
- L'école n'a plus un rôle d'éducation mais a seulement un rôle d'instruction.
- Moins les enfants reçoivent une éducation en lien avec les valeurs de tolérance et d'humanisme, plus ils sont acculturés et sont enclins à l'incivisme qui débouchera plus tard sur l'usage de violence.
- Les valeurs prônées sont des valeurs d'acquisition des biens. Les valeurs d'hospitalité, d'entente de pardon ne sont plus des valeurs qui accordent l'honorabilité et la respectabilité à l'homme. Ce qui le valorise aujourd'hui, c'est le capital, que ce soit au village ou en milieu urbain. Les jeunes sont donc prêts à tout pour obtenir de l'argent y compris à s'enrôler dans les groupes armés.

Région des Cascades

Causes de conflits

Les politiciens, responsables des tensions et conflits dans le pays.

Les pratiques et les propos que tiennent les hommes politiques en période de campagne électorale, dans les régions du pays créent une division voire des tensions entre les populations : les stratégies de l'électorat.

La mauvaise gouvernance : une rupture entre gouvernés et gouvernants à l'origine de tensions

La rupture de la confiance verticale entre les citoyens et les élus ou gouvernants due à la mauvaise gouvernance est une source qui alimente les tensions et les violences au Burkina Faso. Elle s'explique par : La corruption dans les services publics, le favoritisme à travers des récompenses basées sur des affinités amicales, parentales et politiques, l'impunité de certains actes répréhensibles, ont peu à peu contribué à briser la confiance des populations dans les institutions publiques.

- L'appartenance politique garant de l'impunité
- La décentralisation dans sa mise en œuvre n'a pas abouti aux résultats escomptés.



Chef-lieu de la région :

Banfora

Localités de provenance des participants :

Banfora

Niangoloko

- L'absence des services publics dans certaines localités
- L'impunité et injustice sociale source de frustration et tension

La faible régulation du foncier comme source de division et de conflits (inter) communautaires

- Le décalage entre le droit étatique et les coutumes entraîne des conflits au sein des populations et entre les populations et les forces de l'ordre.
- La raréfaction des ressources naturelles objet de conflits entre les populations.
- Le manque de pâturage et le caractère extensif de l'élevage entraînent des dégâts de cultures opposant les agriculteurs aux éleveurs. Devant le manque de confiance aux institutions ju-

diciaires, il se développe une propension à se rendre justice qui alimente la conflictualité.

- La mutation de la valeur de la terre entraîne un accaparement par les plus riches et des tensions au sein des familles concernant la distribution des revenus issus de la vente ou la distribution des parcelles restantes.
- Les enjeux économiques de l'arboriculture (exemple de l'anacarde)

- Au-delà des crises sur le foncier, on observe des crises sur la succession de la chefferie (Banfora), des crises sur sites miniers... (Foncier à Sitténa, Djonkolo dans la région des Cascades)
- , des conflits miniers entre autochtones et orpailleurs), des conflits avec les PDI en lien avec l'insécurité.

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle comme source d'augmentation de la violence

- Du fait de sa politisation, de son implication décrite dans des transactions foncières, des problèmes de succession et de la grande mobilité de certains chefs, l'autorité traditionnelle se trouve affaiblie et n'a plus qu'une valeur symbolique.
- Le délitement de l'autorité traditionnelle diminue sa capacité à prévenir et à gérer durablement les conflits qui surviennent.
- Moins les populations se réfèrent à elle pour gérer leurs conflits, plus elles ont recours à d'autres moyens de règlement des conflits notamment le fait de se rendre soi-même justice.
- La tendance des populations à se rendre elles-mêmes justice est un facteur clé qui alimente la violence et la conflictualité.

L'affaiblissement des cadres de transmission des valeurs comme source d'augmentation de la violence

- La famille, cadre initial de socialisation des individus, connaît une crise dans sa capacité à transmettre les valeurs sociales. Il est un constat partagé que les parents ne s'impliquent plus personnellement dans l'éducation de leurs enfants, car très souvent absorbés par les occupations professionnelles et sociales, abandonnant la charge de l'éducation de leurs enfants à l'école qui n'est plus elle aussi en capacité de répondre efficacement à cette mission car sou-
- mise aux mêmes contraintes.
- L'école n'a plus un rôle d'éducation mais a seulement un rôle d'instruction.
- Les insuffisances des réformes du système scolaire
- Une conception très libérale des droits des enfants

Les groupes d'autodéfense : véritables vecteurs d'insécurité locale

- Les dozo et les koglwééogo : des enjeux et des intérêts divergents
- Des prolongements vers un communautarisme

Des formes d'expression régionaliste

- La raréfaction des ressources naturelles et mesures protectionnistes
- Les préjugés communautaires comme entrave à la cohésion sociale
- Le refus d'être gouverné par des élus non ressortissants des localités
- Le moaga comme l'envahisseur
- Le peulh comme le terroriste

Questions politiques

- Les campagnes politiques sont basées sur l'argent et non sur les programmes de développement
- Les votes sont tributaires de l'ethnie et suivent des logiques régionalistes

Mauvaise gouvernance

- La lenteur et lourdeur administrative dans le traitement des dossiers qui favorisent la corruption

Groupe d'autodéfense

- Le manque de cadre de concertation entre l'Etat et les groupes d'autodéfense
- L'Etat ne joue pas bien son rôle régalien en ce qui concerne la sécurité du pays

Conflit foncier

- Le non-respect de la réglementation : les pâturages sont investis par les agriculteurs
- La course effrénée des sociétés immobilières dans l'acquisition des superficies
- L'ancrage de certaines croyances comme laisser son animal paître dans les champs d'autrui. Exemple à Nafona où il y a eu 2 morts à l'issue d'un conflit
- Le laisser aller ou l'impuissance de l'Etat face à l'accaparement des terres par des privés (personnes physiques et sociétés)
- Le conflit foncier ne se limite pas au rural. Il faut tenir compte du foncier urbain (la politique du lotissement, la construction en hauteur qui libère l'espace...)
- Les insuffisances de la RAF sur les dispositions limitatives du nombre d'hectares pour une personne

Chefferie traditionnelle

- Les conflits de leadership au niveau politique et traditionnel
- Soubagadougou dans la région des Cascades)
- Le non-respect des règles sociales par les populations allochtones (exemple du jour de repos à
- La remise en cause de l'honnêteté et l'impartialité des chefs traditionnels

Perte de légitimité de l'autorité traditionnelle

- Les allégeances et parties concurrentes pour la conquête de la chefferie divisent les populations
- La non-institutionnalisation des chefs coutumiers
- La dévalorisation de la tradition par les chefs eux-mêmes au profit de la modernité et des religions importées

L'affaiblissement des cadres de transmission des valeurs comme source d'augmentation de la violence

- L'abandon des rites d'initiation dans les communautés qui permettaient d'inculquer les valeurs morales aux enfants
- Les médias et les réseaux sociaux qui sont devenus les premiers canaux d'éducation, de transmission des valeurs

Région du Nord

Causes de conflits

Stigmatisation des Peulh, facteur alimentant l'insécurité

Les espaces de dialogue avec les populations de la région du Nord montrent que les personnes d'ethnie peulh se sentent stigmatisées. Considérées par les autres groupes ethniques comme impliquées dans les groupes terroristes, elles sont victimes de méfiance des autres communautés. De leur point de vue, cette perception des personnes d'ethnie peulh par les autres communautés contribue à fragiliser les rapports sociaux entre les communautés. De ce fait, les personnes d'ethnies peulh développent un repli identitaire ou des attitudes de révolte, ce qui contribue à l'insécurité dans la région.

Les hommes politiques, source de conflits intra et inters communautaires

La politique est perçue par les populations du Nord comme étant une source de conflit dans les communautés qui, auparavant, vivaient en harmonie. En effet, dans leur quête du pouvoir, les hommes politiques font usage d'arguments qui conduisent à une fragilisation des rapports sociaux communautaires ; car ils entraînent au sein des populations des tensions qui les divisent et qui favorisent parfois l'émergence des conflits.

La religion : Des prêches incitant à l'intolérance

Les populations sont unanimes sur le fait que la religion, à la base source de cohésion sociale devient nocive pour le vivre ensemble lorsque sa pratique n'est plus empreinte de tolérance. En refusant la re-



Chef-lieu de la région :

Ouahigouya

Localités de provenance des participants :

Ouahigouya
Arbinda
Banh
Titao
Sollé
Khain

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle constitue pour l'ensemble des personnes consultées un facteur qui contribue à expliquer les conflits au Burkina Faso. Garant de la tradition et de la cohésion sociale et jouissant d'un pouvoir absolu de par le passé, ces acteurs de la société traditionnelle ont "perdu leur place" dans la société moderne.

Des analyses faites par la population, il ressort que cette perte de la légitimité de l'autorité traditionnelle tient en deux raisons principales. Il s'agit, d'une part, de la dévalorisation de l'autorité de la chefferie traditionnelle et d'autre part de l'entrée en politique de ces acteurs autrefois neutres.

Le chômage des jeunes, un facteur favorisant l'insécurité

Le chômage des jeunes constitue un facteur qui favorise leur adhésion à des groupes armés. L'adhésion des jeunes à ces groupes s'explique selon la popula-

tion, par différentes raisons : le besoin des jeunes d'avoir une source de revenu pour satisfaire à leur besoin et le désir d'exprimer à l'Etat leur frustration.

Région du Plateau Central

Causes de conflits

La mauvaise répartition des richesses du pays (la Pauvreté)

Il existe un sentiment partagé d'inégal accès aux ressources du pays par la plupart des populations. Pour elles, la répartition inégale des richesses crée des frustrations au sein de la population. Cette frustration contribue à expliquer la violence relevée non seulement dans les milieux urbains mais aussi ruraux. Pour elles, la majorité de la population croupit dans la pauvreté, les jeunes sont au chômage pendant que « l'herbe est bien verte pour une minorité ».



Les facteurs politiques comme cause de conflits et de fragilisation du tissu social

- Pour les populations, les hommes politiques font de la politique basée sur leurs intérêts et non sur ceux du pays.
- Ils font usage du mensonge et de la tricherie dans leurs actions
- Certains acteurs politiques pratiquent de la violence verbale ou tiennent des propos haineux.

Cette situation engendre une perte de confiance des populations et une défiance aux autorités, qui par conséquent, ont du mal à faire observer l'ordre. D'où la recrudescence des tensions, et des conflits dans le pays.

Le manque de collaboration entre les FDS et les populations comme cause des conflits

Le manque de collaboration entre les FDS et les populations s'explique par le manque de confiance des populations aux FDS. Cette situation est due :

- à des dénonciations restées sans suite ;
- au fait que les informateurs ne se sentent pas en sécurité ;
- au fait qu'il existe peu d'initiatives pouvant rapprocher les populations des FDS.

Chef-lieu de la région :

Zinziaré

Localités de provenance des participants :

Zinziaré

Boussé

Région du Centre-Sud

Causes de conflits

Le refus de l'alternance politique, cause de l'insécurité

Elle est liée essentiellement à l'alternance politique survenue en 2015 qui a mis un terme au règne du Président Blaise Compaoré. Pour les populations, l'insécurité est due à une vengeance des anciens dirigeants du pays qui refusent cette alternance et veulent reconquérir le pouvoir.

La faible régulation du foncier

Les conflits dans la région du Centre-sud sont alimentés à la fois par la vente effrénée des terres par les propriétaires terriens, par l'achat des terres par les sociétés immobilières, par une compétition foncière agriculteurs-éleveurs, la complicité de certains chefs traditionnels qui jouent aux « démarcheurs fonciers », à la non-effectivité de l'application des textes de loi qui régissent le foncier. Ainsi, plus les terres sont vendues, plus l'on assiste à une raréfaction des terres cultivables augmentant ainsi les conflits familiaux et intra-communautaires et causant des pertes en vie humaine.

La mauvaise gouvernance

La corruption dans les services publics, l'impunité de certains actes répréhensibles, la non-application de certains textes de loi, le déficit de communication entre gouvernants et gouvernés engendrent une perte de confiance aux autorités. Plus les popu-



Chef-lieu de la région :

Manga

Localités de provenance des participants :

Manga
kombissiri

L'affaiblissement de la chefferie traditionnelle

L'entrée en politique des chefs traditionnels, leur implication dans les transactions foncières, les déviances comportementales de certains chefs, la mobilité de certains d'entre eux et les problèmes de succession de la chefferie ont engendré l'affaiblis-

sement de l'autorité des chefs traditionnels dans la région. Cet affaiblissement de leur autorité les rend parfois incapables de gestion des conflits car ils ne sont plus suffisamment écoutés.

L'affaiblissement des cadres de transmission des valeurs

La famille et l'école ne parviennent plus à jouer le rôle de cadres de transmission des valeurs qui per-

mettent à l'individu de vivre en cohésion dans la société. Les parents, du fait de leurs occupations pro-

fessionnelles confient l'éducation des enfants à leurs domestiques, qui à leur tour n'ont pas encore bien assimilées les valeurs.

L'école, quant à elle joue plus un rôle d'instruction que de transmission de valeurs.

Or, moins les enfants reçoivent une éducation en lien avec les valeurs permettant la cohésion so-

ciale (la tolérance, le pardon, l'intégrité, la solidarité, le respect du droit d'ainesse, etc.), moins ils les connaissent et ne peuvent, par conséquent, pas les observer. Moins ces valeurs sont observées dans la société, plus l'on assiste à des actes d'incivisme, à des frustrations, des tensions, dont le corollaire est souvent les conflits inter et intracommunautaire et autres comportements déviants pouvant engendrer l'insécurité dans la société.

Région du Sahel

Causes de conflits

Le sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités économiques, porte ouverte à l'insécurité

Le sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités économiques est partagé par les populations de la région du Sahel. Ce qui est une source de frustrations et de rupture de la confiance des populations en l'Etat. Plus ces populations se sentent délaissées par l'Etat, plus s'accroît leur repli identitaire les rendant perméables aux discours de haine et de révolte promus par les groupes armés.

Cela contribue à expliquer l'accroissement de l'insécurité : conflits intercommunautaires, assassinats ciblés, attaques récurrentes contre les Forces de défense et de sécurité, incendie de symboles de l'Etat, etc.

Le sentiment de stigmatisation des Burkinabè d'ethnies peulh, un facteur favorisant l'insécurité

Il existe un sentiment de stigmatisation des Burkinabè d'ethnie Peulh qui crée un repli identitaire de ce groupe ethnique. Ce repli identitaire qui s'accom-



Chef-lieu de la région :

Dori

Localités de provenance des participants :

Dori

Gorom-Gorom

Seba

pagne d'idées de révolte favorise l'émergence des conflits communautaires.

La faible collaboration entre Populations-Forces de défense et de sécurité (FDS)

L'insuffisance voire l'absence des FDS dans nombre de communes rurales de certaines régions du pays et les cas de corruption, de rackets, de complicité avec des bandits de la part de certaines FDS ont engendré une méfiance des populations pour les FDS

et un manque de collaboration avec ces derniers, ce qui contribue à expliquer l'augmentation de l'insécurité dans le pays.

L'affaiblissement des cadres de transmission de valeurs : la famille et l'école

L'affaiblissement du cadre de transmission des valeurs engendre la méconnaissance des valeurs qui conduisent au vivre-ensemble. Plus ces valeurs sont méconnues des jeunes, moins ils observent les principes traditionnels du vivre-ensemble et de la coha-

bitation pacifique. De ce fait, ils sont plus enclins à user de la violence pour résoudre leurs différends dans la société, ce qui explique une exacerbation des conflits (communautaires et intercommunautaires) dans le pays.

Région du Centre-Ouest

Causes de conflits

Le refus de l'alternance politique par les ex-dirigeants du pays, une des causes de l'insécurité

Le contexte d'apparition de l'insécurité permet d'établir un lien entre l'insécurité vécue dans le pays et une expression du mécontentement des ex-dirigeants du pays qui utilisent ce moyen pour se venger et reconquérir le pouvoir.

Les hommes politiques, responsables de tensions et de conflits intra et intercommunautaires

Les propos que tiennent les hommes politiques en période de campagne électorale dans les régions du pays créent une division voire des tensions entre les populations

L'affaiblissement des cadres de transmission des valeurs et normes

La famille connaît une crise dans sa capacité à transmettre les valeurs sociales. Pris par leurs occupations professionnelles dans la société moderne, l'éducation des enfants est souvent confiée aux domestiques (aussi en phase d'apprentissage des valeurs et normes du fait de leur jeune âge) ou se fait par la télé, les réseaux sociaux ou la rue. D'où le problème de la crise des modèles et une perte de l'autorité parentale liée au fait que l'enfant a d'autres référents culturels. Ce déficit dans la transmission des valeurs par la famille conjuguée au fait que l'école joue de nos jours plus un rôle d'instruction, a pour



Chef-lieu de la région :

Koudougou

Localités de provenance des participants :

Koudougou

Leo

Reo

Sapouy

conséquence la méconnaissance et la transgression des principes traditionnels du vivre-ensemble. Plus ces cadres sont défaillants par rapport à la transmission des valeurs conduisant au vivre ensemble, plus l'on assiste à une perte de repères en termes de valeurs à observer par les individus.

Ce qui explique les déviances vis-à-vis des valeurs africaines du vivre-ensemble et l'émergence des violences et de conflits dans le pays.

La dilution de la légitimité de l'autorité traditionnelle

Garant de la tradition et de la cohésion sociale et jouissant d'un pouvoir absolu de par le passé, ces acteurs de la société traditionnelle ont "perdu leur place" dans la société moderne. La dévalorisation de la chefferie traditionnelle depuis la colonisation

et les déviances de certains chefs traditionnels (leur entrée en politique et autres comportements développés) ne leur permettent plus de bénéficier du respect dont ils étaient l'objet de par le passé et ainsi d'assurer la cohésion sociale.

Le chômage des jeunes, un facteur favorisant l'insécurité

Le chômage est perçu comme un facteur qui favorise l'adhésion des personnes dans des groupes armés. Leur adhésion dans ces groupes s'explique selon la population non seulement par la recherche d'une

source de revenu pour satisfaire leurs besoins mais est aussi un moyen d'expression à l'Etat de leurs frustrations en vue de trouver une issue favorable.

La mauvaise gouvernance

Pour les populations, il existe un manque de transparence dans la gestion des affaires de l'Etat et une partialité de la justice. Cette situation crée de la frustration au niveau de la population qui passe par

des revendications et une défiance de l'autorité (due à une perte de confiance en l'Etat) pour exprimer leur mécontentement ou avoir gain de cause, ce qui contribue à effriter la cohésion sociale.

Région des Hauts bassins

Causes de conflits

La faible régulation du foncier

Le foncier est cause de nombreux conflits dans la région des Hauts Bassins.

La vente des terres

Le déguerpissement des populations de leurs espaces de vie ou de travail au profit des sociétés minières (cas de la localité de Houndé sont sources de conflits récurrents dans la région des Hauts Bassins.

Les hommes politiques, source de tensions et de conflits

La politique est perçue par les populations comme une cause majeure de la dégradation du climat social. Les hommes politiques utilisent au cours des campagnes électorales des propos et arguments qui entraînent des tensions dans les localités, divisent la population et fragilisent la cohésion sociale.

La mauvaise application de la décentralisation, cause de conflit

- Dépendance des autres villes du pays de la ville de Ouagadougou
- Compréhension “tronquée” de la décentralisa-



Chef-lieu de la région :

Bobo Dioulasso

Localités de provenance des participants :

Bobo Dioulasso

Houndé

Karangasso Vigué

tion par les Burkinabè engendre une opposition à son application dans les régions (conflits entre les populations et l'administration : cas de Karangasso Vigué).

Le non-respect des valeurs traditionnelles

Le Burkina Faso vit une insécurité et des conflits entre ses populations parce que les Burkinabè ne vivent plus dans le respect de leurs valeurs traditionnelles. Les valeurs traditionnelles qui régulaient les

rapports sociaux et qui garantissaient la cohésion sociale ont été abandonnées au profit de nouvelles valeurs (celles héritées de la colonisation).

La perte de l'autorité au niveau de la chefferie coutumière

La chefferie traditionnelle a perdu sa valeur au Burkina Faso. De ce fait, les chefs traditionnels ne sont plus considérés comme par le passé. Ce qui ne leur

permet pas toujours de juguler les tensions au sein de leur population.

Le chômage, facteur favorisant l'insécurité

Le chômage chez les jeunes engendre en eux une frustration conduisant certains à se lancer dans le terrorisme dans le but d'avoir une source de revenu.

Région du Centre

Causes de conflits

La perte de l'autorité de l'Etat

Il existe une tendance à une tolérance excessive au niveau des autorités qui fait qu'elles ne parviennent pas à maintenir l'ordre social. Ce qui fait que les problèmes qui se posent dans le pays ne sont pas résolus. Par conséquent, les populations perdent progressivement confiance en la capacité des autorités à gérer le pays. Plus les populations se convainquent que l'Etat est incapable de la gestion du pays, moins celui-ci bénéficie du respect de son autorité. Cette insatisfaction des populations les conduit à une défiance de l'Etat et à résoudre elles-mêmes leurs problèmes. Ce qui contribue à expliquer la recrudescence des tensions sociales et le problème de cohésion entre les communautés.

- La politique, source de conflit dans le pays
- Les hommes politiques, responsables de tensions et de conflits dans le pays

Les stratégies électorales des hommes politiques (type de propos tenus en période de campagne électorale contre l'adversaire politique) sont des sources de tensions et de division de la population. Ces tensions et /ou division perdurent même après les élections et influencent négativement la cohésion sociale.

- La non-acceptation de l'alternance politique par

L'affaiblissement des cadres de transmission de valeurs (la famille et l'école), facteur favorisant la recrudescence des conflits

La famille, premier cadre de socialisation de l'individu ne parvient plus à transmettre les valeurs sociales aux enfants. Cela s'explique par les nouveaux rôles sociaux joués par les parents (activités professionnelles, peu de temps pour assurer l'éducation des enfants, etc.). A cela s'ajoute l'incapacité de l'école à poursuivre ce rôle (la société Burkinabè lui conférant surtout un rôle d'instruction).



Chef-lieu de la région :

Ouagadougou

Localités de provenance des participants :

Ouagadougou

les ex-dirigeants du pays, cause de l'insécurité

Pour la population, le contexte d'apparition de l'insécurité (attaques par des groupes armés) permet d'établir un lien entre l'insécurité vécue dans le pays et une expression du mécontentement de ses ex-dirigeants qui utilisent ce moyen pour dissuader la population et reconquérir le pouvoir.

Ainsi, il existe un effritement des valeurs (telle la tolérance, le pardon, la solidarité, etc.) qui permettaient la cohésion sociale. D'où la recrudescence de la violence et des conflits.

Loi sur le foncier en déphasage avec la gestion traditionnelle du foncier

La loi sur le foncier est peu acceptée par les populations parce qu'elle ne prend pas suffisamment en compte les perceptions des populations rurales sur la gestion des terres (prêts, dons des terres, etc.). Certaines parties s'appuient sur les dispositions légales en leur faveur tandis que d'autres se basent sur

les règles coutumières contraires.

Pour certains, la loi sur le foncier rurale est surtout connue par ceux qui vivent en ville que par ceux qui vivent dans les zones rurales. Ce qui contribue à rendre difficile le respect de cette loi.

Des sentiments de délaissement de certaines régions du pays comme source de frustration et de perte de confiance en l'Etat

Certaines régions du pays (le Sahel et l'Est) sont perçues par les populations comme délaissées par les autorités. Ce sentiment qu'ont des Burkinabè vivant

dans ces parties du pays est pour eux une cause de frustrations exploitée par des groupes armés pour leur enrôlement en leur sein.

Le chômage des jeunes, un facteur favorisant l'insécurité

Le chômage des jeunes est un facteur qui favorise leur adhésion dans des groupes armés en vue d'ac-

quérir une source de revenu pour satisfaire à leurs besoins.

La tendance à opposer l'identité ethnico-religieuse à l'identité nationale, source de division et d'effritement de la cohésion sociale

L'identité nationale n'étant plus très forte au Burkina Faso, elle a cédé le pas aux identités religieuses, ethniques et culturelles qui sont en train de monter

en puissance introduisant ainsi la division et l'effritement de la cohésion sociale.

La stigmatisation des communautés, facteurs favorisant les conflits intercommunautaires

Les différentes ethnies véhiculent des stéréotypes basés sur du faux les uns sur les autres. Ces stéréotypes qui sont portées sur les communautés créent

parfois des frustrations qui, lorsqu'elles dégénèrent, se transforment en conflits intercommunautaires.

Des prêches incitant à la haine

La religion à travers des prêches véhiculant des discours haineux entraînent un effritement de la cohésion sociale au sein du pays. Toutefois la religion se-

rait utilisée par les groupes armés comme un moyen par atteindre un objectif.

La porosité des frontières

Le Burkina Faso n'étant pas « une île sur la planète », il subit l'influence de ce qui se passe ailleurs.

Les armes qui se sont déversées dans la bande sahélienne sont utilisées par les groupes armés dans le pays. D'où l'insécurité vécue dans le pays.

Annexe C: Questionnaire d'étude

Sous- thème	#	Question	Réponses	Type
DÉMOGRAPHIE				
Démographie	1.1	Quel est votre sexe ?	Homme, Femme, Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Démographie	1.2	Quel est votre âge ?	18-25, 26 - 35, 36 - 45, 46 -559, 56-64, 65+	Multi (1)
Démographie	1.3	Dans quelle région habitez-vous maintenant ?	Centre Nord, Nord, Sahel, Est, Boucle de Mouhoun, Hauts Bassins	Multi (1)
Démographie	1.4	Est-ce que vous avez dû vous installer ailleurs pendant les 12 derniers mois à cause de violence armée ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Démographie	1.5	Habitez-vous dans un milieu urbain ou rural ?	Urbain, rural	Multi (1)
Démographie	1.6	Quel est votre niveau d'études ?	Non-scolarisé, Primaire, Secondaire, Universitaire	Multi (1)
Démographie	1.7	Quelle est votre religion ?	Islam, Christianisme, Animisme, Autre, Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Démographie	1.8	Quelle est votre appartenance ethnique ?	Mossi, Gourmantché, Peulh, Bobo, Sénoufo, Gourounsi, Autre, Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
COHÉSION SOCIALE				
Différences religieuses	2.1	Dans votre quotidien, interagissez-vous normalement avec des personnes de religions différentes ?	(Jamais) 1 - 5 (toujours) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Différences religieuses	2.2	Avez-vous déjà pris part à la célébration d'événements sociaux (par exemple des mariages) dans un lieu de prière d'une religion autre que la vôtre ?	Oui - non -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Différences religieuses	2.3	Seriez-vous d'accord si votre sœur, frère, fille ou fils épouse une personne d'une religion différente que la vôtre ?	(Pas du tout) 1 - 5 (absolument) -- Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Différences religieuses	2.4	Feriez-vous des affaires avec quelqu'un d'une religion différente ?	(Pas du tout) 1 - 5 (absolument) -- Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Appartenance à une même nation avec des valeurs partagées	3.1	Lequel des éléments suivants vous définissent-ils en premier ?	Nationalité, Religion, Appartenance à une région, Groupe ethnique, Profession, Autre, Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Appartenance à une même nation avec des valeurs partagées	3.2	Dans votre quotidien, avez-vous normalement du contact avec des personnes de groupes ethniques différentes ?	(Jamais) 1 - 5 (toujours) -- Je préfère ne pas répondre	Scale

Sous- thème	#	Question	Réponses	Type
Appartenance à une même nation avec des valeurs partagées	3.3	Est-ce que vous partagez la plupart des valeurs ou principes avec d'autres Burkinabè, indépendamment de leur religion, groupe ethnique ou origine ?	Oui - non -- Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Appartenance à une même nation avec des valeurs partagées	3.4	Avez-vous déjà participé à des événements commémoratifs nationaux importants où plusieurs groupes religieux ou ethniques sont représentés ?	(Jamais) 1 - 5 (toujours) -- Je préfère ne pas répondre	Scale

CONFLIT ET INSECURITE

Insécurité et violence armée	4.1	Lorsque vous circulez pour vos tâches quotidiennes, craignez-vous d'être agressé, enlevé ou tué ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Insécurité et violence armée	4.2	Quand quelqu'un de votre famille sort seul, craignez-vous qu'il ou elle soit agressée(e), enlevée(e) ou tuée(e) ? Vous inquiétez-vous plus pour certains ?	Je m'inquiète surtout quand un jeune sort seul Je m'inquiète surtout quand une femme sort seul Je m'inquiète surtout quand un homme sort seul Je m'inquiète (autres) Non, je ne m'inquiète pas Je préfère ne pas répondre	Multi (+)
Insécurité et violence armée	4.3	Avez-vous ou connaissez-vous quelqu'un qui a été victime de menaces ou violences armées au cours des 12 derniers mois ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Insécurité et violence armée	4.4	Avez-vous adapté votre vie quotidienne pour réagir à cette menace ou violence armée vécue, et si oui, comment ?	Non à la question précédente / Je n'ai pas adapté ma vie quotidienne / Je préfère ne pas répondre / Je ne sors plus de la commune/région / Je ne sors plus pour aller sur le marché / Je ne peux plus faire mon travail comme avant / Je fréquente moins les gens d'une autre ethnie ou religion / Je m'organise avec des gens de ma localité pour se protéger mutuellement sans armes / Je m'organise avec les gens de mon groupe ethnique pour se protéger mutuellement sans armes / Je m'organise avec des gens de ma religion pour se protéger mutuellement sans armes/ Autres	Multi (+)
Accès aux ressources naturelles et à la terre	5.1	Est-ce qu'il y a des conflits parmi ou entre les éleveurs et les agriculteurs dans votre localité ?	(Jamais) 1 - 5 (souvent) Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Accès aux ressources naturelles et à la terre	5.2	Ce conflit a-t-il affecté ou affecte-t-il votre vie quotidienne ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre / Jamais à la question précédente	Scale
Accès aux ressources naturelles et à la terre	5.3	Est-ce qu'il y a des conflits liés à l'accès ou à la gestion des ressources minières dans votre localité ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre	Scale

Sous- thème	#	Question	Réponses	Type
Accès aux ressources naturelles et à la terre	5.4	Connaissez-vous quelqu'un (y-compris vous-même) dont la terre a été prise par une société ou un businessman ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Accès aux ressources naturelles et à la terre	5.5	Est-ce que cela a créé des conflits ?	Oui, à propos de l'indemnisation / Oui, à propos de la possession / Oui, autres / Je préfère ne pas répondre / Non à la question précédente	Multi (1)

GOUVERNANCE ET JUSTICE

Mauvaise gouvernance et corruption	6.1	Est-ce que vous seriez à l'aise de demander aux autorités comment l'argent public est dépensé dans votre localité ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Mauvaise gouvernance et corruption	6.2	Croyez-vous que l'argent public soit dépensé pour ce que les autorités disent qu'il est dépensé (par exemple, en suivant le plan de développement) ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Mauvaise gouvernance et corruption	6.3	Est-ce que l'argent ou les affinités ou la famille influencent les nominations aux postes publics ?	(Jamais) 1 - 5 (toujours) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.1	Les gens sont-ils punis de la même façon quand ils commettent les mêmes crimes ?	(Jamais) 1 - 5 (toujours) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.2	Qui bénéficie le plus de l'impunité ?	(Options) Les autorités politiques Ceux qui font partie d'un parti politique Ceux d'un certain groupe ethnique Ceux avec beaucoup d'argent Autre	Multi (1)
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.3	Faites-vous confiance en le système de justice officiel ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.4	Avez-vous été témoin durant ces 12 derniers mois d'un règlement de compte privé où quelqu'un s'est rendu justice) ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.5	Dans ce cas, diriez-vous que cette justice populaire a donné de bons résultats ?	(Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre / Non à la question précédente	Multi (1)
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.6	Connaissez-vous des cas de détention arbitraire ou d'exécution arbitraire dans votre région au cours des 12 derniers mois ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Impunité et faiblesse du secteur de la justice	7.7	Pour quelle raison ont-ils été détenus ou exécutés ?	Je ne sais pas / Suspicion de terrorisme / Par erreur / À cause de leur religion / Je préfère ne pas répondre / Non à la question précédente	

Sous- thème	#	Question	Réponses	Type
Mécanismes traditionnels de gestion pacifique des conflits	8.1	Avez-vous, vous-même ou une de vos proches, eu son litige traité devant une autorité coutumière ou traditionnelle de votre communauté (par exemple le moghol Naaba) ?	Non Oui, un conflit dans ma localité Oui, un conflit dans la famille Oui, un conflit entre agriculteurs et éleveurs Oui, autres conflits Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Mécanismes traditionnels de gestion pacifique des conflits	8.2	Êtes-vous satisfait de la façon dont ce conflit a été résolu ?	(Non à la question précédente) (Pas du tout) 1 - 5 (beaucoup) -- Je préfère ne pas répondre	Scale
Mécanismes traditionnels de gestion pacifique des conflits	8.3	Quelle est la principale raison pour laquelle vous préférez ces mécanismes traditionnels de résolution des conflits dans certains cas ?	Je ne préfère jamais les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, Capacité de concilier, Connaissance de la réalité, Moins coûteux, Plus rapide, Moins corrompu, Je préfère ne pas répondre	Multi (1)

OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET STIGMATISATION

Accès aux opportunités économiques inégal	9.1	Est-ce que les micro-crédits de l'État sont donnés à ceux qui en ont le plus besoin ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Accès aux opportunités économiques inégal	9.2	Est-ce que votre région bénéficie au même titre que les autres des opportunités économiques accordés par le gouvernement ?	Plus que les autres régions / Même que l'autre région / Moins que les autres régions / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Accès aux opportunités économiques inégal	9.3	Connaissez-vous quelqu'un qui a opté de rejoindre un groupe armé parce que c'était la seule opportunité pour gagner de l'argent ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Accès aux opportunités économiques inégal	9.4	Connaissez-vous quelqu'un qui a déjà été refusé un emploi à cause de son appartenance ethnique ou religieuse (y-compris vous-même) ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Discrimination genre	10.1	Connaissez-vous quelqu'un qui a déjà été refusé un emploi parce que c'était une femme (y-compris vous-même) ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Discrimination genre	10.2	Dans votre occupation actuelle, refuseriez-vous d'embaucher ou de travailler avec quelqu'un parce que c'est une femme ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Discrimination genre	10.3	Dans votre occupation actuelle, refuseriez-vous d'embaucher ou de travailler avec quelqu'un parce que c'est quelqu'un vivant avec un handicap ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Discrimination genre	10.4	Est-ce que les opinions des femmes sont prises en compte dans les décisions quotidiennes sur la façon de gérer la communauté ?	Oui, dans tous les aspects / Oui, sur des questions qui concernent les femmes / Oui, (autres) / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)

Sous- thème	#	Question	Réponses	Type
Discrimination genre	10.5	Connaissez-vous des femmes dirigeantes qui ont une forte influence sur la façon dont les choses se déroulent dans une communauté ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Stigmatisation communautaire	11.1	Lorsqu'il y a une attaque armée dans votre localité, est-ce qu'il est plus probable qu'elle ait été perpétrée par un groupe ethnique particulier ?	Oui, par (groupe) / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Stigmatisation communautaire	11.2	Connaissez-vous des attaques armées dans votre région attribuées à un groupe ?	Oui, et il y avait des preuves / Oui, mais il n'y avait pas des preuves / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Stigmatisation communautaire	11.3	Avez-vous, vous ou des membres de votre famille, été la cible de messages haineux ou dévalorisants ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)
Stigmatisation communautaire	11.4	Cachez-vous parfois votre identité pour éviter les messages haineux ou dévalorisants ?	Oui / Non / Je préfère ne pas répondre	Multi (1)

Bibliographie

1. Beucher B., 2011, Le Burkina Faso et son environnement géopolitique : essai de mise en perspective historique, *Annuaire français des relations internationales*, vol. XII, Paris, La Documentation française, pp. 687-701, 2011.
2. Emilie de BONNEVAL, Contribution à une sociologie politique de la jeunesse Jeunes, ordre politique et contestation au Burkina Faso, Thèse pour le Doctorat en Science politique Université Montesquieu – Bordeaux Iv / Sciences Po Bordeaux (3 Février 2011).
3. Grégory E., La Dynamique des ONG au Burkina Faso : une efficacité en question. Université de Caen, 2007.
4. Hagberg S., *À l'ombre du conflit violent, Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agro-pasteurs peul au Burkina Faso*, Centre d'Etudes Africaines, 2001.
5. Interpeace, Étude et revue académique des facteurs et dynamiques de conflit et résilience au Burkina Faso, janvier 2020.
6. Ilboudo P., 1966, *Croyances et pratiques religieuses traditionnelles des Mossi*, Recherches Voltaïques 3, Paris, CNRS, p. 47, 1966.
7. Kaboré R. B., Histoire politique du Burkina Faso 1919-1920, l'Harmattan, Février 2002, 668 pages.
8. Kibora L. et al, Vers une réforme du système de sécurité burkinabé ? African Security Sector Network, fondation pour la recherche stratégique, septembre 2017.
9. Loada A. et Romaniuk P., « Preventing Violent Extremism in Burkina Faso: Toward National Resilience Amid Regional Insecurity », Global Center on Cooperative Security, juin 2014.
10. Khietega J-B., L'enseignement de l'histoire au Burkina Faso, in Madiaga G et Nao O. : Burkina Faso. Cent ans d'Histoire, 1895-1995 ; Karthala, PUO, pp. 47-60, 1999.
11. Kouléga J. N., Le Burkina Faso de 1991 à nos jours : entre stabilité politique et illusionnisme démocratique, Science politique, Université Montesquieu - Bordeaux IV, 2013.
12. Merton, R., *Eléments de théories et de méthodes sociologiques*, Edition Plon, Paris, 1965.
13. Mills, W., *L'imagination sociologique*, Maspero, Paris, 1977.
14. Parsons, T., *Elément pour une sociologie de l'action*, Plon, Paris, 1957.
15. Parsons, T., *The social system*, The free press, Glencoe, 1961.
16. Olivier De Sardan, J.P., 1995, « La politique du terrain » in *Les terrains de l'enquête*, n°1, Editions Parenthèses, pp.71-119.
17. Sampana L., la démilitarisation paradoxale du pouvoir politique au Burkina Faso, Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire, « Les Champs de Mars » 2015/3 N° 28, pages 34 à 49.
18. Sten Hagberg, et al. Sécurité par le bas Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso Papers in Africa Studies – 2019.



Interpeace
Bureau de Ouagadougou

Zone du bois
Quartier Zogona- secteur 13
Section EO parcelle 15, Rue 13.25

www.interpeace.org



En partenariat avec les Nations unies